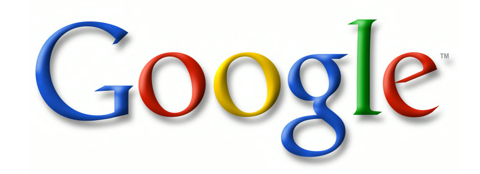
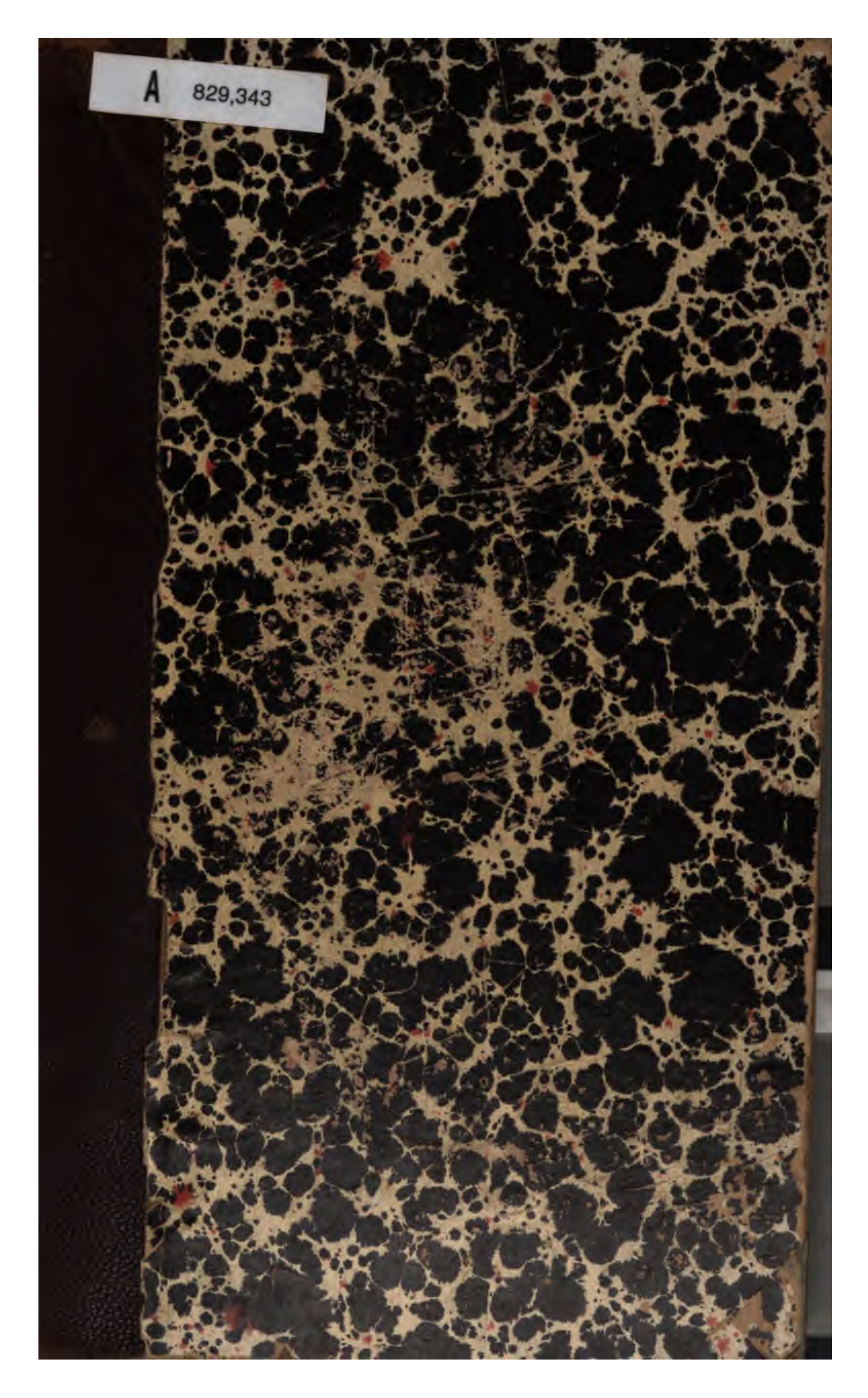
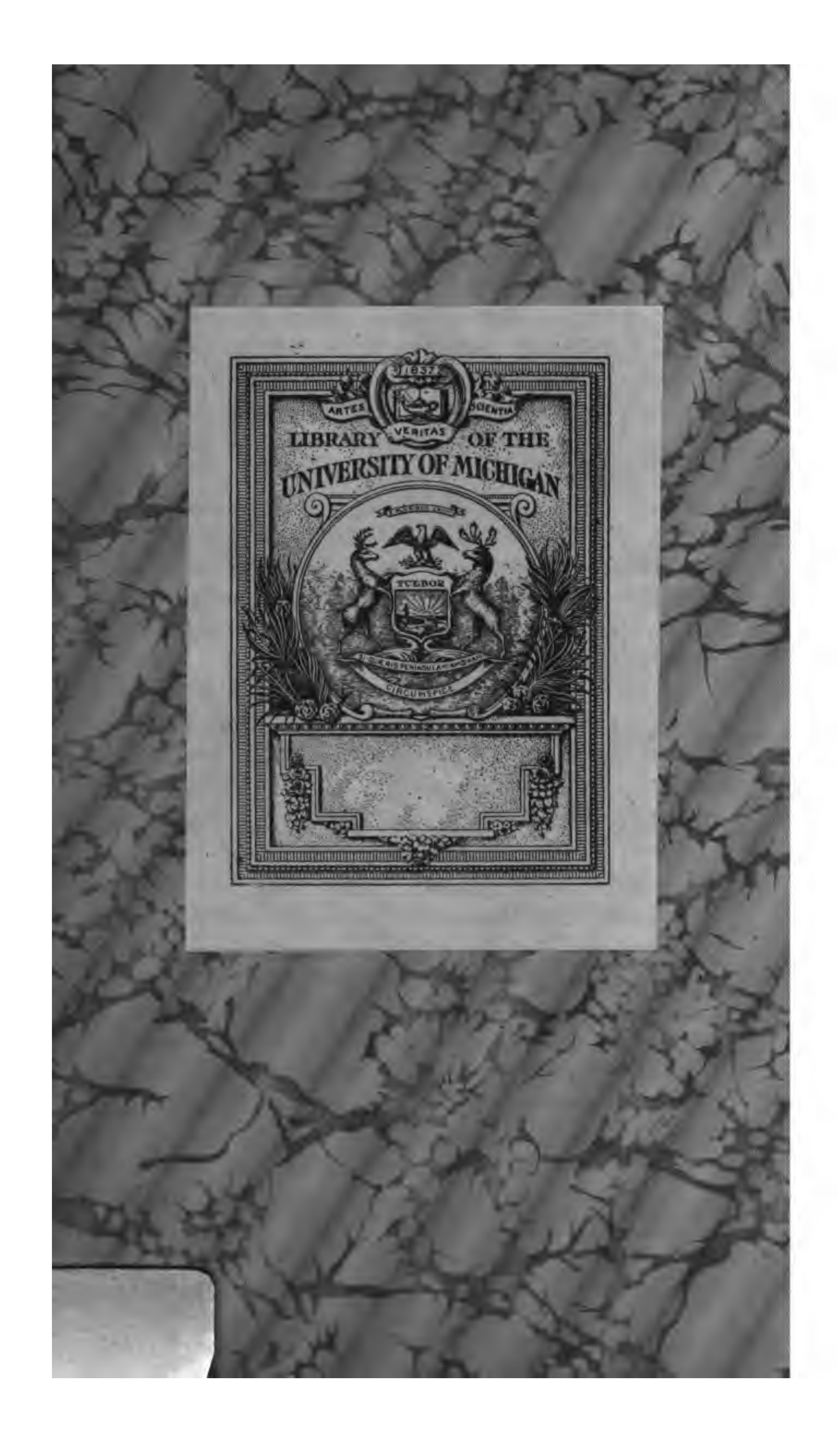
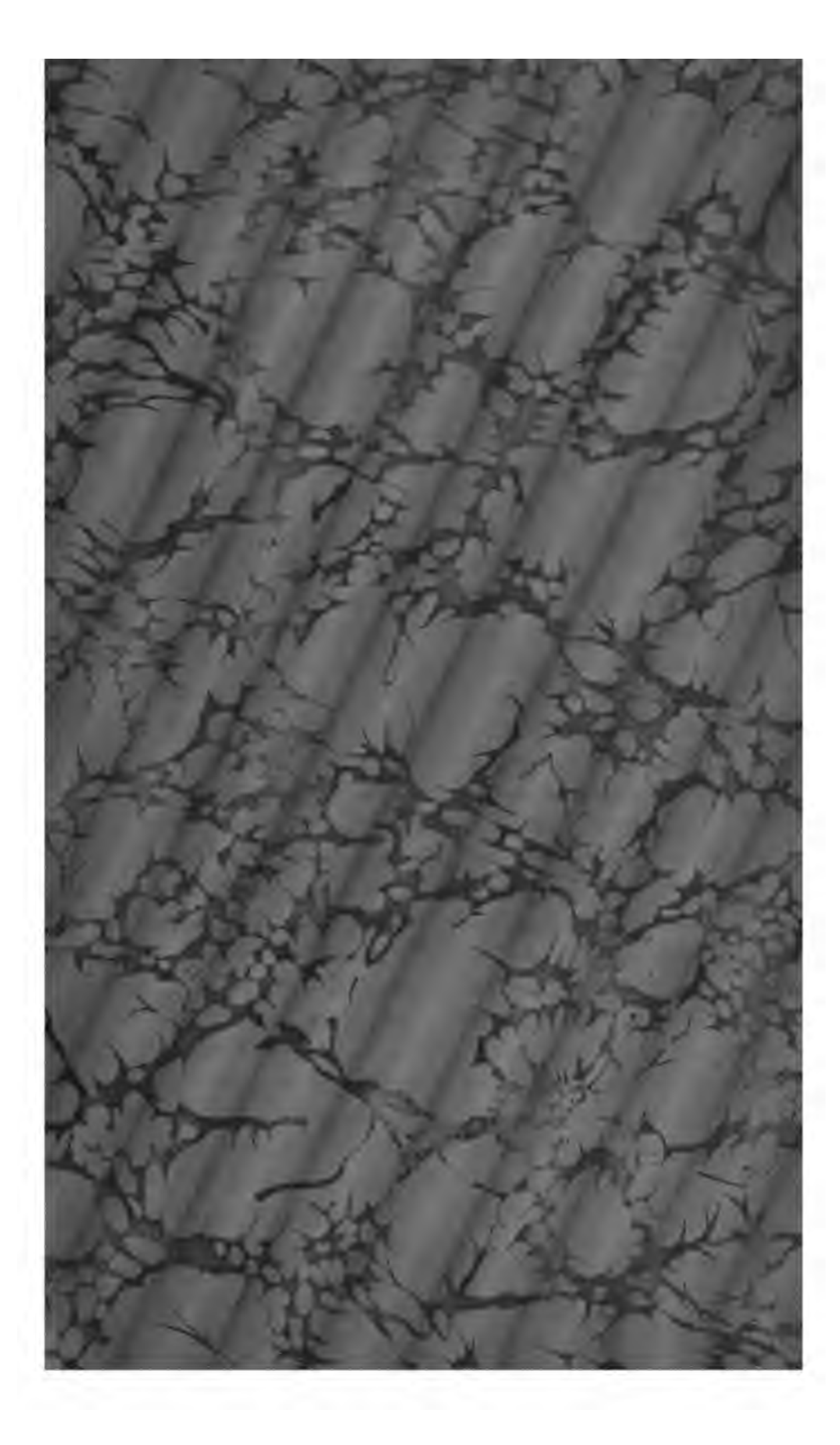






1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE



Il a été tiré, à part, quinze exemplaires sur papier de Hollande numérotés à la presse (1 à 15).

L'EMPEREUR
ALEXANDRE III
ET SON ENTOURAGE

L'EMPEREUR

ALEXANDRE III

ET

SON ENTOURAGE

PAR

NICOLAS NOTOVITCH



PARIS

PAUL OLLENDORFF, ÉDITEUR

28 BIS, RUE DE RICHELIEU, 28 BIS

—

1893

A UNE FRANÇAISE

MADAME,

Vous êtes l'inspiratrice de ce livre ; il est juste qu'il vous soit dédié.

Quand je l'ai composé, j'ai obéi au précepte des orateurs ; j'ai négligé les auditeurs inconnus et j'ai choisi tout près de moi la personne dont j'avais le plus à cœur de conquérir les suffrages, persuadé que son approbation entraînerait celle du public. Je vous lisais chaque soir les pages écrites le jour, content de mon labeur quand je lisais sur votre charmante physionomie l'expression de la satisfaction ; déconcerté, au contraire, et certain d'avoir mal fait, quand j'y découvrais l'indifférence ou la lassitude.

Qu'importe votre nom ! Il n'apprendrait rien à la

foule des blasés. Quant à ceux qui estiment que la vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue si elle ne se concentrait tout entière en une affection profonde et inaltérable, à ceux qui savent apprécier le charme mystérieux du sonnet d'Arvers, ils me blâmeraient, non sans raison, d'avoir levé des voiles que le respect me commande de tenir toujours abaissés.

A l'égard de tous, comme à mes propres yeux, vous resterez la France, dont vous avez été pour moi la gracieuse et tout aimable personnification.

Bien souvent, au cours de nos interminables causeries sur la Russie, ma Patrie glorieuse et imparfaitement connue, vous m'avez conseillé de mettre en ordre les notes amassées, et d'initier les Français aux secrets de la politique présente et future de notre grand Empereur.

Quand vous me parliez ainsi, il me semblait entendre la voix de la France, et j'ai cru lui obéir en me décidant à faire cette longue conférence écrite, où le lecteur trouvera sinon l'éloquence des poètes, du moins la sincérité absolue de l'ami.

J'ai voulu tout dire, en effet, et me défiant de l'enthousiasme cependant bien pardonnable du patriote, je n'ai voulu laisser dans l'ombre aucune des taches qui obscurcissent le ciel éclatant de lumière de la Sainte Russie.

En étudiant la vie publique et en dévoilant même l'existence privée de nos Princes et de nos Princesses, des héros modernes et des personnages éminents qui travaillent avec eux à la grandeur nationale, je n'ai eu d'autre souci que celui de la vérité. J'ai usé envers tous et envers chacun de cette liberté presque indéfinie que nos lois et nos mœurs accordent à chaque sujet du Tsar pour juger, approuver ou critiquer telle ou telle de nos institutions, tel ou tel de nos hommes illustres.

Mais depuis que j'ai le bonheur d'habiter la France, j'ai remarqué qu'après avoir traversé l'atmosphère allemand, hommes et institutions russes vous parvenaient parfois défigurés ou ridiculisés.

J'ai dû souvent rectifier des erreurs, et pour y réussir je me suis borné à présenter les choses et les hommes tels qu'ils sont.

Tout mon ouvrage, par exemple, proteste contre l'idée fausse qui a cours généralement à l'occident de l'Europe, au sujet de la nature même du gouvernement russe.

On a tellement l'habitude, dans les pays constitutionnels, de diviser les nations en deux camps nettement tranchés, le camp conservateur et le camp libéral, qu'on se figure qu'il n'en va pas autrement en Russie, et on a coutume de classer l'auto-

cratie russe parmi les gouvernements conservateurs.

Nous ne comprenons absolument rien à cette classification, et j'ajoute même qu'elle est tout à fait incompréhensible pour tout esprit de bonne foi qui a étudié de près notre régime administratif.

Le gouvernement russe n'est ni conservateur ni libéral. Il prend des mesures conservatrices ou libérales, selon qu'il les juge nécessaires au bonheur, à la tranquillité et au progrès pacifique du pays. Il ne consulte jamais l'intérêt des partis, par cette excellente raison que les partis n'existent pas en Russie. (Avseenko, *Gazettes de Saint-Pétersbourg*, 1889.)

Deci delà, du sein de cette fourmilière humaine qui compte plus de cent millions d'âmes, peut s'élever quelque voix discordante, mais elle est étouffée aussitôt par les acclamations unanimes de la nation.

La nation russe tout entière se résume en un seul homme : l'Empereur. Il ne l'absorbe pas, comme l'insinuent malicieusment nos ennemis, mais elle s'est concentrée en lui. Elle s'est donnée volontairement à lui et il consacre sa vie à son bonheur.

Je ne discute point le plus ou moins d'excellence de ce régime, et je me garde surtout de le comparer à d'autres systèmes politiques dont les peuples se montrent par ailleurs satisfaits.

Je dis simplement que la chose est ainsi, et j'en

tire cette conséquence qu'il serait absurde de chercher en Russie trace des luttes intestines qui passionnent les foules au profit de quelques centaines de souverains irresponsables.

D'autres intérêts nous passionnent et provoquent parmi nous des enthousiasmes et des dévoûments que bien des Républiques n'ont pas connus.

Notre vénération pour notre Souverain est sans bornes, parce que le Tsar incarne à nos yeux la Patrie sacrée, et de cette vénération naît le loyalisme, cette vertu si féconde en miracles.

Les hommes ne sont grands parmi nous qu'autant qu'ils ont exécuté avec fidélité et intelligence la Volonté du Maître.

La Russie est un peuple de chevaliers égarés au milieu du XIX[e] siècle, et chaque Russe a pris pour devise : son Empereur et sa Dame.

Si j'ai bien fait comprendre cette vérité à mes lecteurs, et si j'ai réussi à vous l'exprimer avec toute ma conviction et avec tout mon désir de vous plaire, Madame, je croirai avoir accompli toute ma tâche.

NICOLAS NOTOVITCH.

INTRODUCTION

LES ORIGINES DU RÈGNE

Le 1er mars 1881 est une des éphémérides les plus lugubres de la Russie. A cette date, l'Empereur Alexandre II fut assassiné en plein jour, en pleine rue, au milieu de sa garde dévouée.

Les assassins appartenaient à la secte des nihilistes. Leur détestable forfait couronnait une série d'attentats qui avaient providentiellement échoué mais laissaient planer sur les esprits une inquiétude de tous les instants. Toutefois, le personnel de la haute administration avait su, dans les derniers temps, inspirer une telle confiance qu'au moment même où éclatèrent les bombes parricides, le péril pouvait paraître définitivement conjuré.

Les nihilistes disaient agir au nom du peuple russe. Calomnie odieuse et prétention absurde! Alexandre II était adoré de ses sujets. Comment le peuple russe aurait-il désiré la mort d'un prince qui avait consacré à son bonheur les vingt-cinq années d'un règne fécond en

conquêtes pacifiques et en réformes heureuses, et marqué notamment par la restauration des grandes libertés publiques? Et même dans l'hypothèse que quelques conspirateurs exaltés eussent rêvé d'un nouvel ordre de choses, comment admettre qu'ils eussent décerné à une tourbe de déclassés et de gens sans aveu le mandat de commettre un crime au moins inutile afin de réaliser un programme chimérique?

La vérité, c'est que la fin tragique d'Alexandre II causa en Russie peut-être autant d'étonnement que de stupeur, comme tout ce qui est inexplicable; et le grand peuple russe, pour qui le loyalisme est une vertu nationale, mit de longs mois à s'accoutumer à l'idée que son Empereur bien-aimé ne présidait plus à ses destinées.

J'insiste sur ce point d'histoire, avant de commencer l'étude du régime actuel, parce qu'il est nécessaire de fixer exactement l'opinion au sujet des sentiments professés par le peuple russe à l'égard de son souverain.

J'en ai besoin pour mieux éclairer mes appréciations des événements qui ont suivi cet épisode sanglant et en ont été la conséquence logique. Ce serait peu d'ailleurs de prendre le meurtre d'Alexandre II pour point de départ unique du règne d'Alexandre III. Tout s'enchaîne régulièrement dans les annales de la Russie, et, pour expliquer certains actes de notre gouvernement, il me faut jeter un assez long regard en arrière et esquisser à longs traits le tableau des deux règnes précédents.

§ 1. — Nicolas Ier et la guerre de Crimée.

La Russie, occupant le poste avancé de la civilisation chrétienne en Orient, l'Empereur Nicolas avait cherché

à remplir la mission qui semble naturellement dévolue à son peuple, en exigeant que la Turquie émancipât enfin les chrétiens d'Europe courbés sous son joug depuis quatre siècles et qu'elle proclamât la liberté des cultes en Asie.

Mais l'Angleterre a besoin de maintenir intacte la barbarie musulmane, et le Commandeur des croyants n'est plus entre ses mains qu'un homme d'affaires complaisant qui lui permet de trafiquer presque sans concurrents dans toutes les échelles du Levant. A l'idée qu'à cette barbarie pourrait succéder un système de gouvernement plus régulier ou au moins plus supportable; à la pensée qu'elle ne serait plus seule à fréter ses navires dans les riches ports de la Propontide qui sont comme les rendez-vous commerciaux de toute l'Asie, l'Angleterre trembla pour ses intérêts. Travestissant nos sentiments, elle osa accuser la Russie d'ambition et elle provoqua dans l'Europe occidentale un bruit tellement assourdissant que la vérité ne réussit pas à faire entendre sa voix. Exploitant l'amour-propre bien mal placé de Napoléon III, ce nouveau venu dans la famille des souverains, lui rappelant insidieusement qu'il était redevable de son trône aux intrigues anglaises, elle sut l'engager dans une alliance offensive dont tous les profits devaient être pour elle et les désavantages pour la France. La guerre fut déclarée au moment où l'armée russe, franchissant victorieusement le Danube, venait d'emporter de vive force Kars, Silistrie, et d'autres boulevards de l'islamisme.

Résolus d'exploiter la bravoure des troupes françaises, les Anglais s'étaient réservé en fait, sinon en apparence, la direction des opérations militaires. L'agression

fut dénuée de franchise : au lieu de nous attaquer de front, dans les Balkans ou en Arménie où était concentré le gros de nos forces mobilisées, nos ennemis déplacèrent le centre de l'action et se portèrent en masse contre la faible forteresse de Sébastopol, dont la petite garnison était séparée par des milliers de verstes du reste de l'armée active. L'Empereur Nicolas eut à peine le temps, avec quelques bataillons de dépôts, de former plusieurs régiments de marche et de les diriger en toute hâte vers la presqu'île de Crimée où s'organisa contre la coalition une véritable défense nationale.

On sait le reste ; notre armée improvisée et mal instruite, pénétrant après des semaines de marche forcées dans la ville assiégée, y tenant onze mois entiers, sans communications avec la patrie et avec le monde, livrant des batailles rangées et repoussant de terribles assauts, ne quittant la place remise à son honneur qu'en bon ordre et les armes à la main, et ne laissant derrière elle qu'un amas de décombres fumants.

« A Sébastopol il n'y a eu ni vainqueurs ni vaincus ! » a dit un jour très haut le général Saussier. Parole vraie qui explique des deux parts l'absence totale d'esprit de rancune et de désir de revanche. J'ajouterai pour l'honneur de ma nation que jamais ne s'est mieux vérifié qu'à Sébastopol, le dicton qui a cours dans notre armée : « Si les Russes ne remportent pas toujours la victoire, du moins ils ne se font jamais battre ». Et ceux qui soutinrent si bravement la renommée du pays étaient des moujiks mal armés, arrachés, de la veille, aux travaux des champs, ignorants des choses de la guerre et luttant contre les meilleurs soldats du monde.

Néanmoins la partie était provisoirement perdue.

Continuer la guerre, c'était prolonger sans profit les souffrances du pays et s'écarter du but primitif, la libération des chrétiens d'Orient. Mieux valait évidemment se recueillir dans une paix honorable et attendre patiemment l'heure propice à l'accomplissement des nobles destinées de la Russie.

Nicolas le comprit ainsi et se prépara à régulariser une situation politique créée par une fatalité plus puissante que sa volonté souveraine. Mais un chagrin profond dévorait son âme altière. Le grand autocrate, digne successeur de Pierre le Grand et continuateur de Catherine, considérait comme une humiliation personnelle d'apposer sa signature au bas d'un traité qui ne consacrait pas dans leur plénitude les conceptions généreuses de son génie; il lui semblait qu'il allait laisser au bas de cette page quelque chose de l'honneur de la Russie, son bien le plus cher au monde, et cette idée lui devenait de jour en jour insupportable.

Dieu eut pitié de telles angoisses et lui épargna la mortification qu'il redoutait le plus. La mort, qu'il appelait et dont il avait ressenti les premières atteintes à la nouvelle de la chute de Sébastopol, vint à temps à son aide. Il la vit approcher sans crainte, en intrépide soldat qu'il fut toujours; il la salua comme une délivrance, et la plume qui avait signé tant d'ukases passa de sa main défaillante aux mains de son fils Alexandre II dont le premier acte important fut l'acceptation des faits accomplis et l'acquiescement au Traité de Paris.

Par ce traité, l'Europe Occidentale refusait à l'Orient les bienfaits de la civilisation et décrétait que cent millions d'êtres humains continueraient à croupir dans la barbarie.

§ 2. — Alexandre II et ses réformes.

Le jeune Empereur qui subissait, dès son avènement au trône, cette abdication de l'humanité, était plus un penseur qu'un soldat, son enfance ayant été livrée à des professeurs et les instructeurs militaires ne lui ayant enseigné, de l'art de la guerre, que ce que l'héritier d'un si puissant empire ne doit pas ignorer. Il comprit que des réformes intérieures seraient plus nécessaires au relèvement de sa nation que de nouvelles conquêtes, et il s'imposa la tâche de reconstruire l'édifice social en se servant des matériaux qu'il avait sous la main.

Lourde tâche par elle-même, rendue plus lourde par l'état de dépérissement du pays et par la persistance de certains préjugés avec lesquels un autocrate lui-même est obligé de compter !

Mais la devise d'Alexandre II semblait être celle du roi Charles V de France : « Les rois sont plus heureux que les autres hommes, parce qu'ils ont plus de facilités de faire le bien ! » Il se dévoua donc, en dépit des obstacles, à faire du bien à ses sujets, et, en premier lieu, à leur assurer cette liberté individuelle qui est le premier de tous les biens et le principe de la grandeur des autres peuples de l'Europe.

L'abolition du servage n'alla pas, on s'en souvient, sans soulever de vives protestations. La noblesse, privée tout à coup de ses prérogatives séculaires, cria bien haut qu'elle était spoliée.

Ses représentants, convoqués au château du Kremlin, exposèrent au jeune Empereur qu'il y avait injustice à priver les plus fermes défenseurs de l'empire de droits

qui constituaient le plus clair de leurs patrimoines; que, protecteurs-nés du peuple, ils ne pouvaient remplir vis-à-vis de lui leur mission qu'à la condition d'être payés de retour; que le moujik, naturellement rebelle à la loi du travail, ne cédait qu'aux moyens coërcitifs, et qu'en obtenant la faculté d'aller ou de ne pas aller à la charrue il allait laisser en friche non seulement les terres des seigneurs mais celles qui lui seraient attribuées pour sa propre subsistance. Ils ajoutèrent qu'il serait impolitique d'appeler subitement à la dignité d'hommes libres des millions d'hommes qu'aucune éducation n'avait préparés à ce genre de vie et qui seraient évidemment tentés d'en abuser, au grand détriment de la chose publique. Ils rappelèrent Pougatcheff et la terrible insurrection agraire du dernier siècle.

Alexandre II répondit, sans se déconcerter, que la grande injustice consistait à exploiter le travail de la grande majorité de la nation au profit d'un petit nombre de privilégiés; que l'obligation de protéger les paysans se conciliait parfaitement bien avec l'indépendance individuelle de ceux-ci, qu'on en voyait l'exemple dans plusieurs contrées de l'Europe, où la subordination, pour n'être point forcée n'en est que plus réelle; que l'inclination à la paresse du moujik était une conséquence du servage et qu'il retournerait spontanément au travail quand le travail porterait en lui-même sa récompense; qu'au surplus il s'agissait avant tout de régulariser les rapports entre propriétaires et ouvriers de la campagne; qu'en assurant à ceux-ci la vie matérielle avec l'indépendance on procurait à ceux-là des auxiliaires dévoués et non plus des esclaves. L'Empereur ajouta que l'excès de la liberté portait en lui-même son remède,

que Pougatchef avait bien pu lever une armée de serfs exaspérés mais qu'il n'aurait pas entraîné dans sa révolte un seul homme libre.

Finalement, l'Empereur refréna les dernières résistances en invitant formellement ses auditeurs à le seconder dans son entreprise pour se conformer à sa volonté souveraine absolue.

Toute objection cessa sur-le-champ. Le peuple russe tout entier, depuis le premier des gentilshommes jusqu'au plus humble des paysans, a toujours considéré comme sacrée la personne de l'Empereur et sa parole comme indéfectible. L'Empereur n'est pas seulement l'arbitre des destinées de la Russie, c'est le témoin perpétuel de son histoire, le conservateur de ses lois, et, à ces titres divers, l'imagination l'investit d'une quasi-infaillibilité réclamant l'obéissance respectueuse de tous et de chacun.

L'ukase de 1861 fut donc rendu aux applaudissements unanimes de la Russie et de l'Europe; son exécution rapide ne souleva aucune révolte même partielle, et chaque paysan, maître désormais, en toute propriété, de sa maison et de son enclos, bénit la main bienfaisante qui n'oubliait aucun des sujets de l'empire dans la diffusion libérale de ses grâces.

Mais l'abolition du servage, la grande entreprise d'Alexandre II et son titre de gloire le plus incontestable, ne pouvait durer comme œuvre utile si elle n'était accompagnée d'autres réformes intérieures qui en étaient, pour ainsi dire, les corollaires.

La proclamation de l'égalité de tous les sujets de l'empire devant la loi, la refonte de la procédure qui eut pour effet de réduire à des proportions raisonnables la

durée jadis illimitée des procès civils; la promulgation d'une législation agraire qui fixa définitivement les limites des héritages et les règles de leur transmission; l'institution des justices de paix et des jurys d'assises, la rédaction d'un code administratif concernant les municipalités et la gestion des biens communaux, tel fut l'ensemble des mesures qui complétèrent l'abolition du servage et élevèrent bien vite le niveau moral du peuple russe à la hauteur de celui des nations européennes les mieux dotées sous le rapport des libertés publiques.

Le service militaire obligatoire, décrété en 1874, couronna l'œuvre de la réorganisation intérieure en préparant les revanches extérieures.

Désormais Alexandre II a mis la Russie à l'abri des surprises et des graves mécomptes. Systématique en toutes choses, il poursuit avec obstination le dessein de redonner à son pays son prestige diminué et de réparer ses forces affaiblies afin de le rendre capable de recommencer dans le monde son rôle historique si glorieux. Chacune de ses pensées est dirigée vers cet effort, chacune de ses entreprises concourt à sa réalisation. Bientôt peuple et Empereur, effaçant ensemble les traces d'un passé désastreux, vont être prêts à promener dans le monde oriental le flambeau de la civilisation et de la liberté, en même temps qu'ils imposeront le respect d'eux-mêmes aux gouvernements jaloux de l'Occident.

L'âme d'Alexandre II est inaccessible aux suggestions de la basse vengeance, mais sa propre dignité, le respect dû à la mémoire de son père, la conscience des devoirs qui lui incombent envers son peuple, lui

commandent de ne rien oublier, ni les injures infligées à son auguste prédécesseur, ni les dommages causés à sa patrie.

Napoléon III lui avait fait une guerre injuste. En 1870, Alexandre n'avait qu'à faire un signe pour arrêter l'armée prussienne dans sa marche victorieuse sur Paris, mais le Tsar offensé se souvenait ; il se renferma dans une stricte neutralité, et l'homme de Sébastopol, abattu, entrait dans l'histoire oublieuse des anciennes gloires sous le nom « d'homme de Sedan ». Sans tirer l'épée, Alexandre récupérait en même temps le droit d'entretenir une flotte sur la mer Noire, droit dont l'avait frustré une clause humiliante du Traité de Paris. Et telle était dès lors l'autorité reconquise, que l'Angleterre laissa passer sans protester ce défi jeté à ses hautaines prétentions de dominatrice universelle des mers. Cependant c'est moins de l'autre côté du Bosphore qu'il importe d'atteindre l'orgueilleuse nation que sur les bords de l'Indus. De 1870 à 1877 Alexandre II a préparé les étapes de la grande guerre où sera vraisemblablement décidé le sort de l'humanité tout entière. En ces quelques années, l'immense Asie Centrale tomba en son pouvoir ; la capitale de Tamerlan vit flotter sur ses vieilles mosquées les étendards du Tsar blanc, l'Oxus et l'Araxe furent franchis, la Sogdiane et la Bactriane, ces riches contrées qui furent témoins des exploits presque fabuleux d'Alexandre de Macédoine, sortirent de la nuit où elles sommeillaient depuis plus de deux mille ans pour se réveiller à une civilisation nouvelle, fille de la Grèce comme celles qui les avaient illuminées jadis et fille aussi de l'Évangile. Boukhara, Khiva, remis en notre pouvoir, nous constituent autant de boulevards importants d'où nous avons vue sur le

Pamir, ce vaste plateau du monde, où l'on assure que fut placé le berceau de l'humanité et où il semble que l'humanité s'apprête à se donner un dernier rendez-vous pour y livrer la suprême bataille.

Ces campagnes menées rapidement ayant aguerri nos troupes, l'Empereur jugea le moment venu de reprendre l'œuvre de la libération des Slaves, et d'arracher au joug dégradant de Mahometh les populations des Balkans, qui depuis plus d'un siècle tournent vers Saint-Pétersbourg leurs regards d'espérances.

On nous dispensera de faire l'historique de cette guerre inspirée par une pensée toute chevaleresque et qui n'était que la continuation de la campagne de 1855, brutalement interrompue par l'injustifiable intervention des chrétiens d'Occident.

On en connaît aussi les résultats : l'indépendance de deux royaumes proclamée; deux principautés nouvelles fondées, la Grèce agrandie, les Macédoniens et les Arméniens soulagés et protégés, notre frontière du Caucase rectifiée, avec Kars et Batoum comme postes avancés sur l'Asie-Mineure, enfin l'Empereur Nicolas consolé dans sa tombe au spectacle de la Bessarabie redevenant province russe.

Ces avantages auraient été encore plus considérables si la jalousie de l'Angleterre, secondée par l'hostilité rancunière de Bismarck, n'avait réussi à ameuter contre nous les méfiances irraisonnées de l'Europe, et si le traité de Berlin, revisant le traité de San Stéfano, n'avait sauvé encore une fois le Croissant d'une ruine qu'on put croire un instant irrémédiable.

L'Angleterre, en nouant cette nouvelle coalition, ajoutait un autre grief à celui de Sébastopol. Cette fois,

Alexandre II n'allait plus attendre vingt ans pour tirer une vengeance éclatante de ses perfidies.

Presque aussitôt après la conclusion du traité de Berlin, le général Stoletoff était dépêché avec une mission militaire à Caboul; des complications imprévues surgissaient dans le massif montagneux qui passe, à tort d'ailleurs, pour l'inexpugnable rempart des riches plaines de l'Hindoustan; les exploits de Skobéleff achevaient en un an la grande œuvre d'assimilation des peuplades voisines du vaste champ de combat où l'Éléphant et la Baleine sont sans doute appelés à se rencontrer; du Gange au Brahmapoutre, des nations sans nombre, courbées sous le régime anglais, frémissaient déjà comme à l'approche d'un Sauveur. La face du monde allait être changée, quand le crime atroce du 1er mars vint tout remettre en question et arrêter provisoirement la marche irrésistible de notre armée libératrice. Ce fut du reste une chance inespérée pour la reine d'Angleterre; car si l'Empereur Alexandre II vivait encore, il est probable que Victoria ne se parerait pas aujourd'hui du titre vaniteux d'Impératrice des Indes.

Je pense avoir résumé fidèlement le règne d'Alexandre II qui, en vingt-cinq ans, a notablement agrandi l'étendue de son immense empire, délivré plusieurs grands peuples de l'esclavage musulman, concédé à ses sujets toutes les franchises compatibles avec l'exercice régulier de l'autorité et mené à bonne fin, sans exciter ni troubles ni murmures, plus de réformes que n'en ont entrepris, dans le même laps de temps, tous les gouvernements constitutionnels et républicains réunis. De pareils résultats suffisent amplement à laver le régime autocratique des reproches que lui adressent l'ignorance ou le parti pris

de la mauvaise foi. Ils montrent qu'en Russie du moins, sinon ailleurs, l'autocratie est le gouvernement nécessaire.

§ 3. — **Le Nihilisme.**

Mais comme toute médaille a son revers, il serait puéril de ne pas reconnaître que le développement, peut-être trop précipité, des réformes d'Alexandre II, a engendré un courant de faux libéralisme, lequel, privé de direction, a perturbé quelque peu les jeunes imaginations. Des sectes socialistes, toutes plus ou moins incohérentes, se sont greffées sur des idées de liberté mal comprise et mal définie. Je passe sous silence celles qui furent et qui restent inoffensives, mais je dois m'étendre assez longuement sur celle que feu Tourguéneff a le premier baptisée du nom maintenant historique de nihilisme.

Le nihilisme, depuis sa naissance jusqu'à sa mort — car aujourd'hui il est irrévocablement mort, — n'a jamais revêtu de forme bien précise et n'a jamais rédigé bien clairement le programme de ses revendications ; son personnel lui-même ne paraît pas non plus avoir eu de cohésion bien solide.

Les nihilistes n'étaient-ils qu'une bande de déments ayant trompé la vigilance des pourvoyeurs de maisons de santé ? était-ce une association de malfaiteurs constituée uniquement en vue du pillage et de la destruction ? L'un et l'autre peut-être et, de toutes façons, des gens très dangereux.

Le nihilisme procédait-il d'une idée philosophique ? Une idée bien vagabonde alors, car elle rôdait partout

sans élire domicile nulle part, raccrochant au passage les cerveaux de la jeunesse grandissante.

Les étudiants de nos universités avaient salué avec enthousiasme les ukases libérateurs d'Alexandre II, et le magnanime Empereur n'avait rencontré dans aucune autre classe de ses sujets, d'adhérents plus déterminés et plus désintéressés. Mais à l'exaltation des premiers jours succéda bientôt parmi les plus inconsidérés d'entre eux une ivresse malsaine constamment entretenue par la lecture des sociologues et autres songe-creux allemands. Le besoin de Justice qui est inhérent au cœur de tout homme et qui agite les plus nobles passions à l'aurore de la vie, avait été largement satisfait par les formules de grande émancipation et par l'octroi des libertés publiques nécessaires. Mais les jeunes dont nous parlons ne voulurent voir dans ces concessions du libéral souverain, que la préface indispensable d'un régime constitutionnel.

Ah ! ce mot de *constitutionnel!* qui pourra compter le nombre de têtes qu'il affola, les actes héroïques, criminels, extravagants qu'il engendra, les flots d'encre et de paroles inutiles qu'il fit couler !

Il n'eût pas fait bon alors de démontrer que le régime constitutionnel présente, lui aussi, de graves inconvénients, comme toute machine d'invention humaine ; que son tort le plus apparent est de diviser en deux fractions, ennemies l'une de l'autre, les nations où il est implanté, d'être le règne d'une majorité tyrannique au détriment d'une minorité opprimée, d'envenimer et d'éterniser les haines entre les citoyens, de manquer de franchise puisqu'il n'établit que des responsabilités fictives, de prêter enfin aux soupçons les mieux fondés de vénalité et de

trahison. Nos étudiants refusaient même d'examiner les objections; ils aimaient mieux admirer tout en bloc et de confiance. Ils avaient soif d'absinthe et d'alcool pour avoir bu trop tôt et en trop grande abondance le vin pur et fortifiant qu'Alexandre II avait versé à la Russie.

Et comme rien n'est plus impérieux qu'un besoin factice à satisfaire, la Jeunesse des Écoles se mit en quête d'une formule qui résumât ses insaisissables aspirations et d'un chef qui la guidât sur la route où fleurissent les Sénats et les Chambres des députés avec les ministères solidaires et responsables.

La formule se trouva toute prête, comme à point nommé : c'était le nihilisme. Une bande de Polonais, rêvant de la reconstitution de leur patrie et considérant que le procédé le mieux approprié à l'accomplissement de leur projet serait de plonger l'empire tout entier dans la révolution et l'anarchie, l'inculquèrent à quelques douzaines de jeunes nobles dont les pères avaient été ruinés par les suites de l'ukase de 1861.

Le chef ne se rencontra pas, aucun homme sérieux et de caractère aventureux n'ayant consenti à prendre la tête d'un mouvement dont les moyens d'action étaient aussi aléatoires que criminels, et dont le but n'était rien moins que défini. Les conspirateurs russes, vraiment dignes de ce nom, ont le sens politique très accusé; hommes pratiques et positifs, ils ne se lancent dans une aventure qu'après en avoir calculé toutes les chances et s'être assurés qu'ils pourront reconstruire après qu'ils auront détruit. Ce sont des Italiens du moyen âge, qu'on dirait élevés à l'école de Machiavel; mais depuis Arkangel jusqu'à Odessa on ne trouvera pas, on n'a jamais trouvé l'étoffe d'un Catilina ou d'un Graque.

Et cependant si ces écervelés qui, pour la réalisation de leur impalpable idéal, ont failli mettre en cause l'existence même de la Russie, s'en étaient loyalement rapporté à leur Empereur; si, reconnaissants de ce qui avait été fait déjà, ils avaient placé leur confiance dans cet infatigable réformateur qui n'abandonnait une entreprise, après l'avoir terminée, que pour passer immédiatement à une autre devant compléter la première, qui sait si leur exaltation même n'aurait pu être utilisée? qui peut dire que le chef qu'ils cherchaient n'aurait pas été précisément Celui contre la vie duquel ils dirigeaient leurs horribles complots?

Alexandre II, au temps de sa jeunesse studieuse, avait parcouru les provinces qui devaient être un jour son héritage. Il s'était rendu compte, mieux que personne, des souffrances du peuple, et, remontant aux sources du mal, il s'était juré d'y apporter un remède prompt et énergique. Dès son avènement au trône, son âme vraiment libérale et profondément honnête avait condamné le vieil ordre de choses, et si la grande œuvre de régénération n'a pas reçu sa conclusion naturelle, l'octroi d'une constitution réglant et modérant le despotisme de l'autocratie, on verra tout à l'heure que la faute en fut aux insensés et aux violents qui voulurent aller trop vite.

Rendons cependant cette justice aux socialistes, qu'ils débutèrent par la propagande pacifique. Ni Karakozof ni Bérézowski n'appartenaient, en effet, à la secte nihiliste, et les attentats que ces deux énergumènes dirigèrent contre l'existence d'Alexandre II furent inspirés, le premier par un sentiment de vengeance personnelle, le second par l'exaspération d'un patriotisme mal conseillé. Ce furent de simples épisodes qui n'eurent d'autre

conséquence qu'une grande explosion d'amour du peuple russe envers l'Empereur régnant et la famille impériale, et qui n'auraient exercé aucune influence sur les destinées de la Russie si, par malheur, les assassins avaient tué leur victime.

A cette époque lointaine maintenant, puisque le dernier de ces attentats remonte à 1867, le nihilisme cherchait des prosélytes dans les campagnes, parmi les paysans émancipés de la veille. Maîtres et maîtresses d'école, officiers de santé, aides-chirurgiens, demi-savants de toute espèce, comme il s'en trouve en Russie comme ailleurs, furent les premiers apôtres de cette doctrine.

Jamais du reste zélateurs d'une idée neuve ne se sont heurtés à des fins de non-recevoir plus insurmontables, n'ont prêché à un auditoire plus résolument récalcitrant. On a pu, en effet, émanciper le moujik de la tutelle de son seigneur, mais ce dont aucune puissance au monde ne parviendra à l'affranchir, c'est de son respect et de sa foi envers l'Église orthodoxe, de son culte pour le Tsar, pour son Père, comme il l'appelle familièrement. « C'est l'affaire de l'Empereur de nous commander, répondait-il invariablement aux prédicateurs de la bonne nouvelle, de nous opprimer même, si cela lui convient. Notre devoir à nous est de lui obéir et d'exécuter ses ordres. » Quand les apôtres se montraient trop pressants, ils se mettaient à plusieurs pour le rouer de coups de bâtons et le livraient à la justice qui ne plaisante pas en Russie sur la question des délits politiques et envoyait les coupables en prison ou même en Sibérie réfléchir sur les dangers de pervertir les gens malgré eux.

Rebutés dans les villages, les socialistes se rabattirent sur les villes peuplées d'étudiants où, je viens de le dire, le terrain était naturellement mieux préparé. Les adeptes s'y multiplièrent en effet, mais des déceptions d'un autre genre attendaient les propagandistes et frappaient de stérilité leurs efforts.

Le temps des études est limité aussi bien que celui des folies. Les diplômes supérieurs obtenus, nos jeunes gens cherchaient à les utiliser en devenant serviteurs de la patrie au même titre que leurs devanciers. Leur premier soin était de reléguer aux oubliettes les idées révolutionnaires avec les vieux bouquins et de rire de bon cœur du libéralisme faux et enfantin dont ils avaient fait parade sur les bancs du collège. Quand les nihilistes qui avaient compté sur eux pour répandre en province la bonne parole rencontraient quelques années plus tard ceux qui avaient été leurs plus chauds partisans, ils se voyaient en face de fonctionnaires d'État, adversaires d'autant plus redoutables et plus sévères qu'ils avaient à se faire pardonner eux-mêmes les errements de leur adolescence.

Ainsi alla le nihilisme dans sa période d'incubation dont l'histoire entière tient entre les années 1868 et 1878. A cette dernière date il avait fait ses preuves, et, pour tout penseur de bonne foi, il demeurait dès lors démontré que le socialisme, sous quelque nom qu'il se cache, n'est pas une plante destinée à germer ni surtout à fructifier en terre russe, réfractaire à tout ce qui s'écarte des règles du bon sens et de l'honnêteté.

Détail qu'on aura peine à croire en Russie et que je puis néanmoins certifier: pendant tout ce laps de temps Alexandre II ignora jusqu'à l'existence du nihilisme!

Comme le comte Schouwaloff, alors chef de la 3e section, essayait un jour de le lui décrire et de le pénétrer de la noirceur de ses desseins, l'Empereur répondit qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce que certains de ses sujets prissent de hardies initiatives, qu'ils n'en seraient que plus aptes à comprendre et à faire comprendre les nouvelles réformes, et qu'il était bon que les Russes s'habituassent de bonne heure à une vie plus indépendante et plus personnelle. Les mesures rigoureuses prises par ce comte Schouvaloff contre une jeunesse coupable souvent de ne professer qu'un socialisme inoffensif, lui causaient d'ailleurs un vif déplaisir; ces incessantes découvertes de complots, ces arrestations, ces répressions d'attentats avortés lui semblaient provenir d'un excès de zèle au moins fatigant, et il épiait le moment favorable de se priver des services d'un homme qui lui permettait à peine de respirer sous prétexte de mieux protéger sa vie.

Ce fut le Césarévitch, aujourd'hui l'Empereur Alexandre III, qui facilita la rupture. Un jour que le comte Schouwaloff faisait part au souverain d'une nouvelle conspiration, absolument fictive d'ailleurs, l'héritier du trône lui coupa la parole en ces termes : « D'après vos « rapports, monsieur, la vie de mon père serait perpé« tuellement en danger, et il ne se passe pas d'instants « où vous ne soyez son sauveur. J'ai contrôlé par moi« même quelques-uns de ces rapports, et j'ai pu me « convaincre que votre imagination est très féconde si« non très heureuse. Il n'est pas digne de vous de « recourir à de tels moyens pour conserver votre cré« dit et augmenter votre prestige aux yeux de mon « père ». Cette sortie véhémente n'ayant donné lieu à

aucune observation de l'Empereur, le comte Schouwaloff comprit et donna sa démission. Alexandre II, délivré du cauchemar de la 3e section, reprit les habitudes paisibles qu'il affectionnait, et chaque jour, depuis lors, on put le voir se promener tranquillement dans les rues de sa capitale, donnant le bras à sa fille, aujourd'hui duchesse d'Édimbourg.

§ 4. — Les Crimes des Nihilistes.

Cependant, si le comte Schouwaloff avait exagéré le péril, en vue d'agrandir sa propre personnalité, il serait faux d'avancer que, même de son temps, la sécurité fût absolue. Le panslavisme, développé outre mesure à la faveur de la guerre de Turquie, avait ouvert aux idées révolutionnaires une brêche par où le socialisme, mourant d'inanition en 1878, rentra aussitôt et se mit à exercer de véritables ravages.

Dès le début, il se divisa en deux fractions nettement tranchées : l'une, la plus nombreuse, se promettant de n'employer que les moyens pacifiques, se recommandant de son patriotisme, cherchant, en un mot, à mériter la qualification de populaire qu'elle s'était décernée; l'autre se recrutant parmi les déclassés de toutes conditions, étudiants renvoyés des universités, officiers chassés de l'armée, déserteurs, etc., ne préconisant que les procédés les plus violents, résolue à tous les crimes et recevant le mot d'ordre d'un comité d'une douzaine de bandits dont on ne connaissait même pas les noms.

Ceux-ci, ayant tenu un conciliabule dans la petite ville de Lipetsk, avaient décrété d'agir par le fer et le feu. Ils envoyèrent une proclamation dans ce sens à

tous les socialistes qu'ils considéraient alors comme leurs alliés. Mais les membres du parti populaire prirent fort mal la chose ; ils refusèrent net l'obéissance et signifièrent aux terroristes qu'ils resteraient résolument sur le terrain pacifique qu'ils avaient choisi.

Malheureusement, le parti des assassins recruta ailleurs quelques complices et les opérations sanglantes commencèrent.

Le général Mezentzoff, chef de la gendarmerie et successeur du général Schouvaloff, tomba le premier sous leurs coups, puis ce fut le tour du prince Krapotkine, gouverneur de Kharkow, puis celui d'un officier de gendarmerie.

Le gouvernement s'inquiéta et entra dans la voie de la répression, sans discernement, il faut le reconnaître, parce que la peur est mauvaise conseillère. En frappant au hasard on risque fort de frapper à côté et d'augmenter par l'injustice le nombre des mécontents. Tel était d'ailleurs l'espoir secret des nihilistes.

Les socialistes du parti populaire ne cachaient pas leurs menées inoffensives, mais se sentant les plus directement menacés par la répression ils protestèrent hautement contre le système des terroristes et jurèrent de se faire les auxiliaires de l'autorité en vue de l'arrestation des assassins ; ils promirent même de surveiller les conspirateurs et de les dénoncer au pouvoir. Les nihilistes en furent quittes pour dissimuler leurs desseins à leurs amis de la veille comme ils les dissimulaient aux gendarmes.

Dès cette époque, ce fut la personne sacrée de l'Empereur qui fut presque exclusivement l'objet de leurs attentats.

Le 2 avril 1879, un jeune adepte, dont on ne put tirer ensuite aucun aveu, déchargeait cinq fois sur lui son revolver, sans l'atteindre, heureusement.

Le 19 novembre de la même année, une formidable explosion éclatait sur la ligne du chemin de fer de Saint-Pétersbourg à Moscou. Le train impérial avait passé quelques minutes avant la détonation sur la voie minée; le train conduisant les domestiques de la Cour fut seul foudroyé et les blessés furent nombreux. La police parvint à découvrir le nom du misérable qui s'était institué, en cette occasion, l'exécuteur des hautes œuvres du Comité nihiliste, mais elle ne parvint pas à le mettre en arrestation. Il s'appelait Hartmann. On se souvient comment cet Hartmann, réfugié à Paris, fut un instant appréhendé par les agents de M. Andrieux, puis remis en liberté sous prétexte que son crime était politique et ne donnait pas lieu à extradition. La police française colora, il est vrai, cette capitulation devant les criailleries de la presse socialiste, de cette excuse que l'identité du criminel n'était pas suffisamment établie, mais personne en Europe ne fut dupe de cette comédie.

La Russie tout entière suait la peur à cette époque : peur des terroristes dont l'audace croissait en raison même de l'impunité presque toujours assurée aux auteurs de chaque forfait; peur de la 3e section qui, affolée et rendue furieuse par l'insuccès de ses recherches, sévissait au hasard, opérait des razzias de citoyens inoffensifs et déportait en masse en Sibérie bien souvent les plus fidèles sujets de l'Empereur.

Le parti populaire était particulièrement énervé de cet état de choses, sentant bien que l'opinion mal informée le déclarait responsable et complice de scéléra-

tesses qu'il était cependant le plus ardent à réprouver.

Ce parti parvint enfin à se mettre sur les traces d'un nouveau complot encore plus atroce que les précédents, et, fidèle à ses promesses, s'ingénia tout de suite à le faire échouer.

Un de ses chefs s'en alla trouver le chef de la 3e section et le prévint que le palais de l'Empereur était miné, que des substances explosibles seraient déposées dans les sous-sols au-dessous de la salle à manger et qu'elles éclateraient le 5/17 février, à sept heures et demie du soir, au moment même où la famille impériale fêterait à table la visite de son parent S. A. le duc de Hesse.

La précision même de cette déclaration en fit révoquer en doute l'exactitude et la sincérité. Depuis quelque temps, l'autorité recevait tant de dénonciations, soit d'amis animés d'un zèle maladroit et intempestif, soit de simples mystificateurs, soit même d'hallucinés, soit enfin des conspirateurs eux-mêmes, intéressés à la lancer sur de fausses pistes, qu'on ne prenait plus garde à aucune; d'autre part, il paraissait impossible qu'on osât s'introduire jusque dans la demeure du Souverain pour y préparer un parricide.

Néanmoins le gouverneur de Saint-Pétersbourg, M. le général Gourko, avait reçu un avis semblable, et il ne crut pas devoir le dédaigner. Il fit part de ses craintes à Sa Majesté qui les trouva justifiées, ayant reçu elle-même et directement une lettre anonyme où la conjuration était également dénoncée et exposée dans tous ses détails. Alexandre II ordonna donc au général Gourko de faire le nécessaire pour prévenir l'explosion.

Mais ici surgit un conflit d'attributions ou plutôt une

mesquine question d'étiquette dont l'observance faillit tout compromettre.

La police ordinaire n'a pas accès au Palais d'Hiver où les nihilistes semblaient avoir leurs grandes entrées; l'autorité militaire, même la plus haute, pas davantage. Quand le commandant en chef de la Cour apprit que l'Empereur autorisait le général Gourko à faire une inspection du Palais, il jeta les hauts cris, prétendit qu'on se défiait de sa fidélité, qu'il ne saurait supporter un seul instant un si cruel affront, et finalement présenta sa démission. L'Empereur, pour apaiser cette susceptibilité, retira l'autorisation accordée au général Gourko et chargea le commandant de la Cour de procéder lui-même à une visite minutieuse des lieux, puis de lui rendre compte du résultat de ses recherches.

Cette visite fut superficielle, comme on devait l'attendre d'un homme aussi léger, qui n'admettait pas l'idée que les nihilistes pussent lui manquer de respect au point de pénétrer sans sa permission dans un palais dont il avait la garde.

Son rapport rassura complètement l'Empereur et, le lendemain, à sept heures et demie du soir, ainsi que les terroristes s'en étaient vantés d'avance, une détonation formidable ébranlait tout le palais; la voûte sur laquelle reposait la salle à manger était littéralement effondrée, les meubles qui la garnissaient broyés et le gaz éteint; les gens de service qui se trouvaient dans la pièce voisine ou sur le seuil étaient renversés. Si le train amenant le duc de Hesse n'avait pas subi un retard tout à fait fortuit, la famille impériale était tout entière exterminée, et il est impossible même aujourd'hui d'envisager de sang-froid les conséquences d'un malheur aussi épouvantable.

Le lendemain de cette catastrophe en partie avortée, tous les Généraux-Gouverneurs présents à Saint-Pétersbourg étaient assemblés en Conseil extraordinaire, afin de délibérer sur les mesures à prendre contre la sédition.

§ 5. — Le Comte Loris-Mélikoff.

Le comte Valouiëff, président du comité des Ministres, soumit à leur discussion un projet qu'il avait élaboré la nuit. C'était un état de pouvoirs discrétionnaires à attribuer à un homme énergique qu'on aurait ainsi investi de véritables droits dictatoriaux sur tous les sujets de l'Empereur ; la désignation de ce personnage tout-puissant était réservée à MM. les Généraux-Gouverneurs, sous réserve de l'assentiment de Sa Majesté.

Le projet fut adopté en principe, mais chacun des membres du Conseil déclina à l'envi le périlleux honneur d'occuper le poste nouvellement créé.

Le comte Valouiëff ne. fut pas autrement affecté de ces témoignages unanimes de modestie et de prudence. Ayant mesuré toute l'étendue des responsabilités qu'assumerait, devant l'opinion et devant l'histoire, l'homme chargé d'imprimer à la Justice un caractère formidable et arbitraire, il s'était promis qu'un tel fardeau ne dépasserait pas ses forces et il jouissait d'avance de l'ivresse d'un pouvoir illimité.

Le comte Valouiëff, aveuglé par l'ambition, fut dupe, en cette circonstance, d'une intrigue de cour qui, pour n'être pas ignorée du public, mérite cependant d'être rappelée en détail, les conséquences de cette intrigue ayant exercé une influence décisive sur les événements.

Le comte Adlerberg, ministre de la Cour, avait vieilli

dans les petites combinaisons du palais. Aimable et sceptique, honoré par son maître d'une véritable amitié, il ne reculait devant aucun moyen pour la conserver intacte, avec tous les avantages qui en découlaient. Son unique étude consistait non seulement à lui plaire en toutes choses, mais encore à conquérir la sympathie de toute personne exerçant sur l'arbitre de ses destinées une influence durable ou momentanée.

✓ A l'époque où nous sommes arrivés, la personne qui avait pénétré le plus avant dans l'intimité de l'Empereur, la confidente de ses pensées les plus secrètes, occupant, dès lors, plus que le rang d'une favorite, était la belle princesse Dolgorouki.

Si la princesse était la confidente d'Alexandre II, un homme était son confident à elle ; c'était le général Loris-Mélikoff, arménien de naissance, fécond en ressources, comme tous ceux de sa nation, doué de vertus militaires et de qualités administratives qui avaient déjà étonné l'Europe.

Il manquait quelque chose à la princesse Dolgorouki, c'était d'être reconnue officiellement comme l'épouse légitime du monarque le plus puissant de la terre. Si l'Empereur semblait disposé à braver tous les préjugés pour satisfaire ce caprice, aussitôt après la mort de l'Impératrice, qu'on pressentait fort prochaine, l'astucieuse favorite sentait qu'il lui faudrait vaincre aussi les répugnances de la noblesse russe, dont tous les sentiments de légitime fierté allaient être heurtés, et elle craignait que la volonté même de l'Empereur ne se brisât contre cette opposition. Elle avait besoin d'un homme qui saurait tourner habilement la difficulté.

Loris-Mélikoff accepta cette mission. Il manquait à cet

homme éminent l'occasion de briller sur un théâtre vraiment digne de son génie, et il ne crut pas devoir refuser celle qui s'offrait à lui et qui, vraisemblablement, ne se renouvellerait jamais plus.

Le comte Adlerberg fut le trait d'union qui noua cette alliance. Les trois conjurés se réunissaient tous les soirs dans le salon du ministre de la Cour, sous le futile prétexte de se livrer à d'interminables parties de piquet. En réalité, ils y préparaient la dictature de Loris-Mélikoff, dont le comte Valouiëff élaborait consciencieusement et naïvement le mécanisme, et, le 15 février 1880, la partie était enlevée. Tous les joueurs avaient gagné, sauf Valouiëff qui n'avait pas tenu les cartes.

Le titre dont Loris-Mélikoff fut investi, de par la volonté propre de l'Empereur, était celui de chef suprême de la Commission supérieure d'administration. La modestie du titre ne fit, du reste, illusion à personne. Les courtisans et les aristocrates comprirent qu'ils avaient un maître; si aucune protestation ne s'éleva contre le choix imprévu d'Alexandre II, c'est qu'on croyait alors à la popularité de Loris-Mélikoff et qu'on espéra que l'opinion moyenne serait satisfaite.

Sans braver en face les hostilités dressées contre lui, le nouvel homme d'État se garda cependant de solliciter le concours des anciens serviteurs de l'empire, qui, tous, protestaient par le silence ou par le dédain mal dissimulé contre son avènement au pouvoir. Il fit appel à des inconnus, désireux de coopérer à l'application d'un nouveau système de gouvernement, s'entoura de jeunes gens, rechercha les suffrages de la presse, ce qui passa presque pour un scandale en Russie, où les journaux sont étroitement surveillés par la censure, et quêta, pour

ainsi dire, les conseils de quiconque pouvait s'intéresser à la chose publique.

Il me connaissait depuis longtemps, et, dans une conversation que nous eûmes ensemble, il me fit l'honneur de m'interroger au sujet de la question sociale. J'étais au courant et j'avais des renseignements très positifs sur la situation du parti socialiste en Russie. Je n'hésitai pas à recommander de persévérer dans le système de répression à outrance ; j'y voyais l'unique chance de salut pour l'avenir. « Il ne s'agissait pas, dans l'espèce, d'une question de principe, et j'avais déploré, comme beaucoup d'autres, les erreurs commises par les chefs de la 3e section. Mais les excès d'arbitraire auxquels on s'était livré avaient eu au moins pour effet de porter la terreur au fond de l'âme des terroristes ; un autre résultat, également appréciable, avait été d'écarter de la conspiration les membres du parti populaire, peu soucieux de partager les dangers d'une poignée de nihilistes, et disposés même à prêter main-forte à l'autorité, afin de lui prouver la pureté de leurs intentions.

« Se relâcher de cette rigueur salutaire au moment même où l'on allait toucher au but, serait infailliblement interprété comme une capitulation devant les menaces des ennemis du gouvernement. Ceux-ci ne manqueraient pas de triompher bruyamment, et le parti populaire, estimant que la fin justifie les moyens, se rallierait sans doute au parti de la violence et du crime, dont il était jusqu'alors séparé. Or, il fallait empêcher cette fusion à tout prix, si l'on ne voulait s'exposer à combattre plus tard une faction innombrable au lieu d'une bande de scélérats. »

Les événements m'ont donné raison. Je crois avoir approprié, en 1880, ma pensée et mon langage aux

nécessités du moment, et je suis persuadé qu'aucun homme vraiment politique ne songera à me les reprocher.

Je les rappelle avec d'autant moins d'inquiétude que le général Loris-Mélikoff suivit un avis diamétralement contraire au mien. Les concessions succédèrent aux concessions, et les terroristes n'eurent pas de peine à faire croire qu'elles étaient le fait de l'intimidation du gouvernement. De là à engager les membres du parti populaire à faire cause commune avec eux, il n'y avait qu'un pas et il fut vite franchi. Les uns et les autres se mirent à réclamer des réformes d'une voix plus impérative et à assaillir Loris-Mélikoff de pétitions de plus en plus pressantes. Ils convinrent, toutefois, de lui accorder un crédit de quelques mois, faisant savoir que, passé le délai, ils exigeraient ce qu'ils se contentaient maintenant de demander.

Ces quelques mois marquent l'apogée du vice-règne de Loris-Mélikoff. Jamais homme public ne jouit d'une telle popularité, jamais serviteur ne fut plus agréable à son maître.

Comme si la fortune eût voulu se complaire à l'accabler de ses faveurs avant de le précipiter du faîte des grandeurs, l'occasion se présenta, à la même époque, d'augmenter encore son crédit et d'accomplir un acte de gratitude.

L'Impératrice termina sa vie de souffrances et de tristesses, et, quelques jours plus tard, la première protectrice de Loris-Mélikoff, celle qui, depuis quatorze ans, était assise insolemment sur les marches du trône, en gravit les degrés, grâce à l'intervention du protégé reconnaissant, qui payait ainsi le prix convenu de son

élévation. Loris eut même l'honneur insigne de remplir les fonctions de parrain de la mariée et reçut en récompense le titre de comte.

Il est vrai que la mésalliance d'Alexandre II souleva une opposition très vive de la part du Césarévitch, mais celui-ci fut obligé de s'incliner devant la volonté inflexible de l'Empereur. Il est vrai encore que la princesse Dolgogorouki signa, pour elle et ses enfants, une renonciation à toutes sortes de droits éventuels relatifs au trône et aux prérogatives de la famille impériale, et qu'elle dut se contenter du titre de Sérénissime princesse Jourievski, qui est un des noms de la maison Romanoff, laquelle s'appelle aussi Zakharine et Jourieff. Mais le plus fort était fait ; la concubine était devenue l'épouse légitime. Encore quelques années de bonheur, encore quelques intrigues de Loris et d'Adlerberg, et la couronne d'impératrice, si ardemment convoitée, viendrait enfin consacrer de longs et patients efforts.

Fort de l'appui des deux plus grands personnages de l'empire, éperdument confiant dans la faveur populaire dont l'enthousiasme ne connut plus de bornes quand li rappela d'exil ou libéra des prisons une foule de jeunes gens arbitrairement déportés ou arrêtés par ses prédécesseurs, le comte Loris-Mélikoff s'engagea imprudemment dans la voie où l'attiraient les adversaires de l'autocratie.

Doter la Russie d'une Constitution à l'européenne, avec Chambre élue au suffrage universel, Sénat et ministère responsable, tel fut désormais le rêve qu'il se promit de réaliser à bref délai, afin de se créer un titre solide aux louanges de l'histoire et à la reconnaissance de la postérité.

Il ne se préoccupait pas de savoir si un changement aussi radical entrait dans les vues de la nation, si la Russie était préparée à supporter un régime si différent de celui qui a fait sa grandeur et sa tranquillité, si, renversant de fond en comble le principe traditionnel du pays, il n'allait pas ouvrir la porte aux innovations les plus dangereuses et aux compétitions les plus funestes au maintien de la paix intérieure. Pareil à un enfant qui brise son jouet afin d'en connaître le mécanisme, il s'apprêtait à démembrer l'autocratie, au risque de fausser tous les ressorts du gouvernement.

L'élaboration de son monument constitutionnel absorbait tout son temps et toutes ses facultés, au point qu'il ne prêtait plus la moindre attention au vent de tempête qui recommençait à souffler autour de lui. A ceux qui venaient le prévenir charitablement qu'on creusait encore des mines et qu'on préparait des bombes : « La police se donne vraiment trop de mal ! répondait-il imperturbablement. Laissez crier ces enfants et tout ira pour le mieux. D'ici un mois, j'aurai fait en sorte que tout attentat sera rendu tout à fait impossible ». C'était à son projet de réforme qu'il faisait allusion, s'imaginant, dans la sincérité de son cœur, qu'un chiffon de papier serait vraiment efficace pour arrêter tous les complots et prévenir tous les crimes.

Du reste, les avertisseurs se faisaient de plus en plus rares. Le comte Loris-Mélikoff avait éloigné de la Cour, avec une précipitation et une désinvolture qui lui aliéna davantage le cœur déjà prévenu des nobles, tous les vieux serviteurs de l'autocratie capables de l'arrêter sur la pente fatale où il dégringolait, entraînant après lui les destinées du pays.

Aux dignitaires les plus anciennement revêtus de l'uniforme de la Maison Impériale avaient succédé des parvenus dont les visages inconnus et les allures gauches juraient avec les traditions d'élégance et de bon ton qui ont toujours distingué la Cour de Saint-Pétersbourg.

Puis ce fut le Comité des Ministres qui fut presque entièrement renouvelé. Le comte Loris-Mélikoff s'adjugea le portefeuille de l'Intérieur et donna celui de la Justice à un certain Nabokoff, dont le moindre défaut était d'être ivre du matin au soir et du soir au matin. L'insignifiant Sabouroff remplaça le comte Tolstoï à l'Instruction publique et céda lui-même, peu après, son poste au baron Nikolaï, que Loris-Mélikoff avait connu jadis au Caucase. M. Abaza, homme fort méritant, mais absolument dénué d'expérience, obtint les Finances. De l'ancien conseil ne demeurèrent que l'inséparable Adlerberg et l'honorable ministre de la Guerre, comte Miliutine, dont le dictateur sut habilement capter la confiance, ne pouvant persuader à l'Empereur de l'en débarrasser. Le général de gendarmerie Fédoroff, qui n'a jamais passé pour un aigle, devint grand-préfet de Saint-Pétersbourg. Ainsi de tous les autres fonctionnaires.

Après dix mois de gouvernement, dès le mois de janvier 1881, Loris-Mélikoff avait fait table rase de tous les conseillers d'Alexandre II. Ni le dévoûment ni l'ancienneté des services n'avaient trouvé grâce devant lui. Ses collaborateurs, sauf d'honorables exceptions, telles que MM. Skalkowski, Bézobrazoff et deux ou trois autres, étaient ses amis particuliers, ses créatures et ses âmes damnées, machines à acclamer chacune de ses idées et à contresigner chacun de ses décrets.

Il est juste d'ajouter que l'opposition, proscrite de son

entourage immédiat, s'était réfugiée dans les salons et que les ennemis que Loris s'était créés épiaient le moment de tirer vengeance de ses procédés cavaliers.

Ce moment arriva trop vite, hélas! même au gré de ceux dont la rancœur était la plus vive.

§ 6. — Mort d'Alexandre II.

Les derniers jours de février, Saint-Pétersbourg fut pris comme d'une fièvre d'inquiétude; on aurait dit d'un malheur dans l'air.

Le 18, jour anniversaire de la mort de l'Empereur Nicolas, deux bals furent donnés, en dépit des convenances consacrées par un usage constant, l'un dans les salons de la Grande-Duchesse Marie Paulowna, l'autre chez la princesse Kotschoubey.

Alexandre II honora de sa présence le bal de la vieille dame, et affecta ne pas se rendre à celui de sa belle-fille. La raison, c'est que la Grande-Duchesse avait négligé d'inviter la sœur de la princesse Jourievski. Et comme s'il avait été écrit qu'une intrigue mondaine se mêlerait toujours aux événements politiques de ce règne, cette querelle de femmes avait causé une petite révolution au palais.

L'Empereur, influencé par sa femme, prit naturellement parti pour sa belle-sœur contre la Grande-Duchesse Marie Paulowna.

Le 28 était un samedi, et les membres de la famille impériale ont coutume de déjeuner ensemble tous les samedis. Alexandre II profita de la circonstance pour adresser des reproches, et s'adressant à son fils Vladimir, l'époux de Marie Paulowna, il lui fit observer qu'il

avait eu grand tort de se réjouir, au jour anniversaire de la mort de son grand-père.

Le Césarévitch prit en souriant la défense de son frère et dit à son père qu'il s'était distrait lui-même, ce jour-là, en se rendant au bal de la princesse Kotschoubey.

— Tais-toi! répliqua l'Empereur avec emportement. On ne te demande pas ton opinion. Tu ferais mieux de t'occuper des affaires de l'État. Tu seras peut-être Empereur demain!

L'infortuné ne pensait pas dire si vrai. La sinistre prédiction ne frappa sur l'heure aucun des assistants, et ce n'est qu'après l'événement qu'on se la rappela.

Le comte Loris-Mélikoff, introduit après le déjeuner, pria la princesse Jourievski de décider l'Empereur à remettre à un autre jour la revue d'un bataillon de génie qu'il devait passer le lendemain au manège, le bruit courant qu'un grand danger menaçait le monarque le 1er mars, et le comte désirant mettre, à tout hasard, sa responsabilité à couvert.

Le soir du 28, Alexandre II rendant visite à la Grande-Duchesse Alexandra Iosiphowna, malade, lui fit part de sa résolution de rester chez lui, le lendemain dimanche.

— Je me porte fort bien, ajouta-t-il en riant, mais Loris me condamne aux arrêts.

— Quel malheur pour notre famille! s'écria la Grande-Duchesse. Demain, mon fils Constantin devait vous être présenté comme officier d'ordonnance.

— Je l'avais oublié. Eh bien! ne vous inquiétez pas. Je désobéirai à Loris, car pour rien au monde je ne voudrais vous causer du chagrin.

Le lendemain, l'Empereur travailla jusqu'à onze heures avec le comte Loris-Mélikoff et signa deux ukases, l'un

pour le Sénat, l'autre relatif à la grande Réforme, comblant ainsi les vœux du dictateur qui se crut à la veille d'entrer dans l'histoire par la grande porte.

Alexandre II passa ensuite dans la chambre de sa femme, l'embrassa et lui promit d'être très prudent. Il allait sortir, quand sa petite fille Catherine l'arrêta au seuil de la porte :

— Papa, tu ne m'as pas encore embrassée, aujourd'hui!

— Quel terrible créancier j'ai là, fit l'Empereur; il ne me laisse aucun crédit. Eh bien ! embrasse-moi, ma fille, ton baiser me portera bonheur!

Alexandre II sortit en voiture fermée, entourée des cosaques de la garde. Le cortège passa au galop dans la rue Malaia-Sadovaia, sous laquelle les nihilistes avaient creusé une mine dont on ne soupçonnait pas l'existence. Le peuple enthousiasmé faisait retentir l'air de ses acclamations et l'Empereur parut tout le temps de fort bonne humeur. Il passa la revue, félicita le jeune Grand-Duc Constantin de son entrée au service et fit dire à la Grande-Duchesse Alexandra qu'il était enchanté d'avoir tenu parole, que, grâce à Dieu, tout s'était passé le mieux du monde. En quittant la revue, il s'arrêta un instant chez sa vieille tante la Grande-Duchesse Catherine Mikhaïlowna où il prit une tasse de café.

Il changea l'itinéraire du retour et donna ordre au cocher de prendre par les rues peu fréquentées, ne supposant pas que les terroristes iraient attendre leur victime dans les endroits déserts.

A peine la voiture s'était-elle engagée sur le quai du canal Catherine, qu'un jeune homme habillé en moujik jeta une bombe sous l'équipage. Elle éclata avec un fracas effroyable, tuant le cosaque assis sur le siège à côté du

cocher, deux hommes de l'escorte et un petit garçon boucher qui portait un panier sur la tête.

La voiture gisait brisée sur le pavé. Au grand étonnement de la foule accourue au bruit de l'explosion l'Empereur en sortit, horriblement pâle, mais sain et sauf.

— Que Votre Majesté daigne prendre place sur mon traîneau et partons! proposa le général Dvorjewski qui venait de s'approcher.

— Ma place est à côté des blessés, répondit l'Empereur, en se dirigeant vers les hommes étendus sur la neige rouge de leur sang.

La foule avait arrêté l'assassin, et on le conduisit à l'Empereur.

— Ton nom? fit-il avec autorité.

L'homme donna un faux nom.

— N'as-tu donc pas honte? fit Alexandre, et il se dirigea alors vers le traîneau du général Dvorjewski, quand il fut abordé par un officier qui lui demanda s'il n'était point blessé.

— Non, grâce à Dieu!

— Ne réponds pas encore grâce à Dieu! s'écria un autre faux moujik, et une nouvelle bombe s'abattit aux pieds du monarque.

Tout disparut dans le feu et la fumée, et quand on put voir clair on aperçut l'Empereur étendu dans une mare de sang.

— J'ai froid! gémit-il.

Il eut la force de s'asseoir et de s'appuyer à la balustrade du quai. Son uniforme était en loques; une dizaine d'officiers et de soldats blessés étaient renversés autour de lui; parmi eux le maître de police, général Dvorjewski, et le chef de la garde secrète, capitaine Kokh. Ceux qui

avaient été préservés transportèrent avec précaution l'Empereur dans le traîneau.

— J'ai froid ! gémit-il une seconde fois.

Un soldat lui couvrit la tête de son mouchoir. Le jeune comte Guendrikoff, s'accrochant derrière le traîneau, soutint sa tête mourante qu'il avait couverte de sa casquette. Le capitaine Koulébiakine, quoique blessé lui aussi, s'agenouilla dans le fond du traîneau afin de soutenir le corps.

— Tu es blessé, Koulébiakine? demanda l'Empereur avec intérêt.

— Dieu ! que Votre Majesté doit souffrir ! répondit l'officier en pleurant.

Le Grand-Duc Michel Nicolaïévitch arrivait en ce moment sur le théâtre de la catastrophe.

— Sacha, tu es blessé ! s'écria-t-il en donnant à son frère le diminutif familial.

— Mon fils ! où est mon fils ? fit Alexandre II dans un suprême effort.

Et il rendit le dernier soupir.

Ce soupir et ce cri d'angoisse et d'amour furent tout son testament. Le Restaurateur des libertés publiques transmettait ainsi à son fils adoré le soin d'achever l'œuvre de rénovation que le crime interrompait. Fidèle, jusque dans le suprême effort de sa pensée, à la tradition de la monarchie russe, il identifiait le nouvel Empereur avec le peuple, les confondant dans un même regret et dans un même amour, recommandant au premier de se consacrer uniquement au bonheur de ses sujets, ordonnant au second de persévérer, malgré les factieux, dans la voie du loyalisme.

Mon fils ! mon fils ! ce cri douloureux du dernier adieu

retentit après douze années écoulées dans tous les cœurs russes, et il est toujours interprété par cet autre qui en est l'équivalent : Mon peuple ! mon cher peuple !

Les éclats de la bombe homicide avaient déterminé des blessures effroyables. L'estomac était enlevé, les genoux arrachés, la face déchiquetée, la colonne vertébrale broyée. Quand le corps inanimé parvint au Palais, on s'aperçut qu'on ne pouvait le transporter que sur un tapis, sans risquer de le déshonorer davantage.

La sérénissime princesse Jouriewski, immédiatement prévenue de son veuvage prématuré, n'eut pas la force d'aller pleurer sur les restes de son époux. Elle tomba en syncope et son évanouissement se prolongea trente-six heures.

§ 7. — Chez Loris-Mélikoff.

Le général Loris-Mélikoff, que l'opinion rendait déjà moralement responsable de la catastrophe, ne témoigna pas de beaucoup plus de fermeté que la femme inconsistante dont il partageait, en quelque sorte, la fortune scandaleuse.

Voici quelles avaient été les préoccupations de l'homme qui avait accepté la charge d'assurer la sécurité de l'Empereur et de l'empire, tandis que le drame historique se déroulait en plein air.

Le comte Loris-Mélikoff avait fait appeler M. Skalkowski, gentilhomme de la Chambre et Nicolas Bezobrazoff, ordinairement employé aux missions de confiance; il avait remis à celui-ci le manuscrit du fameux projet de Constitution, le chargeant de l'emporter immédiatement à la typographie d'État et de faire le nécessaire pour que

l'épreuve fût tirée dans une heure au plus tard. Puis, il s'était enfermé dans son cabinet avec ses collègues MM. Valouieff et Nabokoff, discutant gravement avec eux la question de savoir comment on promulguerait l'ukase et comment on le mettrait à exécution, en d'autres termes comment on soulèverait le voile du monument qu'il érigeait à sa gloire.

La conversation fut interrompue par le bruit lointain de la première explosion.

— Qu'est-ce? est-ce que par hasard?... interrogea Valouieff anxieux et d'humeur moins optimiste que son chef.

— Oh! je réponds de la journée d'aujourd'hui. Tout est tranquille et l'Empereur ne court aucun danger.

Quand Changarnier s'écriait du haut de la tribune française, la veille même du 2 décembre 1851 : « Délibérez en paix, représentants de la Nation ! », il ne s'exprimait certes pas avec plus d'assurance que le comte Loris-Mélikoff.

Cependant, désireux de faire partager aux autres ministres la parfaite tranquillité de son âme, il manda le général Fédoroff qui se prélassait dans l'antichambre au lieu d'être à son poste, à la suite de l'Empereur, et le pria d'aller voir dehors ce qui se passait.

Le général partit à pied, en sifflant un petit air fort gai.

La seconde explosion ébranla les vitres de l'appartement, et cette fois le dictateur bondit sur son siège en même temps que ses deux compères.

— Une voiture! qu'on attelle une voiture! hurla-t-il, blême d'épouvante et de désespoir.

Tandis qu'on attelait la voiture, le capitaine Kokh, tout couvert de sang et se tenant à peine, accourut.

— Sa Majesté est mortellement blessée ! articula-t-il péniblement.

Son aspect était d'ailleurs plus éloquent que ses paroles. Loris-Mélikoff comprenant toute l'étendue du malheur qui atteignait la Russie et lui-même, tomba à la renverse et eut un vomissement de sang.

§ 8. — Caractère d'Alexandre II.

J'ai entrepris de faire connaître le souverain actuel de la Russie, Alexandre III, et de le montrer à la France non seulement entouré de sa nombreuse et vigoureuse famille, mais encore protégé, pour ainsi dire, par les grandes ombres de ceux qui l'ont précédé sur le trône et de la mémoire desquels s'inspire toujours son âme généreuse. Afin de rendre plus intelligibles quelques détails du monument, j'ai cru indispensable de donner une certaine ampleur au péristyle et d'agrandir d'avance les jours qui doivent les montrer sous leur vraie lumière. Les événements grandioses et tristes que je viens de rappeler, ont leur répercussion dans le règne actuel ; ils expliquent le caractère de notre Empereur et ils aident à comprendre les tendances de son gouvernement. J'ai obéi à une loi de la logique qui exige qu'on place les prémisses avant les conclusions, en m'étendant un peu longuement sur les faits douloureux et glorieux ayant marqué le passage au pouvoir de Nicolas et d'Alexandre II, mais je dépasserais le but que je me suis proposé en poussant plus loin mon étude sur ces deux monarques et je ne saurais avoir la prétention de porter sur leurs règnes et sur leurs personnes un jugement définitif.

Je n'aurais pas d'ailleurs l'impertinence de me mettre

en parallèle avec l'ancien ministre de la guerre, le comte Milioutine, qui achève en ce moment l'histoire d'Alexandre II dont il fut longtemps l'ami et le collaborateur fidèle.

Le noble écrivain y venge dignement son maître des calomnies dont on essaie encore de salir sa mémoire. Il montre Alexandre II recevant de son père un pays ruiné, abattu, désorganisé, privé des libertés essentielles, et acceptant courageusement ce fardeau écrasant. Dès le premier chapitre, on voit l'Empereur défunt à l'œuvre, transformant tout de la base au sommet, dotant la Russie d'institutions libérales qui assurent l'indépendance personnelle de chacun de ses sujets et garantissent à tous une justice équitable et prompte, ne négligeant rien pour rendre au pays la prospérité menacée et le crédit diminué, le couvrant en même temps de gloire militaire, menant de front toutes ses entreprises, chacune avec une égale et patiente résolution, prêt enfin à couronner le nouvel édifice, quand la malice infernale de quelques gredins faillit remettre tout en question.

Je ne saurais mieux faire que de suivre le comte Milioutine dans ses ripostes à quelques détracteurs, la plupart dignitaires déchus, qui ne pardonnent pas encore à Alexandre II la perte de leurs charges et la déception de leurs existences manquées. Il est bien entendu que je passe avec mépris certaines œuvres de diffamation pure, telles que le pamphlet intitulé : *La Société de Saint-Pétersbourg*. On signale en passant ces amas de boue avec laquelle on aurait voulu éclabousser Alexandre III lui-même, mais l'historien sincère et loyal ne va pas s'attarder à justifier Alexandre II

d'imputations qui tendraient à le présenter comme coupable de trahison envers sa patrie.

La prédilection d'Alexandre II pour l'alliance allemande et la présence d'un trop grand nombre d'Allemands parmi les hauts fonctionnaires de son gouvernement, une confiance exagérée à l'égard des hommes de son entourage, enfin son attachement pour la princesse Dolgorouki, voilà les griefs un peu sérieux qui s'attachent à la mémoire de cet Empereur et sur lesquels il convient de s'arrêter un instant. A ce propos, les adversaires mettent en cause la faiblesse de son caractère. Mais ce qu'on appelle faiblesse peut, dans l'espèce, être interprété comme une marque de droiture et de loyauté.

Alexandre II professait une affection très vive pour son oncle le roi de Prusse Guillaume Ier, mais cette affection ne l'a jamais aveuglé au point de lui faire sacrifier le moindre des intérêts de son empire. Elle s'est traduite en amitié politique parce que les circonstances, créées par le traité de 1856, l'ont exigé ainsi. Depuis cette époque, en effet, jusqu'en 1870, les intrigues de Napoléon III ont été incessantes en Orient; les menées de l'Angleterre, les ambitions mal dissimulées de l'Autriche, les perfidies de la Turquie s'arrogeant le droit de persécuter les chrétiens avec la quasi-complicité des nations occidentales, avertissaient le Tsar de prendre ses assurances contre une nouvelle coalition possible, et ces assurances il ne pouvait les trouver qu'en Prusse. C'est pourquoi il a soutenu moralement cette puissance dans ses luttes contre l'Autriche et contre la France. Mais le grand intrigant décidément tombé à Sedan, si l'affection du neveu pour l'oncle a persisté aussi vive, l'amitié

du souverain à l'égard de la Prusse s'est singulièrement refroidie. On l'a bien vu en 1875.

Voilà pour le premier grief.

Quand Alexandre II eut arrêté dans son esprit les grandes Réformes libérales qui ont illustré son règne, il comprit qu'il aurait à lutter contre les grands propriétaires fonciers, généralement peu disposés à se prêter aux sacrifices qu'on allait exiger d'eux et à brûler leurs privilèges sur l'autel de la Patrie, comme la noblesse française dans la nuit du 4 Août. Force fut bien à l'Empereur de s'adresser à ses sujets des Provinces Baltiques et de la Finlande, plus aptes par suite de leur éducation libérale à comprendre ses vues et mieux préparés à le seconder. Personne ne conteste que ses choix n'aient été presque toujours heureux. On ne pourrait raisonnablement lui reprocher de n'avoir pas fouillé les couches profondes de son peuple, pour y choisir des collaborateurs parmi des paysans asservis depuis des siècles et privés des premiers éléments de l'instruction qu'ils reçoivent à présent, grâce à lui.

Que devient alors le second grief?

Alexandre II avait d'ailleurs si peu l'intention d'éterniser dans les hautes fonctions ses sujets de langue et d'origine allemandes qu'il suffisait à un national de renoncer bien franchement aux coutumes et aux errements anciens, de se bien pénétrer des devoirs que lui imposait le nouvel état de choses, pour avoir le pas sur les postulants à nom germanique les mieux recommandés. Toute la nouvelle génération qui avait grandi sous son règne trouvait facilement sa place au soleil, dans les dernières années de sa vie. C'est lui qui a commencé la substitution graduelle de l'élément russe à l'élément

allemand, et il l'aurait menée à bonne fin comme elle l'est à l'heure actuelle, si les assassins lui en avaient laissé le temps. Les Allemands, qu'il conservait à son service par delà le terme réglementaire, étaient de vieux serviteurs qui ayant donné des gages exceptionnels de dévoûment et avaient gagné des titres particuliers à la reconnaissance publique. Agir différemment eût été injustice et cruauté.

Il ne me reste plus qu'à parler de notre Maintenon. J'ai été jusqu'ici sévère envers elle, persuadé que l'influence de la princesse Dolgorouki n'a jamais été heureuse pour l'Empereur et que son ingérence indiscrète dans les affaires de l'État a été souvent une cause de désordre et d'affaiblissement de l'autorité. Je ne voudrais pourtant pas que cette sévérité, uniquement inspirée par des motifs d'intérêt public, donnât trop raison aux professeurs de morale dont la vie privée n'est pas étalée au grand jour comme celle des souverains.

La princesse Dolgorouki était d'une beauté merveilleuse. Alexandre II la vit, la première fois, au cours d'une visite qu'il fit à l'institut Smolny, monastère où s'élèvent les jeunes filles de l'aristocratie russe. Il avait alors près de cinquante ans, et cet homme qui, pour se consacrer tout entier aux devoirs de sa charge, avait, pour ainsi dire, fermé jusqu'à ce jour toutes les avenues de son cœur, en devint éperdument amoureux, malgré la grande différence d'âge.

L'Impératrice, vieillie et malade, se montra sans force pour opposer à la passion de son mari la calme fermeté de l'épouse outragée et bien résolue à maintenir ses droits dans leur intégrité. Elle ne sut que faire preuve d'une admirable et douce résignation.

Deux enfants naquirent bientôt de l'union illégitime, et l'Empereur profita de son veuvage pour leur donner une position régulière.

L'Empereur, qui avait oublié un instant qu'un monarque n'a peut-être pas le droit de se laisser aller aux faiblesses de l'homme, voulut se rappeler qu'il était père. Qui osera lui reprocher cette double soumission aux lois de la nature?

Qui osera, la main sur la conscience, la reprocher à Alexandre II dont toute l'existence a été un long et ininterrompu sacrifice aux intérêts de son peuple, un holocauste perpétuel à sa grandeur et à sa gloire ?

§ 9. — Avènement d'Alexandre III.

La catastrophe du 1er mars agit fortement sur l'esprit du nouvel Empereur.

Son père tué par un jeune misérable qu'il avait libéré du servage! Son père s'était-il trompé, et serait-il vrai que l'arbre de la liberté, dont les apparences sont si belles dans les autres pays d'Europe, ne pût produire en Russie que des fruits empoisonnés, même avant d'être arrivés à maturité? Ne valait-il pas mieux alors l'arracher du sol de la Russie et revenir simplement aux vieilles traditions qui ont tant contribué à la grandeur du pays?

De telles réflexions méritaient d'être pesées et mûries, et, les funérailles du martyr terminées, Alexandre III se retira au château de Gatschina, pour s'y livrer, à l'abri des importuns, aux graves méditations que comportait la situation.

Il avait compté sans le comte Loris-Mélikoff, revenu de son évanouissement du premier jour.

Le comte insistait, en effet, pour la promulgation et la mise à exécution immédiate du décret signé par Alexandre II, et il mettait dans cette insistance une éloquence si persuasive que le jeune monarque fut un instant ébranlé.

Par son ordre, le général Kokhanoff rédigea en son nom une proclamation au peuple russe où, pour don de joyeux avènement, Alexandre III concédait à la nation l'octroi de la Constitution parlementaire élaborée par le comte Loris-Mélikoff. La proclamation contenait, en outre, l'éloge de l'Empereur défunt, et exprimait toute l'horreur inspirée par le crime atroce qui venait de priver la Patrie de son bienfaisant Souverain. La douleur du fils laissait place aux reproches que le nouveau maître adressait au peuple tout entier pour avoir permis qu'un parricide aussi effroyable pût s'accomplir. Il faut rendre cette justice à Kokhanoff que toute la pensée de l'Empereur était rendue en termes excellents dans cette dernière partie.

Avant de publier la proclamation, Alexandre III désira la soumettre à son conseil des ministres et aux membres de son conseil privé. Il les réunit donc en assemblée extraordinaire.

Loris triomphait : son idée, sa grande idée, survivait à la mort de son protecteur. Loris sentait renaître tout son prestige. Hélas ! c'était la suprême et étincelante lueur de la lampe qui va s'éteindre.

Une voix s'éleva dans l'assemblée, qui protesta avec énergie contre la partie politique de l'ukase. Cette voix prétendait que la nation russe ne désirait aucunement un changement dans ses lois fondamentales.

Modifier ou seulement atténuer le régime autocratique serait aller, assurait-elle, directement à l'encontre des traditions du peuple russe et de son Église.

Affaiblir l'autocratie ne serait pas seulement ruiner l'Église; ce serait créer une période de troubles populaires dont la fin serait vraisemblablement le suicide de la Russie. On semblerait légitimer les prétentions des assassins aux injonctions desquels on paraîtrait obéir. Une pareille faiblesse aurait pour conséquence la perversion certaine du peuple, qui croirait que les faveurs s'obtiennent à coups de bombes et de poignard.

Cette voix qui s'élevait avec cette force, sapant par la base le projet tant caressé du comte Loris-Mélikoff, était celle de M. Pobiédonostseff, vieux russe connaissant admirablement son temps et son pays.

Son avis, émis avec autorité et indépendance, fit une impression profonde sur l'âme de l'Empereur. Au lieu de l'ukase et de la proclamation rédigés par le général Kokhanoff, un manifeste paraissait le lendemain, et il était tout entier de la main de M. Pobiédonostseff.

Alexandre III informait ses sujets, anxieux de l'issue des débats et des bruits qui circulaient, « qu'il était appelé à sauvegarder l'autorité autocratique contre toutes les entreprises qui seraient faites contre elle ».

La Russie se réveilla.

Une nouvelle ère se levait, l'ère du nationalisme. Saturée des exportations étrangères, forte de ses traditions et de la part de libertés qu'elle tenait de la libéralité d'Alexandre II, la Russie allait redevenir elle-même.

Les trois personnages les plus compromis dans la tentative avortée d'introduction du régime parlementaire en Russie, Loris-Mélikoff, Milioutine et Abaza, comprirent

que leur place n'était plus dans les conseils d'un Souverain qui ne voulait s'inspirer que des intérêts bien entendus de son peuple. Ils donnèrent immédiatement leur démission.

Loris-Mélikoff tomba sans retour, et même sans espoir de retour. Milioutine et Abaza, qui n'avaient fait que subir l'entraînement de leur chef, restèrent dignitaires de la cour, en qualité d'adjoints au Conseil d'État, et le général Milioutine a reçu la mission officielle d'écrire l'histoire d'Alexandre II.

I

LES PREMIÈRES ÉTAPES

DU RÈGNE D'ALEXANDRE III

« Je suis appelé à sauvegarder le régime autocratique. » Tout le programme du règne d'Alexandre III est contenu dans cette phrase qui en marque l'inauguration. Elle emprunte aux circonstances où elle fut prononcée une allure courageuse qui fit aussitôt bien présager de l'avenir.

L'effet suivit immédiatement la parole. Les ténèbres où sommeillait la conscience russe, ballottée entre les fantômes éclos dans l'esprit chimérique et illusionné de Loris-Mélikoff et les cauchemars sanguinaires enfantés par les cerveaux malades des nihilistes, furent illuminées soudain. La haute société, tiraillée en sens divers et par son attachement secret au vieil ordre de choses et par le désir bien naturel de conquérir la première place dans le nouveau, reprit ses esprits. Le bas peuple, énervé par des promesses irréalisables et par la crainte de ne plus se sentir gouverné, se réjouit à la pensée qu'il avait encore un maître et à l'espérance que ce maître serait juste et bon comme son prédécesseur.

Les cent millions d'hommes qui peuplent le vaste em-

pire se pressèrent à l'envi autour du nouveau monarque, foule innombrable dont le cœur battit à l'unisson, pareille au peuple de Paris se pressant sur le passage d'Henri IV, et oubliant tout à coup les dissentiments de la Ligue et ses inimitiés particulières et l'égorgement d'Henri III, affamé qu'il était de voir un roi.

Alexandre III ajouta bientôt une devise à son programme : « La Russie aux Russes ! » Elle ne devait pas non plus rester lettre morte.

Si les créatures de la princesse Jouriewski, Arméniens et Allemands, se bercèrent un instant de l'espoir qu'ils auraient facilement raison de l'inexpérience du jeune souverain et qu'ils en abuseraient comme ils avaient abusé d'un homme fatigué par l'âge et fléchissant sous les caresses d'une vieille maîtresse, leur illusion fut de courte durée. Non seulement Alexandre III se priva de leurs conseils et de leurs services personnels, mais il mit une certaine ostentation à faire place nette et à éloigner de la cour et des hautes fonctions tous ceux qu'il soupçonnait imprégnés de leur libéralisme de mauvais aloi. Par contre, il rappela les dignitaires qu'une disgrâce injuste avait frappés sous la dictature temporaire de Loris.

Plutôt que d'oublier quelqu'un dans ses décrets de réparations, il aima mieux, au commencement de son règne surtout, tirer de leur retraite certains personnages qui auraient eu tout intérêt à y rester, comme ce Reutern dont le passage antérieur au pouvoir avait été signalé par d'odieuses dilapidations. Mais tout était à réparer et à refaire et on n'improvise pas en un jour une administration parfaite. Force était donc de se montrer un peu éclectique dans les premiers choix. L'essentiel

était d'avoir immédiatement sous la main de vrais Russes, dociles aux inspirations du maître et suffisamment intelligents et actifs pour ne point laisser chômer les affaires courantes qui réclamaient des soins diligents.

Les paysans, rassurés sur l'éventualité d'une révolution, n'en demandaient pas moins avec instance une nouvelle répartition des biens fonciers ; la récolte s'annonçait mauvaise et on redoutait la famine, cette mauvaise conseillère ; des incendies éclataient sur tous les points de la Russie à la fois, et l'on avait des raisons de craindre que les nihilistes n'eussent transporté leur industrie en province, convaincus enfin de l'inutilité de leurs opérations criminelles dans la capitale. L'étranger, toujours malveillant, essayait de mettre à profit ces commencements de désordre intérieur en nous créant des embarras au dehors. L'Angleterre intriguait suivant son habitude, et l'Allemagne, pesant sur le cours de nos valeurs, tentait de réduire notre crédit sur les divers marchés d'Europe. Appuyés sur ces deux complices, les Slaves des Balkans, oubliant toutes les lois de la reconnaissance, s'émancipaient peu à peu de notre tutelle bienfaisante pour nous remercier de les avoir émancipés de l'esclavage turc. Nos finances se ressentaient de ces hostilités déloyales et le commerce périclitait.

Il fallait faire face de tous les côtés à la fois ; montrer à la Russie que le manteau impérial n'était pas trop lourd aux épaules de celui qui le revêtait d'une facon si inattendue, rassurer les courages hésitants et les intérêts troublés, arrêter la propagande de nouveautés dangereuses et dissiper les erreurs produites par le développement d'idées déraisonnables. Il fallait, en toutes choses,

faire preuve d'un grand esprit de décision, sans s'inquiéter des obstacles, sans trop se préoccuper de la valeur intrinsèque des hommes, lesquels ne devaient être que des instruments passifs aux ordres de l'autocrate responsable. La suite de cette étude fera voir si Alexandre III a été à la hauteur de sa tâche.

Une fois son peuple pour ainsi dire reconquis, il fallait aussi montrer à l'Europe attentive, mais prévenue contre nous par des préjugés et des informations inexactes, que le régime autocratique est compatible avec la pratique de toutes les libertés.

L'autocratie n'est pas, à proprement parler, un système de gouvernement; c'est un principe, c'est la loi fondamentale autour de laquelle pivotent toutes les autres lois, à l'ombre de laquelle tout se transforme dans la nation et tout progresse heureusement, à la condition qu'elle-même ne soit jamais ébranlée.

Réformes sincèrement libérales et mesures résolument conservatrices, qu'importe au pays où préside l'autocratie? Les unes et les autres sont inspirées par les circonstances; les unes et les autres sont essentiellement temporaires; elles sont appliquées chacune en leur temps, sans nuire au fonctionnement régulier des libertés individuelles, municipales et provinciales; elles s'adaptent au cours des événements; elles concourent, chacune à leur tour, au développement de la prospérité nationale.

Je laisse aux penseurs de profession le soin de démontrer philosophiquement cette vérité qui nous apparaît en Russie claire comme le jour. Notre histoire, en effet, en est l'éclatante démonstration.

Sans que le principe autocratique ait été mis une seule

fois en question, la Russie a expérimenté tous les régimes gouvernementaux qui ont sévi parmi les hommes. Elle a connu la République, la Commune, la Constitution parlementaire avec sa Douma et ses agents responsables; si elle s'est réfugiée définitivement dans l'autocratie pure, c'est qu'elle a considéré que l'autocratie résume tous les systèmes et qu'on peut très facilement se passer des rouages qui souvent compliquent l'autorité sans rien ajouter à la vraie liberté.

La Russie a été longtemps républicaine à Novogorod, à Pskoff, à Illynoff et dans d'autres villes libres affiliées à la Ligue hanséatique. Elle a été longtemps composée d'une infinité de principautés fédérées, qui furent toutes réunies en un bloc compact par le génie de Rurick. Sous les premiers Tsars, la Douma, Chambre responsable, formée des représentants de l'aristocratie et du clergé, délibérait sur tous les projets de lois et les soumettait ensuite à un Conseil municipal investi de pouvoirs aussi étendus que ceux d'une Chambre des communes. Jusqu'à son annexion sous l'Impératrice Catherine II, la Petite Russie était gouvernée par une commission de Cosaques, présidée par un ataman éligible; même aujourd'hui le communisme est la règle de vie des Cosaques, et parmi eux personne ne possède rien en propre et toutes les fonctions civiles se donnent à l'élection.

Il ne s'agit que de s'entendre sur les mots. Si l'on désigne par gouvernement libéral ce que nous appelons, nous, institutions libérales, lesquelles sont exclusivement du ressort administratif, la Russie du passé n'a rien à envier à l'Europe du présent.

Celle-ci nous les a empruntées, en se trompant toutefois sur le point de départ, et c'est peut-être cette erreur

capitale qui est la cause de bien des confusions et la source de bien des révolutions.

Dans son voyage à travers l'Europe, Pierre le Grand s'aperçut que les rois s'étaient arrogé un pouvoir illimité. Sans porter atteinte à l'ensemble des libertés dont jouissait son peuple de temps immémorial, il pensa qu'un Empereur, investi d'un pouvoir discrétionnaire absolu, serait un gardien des lois plus sûr et plus désintéressé que plusieurs corps d'oligarques trop occupés à s'entre-combattre pour s'inquiéter sérieusement du bonheur du peuple et de la sauvegarde de ses droits. En un mot, il songea à résumer toutes les libertés dans la personne de l'autocrate, se réservant d'en faire la distribution aux sujets au gré de leurs besoins. Le soin d'ordonner l'application de ces libertés et d'en favoriser le développement devait échoir à chaque Empereur, s'inspirant toujours des circonstances et des nécessités du moment.

Le plan nettement conçu et mûrement délibéré fut exécuté par Pierre le Grand avec une audace et une précision qui excitent encore l'étonnement de l'histoire.

La Douma, parlement moscovite, transformée par les boïards en foyer d'opposition et d'intrigues, fut brisée. L'Église, qui prétendait partager les prérogatives du pouvoir souverain et parfois même l'incliner devant elle, fut disloquée. Le patriarche mourut et n'eut point de successeur. Ainsi décapitée, l'Église fut non pas asservie comme on l'a soutenu à tort, mais réduite à son rôle purement spirituel. Le servage, inventé de toutes pièces par Boris Godounoff, fut régularisé de façon à n'être plus un instrument de rébellion entre les mains des grands seigneurs turbulents. Pierre le Grand assurait l'existence matérielle des paysans qui cessaient d'être

les esclaves des boïards pour devenir les serviteurs de l'empire.

C'est grâce à ces mesures que l'illustre fondateur de notre grandeur définitive put reculer jusqu'aux deux mers les bornes de sa domination et, développant la navigation et le commerce, lancer le pays dans la voie du progrès et de la fortune.

Ce système, conception du génie et monument de la raison politique, était si parfait dans l'origine et il a produit de si heureux résultats dans la suite, qu'aucun des successeurs de Pierre le Grand ne s'est avisé d'en modifier les grandes lignes. Ils se sont bornés à améliorer la législation, s'inspirant, je viens de le dire, uniquement des circonstances et des besoins du moment.

C'est ainsi que Catherine encouragea l'instruction publique un peu trop négligée jusqu'à elle et qu'elle imprima un caractère populaire aux institutions juridiques. Après la révolte de Pougatcheff elle resserra davantage les liens qui rattachaient les seigneurs aux paysans; elle sut astreindre les premiers à la résidence et les rendit responsables du maintien du bon ordre dans leurs terres.

Les idées ayant marché depuis Catherine jusqu'au commencement du règne d'Alexandre II, cette façon d'entretenir la paix intérieure parut un peu vieille et les méthodes employées par les grands propriétaires semblèrent arbitraires. C'est, en effet, un des inconvénients du régime féodal d'entraîner après lui de criants abus, sous réserve des services très réels qu'il est appelé à rendre. Le dernier Empereur élagua donc les droits féodaux mais sans toucher en rien aux privilèges de l'autocratie, et c'est à ce point de vue seulement qu'il convient

d'envisager l'abolition du servage, pour le juger sainement.

Son successeur Alexandre III est devenu, par conséquent, l'Empereur du peuple et non plus le César d'une oligarchie.

Ses droits restent absolus mais il les exerce directement sur chacun de ses sujets sans recourir à l'intermédiaire aristocratique pour parvenir jusqu'au menu peuple. Au lieu d'être amoindrie son autorité s'est accrue, mais ses devoirs se sont augmentés parallèlement.

C'est parce qu'il a pesé tout le poids des immenses responsabilités héritées de son père, qu'Alexandre III exige qu'elles soient partagées par ses collaborateurs, chacun dans la limite de ses attributions.

Avec lui le règne de l'intrigue est passé et il ne sert de rien aux dilapidateurs des deniers publics de se recommander des plus hautes protections. Tout fonctionnaire doit accomplir intégralement les devoirs de sa charge, sans espérer d'autre récompense que la satisfaction de sa conscience et l'estime de ses chefs.

« Que chaque Russe travaille au bien de la Patrie sans avoir en vue un grade ou une décoration, dit habituellement le Tsar, et la Patrie se relèvera d'elle-même. »

La Russie, tant éprouvée et si déconcertée, il y a douze ans, a ajouté foi à la parole de son Empereur honnête homme.

Chacun travaille en vue du bien de la Patrie sans arrière-pensée d'un gain illicite. L'administration a cessé de mériter l'épithète de corrompue, et le pot-de-vin, cette plaie des jours passés, n'est plus offert parce qu'il ne serait plus accepté. Le commerce, rassuré, a repris sa marche habituelle. Le moujik, un peu égaré par le

vent de folie qui soufflait de partout, il y a douze ans, est retourné de lui-même à la charrue, persuadé qu'une nouvelle répartition agraire causerait plus de désordres qu'elle ne lui procurerait d'avantages. Les terroristes enfin se sont éclipsés, comprenant sans doute qu'en tuant Alexandre II ils assassinaient un homme, mais que le Tsar est immortel en Russie.

II

ENTOURAGE ET COLLABORATEURS

La simplicité a toujours été la règle de conduite d'Alexandre III. Encore Césarévitch, il se contentait de l'indispensable officier d'ordonnance et du petit nombre de fonctionnaires nécessaires à la bonne tenue de la Cour de l'héritier du trône.

Le contraste entre ses goûts modérés et le faste de son père était frappant.

Plus de mille dignitaires composaient la suite d'Alexandre II : généraux d'ordonnance et généraux de la Maison de l'Empereur, chambellans aux uniformes chamarrés d'or, gentilshommes de la Chambre et maîtres de la Cour. Le chiffre des aides de camp augmentait après chaque revue, chaque bal ou fête officielle; les écuyers ne se comptaient plus; les aiguillettes étaient accordées avec une incroyable profusion, les titres distribués sans discernement; les décorations pleuvaient.

Avec un maître si libéral et si peu regardant à la dépense les abus s'imposaient. Le comte Adlerberg, ministre de la Cour, le prince Serge Dolgorouki, secrétaire d'État, le baron Kister et deux ou trois autres grands personnages les érigèrent en principes en organisant une sorte de marché où les dignités de la Cour et

les faveurs du Tsar étaient négociées, à l'insu bien entendu du trop confiant monarque, mais au grand scandale du public.

A l'avènement d'Alexandre III ces honteuses spéculations ont disparu comme par enchantement; la suite impériale a été prodigieusement réduite; c'est à peine si cent dignitaires du règne précédent subsistent encore aujourd'hui, maintenus dans leurs titres mais n'exerçant plus aucunes fonctions. Les aides de camp se sont faits relativement rares et les uniformes dorés de la Cour sont devenus la récompense de services exceptionnels rendus par des personnages de choix. Quant aux décorations, même les plus minimes ne sont accordées qu'au mérite. Elles en ont plus de prix aux regards de ceux qui les obtiennent, et toute faveur est l'objet d'une véritable émulation.

Le Césarevitch s'étant montré fort réservé et fort limité dans le choix et le nombre de ses amis personnels, Alexandre III a opéré encore parmi eux une sélection pour composer l'entourage intime et immédiat du souverain. L'élément national y domine.

Parmi ceux qui jouissent de la plus grande confiance de l'Empereur, il faut citer en première ligne le général aide de camp Sturler et le général Tchérévine, chef de la garde personnelle d'Alexandre III.

Le général Sturler est le fils d'un colonel qui fut tué par les officiers de son régiment, révoltés au commencement du règne de Nicolas. Le fils fut nommé aide de camp et appelé à la Cour. Il y a vieilli, restant l'ami dévoué et le confident des trois Empereurs qui se sont succédé. Ses avis sont toujours marqués au coin de la loyauté et de la franchise; ils sont fort goûtés du monar-

que actuel qui a recours à ses lumières dans les plus graves questions.

Le général Tchérévine n'est pas moins souvent consulté. Sa fidélité est proverbiale; incapable d'abuser de son influence exceptionnelle, son honnêteté a fait de lui l'un des hommes les plus populaires de la Russie.

Le comte Vorontzoff-Dashkoff, ministre de la Cour, le prince Alexandre Dolgorouki, grand maître des cérémonies, le colonel de la gendarmerie Schirinkine, serviteur dévoué, adjoint du général Tchérévine, complètent le cercle restreint des amis de cœur, mais pour le conseil le Monarque se fait également assister de plusieurs intimes de son père tels que les généraux aides de camp Voyéikoff et Richter, fort répandus dans la haute société, connus et estimés du peuple, d'un dévoûment à toute épreuve envers la Famille Impériale, étrangers à toutes les coteries, ennemis de toutes les intrigues.

Ces personnages accompagnent Sa Majesté dans ses voyages. Ils partagent ses vues sur la politique intérieure et le secondent de toutes leurs forces dans sa politique extérieure qui a le don de tant déplaire aux Allemands de Saint-Pétersbourg et d'ailleurs.

Une popularité de bon aloi est la récompense précieuse de leur docilité aux inspirations du maître, car toute la Russie sans exception adhère au mouvement national imprimé à la direction des affaires publiques. Pas une voix discordante ne s'élève, pas une parole d'opposition. L'Empereur ne serait pas d'ailleurs toujours d'humeur à la supporter. Très jaloux de son autorité, il entend que tous ses collaborateurs exécutent passivement ses ordres et se contentent d'être ses premiers serviteurs comme il est lui-même le premier serviteur de la Patrie. Les ini-

tiatives qui semblent évoluer en dehors de sa sphère lui déplaisent, et il pousse le rigorisme à ce point qu'il menace de sa disgrâce quiconque s'adresse directement à lui en vue d'une faveur particulière ou d'une recommandation qui ne serait pas appuyée sur le mérite évident du candidat.

En se montrant si exclusif sur ce point, Alexandre III a voulu décourager le népotisme, qui fut une des plaies de l'époque antérieure à son règne, et il y a réussi.

Toutes les demandes doivent lui parvenir par la voie hiérarchique, en passant par la commission des suppliques qu'il a réorganisée à cet effet. Le vieux général Richter en est le président.

J'ai nommé tout à l'heure ce personnage éminent dont le nom, à consonance allemande et antipathique aux vrais Russes, a dû frapper le lecteur. Il est de ceux qui justifient heureusement les exceptions à la règle générale. Par sa bonté, sa justice, la grande simplicité de ses manières, son esprit de serviabilité, son empressement à être agréable à tous et à chacun, le général Richter a su conquérir tous les suffrages. Il s'est du reste strictement cantonné dans ses fonctions de confiance et se récuse dans toutes les questions gouvernementales.

Son adjoint, le général Voyeikoff, le supplée dans les grandes affaires. Celui-ci ne quitte presque jamais l'Empereur et assiste au Conseil général qu'Alexandre III convoque, de temps à autre, pour délibérer sur les cas importants de politique intérieure.

Avec lui sont réunis le plus ordinairement : M. G. Pobiédonostseff dont on sait la part prise à la rédaction du programme du règne, le général Tchérévine, déjà nommé, le général Obroutscheff, actuellement chef

d'état-major de l'armée, et enfin le ministre du département d'où ressortit la question traitée.

Le rôle des Grands-Ducs, qui fut prépondérant sous le dernier règne, est maintenant bien effacé. Les plus proches parents de l'Empereur ne sont plus, eux aussi, que les serviteurs de la Couronne et de la Patrie. Ils ne vivent plus à la Cour et n'y apparaissent guère qu'aux jours de réceptions officielles, invités au même titre que les autres grands dignitaires.

Ayant foi dans ses propres forces, la conscience pénétrée de ses devoirs, Alexandre III est bien résolu à ne jamais avilir en sa personne le prestige de l'autorité impériale. C'est pour cette raison qu'il n'en souffre pas le partage et qu'il lui a même imprimé comme un caractère d'infaillibilité qu'il est le premier à respecter, car, dans sa pensée intime, l'Empereur ne peut pas se tromper, et il ne le peut pas parce qu'il ne le doit pas.

Nature simple et droite, inaccessible aux suggestions de la flatterie, il estime que son pouvoir est avant tout un pouvoir de justice, et il s'applique à la rendre égale à tous ses sujets, au plus hautain dignitaire comme au plus humble moujik, chacun à ses yeux ayant un droit pareil à sa grâce ou à sa disgrâce, selon qu'il a mérité l'une ou l'autre.

Des exemples éclatants ne laissent là-dessus place à aucune fausse interprétation.

Krijanowski cumulait à la fois les titres de général-gouverneur, de général aide de camp et de général de cavalerie, mais cet homme si chamarré vendait à ses parents, à vil prix, les forêts d'Oufa appartenant à l'État. L'Empereur l'apprit et révoqua le concussionnaire de toutes ses fonctions, sans même lui permettre de sortir

par la porte honorable de la démission offerte et acceptée.

Le président du Comité des ministres, le comte Valouieff, était compromis personnellement dans une foule de poursuites pour dettes. Il fut licencié comme le général Krijanowski.

Comme il s'occupait de remettre lui-même de l'ordre dans les affaires particulières de la Couronne, l'Empereur s'aperçut que le Ministre de la Cour, le comte Adlerberg, dilapidait les biens impériaux, et il comprit que les qualités brillantes de cet ancien conseiller d'Alexandre II servaient à voiler les plus coupables errements. Il le mit à la retraite forcée.

Le baron Kister, qui avait poussé encore plus loin le mépris de la vulgaire honnêteté, fut honteusement renvoyé. Ce baron allemand appartenait à cette séquelle étrangère qui trop longtemps considéra les hautes fonctions comme une excellente occasion de faire ripaille aux dépens du trésor impérial et des finances publiques.

Lui et ses pareils affectaient jadis d'ignorer l'existence du Césarévitch, et, en tout cas, se promettaient bien de l'enlizer dans leurs intrigues de telle façon qu'il ne pût s'affranchir de leur influence. Cette illusion n'a pas duré; aujourd'hui presque toutes leurs places sont occupées et bien occupées par des gentilshommes russes, et celle du baron Kister notamment, par le très noble et très digne prince Vassiltschikoff. D'un coup d'éperon, le nouvel Empereur a brisé la toile d'araignée de leurs misérables combinaisons, riant de leurs colères dissimulées et de leurs conjurations enfantines.

Alexandre III ne redoute que lui-même, en homme qui a souci de ses terribles responsabilités et se reconnaît

comptable de ses actions devant Dieu et devant la postérité. Aussi pèse-t-il chacune de ses paroles et y regarde-t-il à deux fois avant de signer n'importe quel document.

L'État est une vaste famille, tel est son principe. L'homme honnête et loyal, qui est peut-être le meilleur père de famille de son Empire, ne saurait appliquer à ses sujets d'autres règles de gouvernement que celles qui lui ont attiré l'amour et la déférence des siens. Et comme il exige de ses enfants et de son entourage soumission et respect, de même il commande à chacun des membres de la grande famille russe docilité à l'égard du souverain et concours désintéressé en vue du bien de tous.

Les mensonges, la flatterie, l'appel aux protections, l'acceptation de rémunérations particulières pour des services publics, le pot-de-vin sous ses formes les plus déguisées, les abus de pouvoir sont, je l'ai dit déjà, les moyens les plus propres d'encourir sa disgrâce. En revanche, la franchise, la loyauté, la modestie, le repentir sincère sont des titres très sûrs à ses faveurs.

En veut-on quelques exemples ?

Le socialiste Tikhomiroff, qui a eu son heure de célébrité et qui ne le cédait à aucun autre terroriste en fait de violences et d'excitations criminelles, se fatigua un jour de mourir de faim à Paris et d'y user sa vie en complots inutiles contre les Empereurs et les généraux de Russie. Il se rendit au n° 79 de la rue de Grenelle et y remit à l'ambassadeur, M. le baron de Morenheim, sa longue et horrible confession de régicide, le suppliant d'intercéder auprès d'Alexandre III dont il avait aidé à tuer le père. La commission fut faite : Alexandre III, ayant lu la confession, manda par dépêche à son représentant

de rappeler Tikhomiroff à l'ambassade et de lui faire savoir qu'il recouvrait le droit de libre séjour en Russie. Tikhomiroff y retourna, et depuis il y vit sans avoir eu jamais aucun démêlé avec la police.

Un jour, trois forçats s'échappèrent d'un bagne de Sibérie et, sans s'arrêter nulle part, se dirigèrent tout droit sur Saint-Pétersbourg. Là ils se présentèrent au grand maître de la police, le suppliant à genoux de rendre compte à sa Majesté de leur évasion dont ils demandaient pardon, protestant que le désir de revoir leurs familles les avait seul déterminés à fuir. L'Empereur leur accorda immédiatement grâce entière, persuadé d'ailleurs que les atroces souffrances de leur longue route constituaient un châtiment suffisant de leurs fautes.

Je pourrais multiplier par milliers les anecdotes du même genre, et chacune ajouterait un trait à la physionomie du monarque équitable et bon que le peuple, toujours exact appréciateur des vertus de ses chefs, a déjà surnommé Alexandre le Juste, devançant ainsi le verdict de l'histoire.

Si la Cour le négligea dans sa jeunesse, précisément à cause de ses vertus, la foule l'acclamait déjà à son passage; peuple et armée le chérissaient et sa popularité était grande longtemps avant son avènement au trône. L'amour des opprimés envers l'héritier présomptif ressemblait à une protestation contre les prévarications portées à leur comble par un trop grand nombre de fonctionnaires de tout grade durant les dernières années d'Alexandre II. Ceux-ci le redoutaient, prévoyant bien que le jour de son avènement serait le jour de leur jugement. Ces craintes étaient fondées, et aujourd'hui, quand on joue la comédie du *Révisor*, on s'aperçoit bien qu'elle constitue un ana-

chronisme et qu'elle n'a pu être écrite qu'avant le règne actuel.

La surveillance du père de famille s'exerce naturellement avec plus d'activité sur les hauts fonctionnaires placés sous sa direction immédiate, je veux parler de ses ministres.

Malheur à celui d'entre eux dont on surprendrait la vigilance en défaut, ou qui s'aviserait d'éluder plus ou moins adroitement l'autorisation de l'Empereur pour faire triompher ses idées personnelles ! Il serait traité comme le comte Ignatieff dont la carrière a été brisée pour jamais, en dépit des services passés, parce qu'il avait pris, sans consulter le monarque, l'initiative d'une réforme.

Alexandre exige aussi qu'ils se cantonnent chacun dans les affaires de son département, sans empiéter jamais sur celles d'un collègue. Leurs rapports doivent être rédigés avec concision et précision, par chapitres et par articles, pour nous servir du vocabulaire parlementaire. Le monarque décide ensuite, après avoir vérifié et contrôlé leurs propositions et sans tenir compte des recommandations, quelles qu'elles soient.

Dans les premières années de son règne, les grands raffineurs qui, en Russie, appartiennent presque tous à la haute aristocratie, firent habilement déposer un projet de règlement au moyen duquel leurs bénéfices annuels devaient s'accroître de quelques dizaines de millions, au détriment du consommateur. La veille de la ratification, un des principaux d'entre eux, le comte Bobrinski, dansant à la Cour avec Sa Majesté l'Impératrice, eut la fâcheuse inspiration de demander à sa danseuse de vouloir bien s'intéresser et intéresser l'Empereur à la signature rapide du projet. La prière du comte fut exaucée,

mais seulement dans sa première partie. L'Empereur n'hésita pas à faire remarquer à l'Impératrice que son intervention dans une affaire d'État n'était pas de nature à lui plaire. Toutefois il examina le projet de plus près, refusa de le signer, et c'est grâce à cette circonstance que la bourse du peuple fut préservée.

L'Empereur lit d'abord seul les rapports de ses ministres; il les relit une seconde fois avec les auteurs auxquels il présente des observations, cherchant avant tout, non point à dégager sa responsabilité, mais à l'abriter sous des sérieuses garanties.

Un jour le ministre des Travaux publics, M. Possiète, lui soumet un projet de pont sur le Dniéper.

— Joli pont! fait l'Empereur en admirant le dessin, et il jette les croquis dans un coin.

— Mais la ratification de Votre Majesté est nécessaire, hasarde timidement le ministre.

— Comment, ma signature! Mais je ne suis pas ingénieur! Je ne vois pas ici de signatures d'ingénieurs responsables de la solidité de la construction: est-ce que je puis répondre de la solidité d'un pont? Je ne signerai le projet qu'après les spécialistes.

Il peut paraître étonnant qu'Alexandre III prenne personnellement connaissance de tous les rapports de ses ministres, mais la surprise cesse quand on sait que sous son règne la paperasserie a été singulièrement simplifiée. Les questions importantes seules donnent lieu à un rapport digne du souverain, et l'on n'informe plus comme autrefois le Tsar du départ d'un officier pour l'étranger, du changement de garnison d'un chef de bataillon, du déplacement d'un percepteur et autres événements de même importance.

Tout entier adonné aux soins de son empire Alexandre III n'a pas beaucoup de temps à consacrer aux bals et aux soirées. Cependant, comme la présence de l'Empereur aux fêtes est une tradition dont il est presque indispensable de tenir compte, on le voit souvent ouvrir le bal, puis disparaître dans ses appartements, où il travaille tandis que les autres s'amusent. Vers une heure du matin, il fait une réapparition dans les salons et donne ainsi le signal du départ des invités.

Son éloignement du faste aussi bien que son attention scrupuleuse à vérifier les budgets des dépenses, le font taxer d'avarice par ceux dont il dérange les habitudes prévaricatrices. Il s'en console, à l'imitation de Louis XII, aimant mieux voir les courtisans rire de ses économies que le peuple pleurer de ses prodigalités.

Si le Ciel avait fait vivre Alexandre III dans une condition privée, trois branches de l'activité humaine auraient plus spécialement occupé ses loisirs : les sciences exactes, la géographie et l'histoire. C'est à elles qu'il consacre le temps dérobé aux affaires.

Il a lu tous les récits des grands voyageurs, depuis ceux de Marco-Polo. Il se tient au courant des explorations contemporaines, et il aime à servir des pensions viagères à plusieurs pionniers de la civilisation en Afrique et en Asie.

L'histoire est le sujet préféré de ses conversations. Il a voulu garder le titre de Président de la Société des historiographes et il assiste à toutes leurs réunions. Ses collègues discutent librement, oubliant qu'ils ont à côté d'eux le plus puissant monarque de la terre, tant il met de simplicité dans ses manières et ses discours.

La presse est, d'après Alexandre III, une institution

dangereuse, un véritable dissolvant des mœurs. Mais comme il est impossible, au siècle où nous vivons, de rester absolument étranger à ses polémiques si l'on ne veut être surpris à chaque instant par les événements, l'Empereur a fait choix de trois journaux et de deux revues dont il fait sa lecture quotidienne ou hebdomadaire. Ce sont le *Pall Mall Gazette*, le *Figaro* et le *Novoié Vrémia*, la *Revue des Deux Mondes* et le *Vestnyk Evropy (Moniteur Européen.)* Autrefois une censure spéciale pratiquait des coupures dans tous les journaux et les envoyait à la Cour. On ne saurait imaginer un système d'informations plus défectueux. Les Empereurs ne savaient que ce que messieurs les censeurs voulaient bien leur permettre de savoir, c'est-à-dire qu'ils ignoraient toujours la vérité.

III

LA FAMILLE IMPÉRIALE

§ 1. — L'Impératrice.

J'ai essayé jusqu'ici de déchiffrer quelques énigmes de l'une des plus grandes sinon de la plus grande figure contemporaine, mais je ne saurais avoir la prétention de pénétrer tous les secrets de l'Empereur. Il est probable d'ailleurs qu'ils ne seront dévoilés à personne, sauf peut-être à celle qui est son ami le plus sûr, en même temps que son collaborateur le plus assidu et le plus intéressé à ses succès. J'ai nommé Sa Majesté l'Impératrice. Afin d'apprendre à mieux connaître la pensée intime d'Alexandre III, il est nécessaire d'esquisser le portrait de sa confidente.

Fille du Danemark, élevée dans une famille de souverains pacifiques et universellement honorés, la princesse Dagmar avait été destinée au premier Césarévitch Nicolas Alexandrowitch. Sa franchise et sa bonté naturelle, jointes à une grande modestie, justifiaient ce choix conseillé par la politique. On sait que le futur Empereur de Russie, épris alors d'une sujette de son père, avait supporté avec douleur la nécessité de se soumettre à la loi établie, qui impose aux Césarévitchs la règle de ne contracter

d'alliances qu'avec des filles de rois ou de princes souverains. On se rappelle que cette douleur, dégénérant en incurable mélancolie, le jeune homme sur lequel reposaient les premières espérances de la nation fut prématurément emporté vers la tombe, à Nice, dont les distractions mondaines et le riant climat ne purent calmer son imagination surexcitée.

La princesse Dagmar, vivement affectée de cet événement cruel, remplaça la robe de la fiancée par des vêtements de deuil; mais, en s'approchant si près du trône, elle avait fait la conquête de l'Empereur et de l'Impératrice. Perdant un fils bien-aimé ceux-ci voulurent du moins conserver celle qui s'était montrée digne de devenir leur fille.

L'épouse d'un puissant monarque comme celui de Russie, constamment absorbé par les soins et les soucis de son Empire, doit être la compagne fidèle, l'amie sûre et dévouée d'un homme qui a besoin d'oublier ses inquiétudes et de se reposer de ses travaux au sein d'une douce affection. S'il est des princesses, rêvant de richesses incalculables et de plaisirs sans fin, de l'éclat de grandeurs sans pareilles et de puissance presque illimitée, qui ambitionnent la plus haute des dignités et le plus enviable des titres — celui d'Impératrice de toutes les Russies, — avec la seule espérance de satisfaire dans leur plénitude leurs sentiments d'orgueil ou de vanité, eh bien ces princesses s'exposent à faire un faux calcul. Aucun rêve ne va sans désillusion, et si elles ne se consacrent pas avant tout au bonheur de celui dont elles partagent l'existence, elles risquent d'être les artisans de leur propre malheur.

Avec la princesse Dagmar de Danemark, les incon-

vénients de ce genre n'étaient pas à redouter. Bonne et indulgente, sensible aux souffrances d'autrui, attentive aux demandes des inférieurs et facilement accessible aux prières des malheureux, aimable et caressante envers les personnes de son entourage immédiat, elle semblait posséder toutes les qualités propres à s'harmoniser avec le tempérament débonnaire et le caractère paisible du nouveau Césarévitch.

Celui-ci l'appréciait déjà. Il fut facile à Alexandre II et à l'Impératrice, une fois séchées les larmes causées par la mort du fils aîné, de conclure un mariage qui, ne changeant rien aux premiers projets de la politique, avait aussi l'avantage d'unir deux cœurs nés pour s'entendre.

Le monde sait que l'intérieur de nos deux souverains passe, à juste titre, pour le modèle de tous les ménages. L'estime réciproque qui en fut la base se changea bien vite en franche sympathie. Nous n'oserions pas dire que le mot d'amour caractérise exactement l'union d'Alexandre III et de Dagmar, mais plutôt l'amitié inséparable, comme il sied à deux êtres profondément honnêtes, absolument dévoués l'un à l'autre, pratiquant avec émulation les plus hautes vertus domestiques.

L'éducation des enfants que le Ciel leur a envoyés s'est ressentie de l'existence tranquille qu'ils ont su se réserver. Elle s'est faite sans bruit. La mère y a présidé avec sagesse et ils sont maintenant l'orgueil de la Russie.

L'Impératrice en est l'idole. Le peuple tout entier la connaît par ses bienfaits ; beaucoup de ses sujets ont eu l'occasion de l'approcher et, heureux l'homme avec lequel elle a daigné s'entretenir ! il n'oubliera jamais ni la dou-

ceur de sa voix ni le charme sympathique qui se dégage de sa physionomie.

J'exprime ici une vérité qui ne devrait rencontrer aucun blasphémateur. Il en est cependant, tant il est vrai que la calomnie aime à s'exercer sur les sujets les plus dignes de l'estime et de la vénération. Des dignitaires privés du pouvoir, des fonctionnaires exilés à la suite d'abus criants ont fait courir des bruits absurdes au sujet du ménage impérial, dont le moujik, sous son toit de chaume, envie le bon accord.

Est-il bien nécessaire de les réfuter ?

Ils reprochent à l'Impératrice son penchant pour les distractions mondaines, mais les fêtes sont de tradition à la Cour de Saint-Pétersbourg ; elles contribuent à sa réputation d'élégance et de bon goût, et l'Empereur se plaît à les multiplier. Si elles ont été relativement peu nombreuses ces dernières années, c'est que les deuils ont été plus fréquents que d'habitude dans les familles souveraines et que l'étiquette a obligé nos souverains à beaucoup de réserve. Ils se sont dédommagés en organisant des soirées intimes, et un choix sévère préside aux invitations. De petites comédies de salon, jouées par des artistes-amateurs, en composent le programme avec des concerts auxquels prennent part quelques-uns des Grands-Ducs et l'Empereur lui-même qui tient fort agréablement sa partie.

La plupart des journées de l'Impératrice s'écoulent en visites aux instituts, couvents, hôpitaux et écoles ; elle reçoit elle-même les rapports concernant les établissements placés sous sa protection spéciale et dirigés par le général d'ordonnance comte Protassoff-Bakhmétieff, ex-commandant du régiment des gardes à cheval de

Sa Majesté. D'un caractère religieux et d'une droiture inflexible, la présence constante à la Cour de ce vieil et brave officier gêne ceux qui le savent incapable de pactiser avec l'intrigue. Sa piété envers Dieu grandit en lui le culte envers la Patrie, et il est peu de sujets du Tsar qui ressentent plus profondément dans leur âme les joies et les douleurs de la Russie. Enfin la bonté naturelle du comte Protassoff est si connue que l'Impératrice l'a choisi entre mille pour l'associer à ses bonnes œuvres et la seconder dans les occupations où la bonté joue le rôle principal. Sa confiance en lui est absolue, et souvent, après déjeuner, il accompagne la souveraine dans les maisons d'éducation, où Sa Majesté daigne interroger elle-même les enfants, et s'enquérir de leurs progrès.

Tous les jours, avant de dîner, l'Empereur met l'Impératrice au courant de ses projets et lui fait connaître d'avance ses décisions. Il écoute ses observations, discute avec elle les plus graves intérêts, et parfois d'après ses conseils, modifie ses premières volontés. L'Empereur, en un mot, concède à l'Impératrice sur les affaires de l'État l'influence que tout homme loyal accorde à une digne épouse sur l'administration de la fortune commune. Sans être toujours décisive cette influence pèse d'un grand poids sur les graves résolutions.

C'est principalement dans les questions de politique extérieure que l'Impératrice déploie toute sa finesse féminine et un esprit véritablement pénétrant. Elle approuve les tendances antigermaniques d'Alexandre III et le pousse même à les accentuer dans un sens hostile. Elle le détourne, au contraire, de rompre en visière avec l'Angleterre et lui persuade de laisser la porte ouverte

à toutes les solutions, en ce qui concerne la grosse question d'Asie.

On ne saurait trop louer l'habileté de cette attitude, inspirée peut-être par l'amour fraternel, — on sait que la princesse de Galles est aussi une fille de Danemark. Quel besoin, en effet, la Russie a-t-elle de se brouiller avec l'Angleterre ? L'Asie est grande et il y a place pour les deux puissances. Loin de songer à conquérir les Indes, comme le redoutent les chauvins des bords de la Tamise, la Russie se trouve déjà fort embarrassée de l'Asie Centrale, dont la possession entraîne de lourdes charges sans rapporter aucuns profits.

Nous avons été contraints de planter notre drapeau sur toutes les forteresses de l'ancien empire de Tamerlan, pour arrêter définitivement les incursions des Khans sur le territoire russe et pour répondre aux incessantes provocations du parlement anglais. Nous n'avons fait qu'user du droit de défense contre deux ennemis qui se croyaient insaisissables, protégés qu'ils étaient, les uns par l'immensité de leurs steppes glacées, les autres par leur éloignement et leur ceinture de mers.

Qu'on interroge l'histoire depuis un siècle. Chaque fois que la Russie veut faire un pas en avant, on verra l'Angleterre lui dressant des embûches et lui suscitant des obstacles. Ne l'avons-nous pas trouvée encore en face de nous, en 1877, au moment de cette noble guerre entreprise pour l'émancipation des Slaves ? n'est-ce pas elle qui, étendant la main vers le Croissant et nouant en Europe d'inavouables intrigues, a ravi à la Russie et aux peuples chrétiens une partie des fruits des combats pénibles et du sang répandu à flots ? C'en était trop, et le jour où fut

convoqué le Congrès de Berlin, le gouvernement russe comprit que tout rapprochement avec l'Angleterre serait impossible et tout accord illusoire tant que nous ne serions pas en contact immédiat avec les intérêts anglais. Ce jour-là, sans même attendre les résultats prévus des conférences diplomatiques, la marche en avant vers les frontières hindoustaniennes fut résolue.

La conquête rapide d'Akhal-Téké et de Merw a eu pour effet de faire baisser le ton de la presse et du parlement britanniques. Les Anglais ont compris qu'il nous était loisible désormais de leur porter en Asie un coup funeste, et qu'un pareil événement aurait un contre-coup fâcheux en Europe. Ils semblent, maintenant, avoir pris le sage parti de ne plus entraver notre liberté d'action dans les deux continents. Les menaces adressées à la Russie ne partent plus de Londres, et l'Angleterre feint même d'ignorer notre présence au Pamir, craignant sans doute, par des réclamations inconsidérées au sujet de l'Hindou-Kousch, de soulever une querelle qui ne tournerait pas à son avantage et découvrirait sa faiblesse aux Afghans et aux Indiens.

Il ne reste plus à l'Angleterre d'autre ressource que de chercher sincèrement le terrain d'une entente cordiale avec la Russie ; en quoi elle agira conformément à ses intérêts bien entendus, car nous sommes décidés à ne plus lui faire aucunes concessions et à ne lui rendre aucun compte de nos actions.

Qu'elle rende grâces à la sœur de sa future reine, la princesse de Galles, car, si nous sommes disposés à écouter favorablement les propositions raisonnables qui nous seront faites par les ministres de la reine Victoria, c'est à l'Impératrice Dagmar, à ses persuasives inspira-

tions, que reviendra le mérite de nos sentiments pacifiques.

Comme le consul romain au Sénat de Carthage, nous portons la paix ou la guerre dans le pli de notre étendard, flottant sur les cimes des hautes montagnes de l'Himalaya. Aux Anglais de choisir! Pour mon compte, je suis persuadé que le choix est fait d'avance et que les Anglais vont tendre sur le Pamir une main amicale aux Russes. Ce sont gens pratiques qui sauront comprimer à propos les révoltes de leur orgueil et sacrifier leur amour-propre à la sécurité de leur domination dans l'Inde.

Ce sera un des triomphes politiques de notre Impératrice qui ne nous aura pas rendu un moindre service en guidant adroitement nos rapports avec l'Allemagne.

L'isolement de la Prusse, tel est le but que poursuit ce profond diplomate, d'accord, naturellement, avec son auguste époux. Là encore, l'Impératrice semble obéir à des sentiments de famille, et la piété filiale peut avoir inspiré son aversion contre les soudards qui ont injustement arraché deux provinces à son père le roi Christian. Qu'importe! puisqu'elle sait accorder ses sentiments avec les intérêts majeurs de sa patrie d'adoption.

Mais comment provoquer cet isolement de la Prusse, appuyée sur l'Autriche et sur l'Italie et attirant dans son orbite toutes les puissances secondaires qui tremblent pour leur indépendance? La Russie a dû songer à nouer une alliance, et l'alliée désignée est la France. Le rapprochement entre les deux peuples semble le résultat d'une attraction naturelle, les guerres passées n'ayant laissé dans les cœurs aucune rancune, ayant déterminé, au contraire, l'estime réciproque. Aucun motif d'ordre poli-

tique n'y met obstacle, et il me serait facile de prouver que, même en Orient, les deux nations doivent en retirer de sérieux avantages.

La Russie et la France, unies par des liens indissolubles, deviendraient le pivot d'une Ligue universelle des peuples menacés dans leur liberté et leur autonomie. L'intérêt du Danemark, de la Suède, de la Hollande, de l'Espagne, du Portugal, de la Serbie, de la Grèce, du Monténégro, à y faire adhésion, est manifeste. La Belgique et la Roumanie ne pourraient se dispenser de s'y grouper, et la Turquie elle-même, privée de tout point d'appui immédiat, se garderait d'y faire opposition.

Que deviendrait la fameuse Triple-Alliance en face de cette union des intérêts pacifiques?

Il serait facile de détacher en premier lieu l'Italie de la coalition. Lui offrir, à la première occasion favorable, Trieste et le Frioul, c'est-à-dire la souveraineté sans partage sur l'Adriatique, garantir au besoin la sécurité de ses ports sur la Méditerranée, de façon à lui laisser pleine liberté sur cette mer, telles sont les propositions qu'on pourrait lui faire. Les Italiens sont rodomonts, mais avisés. Mis en présence d'avantages positifs, ils renonceraient à la perspective de conquêtes et de gloire de plus en plus problématiques.

L'Allemagne n'est pas assez forte à elle seule pour servir de bouclier à l'Autriche. Le cabinet de Vienne a toujours obéi aux règles de la prudence, dont lui font une loi impérieuse les partis et les populations hétérogènes qui déchirent l'empire des Habsbourg. Il se soumettrait de lui-même à la nécessité d'un rapprochement avec la Russie et celle-ci y prêterait la main d'autant plus volontiers que le plan de notre gouvernement n'est pas de

réduire les forces de l'Autriche. Que celle-ci s'abstienne dorénavant de porter ses vues ambitieuses sur la presqu'île des Balkans et la Russie se déclarera satisfaite. Elle-même n'émet du reste aucune prétention de ce côté. Qu'un traité en bonne forme interdise à l'une et à l'autre de ces deux puissances toute intervention dans ce pays, qu'on laisse, livrés à leurs propres forces, les peuples que nous avons émancipés, et on aura supprimé ainsi bien des menaces de guerre.

L'empire allemand, destitué des alliés que lui a faits la diplomatie, se disloque de lui-même. L'esprit particulariste, hypnotisé par les caporaux de M. de Moltke, se réveille en Saxe, en Bavière, en Wurtemberg, dans le duché de Bade, brise les chaînes qui l'attachent à l'aigle blanc et noir de Prusse, et les peuples reprennent les droits dont ils ont été dépossédés. Du royaume du Grand Frédéric et des accroissements contre nature de Bismarck il ne reste plus que le Brandebourg et la Poméranie, évidemment incapables de retenir l'Alsace et la Lorraine, volées à la France, le Sleswig et le Holstein, dérobés au Danemark.

L'Angleterre aurait-elle la hardiesse de s'opposer à la réalisation de ce programme qui doit aboutir à la pacification générale et au désarmement universel ? Mais en Asie nous tenons l'Angleterre en échec. Que cette nation, éternelle et infatigable semeuse de désordres, jette encore une note discordante dans le concert pacifique des nations, et, cette fois, le châtiment pourrait bien être à la hauteur de toutes les vengeances amassées par son égoïsme. Une division russe de cavalerie culbute l'Hindou-Kousch, traverse l'Himalaya, et c'en est fait pour toujours de la souveraineté anglaise sur l'Hindoustan.

Le salut de la Prusse compenserait-il aux yeux de l'Angleterre la perte de ses deux cents millions d'esclaves indiens ?

C'est un rêve, objectera-t-on peut-être ? Est-ce un rêve que l'isolement manifeste de l'Angleterre, la direction nouvelle imprimée à la diplomatie des puissances secondaires en vue d'un groupement plus conforme aux intérêts des peuples, les craquements de la Triplice, la détente des rapports entre l'Autriche et la Russie, l'Italie et la France ? Et cependant l'exécution du programme est à peine ébauchée, et l'alliance franco-russe n'est pas encore définitive ! C'est un rêve peut-être, mais un rêve d'Impératrice qui possède le pouvoir magique de transformer l'idéal en réalité.

Nous l'admirons, notre souveraine, en Russie, à cause des qualités de son esprit. Le petit peuple l'idolâtre à cause des qualités de son cœur, car nulle n'est plus attentive à ses besoins, ni plus compatissante à ses malheurs. Le petit cercle d'amies intimes qu'elle s'est composé et d'où elle a banni sévèrement les propos médisants, voit en elle la déesse de la bonté, en même temps que le modèle de l'élégance et de la grâce spirituelle.

Modeste dans ses goûts, ses toilettes sont dignes de son rang sans briller d'une richesse éclatante. Elle sait se tenir à une égale distance de l'avarice et de la prodigalité : sagement économe en qualité de mère de famille, largement aumônière en qualité de souveraine de cent millions d'hommes. Ceux qui parlent de ses plaisirs ruineux sont des jaloux qui n'ont jamais été admis à pénétrer dans l'intimité de la Famille Impériale et qui dépensent leur envie en sottes calomnies.

Ils devraient réfléchir au moins qu'une femme qui

serait, comme ils l'en accusent, tout entière occupée de distractions frivoles, ne conserverait longtemps ni l'estime de son mari ni l'amour de ses enfants, et ils savent bien qu'il n'est pas d'épouse plus respectée ni de mère plus tendrement chérie.

Ils savent bien aussi que l'Impératrice Dagmar, qui a pris le nom de Marie Féodorowna en entrant dans la religion orthodoxe, n'a fait que transporter dans sa nouvelle famille l'atmosphère de sympathie dont elle était enveloppée dans son ancienne famille royale de Danemark.

Que ces malveillants prennent donc la peine de se rendre un été dans les environs de Copenhague, et là, sous les allées du parc du château patriarcal de Frédensbourg, ils verront notre Impératrice, entourée de ses vieux parents, de ses enfants, de ses frères, de ses belles-sœurs, de ses neveux et de ses nièces, se promener au bras de sa sœur préférée, la princesse de Galles. Ils seront facilement témoins des attentions qui lui sont prodiguées, et si pareil spectacle n'est pas capable de les ravir, il les ramènera, je l'espère, à des sentiments plus équitables. Ils comprendront que, pour inspirer parmi les siens tant d'hommages et tant d'affection, le titre d'impératrice ne suffit point à lui seul, il y faut joindre un grand mérite personnel.

§ 2. — Les Enfants Impériaux.

Son fils aîné, le Césarévitch Nicolas Alexandrowitch, a grandi sous la surveillance immédiate de ses augustes parents, assistés de gouverneurs d'une autorité morale incontestée, tels que Danilowitch, Boungué, etc.

Il est à présumer que deux questions qui préoccupent aujourd'hui l'attention du monde entier, je veux dire la question sociale et la question d'Orient, trouveront leur solution sous son règne.

Ses maîtres en sont tellement persuadés qu'ils ne lui ont laissé rien ignorer de ce qui concerne la science économique et qu'ils lui ont inculqué de bonne heure cette vérité essentielle que les graves intérêts de l'empire reposent en Asie, non en Europe. Le voyage circulaire qu'il a entrepris dans les pays d'Orient, comme couronnement de ses études, a eu pour but de l'initier par lui-même aux difficultés qui se dresseront de ce côté contre ses entreprises.

D'un caractère sérieux et d'une nature réfléchie, notre futur Empereur est déjà armé pour cette double lutte, et, le régime autocratique aidant, on peut tenir pour certain que les réformes intérieures qui s'imposent à toutes les nations, s'opéreront sans secousses et sans bouleversements parmi les peuples dont il aura la garde. Dieu seul peut savoir si des torrents de sang ne seront pas le prix de la fusion définitive des races asiatiques et européennes.

De même que le fils de Philippe de Macédoine, le Césarévitch Nicolas est d'une taille au-dessous de la médiocre et d'une complexion délicate. Cette particularité est digne de remarque chez un Romanoff, où tous les hommes se sont distingués jusqu'à présent par une haute stature. Pierre le Grand, Alexandre Ier, Nicolas Ier, Alexandre II, ont personnifié, par leur grande prestance et leur figure majestueuse, l'idéal des empereurs russes, et le souverain actuel ne le cède en rien sous ce rapport à ses prédécesseurs.

Cet avantage naturel avait son importance jadis, quand les peuples mal domptés avaient besoin de sentir un maître dont la seule apparition fût le symbole de la force. De nos jours, on le sait, les qualités physiques des individus ont perdu presque toute leur signification. Les peuples, plus malléables mais meilleurs observateurs, ne s'en contenteraient plus si l'intelligence n'était pas, comme en Alexandre II, par exemple, à la hauteur des apparences extérieures.

Si le Césarévitch est petit de taille, l'esprit est vaste. Dans ses yeux, où se réflète la bonté maternelle, brille le regard des Romanoff, majestueux et perçant, commandant l'obéissance et invitant à la confiance. De son père il a déjà hérité la droiture, l'honnêteté et une absolue franchise ; de sa mère, la tendresse et l'esprit d'observation.

On a dit que le sang de Danemark avait amoindri la race de Pierre le Grand. Cette opinion me paraît tout à fait excessive. Si Marie Féodorowna n'a pu transmettre à ses enfants les formes athlétiques qui étonnent et provoquent le respect des foules, elle a su leur communiquer la grâce et la douceur qui charment. L'éducation anti-allemande qu'elle leur a donnée a entretenu en leurs cœurs la flamme sacrée du patriotisme, sans laquelle il n'est pas possible de bien gouverner la Russie. Elle a éclairé tous les Romanoff depuis Pierre le Grand, Alexandre II et Alexandre III notamment. Elle guide les premiers pas du Césarévitch.

C'est grâce à ce patriotisme que tous ces Empereurs, dont la série glorieuse est peut-être unique dans les fastes du monde, ont pu s'identifier avec leurs peuples et les gouverner en s'inspirant toujours de leurs besoins, lesquels changent au gré des progrès des âges.

Ce qui fut excellent sous le fondateur de la dynastie était devenu mauvais sous Catherine. La façon de gouverner de Nicolas était irréprochable, il y a cinquante ans; aujourd'hui elle est caduque. Nicolas, forcé de s'incliner devant les préjugés de son temps, savait être empereur dans les moindres circonstances de sa vie publique, et ne redevenait homme qu'aux rares intervalles de son existence intime. Le Césarévitch voit qu'on exige de lui qu'il soit homme avant d'être empereur, et il se plie avec bonheur à cette nécessité du présent.

Il est un cas cependant où il sera contraint de se souvenir qu'il doit être empereur et sacrifier, s'il le faut, à ce devoir, ses inclinations personnelles. Il le sait et l'intérêt du pays le guidera seul dans le choix d'une fiancée.

A ce sujet, on se livre depuis quelque temps au jeu des pronostics, mais si les princesses sont nombreuses, comme il est facile de procéder par voie d'élimination, le champ des controverses se trouve bien vite restreint. En effet, beaucoup des jeunes princesses des familles souveraines d'Europe appartiennent à la religion catholique; d'autres, comme les princesses de Grèce, d'Angleterre ou de Danemark, sont proches parentes, et les deux cas constituent des empêchements dirimants.

On assure que l'Empereur a laissé le choix à son fils entre la princesse de Hesse et la princesse de Monténégro, et le monde russe fort intrigué dispute à perte de vue sur le mérite des deux partis. La Cour elle-même et l'aristocratie de Saint-Pétersbourg se sont divisées en deux camps. Le premier penche pour la princesse allemande, le second pour la princesse de Monténégro.

Celui-ci s'appuie sur la société moscovite qui est unanime, et sur l'ensemble du monde slave. Il vante la beauté

de sa favorite, le charme de son regard d'aigle et la grâce pénétrante de sa physionomie franchement slave.

Si la princesse de Hesse est préférée, elle sera jetée sans transition, elle, allemande, dans un courant antiallemand qui lui déplaira sans doute mais qu'elle ne saurait endiguer. Si elle cherche à rompre en visière avec les idées du jour, à peupler sa Cour des compatriotes qui l'auront suivie dans son élévation et à s'entourer de l'aristocratie allemande qui s'agite encore, mais bien déchue aujourd'hui, à Saint-Pétersbourg, elle risque fort de s'attirer la désaffection générale, car on est fatigué des Allemands et de leurs intrigues. Si, mieux inspirée, elle s'efforce d'oublier ses origines pour embrasser avec ardeur nos passions nationales, nul ne pourra suspecter la sincérité de sa conversion, mais c'est alors seulement qu'elle aura vraiment conquis sa naturalisation.

Il est d'ailleurs bien évident que l'union matrimoniale avec le grand-duché de Hesse n'apporterait à l'empire aucune force nouvelle.

La princesse de Monténégro a été élevée en Russie, sous les yeux de la Famille Impériale. Elle est fille d'un héros dont le nom populaire est estimé même de ses ennemis; de race slave, elle est aimée de tous les Slaves.

Le prince Nicolas, son père, ne compte pas beaucoup d'aïeux, mais il est souvent plus glorieux d'avoir ennobli son épée que d'être anobli par elle. Le vainqueur de Dulcigno a conquis par ses exploits une des premières places parmi les monarques d'Europe; son intelligence et ses goûts artistiques l'ont rendu partout célèbre et tous les Slaves parlent de lui avec orgueil.

En épousant la princesse de Monténégro, le Césarévitch se placerait du coup à la tête de la grande famille

slavonne et donnerait l'essor aux plus magnifiques espérances. Ceux de nos frères qui gémissent encore sous le joug étranger et dont les regards sont toujours dirigés vers Saint-Pétersbourg et Moscou, verraient luire déjà le jour de la délivrance.

On parle beaucoup, dans notre siècle, de fédérations et de groupements de peuples par nationalités. Quel meilleur système pour arriver à ce groupement, que d'unir par des liens indissolubles les familles souveraines qui ont l'honneur de commander aux Slaves? L'union des princes cimentant l'union des peuples, quel ennemi extérieur oserait s'opposer au développement légitime de notre influence?

Je crois savoir que l'Empereur Alexandre III, ayant médité ces considérations, apprécie les conséquences heureuses qui découleraient pour la Russie du mariage du Césarévitch avec la fille du prince de Monténégro, son ami personnel et son allié fidèle. Il donnerait avec plaisir son consentement, mais il juge que c'est assez de limiter le cercle des préférences de son fils, et, pourvu que son choix ne s'égare pas, il lui laisse la faculté de prendre une décision.

Le Césarévitch, nous l'espérons, déférera aux vœux des peuples. Le patriotisme, qui est sa première passion, servirait au besoin l'amour, si celui-ci ne naissait pas sous les pas de la princesse de Monténégro.

Les portraits des autres enfants de Russie, encore tout jeunes, n'intéresseraient guère le public ni surtout le monde politique, pour lequel j'écris plus spécialement. Chacun d'eux aura plus tard sa page d'histoire, mais il serait prématuré d'en tracer encore les premières lignes.

Je me reprocherais néanmoins de passer entièrement sous silence la gracieuse Césarewna Xénie.

Quel sort l'avenir réserve-t-il à cette bonne et charmante princesse, dont on peut répéter, en la voyant, ce que le poète disait de la jeune captive :

... craindront de voir finir leurs jours,
Ceux qui les passeront près d'elle !

Quel mortel sera jugé digne de continuer le rêve de bonheur dont elle jouit auprès de ses parents qui l'adorent et dont elle est la joie?

La jeune fille, qui tremble à l'idée de les quitter un jour, voudrait bien que ce soit un Russe, et ses parents, qui appréhendent ce jour avec la même tristesse, ont jeté les yeux sur le modeste et sympathique Grand-Duc Alexandre Michaëlovitch, fils du très estimé Grand-Duc Michel Nicolaévitch, qui a laissé partout d'excellents souvenirs.

Mais, hélas! la destinée des princesses est le jouet de plus de hasards que celle des simples mortelles, et qui sait si la Grande-Duchesse Xénie n'est pas née pour embellir un des plus beaux trônes d'Europe?

Je dois dire aussi quelques mots du Grand-Duc Georges Alexandrovitch, fils cadet d'Alexandre III. Destiné à servir dans la marine, il sera plus tard, en qualité de grand amiral de la flotte russe, le digne collaborateur de son père et de son frère. Mais on sait que la croissance a déterminé chez lui un état de faiblesse qui a interrompu ses études de navigation. Les médecins lui ont conseillé de passer les hivers dans les pays chauds, et, par sympathie pour la France, il a choisi Alger où il a reçu à plusieurs reprises une aimable hospitalité. Aujourd'hui

il est à Abastonmane, au Caucase, où il va beaucoup mieux.

§ 3. — Les Parents de l'Empereur.

Le Grand-Duc Michel Nicolaévitch, oncle de l'Empereur, est un des amis les plus dévoués et des serviteurs les plus fidèles de son neveu. Président du Conseil d'État, il jouit dans cette haute situation d'un repos bien gagné par ses services militaires et administratifs.

Vainqueur de Mouktar pacha, pendant la guerre de 1877, il avait terminé sa campagne deux mois avant l'armée du Danube, et c'est à lui que la Russie doit d'avoir maintenant sa frontière naturelle avec les deux places fortes de Kars et de Batoum.

Après avoir terminé la conquête du Caucase, il l'a complètement organisé et a su établir le bon accord entre les diverses peuplades qui l'occupent, en les appelant toutes à une activité commune.

Son administration a été si heureuse que le pays annexé est maintenant assimilé aux autres provinces de l'empire, et que le Gouvernement a pu, sans imprudence, séparer, comme en Europe, le pouvoir civil du pouvoir militaire.

Le premier en date des gouverneurs civils du Caucase a été le prince Dondoukoff-Korsakoff, homme de cour fort aimable mais d'un caractère trop faible pour un pays guerrier. Menant la vie de grand seigneur, le prince s'occupait fort peu des affaires, accordant une confiance aveugle aux sous-gouverneurs, qu'il désignait lui-même.

Je dois dire que ses choix ont été rarement heureux. Le gouverneur de Bakou, baron étranger, ignorant et

presque toujours malade, discrédita l'autorité russe chez les Tartares, qui le tournaient en ridicule. Je parle en témoin oculaire : j'ai vu les indigènes grimacer derrière son dos et lui jeter des ordures à travers les jambes.

Il est d'ailleurs notoire que ses deux filles, par leur conduite, achevaient de l'avilir. Leur réputation était si fâcheusement établie, qu'ayant au bal invité la plus jeune à danser, un Arménien me fit observer que j'allais me compromettre :

Tant va la cruche à l'eau, qu'à la fin elle... *s'emplit.*

Le proverbe se vérifia pour l'une d'entre elles, et le père, sans autrement s'émouvoir, l'expédia, elle et son fardeau, dans une ville voisine, avec un passeport qui la transformait en fille de préfet de police.

Le prince Dondoukof-Korsakoff, prévenu de tous ces scandales, promit de procéder au remplacement du baron, mais plus tard, objectant qu'il était danois et protégé par l'Impératrice, ce qui du reste était inexact.

Mais voici plus fort. Un autre gouverneur, celui de la ville de Kars, général d'origine juive, avait fait fortune comme directeur de la route militaire de Géorgie au Caucase. Il apporta dans l'Administration l'habitude des gains faciles, ce qui le fit haïr ; de plus il prit avec ses administrés de véritables airs de pacha, ce qui le fit mépriser. Son impudeur s'étalait à ce point qu'un petit instituteur osa le souffleter dans un lieu public, sans s'exposer à aucun châtiment. Le prince Dondoukoff-Korsakoff refusa de déplacer ce fonctionnaire compromettant, sous prétexte que cela ferait trop de plaisir aux intrigants.

Ainsi des autres : d'un gouverneur indigène de l'intérieur du Caucase qui entretenait ouvertement des relations avec des bandes de brigands, d'un second qui volait la milice indigène, d'un troisième qui exigeait, au su de tous, des pots-de-vin. Et ces incapables ou ces indignes restaient tranquillement au pouvoir, disqualifiant, à qui mieux mieux, le nom russe, et désorganisant la machine administrative créée par le Grand-Duc Michel.

Sans les généraux Schérémétieff et Schépélioff, qui tinrent haut et ferme le drapeau russe tant que dura cette anarchie, la question de séparatisme, à peine comprimée, aurait fait certainement explosion dans le Caucase.

Le premier remplace maintenant le prince Dondoukoff-Korsakoff à la tête du gouvernement général, mais le second, qui avait mis la main à un grand nombre de projets tendant à l'amélioration des affaires du Caucase, s'est noyé à Bakou, à la veille du jour où ils allaient être ratifiés par le pouvoir central.

Ces deux hommes d'élite ont su conserver, auprès de la noblesse géorgienne et arménienne, le haut renom de probité et d'honneur que l'administration du Grand-Duc Michel avait acquis au nom russe. Les traditions vont renaître sous la direction du général Schérémétieff. Il répare courageusement les erreurs du prince Dondoukoff-Korsakoff, et les peuples du Caucase espèrent être débarrassés bientôt des hordes de pillards officiels et non officiels qui ont trop longtemps dévasté la contrée.

En quittant le Caucase, le Grand-Duc Michel avait été nommé président du Conseil gouvernemental. C'était l'heure difficile de l'avénement au trône d'Alexandre III.

Le monde a rendu hommage au tact déployé par l'oncle de l'Empereur, en des circonstances pénibles où les meilleurs amis, où les parents les plus loyaux couraient le risque d'être suspectés.

Depuis cette époque, le Grand-Duc Michel a rencontré encore une nouvelle occasion de témoigner de son dévoûment inaltérable à la personne d'Alexandre III et de sa fidélité à toute épreuve envers son souverain. Il a sacrifié les affections intimes de son cœur à ses devoirs de sujet. Son fils, ayant épousé, sans l'autorisation de l'Empereur, l'une des filles du duc de Nassau, fut chassé du service et exilé de l'empire avec défense, sous les peines les plus sévères, d'essayer de franchir le territoire de la Russie. La mère du jeune homme mourut de chagrin quelques jours après le prononcé de la dure sentence. Le Grand-Duc Michel se retira de la Cour, mais sans faire entendre de parole de protestation, donnant ainsi un grand exemple de la soumission sans murmure à la volonté du Tsar.

Les deux frères cadets de l'Empereur, le Grand-Duc Alexis et le Grand-Duc Vladimir, sont ses premiers lieutenants dans la double administration de l'armée et de la marine.

Le Grand-Duc Vladimir, vigoureux rejeton de la souche des Romanoff, s'est tout entier consacré à l'armée. Militaire dans l'âme et faisant passer avant tout l'exact accomplissement de ses fonctions de généralissime, il est en même temps d'un caractère fort gai et grand amateur de plaisirs, ce qui l'a fait surnommer le Grand-Duc Bon vivant.

Bon et facile comme son père Alexandre II, il se laisse aller, sans s'en rendre toujours compte, à l'influence de

ceux qui l'approchent de plus près. Son intelligence qui est vaste et son jugement qui est sûr lui sont d'un faible secours pour se défendre ; les discussions lui faisant horreur, il aime mieux céder que d'entreprendre de confondre ses interlocuteurs.

Livré à lui-même et aux conseils toujours avisés de sa femme, Marie Pawlowna, femme d'un esprit pénétrant et d'une grande hauteur de vues, ses actions sont généralement dignes de louanges. Comment en serait-il autrement? La Grande-Duchesse Marie Pawlowna a donné pour elle-même de telles preuves de tact et d'habileté, que son mari chercherait vainement ailleurs un meilleur inspirateur de sa politique. Elle a su vaincre les inimitiés féminines, les plus inexorables de toutes, comme on sait, exaspérées par son éclatante beauté, ses réparties spirituelles et sa gaîté communicative. Elle a fait taire les calomnies répandues sur son compte, la représentant comme inféodée à la politique allemande et lui reprochant une intervention indiscrète et déplacée dans les affaires du gouvernement. Elle s'est vengée des méchants propos en montrant à tous qu'elle se contentait d'être épouse honnête, mère excellente et amie sûre.

Si le Grand-Duc Vladimir rappelle par tant de côtés son père Alexandre II, le Grand-Duc Alexis est le sosie de son frère Alexandre III. C'est la même physionomie ouverte, affable et majestueuse, les mêmes manières empreintes d'une grande simplicité qui sont le propre des Romanoff.

Un mariage d'amour contracté dans sa jeunesse avec une mortelle ordinaire, le tint longtemps éloigné de la Cour. Sa femme, d'une rare beauté, étant venue à mourir, il se mit à voyager pour distraire son chagrin. Le tour

du monde, qu'il accomplit heureusement, le déshabitua complètement des contraintes de l'étiquette, et il ne fait que de courtes apparitions au Palais impérial. Constamment en tournées à travers l'Europe, ce n'est qu'à Paris ou aux stations thermales en renom qu'on lui voit faire des séjours de quelque durée.

Il ne faudrait pas conclure de cette humeur vagabonde que le Grand-Duc Alexis, grand chef de la marine russe, se désintéresse volontiers des questions ayant trait au bon fonctionnement de son administration. S'il abandonne aux chefs de service du ministère le soin des détails secondaires, rien de ce qui concerne le développement progressif de la flotte russe ne le trouve indifférent.

On le loue principalement d'avoir mis de l'ordre dans les dépenses et d'exiger de tous ses subordonnés une probité scrupuleuse, coupant court ainsi aux abus qu'on a tant reprochés à l'administration de son oncle, le Grand-Duc Constantin Nicolaiévitch. A cette époque déjà lointaine, les hauts fonctionnaires de la marine commençaient par prélever sur le budget de leur département leur part personnelle, et c'était la part du lion. Le reste était affecté à la construction de vaisseaux chers et peu pratiques appelés « *popowkis* », du nom de leur inventeur l'amiral Popoff, ou à d'autres travaux d'une utilité aussi contestable et difficiles à contrôler.

De nos jours, pareilles dilapidations ne seraient pas possibles et personne ne songe plus à engraisser son veau aux frais de la défense nationale. Le Grand-Duc Alexis, pénétré de l'importance de ses fonctions, met son amour-propre à laisser de bons souvenirs de son passage à l'amirauté russe et son ambition à laisser à sa patrie une flotte digne de rivaliser avec la puissance militaire de la

Russie. Sous sa haute direction, la flotte de la mer Noire a été créée, pour ainsi dire, de toutes pièces, en dix ans de temps, et la flotte de la Baltique considérablement augmentée.

A son bord, où il se distingue par une grande activité personnelle, le Grand-Duc Alexis sait imposer l'observation stricte des règlements; dans le monde, c'est un causeur aimable et attentif; son empressement auprès des femmes lui a valu une réputation méritée de galanterie de bon goût.

Parmi les dévoûments et les amitiés fidèles qu'il a inspirés, on cite comme lui faisant le plus d'honneur le dévoûment et l'amitié de la sœur du fameux général Skobeleff, Zina, comtesse de Beauharnais, et depuis quelques années, duchesse Eugène de Leuchtemberg. Quand le frère de son mari épousa une princesse de Monténégro, l'Empereur conféra à celle-ci le titre de duchesse, et la même faveur fut concédée à la comtesse de Beauharnais qui insista d'ailleurs pour l'obtenir et ne pas rester inférieure à sa belle-sœur.

Paris, presque autant que Saint-Pétersbourg, connaît et apprécie cette très jolie femme dont le regard charmeur, la démarche gracieuse, le teint éclatant et la physionomie heureuse font partout sensation. Ses toilettes, où se révèle le goût de la grande dame doublée d'une artiste, provoquent d'unanimes sourires d'admiration, et la médisance désarmée fait silence sur son passage. Il est vrai qu'elle ne perd pas tous ses droits et qu'elle se rattrape après que l'idole a passé. Les mauvaises langues reprochent à la comtesse Zina d'aimer le bruit par-dessus tout et de faire tout au monde pour entretenir sa réputation, de s'entourer avec affectation des plus grands noms

de notre aristocratie et d'accepter volontiers les hommages des grands de la terre, d'avoir mis, par exemple, à ses pieds un Grand-Duc et un Duc.

La duchesse Zina ne s'émeut pas plus des commérages malveillants que la Grande-Duchesse Marie Pawlowna elle-même. Elle se venge des jalouses en répandant les bienfaits autour d'elle, en visitant les pauvres, en s'occupant surtout des fonctionnaires peu fortunés dont elle augmente le bien-être, et qui, en revanche, professent un véritable culte pour leur puissante protectrice.

Le Grand-Duc Serge, troisième fils de l'Empereur Alexandre III, est un jeune homme d'une trentaine d'années. Très religieux, on le voit rarement à la Cour, ayant pris pour spécialité la question ecclésiastique. Il s'est placé à la tête de la Société de Palestine dont le but est d'encourager les pèlerinages à Jérusalem, de venir en aide aux pèlerins et de contribuer à la construction d'écoles orthodoxes en Terre-Sainte.

Ce programme serait parfait si dans la pratique on s'en tenait à l'énoncé. Mais le Grand-Duc Serge, d'accord avec son principal collaborateur, M. P. Pobiédonostseff, procureur général du Saint-Synode, a voulu faire grand. Élargissant le cadre de leur action, ils ont voulu s'immiscer dans l'administration de l'Église grecque en Palestine, en essayant de recruter, parmi les Arabes convertis, un clergé indigène, et d'éliminer peu à peu, par ce moyen, le clergé grec chargé de temps immémorial du service divin sur les Lieux Saints.

Cette entorse violente donnée à la tradition n'a pas produit d'heureux résultats. Le Grand-Duc Serge et le procureur du Saint-Synode avaient espéré accroître notre

influence et conjurer les intrigues des autres nations sur ce petit coin de terre où se sont donné rendez-vous toutes les passions et toutes les ambitions religieuses de la chrétienté. En réalité, ils ont ajouté de nouveaux malentendus à ceux qui existaient déjà.

L'échec est d'autant plus significatif, que les deux promoteurs de l'entreprise connaissaient le pays et savaient à quoi s'en tenir sur l'extrême vénalité des Arabes chrétiens et sur le peu de fond qu'on doit faire de leurs protestations de dévoûment. Quiconque a voyagé en Orient n'ignore point, en effet, que certains villages passent en entier, et plusieurs fois par an, de l'orthodoxie au catholicisme, du catholicisme au protestantisme, pour recommencer ensuite le cycle de leurs apostasies,—cela dépend des sommes d'argent dont disposent les ministres de ces diverses religions. Personnellement, j'en connais qui ont été quatre fois orthodoxes, protestants et catholiques.

Et c'est parmi ces gens si éclectiques en matière de foi, si dénués de scrupules sur le choix des moyens, qui vendraient les Lieux-Saints pour trente deniers, qu'on cherche à recruter un clergé digne de remplacer les prêtres grecs, lesquels ont toujours maintenu leurs droits dans leur intégralité et toujours accepté le gouvernement russe comme le véritable protecteur et le légitime possesseur de la terre consacrée par les souvenirs du Messie! A quoi servirait alors le sang que ceux-ci ont généreusement versé, à maintes reprises, pour la sauvegarde de leurs droits et pour l'affirmation des prérogatives du monde grec, c'est-à-dire de la Russie?

On objecte, il est vrai, que la Société de Palestine doit se soustraire à la domination du Patriarche grec, qui chercherait à absorber sous sa direction toutes les

œuvres orthodoxes, et on ajoute que ce prélat serait hostile à la Russie. Mais, à qui la faute, sinon à nos consuls qui, par leurs façons cavalières, indisposent tous les Patriarches, les traitant sans égards et ne perdant pas une occasion de leur faire sentir tout le poids de leur protection ?

Le Patriarche Nicodème, qui vient d'être remplacé, avait probablement l'âme très russe, à en juger par ce fait qu'il avait été choisi par la Russie et qu'il avait vécu longtemps à Moscou, en qualité de représentant du Saint-Sépulcre. La Russie l'avait subventionné de plusieurs centaines de mille roubles, avait payé les dettes de sa confrérie et l'avait soutenu envers et contre tous. Cependant, le Patriarche Nicodème, rebuté sans doute par des procédés discourtois, se mit à chercher, ailleurs que chez nous, aide et protection. Il s'adressa à l'archevêque de Canterbury. L'Anglais accepta la proposition avec empressement et il informa officiellement le chef religieux des orthodoxes, en Orient, que l'Angleterre était toute disposée à étendre sur lui sa main bienfaisante, qu'il eût à s'adresser à l'évêque anglican de Jérusalem, qu'il préconisa à cet effet.

Comment cette singulière histoire parvint-elle aux oreilles de notre diplomatie ? peu importe. Toujours est-il qu'il arriva un moment où il ne fut plus permis de se faire illusion sur l'attitude hostile du Patriarche Nicodème, et comme, néanmoins, on ne pouvait invoquer aucune bonne raison pour procéder à sa destitution, on en fut réduit à l'accuser d'avoir dilapidé les biens de la confrérie.

On a cru réparer, par un misérable expédient, la maladresse de notre consul qui, en intriguant contre le

Patriarche au profit de la Société de Palestine, avait provoqué l'abandon de notre protégé naturel.

Cet incident fâcheux n'a pas corrigé les errements de notre politique générale. Bien au contraire. Le ministère des Affaires étrangères a été dessaisi dernièrement de toutes les questions concernant le Saint-Sépulcre. Elles dépendent exclusivement de la Société de Palestine, qui semble former à présent un nouveau département ministériel.

Bientôt après la création de ce pseudo-ministère le Grand-Duc Serge a été désigné pour occuper la plus haute fonction qui soit en Russie, celle de gouverneur général de Moscou. Son Altesse a trouvé là un théâtre digne de sa haute intelligence ; elle a su faire revivre dans la première capitale de la Russie les traditions populaires qui sont communes aux Romanoff et au grand peuple russe.

Le quatrième et dernier frère de l'Empereur, le Grand-Duc Paul, n'a pas pris encore une part active aux affaires du gouvernement. Fort jeune, il s'est contenté, jusqu'à présent, de se répandre dans la haute société, où il a conquis sans peine toutes les sympathies. Il aime le travail, témoigne d'aptitudes diverses, et tous ceux qui l'approchent de près disent qu'il est appelé à rendre de grands services à la Patrie. L'Europe s'est associée au deuil cruel qui l'a frappé l'an passé, — sa jeune femme, princesse de Grèce, enlevée subitement, en pleine lune de miel. Ce malheur a retardé son entrée aux affaires. Pour essayer de se consoler, le Grand-Duc Paul fait comme son frère Alexis, il voyage à travers l'Europe. Les rumeurs scandaleuses qui ont couru au sujet de la

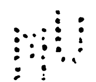
catastrophe dont il a été victime ne valent pas d'être relevées.

J'ai entrepris de faire connaître dans ce chapitre et de populariser en France, comme elle l'est en Russie, la magnifique famille des Romanoff, si parfaitement unie à son chef, lui fournissant des sujets d'élite dans chaque branche de son gouvernement et formant, autour de la personne sacrée de l'Empereur, comme un impénétrable bouclier. Mais mon projet étant de présenter au public la plupart des grands dignitaires et des principaux serviteurs de la Couronne, j'allongerais indéfiniment cet ouvrage si je m'arrêtais un instant sur chaque personne appartenant à la Maison Impériale, la plus nombreuse des Maisons régnantes.

Je me vois, à regret, forcé d'arrêter ici mes esquisses. Mais je me reprocherais de ne point mentionner tout au moins le Grand-Duc Nicolas, fils du feld-maréchal le Grand-Duc Nicolas, le célèbre vainqueur de Plewna. Il est jeune, pétri d'esprit, et fort apprécié dans la garde. Il a déjà rendu de grands services dans la cavalerie, et il en rendra d'autres, à en juger par ce qu'il a déjà fait.

Je ne puis non plus passer sous silence le Grand-Duc Constantin, surnommé le Duc de Nancy, en souvenir de la démarche diplomatique qu'il a faite dans la ville de ce nom et qui est présente à toutes les mémoires. Le Grand-Duc Constantin s'occupe beaucoup de spéculations métaphysiques. C'est un philosophe spiritualiste, qui s'est fait aimer en mettant en pratique les doctrines consolantes qu'il professe. C'est aussi un poète, dont les ouvrages sont très appréciés.

Enfin, mes lecteurs m'en voudraient si je ne disais



quelques mots du noble prince d'Oldenbourg, ce gentilhomme accompli, ce chevalier de l'honneur et de la bienfaisance. Soldat sans reproche, le corps de la garde, où il a longtemps servi, et les sections d'armées qu'il a commandées, ne l'oublieront jamais. Ami dévoué, l'Empereur l'estime pour sa franchise. D'une bonté et d'une condescendance à toute épreuve envers ceux qui lui adressent des demandes de secours, il est le refuge de toutes les infortunes, qui trouvent un égal appui auprès de la princesse Eugénie Maximilianowna, sa femme. Protéger le faible et assister l'indigent, telle semble être la devise et telle est la règle de cette famille, règle traditionnelle, car le prince Pierre, père du prince Alexandre dont je parle ici, en avait fait l'application avant lui. Il fut, de son vivant, chef de tous les établissements de bienfaisance, et personne n'est sorti de son palais sans avoir obtenu satisfaction et consolation.

Tandis que le prince Alexandre d'Oldenbourg prête une oreille attentive aux plaintes des opprimés et aux prières des miséreux, la princesse Eugénie parcourt les quartiers pauvres de la ville, dès l'aube parue jusqu'au coucher du soleil, descendant dans les caves sordides, montant dans les greniers infects, prodiguant des secours et de bonnes paroles à ceux qui ont faim et à ceux qui ont froid. C'est à ces œuvres de miséricorde que se consument ses jours. Le soir, le couple princier admet dans son intimité un petit nombre d'amis de choix, et c'est à qui obtiendra l'honneur d'une invitation. Le meilleur moyen d'y parvenir, c'est de se faire connaître par son esprit de charité, et la vanité produit ce miracle que beaucoup de grandes dames, qui n'auraient jamais songé apparemment à passer pour des Vincent de

Paul, se disputent la palme de la charité, à seule fin de conquérir les bonnes grâces de la bonne princesse.

Le frère du prince Alexandre, le prince Constantin, s'était fait connaître sous de tous autres auspices. Il y a dix ans, il était à la tête de notre jeunesse dorée, et plus d'une belle, quelques-unes même appartenant au rang le plus élevé de la hiérarchie, ont soupiré en le voyant passer sous son bel uniforme. Il s'est rangé maintenant et commande un régiment. Sa femme, épouse divorcée du prince géorgien Dadian, a su prendre empire sur lui, calmer les ardeurs de son tempérament et modérer les éclats de sa gaîté exubérante. C'est à présent un homme sérieux, fort entendu en affaires, qui, par d'adroites spéculations sur les forêts, a rétabli et même augmenté sa fortune, qui fut un instant compromise.

IV

LE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

§ 1. — Le Ministre des Affaires étrangères, M. Nicolas de Giers.

On a dit de plusieurs monarques qu'ils étaient leurs propres ministres des Affaires étrangères. On ne l'aura dit d'aucun plus justement que d'Alexandre III.

La politique étrangère est, en effet, l'objet de ses principales préoccupations. Il la dirige personnellement, avec un tact et un sang-froid remarquables. Il en parle peu, à l'exemple des diplomates de race, mais pas un fait ayant trait aux affaires européennes n'échappe à son observation toujours en éveil.

Attentif aux mouvements et aux manifestations de l'opinion en Russie et à l'étranger, l'Empereur lit et relit toutes les dépêches expédiées par ses représentants; il les note avec soin, fait ses remarques, médite, et, après avoir considéré soigneusement telle ou telle solution, donne ses ordres conformes à ses vues, sans s'écarter jamais de la grande ligne qu'il s'est tracée.

La politique d'Alexandre III n'est pas compliquée ;

elle est sincère, ne poursuit qu'un but et peut se résumer d'un mot : la Paix.

Après le Congrès de Berlin, Alexandre III, alors Césarévitch, prit ouvertement parti contre la politique suivie par son père, et qui ne pouvait aboutir qu'à la guerre ; il se prononça contre l'alliance allemande.

Il indiquait déjà ce que serait un jour la politique de son gouvernement. Son avènement au trône fut, en effet, le signal d'un revirement brusque dans l'orientation de la Russie ; d'allemande, la direction imprimée aux affaires devint franchement nationale.

L'Europe comprit qu'il inaugurait une ère nouvelle, et la Russie, enfin libérée du cauchemar allemand, poussa un soupir de soulagement.

Le prince de Bismarck avait prévu cette évolution. Les protestations véhémentes de l'héritier du trône contre les décisions du Congrès de Berlin ne lui avaient pas laissé d'illusions sur ses intentions futures et, Teuton madré, il avait pris ses précautions contre les pires éventualités, en contractant avec l'Autriche un traité d'alliance offensive et défensive spécialement dirigée contre la Russie.

Ce traité, qui date de 1879 et qui a longtemps été tenu secret, constituait une trahison. Jusqu'à cette époque, l'alliance des Trois Empereurs existait au moins sur le papier. Avec sa manie de duplicité, Bismarck ne s'en est pas tenu à cette violation de la parole jurée. Après la terrible catastrophe du 1er mars 1881, il a recherché jusqu'à l'indiscrétion les bonnes grâces du nouvel Empereur, l'excitant, par tous les moyens en son pouvoir, à renouveler le pacte des Trois Empereurs, organisant, dans ce but, les fameuses entrevues de Skiernevitz et de

Kremzine. A toutes les avances, Alexandre III a répondu qu'il entendait garder sa liberté d'action, ajoutant que la Russie n'a pas besoin d'alliances, qu'aucun danger ne la menace et qu'elle ne cherche dispute à personne.

Habitué à déguiser sa propre pensée, M. de Bismarck n'a pu croire à la sincérité d'un honnête homme. Il s'est imaginé que le refus d'Alexandre III d'entrer dans ses combinaisons et de se lier à son programme voilait le dessein de déchirer avec l'épée l'odieux Traité de Berlin. Il trembla que l'Allemagne ne fût la première victime de ces prétendus projets belliqueux, et il se décida alors à brûler ses vaisseaux. Déclarant ouvertement l'alliance de l'Allemagne avec l'Autriche, il pensa intimider notre Tsar magnanime en lui faisant voir qu'il avait pris d'avance les mesures nécessaires contre la politique nouvelle de la Russie. En même temps il mandait à Varzin M. Crispi et entamait avec le premier ministre du roi Humbert les négociations qui ont finalement abouti à la conclusion de la Triple-Alliance actuelle.

C'était ajouter le cynisme à l'imposture. Édifié sur la valeur de l'amitié allemande et écœuré de tant de déloyauté, notre Empereur fit venir sans retard son ministre des Affaires étrangères, M. de Giers, et lui signifia qu'il fallait se rapprocher définitivement de la France et conclure une alliance avec cette puissance. C'était au lendemain de la visite de Kremzine :

— La politique actuelle n'est plus une politique de dynasties mais une combinaison des intérêts des peuples, dit l'Empereur. Le prince de Bismarck nous en donne le premier la démonstration en négligeant les relations de parenté qui existent entre les Romanoff et les Hohenzollern. Je suis son exemple et je désire établir

dans nos relations extérieures le principe de la conservation des intérêts des peuples, non plus des dynasties. Je vous recommande tout d'abord d'observer vis-à-vis de la France une attitude amicale, de façon à pouvoir, en temps utile et en cas de nécessité, contracter avec elle une alliance officielle.

— Mais la chose est impossible, Sire ! répondit M. de Giers. Nos tentatives de rapprochement avec la France ont toujours eu pour conclusion une guerre avec elle. Que Votre Majesté veuille bien se souvenir de Sébastopol et de l'insurrection polonaise. Nous avions alors affaire avec un monarque qui, à la veille de s'accorder avec nous, se laissait entraîner par un courant diamétralement contraire à cette amitié. Comment ! Votre Majesté veut s'allier aujourd'hui avec un gouvernement qui change de politique aussi souvent que de ministère ? Mais rien qu'au point de vue intérieur ce serait déjà dangereux. En reconnaissant en France le régime révolutionnaire, Votre Majesté ferait faire un pas en avant à la propagande révolutionnaire en Russie. Nous ne saurions d'ailleurs jamais à qui nous adresser pour engager des pourparlers sérieux.

— Je ne vois aucun danger pour la politique intérieure de la Russie dans la direction que je veux donner à sa politique extérieure. Ce que ne purent accomplir ni le duc de Morny ni son maître, qui subissaient tous deux l'influence du prince Jérôme-Napoléon, sera facilement mis à exécution par des ministres républicains accomplissant les volontés du peuple. Et le peuple français acceptera mes propositions, j'en suis sûr, parce qu'il voit très bien que l'alliance russe seule peut rendre à la France le premier rang en Europe, qu'elle occupait autrefois et qu'elle a perdu maintenant.

— Mais, Sire !...

— C'est ma volonté, que vous connaissez d'ailleurs depuis longtemps, et je vous convie à me seconder dans cette nouvelle tâche.

M. de Giers réfléchit quelques instants, puis, comme un homme qui a pris une détermination irrévocable :

— Je regrette sincèrement de me voir dans l'obligation de faire connaître à Votre Majesté que je me sens insuffisamment préparé à semblable devoir, et je la prie instamment de me faire la grâce de me remplacer par un autre plus compétent que moi dans la question.

— Vous demandez votre démission ! interrompit sévèrement l'Empereur. Vous oubliez, monsieur, que vous n'êtes pas au service d'une monarchie constitutionnelle, où les ministres donnent leur démission, mais d'une autocratie où la démission est donnée par le Souverain, lorsqu'il en voit la nécessité. Pour le moment, je n'aperçois pas cette nécessité, et j'attends vos rapports sur les affaires de votre ressort. Ne parlons plus de votre démission. Quand je la jugerai nécessaire, je vous l'enverrai chez vous.

Après cette conversation, M. de Giers, ne voulant pas encore se tenir pour battu, pria son ami, l'amiral Schestakoff, qui avait l'oreille de l'Empereur, d'intercéder afin de lui faire accorder cette démission tant désirée. Mais le vieux loup de mer fit observer à M. de Giers que l'Empereur n'aimant pas à revenir sur ses décisions prenait mal les interventions indiscrètes et qu'au reste il se souciait peu, lui Schestakoff, de courir au-devant d'une disgrâce.

Depuis ce jour, Alexandre III est plus que jamais son propre ministre des Affaires étrangères, et M. de Giers

n'est que son secrétaire, exécuteur loyal et obéissant des volontés du Souverain. Depuis ce jour encore, les pèlerinages annuels de M. de Giers à Varzin ont pris fin, et ses vieilles sympathies pour la politique allemande sont reléguées aux vieilles lunes, tant la volonté de l'Empereur a été impérieuse et tant son programme est net.

Maintenir la paix en Europe en créant un contre-poids à la Triple-Alliance dont le but manifeste est d'exercer une pression armée sur les autres puissances, tel est ce programme dans sa simplicité.

C'est en 1882 qu'il fut conçu. Mais comme à cette époque la situation du gouvernement républicain était assez indéfinie, Alexandre III se résigna à attendre qu'elle fût solidement assise à l'intérieur avant de faire des ouvertures à la France, se contentant de la soutenir, *motu proprio,* dans toutes les questions intéressant sa politique extérieure.

Les dernières élections parlementaires ont démontré au monde que la République est bien définitivement le régime qui plaît le mieux aux Français. Aucun scrupule n'arrête donc plus l'Empereur de Russie, et rien ne s'oppose dans son esprit à la possibilité de suivre avec le gouvernement actuel des négociations régulières.

« Ne te lie pas avec ton voisin, mais au delà de ton voisin », disait le prince Kourbski à Jean le Terrible, après son voyage en Europe.

« La Russie n'a qu'une amie en Europe, et c'est la France », disait à son tour Pierre le Grand.

« Ce n'est pas à la France que je fais la guerre, mais à Bonaparte, et j'entre dans Paris pour rendre à mes amis les Français leurs droits et leur souverain légitime », déclarait Alexandre Ier à la députation parisienne venue

au-devant de lui et dont il sauva la ville de la dévastation des Prussiens.

« Dites à mon auguste oncle que je ne puis donner mon consentement à l'Allemagne de déclarer la guerre à la France. » Cette parole de salut a été prononcée en 1875 par l'Empereur Alexandre II, devant l'ambassadeur de Guillaume I[er]. « Cette guerre, ajoutait-il, serait contraire à mes intérêts. Nous n'avons plus affaire à Napoléon III, mais au peuple français dont la cause m'est chère. » On sait que le sympathique général Le Flô n'a pas voulu mourir sans consigner le souvenir de cette bienfaisante intervention de la Russie en faveur de la France, en quelques pages qui en sont le témoignage irrécusable et reconnaissant.

Je passe, pour abréger, d'autres incidents historiques aussi significatifs de ce désir perpétuel d'entente cordiale entre les deux peuples français et russe, et l'alliance ébauchée entre l'Impératrice Elisabeth et l'ambassadeur de Louis XV, M. de la Châtaigneraie, et nos flottes combinées écrasant à Navarin les forces navales du Croissant, et le traité formel conclu entre l'Empereur Nicolas et le roi Charles X, passant l'un et l'autre par-dessus leurs ministres et correspondant directement, en bons pères de famille soucieux de règler leurs affaires au mieux des intérêts des peuples.

Même sans tenir compte des raisons sentimentales qui établissent entre Français et Russes une affinité évidente, sinon de race du moins de tempérament, n'est-il pas certain que le conseil du prince Kourbski à Jean le Terrible est l'expression d'une vérité mille fois démontrée par l'expérience? On s'accorde mal avec son voisin, facilement avec le propriétaire dont le champ n'est pas

contigu au vôtre. Tant que l'Écosse a vécu de sa vie propre, son amitié avec la France n'a jamais été assombrie d'aucun nuage, et l'alliance de ces deux nations a a duré plus de mille ans, cimentée par leur haine commune contre l'Angleterre qui séparait leurs territoires. La paix conclue entre la France et la Suisse sur le champ de bataille de Marignan a été transformée en paix perpétuelle parce que la Savoie et les terres de l'Empire supprimaient tout contact immédiat entre les deux peuples.

Quand l'Empereur actuel, Alexandre III, a prononcé que « la France est l'alliée naturelle de la Russie », il n'a fait que se conformer à la logique éternelle des choses, justifiant du même coup la politique constante de ses prédécesseurs. Et le système dont ceux-ci, par un concours extraordinaire de circonstances, ont été forcés d'ajourner l'application, il est heureusement en mesure de l'exécuter.

J'ai souvent entendu objecter que la Russie et la France, divisées par la religion, les traditions, le régime gouvernemental, la politique extérieure, ne trouveraient jamais un terrain d'entente. Avant de démentir ces assertions, je voudrais bien qu'on me désignât la nation avec laquelle la Russie trouverait ce terrain.

Est-ce l'Allemagne? mais l'Allemagne s'emploie de son mieux à anéantir notre influence sur la mer Baltique, et elle émet de singulières prétentions sur nos provinces de langue allemande situées sur le littoral de cette mer.

Est-ce l'Autriche? mais l'Autriche contrecarre notre influence sur les pays slaves. Elle a déjà fait main basse, sans combattre, sur deux provinces des Balkans. Elle

rêve, en s'emparant de Salonique, de créer un second empire slave en Europe.

Est-ce l'Angleterre ? Depuis deux siècles, l'Angleterre ne cesse d'intriguer contre nous. C'est elle qui a noué et qui cherche à nouer contre la Russie ces monstrueuses coalitions qui tendent à nous affaiblir et à la débarrasser d'un dangereux voisin en Extrême-Orient.

La Russie et la France, au contraire, n'ont aucuns intérêts communs, par conséquent pas de sujets de disputes naissant de la mitoyenneté, et les ennemis qui les guettent l'une et l'autre, jaloux de leur puissance et de leur gloire, sont les mêmes.

De terribles malentendus ont existé entre elles, il est vrai. Mais les Français sont innocents des deux guerres historiques qu'ils nous ont faites. Le premier Bonaparte est allé à Moscou et s'en est retourné par la Bérésina, parce que les Anglais avaient rompu son alliance avec Alexandre Ier. Le second a porté ses aigles à Sébastopol pour les rendre plus tard à Sedan, parce qu'il fallait bien payer aux Anglais leur concours actif dans le coup d'État du 2 décembre.

L'objection tirée de la dissemblance de religions est absolument sans valeur. En Russie, la religion orthodoxe est subordonnée à la politique; en France, la religion catholique est hors de la politique.

De même de la forme du gouvernement, si différente en apparence dans les deux pays. En réalité, tous deux procèdent du peuple. L'autocratie russe est l'expression de la volonté populaire, la résultante de ses développements historiques, le résumé de ses aspirations modernes, et ce régime provoque parmi nous les mêmes

enthousiasmes et les mêmes sacrifices généreux que la République en France.

En résumé, les âmes de la Russie et de la France ne se heurtent nulle part, et elles ont de nombreux points de ressemblance. Accessibles l'une et l'autre, au même degré, aux nobles sentiments de désintéressement et d'honneur, l'idée de patrie provoque en elles les mêmes vibrations. En outre, leurs sentiments économiques, loin de se contredire, sont pour ainsi dire solidaires. L'une et l'autre pourraient se suffire par elles-mêmes, la Russie trouvant dans la consommation de ses cent millions d'habitants l'écoulement commode de ses immenses marchés, et la France, dans ses colonies, la vente avantageuse de ses produits fabriqués. Le commerce qu'elles font entre elles n'a d'autre but que de faciliter le développement de la production agricole de l'une et du travail artistique de l'autre. Leurs échanges de matières premières et de matières ouvrées entretiennent en elles une constante émulation, d'où la spéculation et l'espoir des gains honteux sont généralement bannis.

Quelle différence entre ces loyaux trafics et ceux dont l'Angleterre recherche partout le monopole, au détriment de tous les travailleurs du monde !

Si la France n'existait pas à l'occident de l'Europe, la Russie se verrait tôt ou tard obligée de créer une puissance du même ordre pour faire contrepoids à l'ambition débordante de l'Allemagne et aux appétits désordonnés de l'Angleterre.

Si l'orientation de la politique extérieure est radicalement modifiée, grâce à l'Empereur, la réforme du personnel du ministère est loin d'être accomplie. Les mêmes

hommes sont restés aux affaires et parmi eux c'est le petit nombre qui est entré franchement dans la route tracée par Alexandre III. Les autres n'exécutent ses volontés qu'avec une sorte de résignation passive.

Leur chef, M. Nicolas de Giers, n'est pas fait pour leur donner l'impulsion. Descendant d'un émigrant suédois, élevé en Russie à l'école de Nesselrode, il est resté quand même fidèle aux tendances allemandes de son initiateur et on a vu qu'il est actuellement ministre malgré lui, Sa Majesté ayant refusé de lui accorder sa démission.

M. de Giers a beaucoup d'esprit, mais il est dépourvu d'initiative et les situations critiques le trouvent toujours à court. Comme exécuteur des volontés de l'Empereur, son empressement laisse à désirer. Il atermoie quand un ordre lui déplaît, quitte à se disculper ensuite comme il peut.

L'Empereur, fatigué, a été bien souvent sur le point d'envoyer la démission sollicitée, mais la presse européenne, informée, on ne sait comment ni par qui, s'est mise chaque fois à commenter d'avance l'événement, et Alexandre III, qui redoute beaucoup de paraître subir une pression étrangère, a, chaque fois, ajourné sa décision.

J'en ai dit assez pour montrer que l'influence de M. de Giers est presque nulle au conseil. Il a réussi cependant à détourner Sa Majesté de contracter encore une alliance officielle avec le gouvernement français, — révolutionnaire, affirme le ministre, populaire, pense l'autocrate. Aujourd'hui, ce désir, manifesté d'ailleurs depuis longtemps par les Russes et les Français, est accompli, car l'avant-projet ou protocole est signé entre les deux gouvernements.

A quoi bon, d'ailleurs, rédiger un contrat détaillé qui résulte de la nature des choses et qui s'affirmera avec d'autant plus de vigueur que le danger commun l'impose déjà comme une nécessité inéluctable ?

« Les conditions se régleront d'elles-mêmes et d'après les circonstances », a coutume de dire le Tsar. « J'approuve d'avance tout ce qui sera fait. »

Les tentatives de M. de Giers pour reprendre la direction effective de son département ont toutes échoué. Ministre *in partibus*, il passe son temps à parler avec passion de la politique qu'il ne peut plus faire, pareil aux vieux soldats qui dressent des plans de batailles qu'ils ne livreront plus. Quant à l'Empereur, il reste plus que jamais son propre ministre des Affaires étrangères.

§ 2. — M. Chichkine, adjoint du ministre des Affaires étrangères.

Le premier adjoint de M. de Giers est M. Chichkine. Foncièrement russe, fonctionnaire zélé, il exécute les ordres qui lui sont donnés avec promptitude et intelligence. D'aucuns lui donnent déjà le titre d'homme d'État.

L'avenir montrera jusqu'à quel point il saura justifier la haute opinion qu'on a de ses capacités. A coup sûr, les affaires de la Russie ne péricliteront pas entre ses mains. Confiant en lui-même, inflexible dans ses convictions patriotiques, pénétré de la supériorité de nos droits, il possède tout ce qu'il faut pour les faire valoir, — une grande ténacité de caractère et une grande souplesse d'esprit.

Le prédécesseur de M. Chichkine, M. Wlangali, aujour-

d'hui ambassadeur près la cour de Rome, est également un patriote. Ayant fait toute sa carrière en Orient, il y a développé sa finesse naturelle et perfectionné son habileté dans la discussion, qualités qu'il emploie à garder toujours le dernier mot.

Interlocuteur très intéressant, il est avant tout diplomate très avisé. Il a débuté à Rome par un succès, en préparant l'entrevue de M. de Giers avec le roi Humbert et le marquis di Rudini. Les trois hommes d'État ont posé les bases d'une future entente entre la Russie et l'Italie. L'Autriche en fera peut-être les premiers frais avec Trieste et les provinces italiennes, mais on lui cherchera ailleurs des dédommagements. Quoi qu'il en soit, M. Wlangali peut s'attribuer le premier mérite du rapprochement.

M. Chichkine et M. Wlangali méritent seuls d'attirer l'attention parmi les hauts fonctionnaires directement attachés au ministère des Affaires étrangères. Inutile, en effet, de s'appesantir sur le prince Valérien Obolenski, qui n'est qu'un homme d'esprit, très altier; sur le baron Kapnist, inabordable au commun des mortels; sur l'orgueilleux baron Osten-Saken; sur le bon et indulgent M. Nikonoff; sur l'ennuyeux archiviste baron Stuart, et autres hommes d'État en perspective, sur l'avenir desquels on ne fonde d'ailleurs que de médiocres espérances.

§ 3. — Le prince Lobanoff-Rostowski, ambassadeur à Vienne.

Il n'en va pas de même de la plupart de nos ambassadeurs près des cours et des gouvernements étrangers.

Parmi eux on compte des hommes remarquables, quelques-uns ayant déjà fait leurs preuves.

Le prince Lobanoff-Rostovski, ambassadeur à Vienne, est un vrai Russe, slavophile convaincu. Il est persuadé que l'avenir est dans l'union étroite de tous les Slaves; il se consacre tout entier à cette idée et la propage tant qu'il peut, en attendant qu'elle se réalise. Aussi les Slaves de l'empire d'Autriche le tiennent-ils en grande estime, le considérant comme leur médiateur entre les Russes et eux.

Pas un de nos hommes d'État n'est plus que le prince Lobanoff au courant de toutes nos affaires. L'Empereur le prise très haut et compte beaucoup sur son concours en cas d'événements importants.

Aimé à la cour, jouissant de la considération de ses collègues, favori du grand monde, il s'est donné tout entier à sa tâche, sachant bien que le poste d'ambassadeur à Vienne peut lui créer, d'un moment à l'autre, de graves responsabilités.

Ses secrétaires sont des hommes d'expérience, pleins de dévoûment, étroitement groupés autour du prince dont ils adoptent et secondent les vues. L'hôtel de l'ambassade est une vraie chancellerie d'État. Les questions les plus épineuses de la politique extérieure y sont traitées avec compétence et les affaires les plus sérieuses y sont concentrées.

Les secrétaires du prince Lobanoff sont le comte Benkendorff, le baron Budberg et le comte Pahlen. Qu'on ne s'effraie pas de ces noms à consonance allemande. Ceux qui les portent sont d'origine allemande, c'est vrai, mais ils font tous partie de ces honorables exceptions dont j'ai déjà parlé. Si leur sang est allemand leur

cœur est sincèrement russe et tous ont étouffé leurs tendances allemandes pour coopérer à l'œuvre commune d'une façon plus efficace.

M. Goubastoff, consul général à Vienne, rend aussi de grands services à l'ambassadeur. Tout est russe en lui, le nom, la naissance et les sentiments. C'est, en outre, un homme très accueillant, et ses compatriotes de passage à Vienne n'oublieront jamais l'hospitalité qu'ils ont reçue de lui.

§ 4. — M. Nélidoff, ambassadeur à Constantinople.

Je ne puis adresser les mêmes éloges au titulaire de l'ambassade de Constantinople. M. Nélidoff déplaît par sa morgue et son ton cassant. Fonctionnaire nerveux, remuant, agité, il passe une partie de sa vie à nourrir des projets, et l'autre partie à les ajourner indéfiniment. Il est dévoré d'activité dans son cabinet, mais cette belle ardeur s'éteint aussitôt qu'il en a franchi le seuil extérieur.

D'une naissance assez médiocre, M. Nélidoff doit sa fortune à son mariage avec la princesse Khilkow. Cette alliance lui ouvrit l'accès d'une carrière qu'il poursuivit brillamment dans les postes subalternes, mais il a vérifié ce proverbe qui a été l'écueil de tant de renommées surfaites :

« *Tel brille au second rang qui s'éclipse au premier.* »

La réputation d'intelligence de M. Nélidoff n'a fait que décliner depuis le jour où il a été revêtu du titre d'am-

bassadeur. Chef de service il a perdu la tête et il s'en est remis presque complètement à ses employés du soin de gérer les affaires. Cependant, comme il faut bien se faire valoir à Saint-Pétersbourg, il écrit des rapports interminables qu'on ne lit même plus et qui ne font qu'un saut du bureau de la poste au bureau des archives.

L'Empereur n'est jamais dupe de l'insuffisance de certains de ses serviteurs et il se priverait volontiers de leurs services, sans prendre conseil de personne. Mais en ce qui concerne l'ambassadeur de Constantinople, il se produit le même phénomène que nous avons noté en traitant de la démission de M. de Giers. Une indiscrétion est toujours commise la veille du jour où le décret de révocation va être signé. Le monde, les chancelleries, la presse entreprennent ensemble une campagne contre le fonctionnaire visé. Alexandre III suspecte une intrigue et remet sa décision à plus tard. M. Nélidoff a été sauvé bien souvent par ce stratagème. Il peut donc continuer la série de ses échecs qui ne se comptent plus à la Porte. Pendant un siècle notre ambassade avait dirigé les affaires du Sultan; depuis M. Nélidoff elle a perdu toute autorité, même aux yeux d'un simple pacha.

Les salons du comte N. Ignatieff étaient jadis le rendez-vous de tous les hommes d'État turcs et des ambassadeurs des puissances; le sort de tel ou tel ministre du Sultan a dépendu souvent d'un regard de l'ambassadeur russe. L'ambassadeur anglais le plus roué déployait vainement toutes les ressources de son art pour lutter contre notre influence; les perfidies accumulées, les livres sterling prodiguées ne prévalaient point contre notre prestige. Aujourd'hui influence et prestige sont

réduits à ce point qu'on se demande si réellement la Turquie a toujours besoin de la Russie.

Le palais de l'ambassade ressemble lui-même à un vieux château qui pleure sa splendeur disparue. Les immenses halls et les vastes salons sont devenus déserts; dans la cour l'herbe croît entre les pavés. L'édifice entier donne l'impression d'un mausolée majestueux où serait enterrée la grandeur de la Russie.

Les brillants uniformes des dignitaires et la servilité des pachas ont déménagé vers les ambassades anglaise et allemande où l'on trouve de l'argent, des décorations et des postes honorifiques. La prépondérance de M. le comte N. Ignatieff a été accaparée, partie par l'ambassadeur d'Allemagne, M. Radowitz, partie par l'ambassadeur d'Autriche, M. de Kalice, et l'ancien représentant de l'Angleterre, feu sir William Wyte, a fait également son profit de ces dépouilles.

Pour expliquer cette décadence de l'ambassade dont il est seul responsable, M. Nélidoff serait mal inspiré d'invoquer l'état précaire de sa caisse. Des sommes énormes lui sont allouées, en effet, chaque année, et si le coffre-fort sonne creux parfois, c'est que les principaux fonctionnaires l'ont vidé pour payer des notes de couturières. Un désordre affreux n'a jamais cessé de régner dans la gestion financière.

On invente, à ce propos, des histoires de voleurs à dormir debout. Un ancien attaché, M. W..., arriva un jour pâle et défait, les vêtements en désordre, racontant qu'un malfaiteur s'était précipité sur lui au moment où il venait d'encaisser quinze mille roubles à la Banque d'État, l'avait terrassé et finalement dépouillé de la somme dont il était porteur. L'enquête fit découvrir que

le fait de l'agression seul était exact. M. W... avait été frappé par un Turc fanatique et puis ramassé dans la rue par Streker pacha qui l'avait reconduit à l'ambassade, et cette aventure avait servi à justifier l'abus de confiance du fonctionnaire et la disparition des quinze mille roubles. Le devoir de M. Nélidoff était tout tracé, mais au lieu de prendre la perte à son compte il aima mieux passer des écritures où certaines dépenses se trouvèrent inscrites avant d'avoir été faites.

Je répète que ce n'est point l'intelligence et le savoir qui font défaut à M. Nélidoff ; peu de personnages sont mieux au courant que lui des affaires de la Turquie. Ce que je reproche à cet homme aimable et charmant, c'est un caractère faible, une âme timorée et un cœur facile à dominer.

Le beau sexe particulièrement exerce sur lui une influence irrésistible à laquelle il se livre sans frein ni modérateur d'aucune sorte.

La femme dont les cartes de visite portent simplement la mention « Ambassadrice de Russie », sans indication de nom de famille, a renoncé depuis longtemps à être jalouse et laisse à son mari liberté pleine et entière. Le sympathique docteur grec Zembako a réussi à capter toute la confiance de la dame délaissée et profite de ses bonnes grâces pour fréquenter avec son confrère, le docteur Mavroéni pacha, médecin du Sultan. Abdul Hamid professe une amitié très vive pour Mavroéni pacha ; Mavroéni pacha recevait, de l'ambassadeur allemand Radowitz, d'abondants subsides et de précieux renseignements de Zembako. Il n'en faut pas davantage pour rendre M. Nélidoff la fable de tous les diplomates résidant à Constantinople.

Pendant longtemps, une demoiselle fort belle tint l'emploi d'ambassadrice *in partibus*. Notre ambassadeur s'oublia même au point de lui réserver la première place dans les banquets officiels, ce qui ne laissait point que de froisser nombre d'invités.

Plus tard, M[lle] X., soit pour faire une fin, soit pour tout autre motif, épousa un fonctionnaire russe de l'ambassade. Mariage mal assorti, semble-t-il, car il ne se passa pas quelques mois sans que la nouvelle épousée n'en demandât l'annulation en cour de Rome. La jeune femme est douée du génie de l'intrigue. Les ambassadeurs s'intéressèrent presque tous au succès de ses démarches ; le nonce lui-même, le regretté Mgr Rotelli, s'entremit ; les frais de procédure ne furent pas épargnés. Rien n'y fit. Il n'existait aucune raison plausible de prononcer l'annulation, et le Pape demeura inflexible.

Sans se décourager, l'intrigante imagina de rendre à la catholicité un tel service que Léon XIII eût la main forcée. Sur ses instances, M. Nélidoff écrivit au consul russe de Salonique, M. Jacobson, de ne pas empêcher le porteur de la lettre de recruter en Macédoine des signatures bulgares sur une pétition demandant au Pape de faire rentrer leur nation dans le giron de l'Église romaine. Le consul était même invité à faciliter la mission de l'émissaire. La ravissante charmeuse avait réussi à persuader à M. Nélidoff que ce complot antiorthodoxe était dirigé principalement contre le patriarche œcuménique qui nous suscitait alors des difficultés. La question des évêchés bulgares traversait à cette époque une période de crise aiguë. Les Bulgares de Macédoine sollicitaient un iradé du Sultan faisant cesser la vacance de plusieurs sièges ; Sa Hautesse se dérobait

pour ne pas déplaire à Sa Béatitude. M. Nélidoff espérait que la propagande catholique n'aurait pas de conséquences mais qu'elle obligerait le Sultan à signer l'iradé attribuant aux Bulgares des évêques nationaux. Le Pape de Rome serait joué, le Pape de Constantinople serait battu, et l'ambassadeur de Russie passerait pour un diplomate à longue vue.

Le patriotisme de feu M. Jacobson déjoua cette mirifique combinaison. Contre toute attente, il ne tint aucun compte des instructions de son chef de service et paralysa tant qu'il put en Macédoine les démarches du délégué de la belle dame.

M. Jacobson évita ainsi à M. Nélidoff des complications qui auraient fait ressortir davantage son esprit d'indécision, tellement connu que tous les pachas en abusent et que nos adversaires l'exploitent au grand détriment de notre puissance en Orient.

Faut-il en donner quelques exemples ?

On lui enjoignit un jour de revendiquer auprès du patriarche œcunémique Joachim III, la propriété historique du monastère géorgien Ivérie, situé sur le mont Athos, et dont les Grecs venaient de prendre possession. Le monastère Ivérie ayant été fondé par les Géorgiens et entretenu par les empereurs géorgiens, et la Géorgie ayant été annexée à la Russie, notre bon droit ne pouvait pas même être mis en discussion.

M. Nélidoff résolut d'agir avec vigueur, mais à peine eut-il formulé sa réclamation que le docte patriarche l'interrompit en protestant que toutes les affaires du mont Athos étaient de son ressort et qu'au besoin les signataires du traité de Berlin en témoigneraient.

M. Nélidoff prit peur et écrivit à Saint-Pétersbourg

qu'il serait inopportun, voire même dangereux, de soulever une question de couvent ; que mieux valait laisser aux usurpateurs la paisible jouissance d'un bien manifestement volé à la Russie.

Avec cet ambassadeur, rien de plus irrégulier que le paiement des contributions de guerre que la Turquie nous doit depuis 1878. M. Nélidoff accepte pour argent comptant toutes les mauvaises raisons qu'ont l'habitude d'invoquer les mauvais payeurs, et les récoltes qui ont été mauvaises, et le commerce qui ne va plus, et les impôts qui ne rentrent pas. Cependant les Turcs s'acquittent largement envers les concessionnaires allemands, et la solde de la mission militaire prussienne n'est jamais en retard, le tout prélevé sur le revenu des provinces spécialement affecté au paiement de notre créance, et sous les yeux complaisants de Nélidoff.

Ne parlons pas de ses relations à la cour ottomane. Tandis que les ambassadeurs d'Allemagne et d'Angleterre n'ont qu'à demander une audience pour l'obtenir aussitôt, l'ambassadeur de Russie fait antichambre trois et quatre jours.

La colonie russe de Constantinople comprend six ou sept cents sujets du Tsar. Sur ce nombre, six exactement sont de vrais Russes. Les autres appartiennent aux nationalités grecque, arménienne, géorgienne, et tous ces cosmopolites s'abritent sous notre drapeau pour se livrer plus facilement au trafic de marchandises étrangères. Ils parlent la langue russe mais ils font élever leurs enfants dans les écoles anglaises et allemandes, où ils ne peuvent puiser que des principes et des sentiments antirusses.

Cette colonie avait été fondée par M. N. Ignatieff, pour

devenir le noyau de l'émigration russe dans la capitale du monde oriental. M. Nélidoff l'a étouffée dans l'œuf. C'est en vain qu'on chercherait à Constantinople une école russe. Nos protégés, secondés par la presse, ont démontré pourtant la nécessité d'une création d'un groupe scolaire. Feignant de céder à leurs importunités, M. Nélidoff a fait venir un professeur russe de Saint-Pétersbourg. Une fois installé au compte du gouvernement, l'ambassadeur l'a nommé précepteur de son fils, et les enfants des colons ont continué à suivre les cours des écoles catholiques ou dissidentes.

A l'exemple de toutes les grandes puissances, la Russie avait à Constantinople son bureau de poste spécial. Sur les conseils du consul général, M. Lagowsky, M. Nélidoff a aboli le courrier, sous prétexte qu'il coûtait trop cher, — 3,000 roubles par an. Il a confié le service à la Compagnie des Vapeurs et du Commerce. Celle-ci a fait frapper un timbre particulier et réalise un bénéfice annuel variant de trente-huit à quarante-deux mille roubles en or.

La Russie possède encore une église et un hôpital à Péra, fondés l'un et l'autre par les soins de M. Ignatieff avec l'argent d'un généreux donateur.

Les règlements de l'hôpital portent que les sujets de la colonie et les sujets chrétiens du Sultan y seront soignés gratuitement, comme cela se pratique dans les hôpitaux appartenant aux autres puissances. Ces règlements sont violés journellement. Même en payant, un membre de la colonie éprouve des difficultés à se faire admettre à l'hôpital russe, qui, cependant, est presque toujours vide, et où les malades sont d'ailleurs traités fort mal. Ce ne sont point pourtant les revenus qui manquent à

cet établissement. L'impôt prélevé sur les navires de passage qui se rendent en Russie, la taxe des passeports et des bérés lui sont affectés. Son capital atteint aujourd'hui près de trois cent mille roubles, ce qui ne l'empêche pas d'être fort mal entretenu.

Si je m'étends si longuement sur tous ces détails, ce n'est point, je supplie les lecteurs de m'en croire, pour satisfaire un sentiment d'animosité personnelle contre M. Nélidoff. Je raconte ce que je sais et ce que j'ai vu à Constantinople. Et mon patriotisme, froissé devant l'abaissement de notre influence et la décadence de nos fondations nationales, ne peut retenir un cri d'alarme.

L'effacement de la Russie serait absolu, grâce à l'incapacité et à l'égoïsme du personnel de l'ambassade, si le dévoûment de nos drogmans ne venait racheter en partie les erreurs et les fautes de leurs supérieurs hiérarchiques. Autrefois, la mission de traiter officiellement nos affaires était dévolue au conseiller d'ambassade M. Onou, qui connaissait la Turquie mieux que le Sultan lui-même. Aujourd'hui, il est remplacé par le premier drogman, M. Iwanoff qui est surtout fort bien renseigné sur les questions administratives du pays.

On sait que la duplicité et le mensonge sont les points de départ des négociations turques. M. Ivanoff, qui ne se prête point facilement aux embûches, sait déjouer les ruses de ses interlocuteurs et, jusqu'à présent, toutes les affaires qu'il a entreprises ont été couronnées de succès.

Le même compliment doit être adressé au second drogman, M. Maximoff, qui, pendant la guerre, fut interprète auprès du Césarévitch. Son unique défaut est d'élever la voix trop haut. D'ailleurs, c'est quelquefois

une qualité avec les Turcs, qui lasseraient la patience d'un ange et il est bon de les effrayer un peu pour leur faire entendre raison. Le malheur est qu'à force de crier après les Turcs M. Maximoff en a contracté l'habitude avec tout le monde, qu'il s'emporte à propos de tout et de rien, toujours le bâton levé sur ses subalternes terrorisés. Espérons que M. Maximoff se calmera, l'âge aidant. Il est de l'étoffe dont on fait les bons fonctionnaires russes, dociles exécuteurs de la volonté sacrée de Sa Majesté.

C'est de l'Empereur seul qu'ils attendent les ordres, et c'est particulièrement heureux à Constantinople où ils s'entendent entre eux fort médiocrement. Chacun y vit chez soi, ne voyant ses collègues qu'à l'occasion du service, aux jours de réception officielle de M. Nélidoff ou aux soirées données par les représentants des autres puissances.

Le conseiller d'ambassade M. Jadowsky, bon travailleur, déplore le manque de cordialité, mais se sentant incapable de modifier ces façons de vivre il en a pris son parti. Chaque jour, il expédie les affaires courantes avec l'ambassadeur, puis disparaît, se répandant dans les ambassades étrangères où il est fort apprécié, pour son esprit très fin et plein d'intelligence.

Le premier secrétaire, M. Swetschine, passe ses matinées devant son miroir et ses après-midi à flirter à droite et à gauche, tandis que M. Mansouroff, deuxième, et le très sympathique M. Preobrajensky, troisième secrétaire, copient et recopient les interminables rapports de M. l'ambassadeur, chiffrent et déchiffrent ses innombrables dépêches.

M. Nélidoff a eu, à sa disposition, des travailleurs émé-

rites tels que MM. Arbouzoff et Jakovleff, mais ceux-ci se sont empressés de quitter la partie à la première occasion favorable, cherchant ailleurs des occupations plus utiles à la Patrie. Les intrigues les ont rebutés, les insuccès perpétuels des Russes à Constantinople les ont écœurés, et ce fut grand dommage quand ils partirent, car, sans offusquer personne, on peut avancer qu'il n'est pas possible de découvrir meilleurs agents d'ambassade, mieux doués sous le double rapport de l'intelligence et de l'aptitude au travail.

Le consul général, M. Lagowsky, en s'occupant des affaires privées de M. Nélidoff, s'est si bien insinué dans ses bonnes grâces, qu'il est devenu son factotum indispensable, son conseiller intime, primant même les conseillers officiels de l'ambassade.

Rien ne se fait en dehors de M. Lagowsky. Il se tient pour tellement indispensable qu'il se considère comme le principal agent diplomatique, et ne s'occupe que de politique. Les affaires de la colonie, les intérêts des marchands sont par lui entièrement négligés, et nos nationaux, pour obtenir de promptes solutions, aiment mieux doubler le batschich à l'administration turque plutôt que de recourir à l'intervention du Consulat.

M. Lagowsky n'a qu'un secrétaire russe, M. Tschakhotine. Ses autres collaborateurs sont des Grecs, des Arméniens ou des Tartares, tous anciens petits employés, scribes ou négociants, qui se sont fait naturaliser afin de mieux conduire leurs affaires.

Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de s'étonner si M. Lagowsky est peu aimé du gros de la colonie. Les Turcs mettent à profit son indifférence pour les intérêts de nos nationaux en pillant moines, pèlerins, marchands

et voyageurs. Ce n'est point notre consul qui élèvera des réclamations.

Plus inabordable que l'ambassadeur lui-même, le consul passe sa vie à dresser en chambre des plans politiques et croit toujours qu'il sera appelé plus tard à les mettre à exécution. Comment un si profond penseur recevrait-il les plaintes des jeunes filles russes vendues dans les harems, les supplications des moines pillés, les dénonciations des marchands dépouillés, les demandes de protection des pèlerins?

On attachait autrefois une grande importance à la désignation de l'agent militaire en Turquie, et le dernier titulaire, M. le colonel Philippoff, aujourd'hui général-major, s'est montré tout à fait digne de ses hautes fonctions. Sa grande activité a déplu à M. Nélidoff. Il a réussi à s'en débarrasser et à le faire remplacer par M. Pieschkoff, jeune lieutenant-colonel dévoré d'ambition et dont la modestie n'est pas le défaut dominant. M. Pieschkoff semble avoir oublié qu'il est le délégué du ministère de la Guerre. Il fait sa cour à l'ambassadeur en jouant continuellement aux cartes avec lui, et abandonne à son topographe le soin d'expédier les affaires de son domaine. Avec cela, d'un caractère très irritable, il passe pour un fou aux yeux des Turcs, et ses manières autant que sa façon de parler semblent malheureusement justifier cette peu flatteuse appréciation.

La Russie a loyalement offert son amitié au Sultan. Elle avait le droit d'espérer qu'elle obtiendrait la première place à sa Cour. On est surpris à Saint-Pétersbourg qu'il n'en soit rien. Mais avec le personnel de l'ambassade, tel qu'il est, on devrait s'estimer heureux de n'être pas tombé plus bas dans l'estime d'Abdul-

Hamid. Ce prince manque de points de comparaison. Il juge toute la Russie d'après ses représentants, et quand nos ennemis viennent insinuer à ses oreilles que nous avons l'intention de prendre Constantinople et de le reléguer en Asie, il est tout préparé à ajouter foi à leurs propos calomnieux.

§ 5. — M. Onou, ministre plénipotentiaire en Grèce.

J'ai prononcé tout à l'heure le nom de M. Onou, ancien conseiller d'ambassade à Constantinople, aujourd'hui ministre plénipotentiaire près la cour hellénique. Cet avancement fut mérité. Si M. Onou était difficile à remplacer dans ses anciennes fonctions on avait besoin d'un homme comme lui à Athènes, poste périlleux, et il était impossible de faire un meilleur choix.

Il faut en Grèce un représentant énergique et adroit pour y rétablir notre situation compromise depuis longtemps. Le prédécesseur de M. Onou, M. Butzoff, ne l'avait pas rendue plus mauvaise qu'auparavant, mais il ne l'avait pas améliorée non plus.

L'origine de M. Onou est mal définie. Les uns le disent grec, d'autres roumain. Je le crois levantin. On sait peu de choses de son passé et ses débuts politiques eux-mêmes sont obscurs. Qu'importe ! Il s'est fait lui-même, et si sa carrière est brillante, le mérite en revient tout entier à son esprit très fin et à ses capacités qui sont de premier ordre.

Petit employé, sans aucune instruction, à la chancellerie du consulat de Bucharest, il consacrait à l'étude

ses heures de liberté et, à force de travail, put devenir fonctionnaire en titre du Consulat de Roustschouck. Ayant ensuite subi avec un plein succès l'examen diplomatique, il entra dans les bureaux du ministère où sa bonne grâce, son assiduité et ses merveilleuses aptitudes attirèrent l'attention de M. Jomini. Ce grand diplomate n'hésita pas à le choisir pour gendre, et son avenir fut dès lors assuré. A Constantinople son avancement fut des plus rapides. Il passa par les trois grades de drogman et fut nommé conseiller d'ambassade en récompense de ses innombrables et importants services.

C'est M. Onou qui, en 1877, remit au Grand-Vizir l'acte de déclaration de guerre de la Russie à la Turquie, et tel était son prestige sur le peuple, qu'en sortant de l'édifice de la Sublime-Porte il fut salué silencieusement par la foule qui ne proféra aucun cri, aucune menace contre nous.

Le Sultan lui-même l'estimait beaucoup et se plaisait à le consulter sur sa politique intérieure. Pendant un de ces entretiens un grand tumulte se produisit soudain dans la cour du palais. M. Onou se dirigea vers la fenêtre et aperçut une populace nombreuse vociférant et se dirigeant dans tous les sens. Comme il se retournait pour prévenir Abdul-Hamid de ce qui se passait, celui-ci avait déjà disparu. Un familier du palais fit irruption sur ces entrefaites, et, ne trouvant pas le Sultan, saisit à la gorge M. Onou qu'il prenait pour un ennemi. Un eunuque accouru sauva notre futur représentant à Athènes en expliquant au Turc trop zélé qu'il allait commettre un crime sur un ami et qu'Abdul-Hamid était hors de danger. L'émeute n'eut d'ailleurs aucunes suites. Elle

avait été fomentée par les partisans de Mourad V qui est encore enfermé dans le palais de Tschiragane.

J'ai raconté cette anecdote pour montrer de quel respect M. Onou était entouré et de quelle influence il jouissait dans un milieu alors si difficile. Il est fâcheux que les règles de l'avancement aient retardé jusqu'ici et retardent encore sa nomination au poste d'ambassadeur à Constantinople. Il est du moins le seul candidat de l'avenir à cette haute situation, d'autant plus que nul ne sait mieux que lui saisir et retenir tous les fils des affaires si compliquées de la presqu'île des Balkans.

Mais en payant à M. Onou un juste tribut d'éloges, il serait malséant de n'en point reporter une bonne part sur la personne qui le seconde le mieux et sur les conseils de laquelle il aime à s'appuyer. J'ai nommé Mme Onou.

Mme Onou anime et charme l'existence de son mari et, entre parenthèses, nombre de femmes russes seraient bien inspirées en la prenant pour modèle. Très réservée et en même temps très désireuse de s'instruire, elle a su acquérir un grand fonds de connaissances qui sont fort utiles au diplomate pour résoudre les cas épineux. Douée du sens de l'observation et possédant un jugement très sain, n'étant point d'ailleurs dénuée d'ambition et ne s'en cachant pas, elle emploie toutes ses facultés au service de son époux et met son amour-propre à le faire réussir dans toutes ses entreprises. Sachant rester femme malgré tout, elle laisse partout où elle passe un souvenir agréable ; ne négligeant pas au besoin la phrase incisive qu'elle lance avec le tact et l'à-propos qui lui sont propres, elle pique et ne blesse jamais ses interlocuteurs qu'elle a toujours ravis par son esprit. Admirable maî-

tresse de maison, elle tint très dignement le rôle de première dame de l'ambassade de Constantinople, pendant une absence de Mme Nélidoff, la très hautaine et très inabordable « Ambassadrice de Russie ».

Afin de mieux remplir, s'il est possible, la mission dont il est chargé actuellement, M. Onou a voulu s'entourer de collaborateurs tout à fait russes. MM. Bakhmétieff, Kattkoff, fils du célèbre publiciste, sont tous de jeunes diplomates de la nouvelle école, aux tendances franchement russes et ne rougissant pas de leur nationalité, ce qui est le dilletantisme de certains diplomates vieux jeu, particulièrement de ceux qui sont d'origine allemande.

§ 6. — M. le comte Schouvaloff, ambassadeur à Berlin.

J'ai le droit d'être bref en parlant de l'ambassade de Berlin. Le titulaire est le comte Schouvaloff, et ce nom seul est une garantie que notre prestige sera sauvegardé en Europe comme il doit l'être. Je dis en Europe et non pas à Berlin, car peu importe à la Russie ce que l'Allemagne peut penser d'elle. Il y a beau temps que nous avons renoncé à flirter avec cette voisine.

Le comte Schouvaloff observe une politique si digne que le centre de gravité de la politique est déplacé. Il ne se trouve plus au palais de l'empereur Guillaume mais à l'hôtel de l'ambassade de Russie.

Notre ambassadeur est quand même *persona grata* à la Cour, et l'aristocratie berlinoise s'incline devant sa haute autorité.

On lui reproche de prétendues tendances allemandes et on fonde cette accusation sur ses relations personnelles avec Guillaume II, mais on oublie que sa situation d'ambassadeur lui crée précisément l'obligation de rechercher l'intimité du souverain auprès duquel il est accrédité. Des tendances allemandes! lui, ce grand seigneur russe jusqu'à la moelle des os, ce soldat convaincu du bon droit de sa Patrie! Mais en le désignant au poste qu'il occupe, l'Empereur a voulu rendre hommage à ses sentiments ultra-nationaux, et ceux qui le taxent de germanisme font injure au monarque aussi bien qu'au représentant.

Le comte Schouvaloff a été improvisé diplomate. Avant de partir pour Berlin il a passé deux semaines à lire et à relire le texte des traités passés entre l'Allemagne et la Russie. Ce fut toute sa préparation à ses fonctions, et c'est peut-être pour cette raison qu'il s'en tire mieux que beaucoup d'autres.

Nature droite et honnête, il ne discute pas la question du plus ou moins d'influence de sa Patrie. Il regarde la Russie comme l'avant-garde de la civilisation en Orient, comme le bouclier de la paix en Europe et il base toute sa politique sur ces deux axiomes.

Élevé au temps de Nicolas, il est habitué à exiger, non à demander. Aussi, quand il va trouver l'empereur Guillaume ou son chancelier, est-il sûr d'avance de la réussite de sa démarche. Il ne s'écarte jamais de l'objet de sa mission et dédaigne les voies détournées pour arriver au but. Les finasseries berlinoises et la casuistique allemande lui inspirent une profonde aversion. Jamais on ne le persuadera de dépasser les instructions qu'il a reçues de son Souverain.

A plusieurs reprises, l'empereur Guillaume II lui a demandé de servir d'intermédiaire dans ses tentatives de rapprochement avec la Russie. Chaque fois, le comte Schouvaloff a répondu que, n'ayant pas de mandat à ce sujet, il ne pouvait prendre sur lui pareille initiative.

Notre représentant militaire, le prince Nicolas Dolgorouki, s'avisa un jour de s'ingérer dans cette question et se mit à intriguer dans l'entourage d'Alexandre III pour convaincre la Cour de la nécessité de reprendre avec l'Allemagne des relations cordiales. L'ambassadeur en fut informé et supplia Sa Majesté de rappeler le prince Dolgorouki à Saint-Pétersbourg, ce qui fut fait.

Le comte Schouvaloff n'en est qu'à la première étape de sa carrière. Les services qu'il a rendus et que lui envient les plus vieux diplomates, lui assurent dans un avenir prochain une très haute situation. Le chambellan, comte Mourawieff, qui prépare fort habilement son avènement attendu et désiré, en est témoin. Quant au comte Schouvaloff, il attend sans impatience, incapable de presser par lui-même la marche des événements, sans négliger néanmoins de se tenir au courant de ce qui se passe.

Ses collaborateurs à l'ambassade remplissent fidèlement leurs tâches. Le chambellan baron Budberg, les gentilshommes de la chambre M. Bacheracht et M. A. Lwow, sont tous hommes d'un passé irréprochable, tenant à honneur de justifier leur bonne réputation.

Le représentant militaire auprès de l'empire d'Allemagne était, récemment, le prince Koutousoff-Golenischtscheff, gentilhomme élégant et d'un esprit caustique, qui a eu le bon goût de se renfermer strictement dans ses attributions nettement définies. On sait que son poste vient d'être supprimé.

§ 7. — M. Staal, ambassadeur à Londres.

L'ambassade de Londres nous offre un tout autre spectacle que celle de Berlin. Ni activité, ni énergie, ni ce patriotisme exclusif qui n'est jamais déplacé à l'étranger. Et pourtant l'on a vu quel grand rôle un ambassadeur un peu zélé de la Russie pourrait jouer en Angleterre. Mais le titulaire, M. Staal, semble avoir pris à cœur de s'effacer autant que possible. C'est tout au plus si l'on connaît son adresse à la Chancellerie du ministère de la Reine

M. Staal appartient à la vieille école allemande de Nesselrode. Fuyant les complications de toute nature, il préfère abandonner les droits les plus incontestables de la Russie, plutôt que de soulever des discussions.

Je ne prétends pas que M. Staal soit l'ennemi des intérêts de la Russie, mais j'affirme qu'il manque absolument de l'énergie nécessaire pour les faire prévaloir. Dépourvu de confiance en lui-même, il juge inutile d'engager une affaire quelconque. Il connaît, d'ailleurs, si imparfaitement l'histoire de son pays qu'il ne croit pas au bien fondé de nos droits historiques et géographiques en Orient.

« La Russie est assez grande, disait-il un jour à l'un de ses amis. Qu'a-t-elle besoin de s'étendre encore en Asie ? »

Quand on lui fait observer que, dans l'intérêt de l'équilibre du monde, il est indispensable que la Russie s'approche en Asie des frontières anglaises, il répond que c'est provoquer en pure perte les susceptibilités des maîtres de l'Inde.

Un diplomate parvenu à ce degré de scepticisme et aussi détaché des choses de son métier, mais résolu quand même à remplir fidèlement les devoirs de sa charge, n'a plus, évidemment, qu'une ligne de conduite à tenir : accepter passivement toutes les missions qu'on veut bien lui confier, exécuter docilement les ordres qu'on lui transmet, traiter indifféremment toutes les questions qui lui sont soumises, le tout sans zèle, sans conviction, sans espoir de réussite, sans désir même de succès ; par-dessus tout se garder d'une initiative quelconque. C'est la ligne que s'est tracée M. Staal et il n'en dévie jamais. Agent diplomatique loyal, il communique ponctuellement les dépêches de son gouvernement à la chancellerie anglaise, et *vice versa;* c'est une boîte aux lettres munie d'une serrure de sûreté, mais ce n'est point un ambassadeur.

M. Staal est d'ailleurs doué de qualités personnelles qui lui ont attiré l'estime et l'amitié des Londonniens ; ils lui savent gré de ses manières réservées qui tranchent avec les allures un peu turbulentes de quelques-uns de ses collègues, représentants des autres puissances.

On a vu par les études précédentes que le personnel d'une ambassade se modèle généralement sur son chef. Les collaborateurs de M. Staal ne font pas exception à la règle. L'inaction est chez eux à l'ordre du jour, et, pour n'être point tentés de rompre la consigne, la plupart s'arrangent à prendre des vacances continuelles.

Ce personnel est fort restreint. Un conseiller, deux secrétaires et un attaché, voilà tout, et c'est plus qu'il ne faut pour expédier tous les travaux de l'ambassade de Londres. Ce serait à peine suffisant pour une mission

ordinaire auprès d'une petite cour, c'est trop si l'on considère les services rendus.

M. Boutenieff, le conseiller d'ambassade, souffre, je crois, de l'oisiveté à laquelle il est condamné, car il est jeune et serait heureux d'utiliser ses capacités qui sont réelles, mais voyant que ses protestations ne serviraient à rien, il se résigne à se croiser les bras.

MM. Kroupenski, Boulazel et Sasonoff ont fait plus volontiers leur deuil de cette inaction de commande. Ils sont toujours invisibles à l'ambassade. Toutefois, au cas où vous auriez besoin de parler à l'un d'eux, ils ne refuseraient pas de répondre. Il y a un téléphone à l'hôtel de l'ambassade. Vous n'avez qu'à demander la communication avec Paris, où ils passent les trois quarts de leur temps: ils s'empresseront à l'appareil.

L'attaché militaire n'ayant qu'à rendre compte d'une armée de mercenaires, mal organisée et d'un faible effectif, voit ses fonctions réduites par la force des choses. Sa consigne est de ronfler,... et il ronfle.

Seul, notre attaché maritime, M. Zéliony, est sérieusement occupé. Il justifie amplement la confiance de son ministre, ne laissant échapper aucune occasion de faire profiter notre amirauté de telle ou telle innovation heureuse introduite dans la marine britannique.

Quel dommage que M. Staal, ce galant homme désillusionné et flegmatique, qui envisage tout avec une lassitude profonde, ne représente pas notre gouvernement auprès de quelque roitelet allemand ! Il y serait si bien à sa place, le jour lisant les journaux depuis la manchette jusqu'au nom de l'imprimeur, le soir s'endormant sur une partie de wisth.

Ce qu'il nous faudrait à Londres, ce serait un militaire

appartenant à la haute aristocratie, un prince Imérétinski, par exemple, ou un comte Vorontzoff-Daschkoff, ou tel autre de leurs pairs qui prendrait d'emblée la première place à la cour de la reine Victoria, et que les lords anglais, dirigeant toujours en fait la politique extérieure, accueilleraient comme leur égal.

C'est, en un mot, un homme énergique et décoratif que la Russie doit envoyer à Londres, parce que notre jeu a besoin d'être serré avec l'Angleterre.

§ 8. — **L'ambassade de Russie à Paris.**

Le monde entier a les yeux fixés sur l'ambassade russe à Paris. De tout temps le titulaire a semblé tenir entre ses mains le terrible secret de la paix ou de la guerre en Europe. De tout temps aussi, du moins depuis le commencement du siècle, les ambassadeurs russes à Paris ont été les grands favoris de leurs Souverains et ont joui de leur confiance spéciale.

Resserrer de plus en plus les liens d'amitié, jusqu'ici trop platoniques, unissant les deux nations, tel a été le but constant de leur mission.

L'alliance franco-russe est, en effet, le gage de la paix universelle, et nul homme de bonne foi ne méconnaît qu'aucun des représentants de la Russie ait jamais failli à cette noble mission. Trois fois, grâce à leurs efforts, l'entente officielle a été à la veille de se conclure, et trois fois les intrigues allemandes et anglaises, bouleversant de fond en comble les combinaisons les mieux préparées, ont changé en ennemis officiels des amis prêts à

s'embrasser, les forçant à s'entre-tuer, quand ils avaient envie de se jeter dans les bras l'un de l'autre.

Le malentendu va heureusement se dissiper. Les circonstances politiques d'aujourd'hui en Europe ont donné un corps au rêve persistant de la Russie et du Peuple français. Les éternels fauteurs de désordre et les brouillons de toute espèce en seront cette fois pour leurs machinations et leurs perfidies. L'humanité réclame, au nom de sa tranquillité et de la sécurité du lendemain, l'alliance effective de la France et de la Russie. Elle doit se faire, elle se fera.

Je ne crains pas de me répéter ici en insistant sur les prolégomènes de l'accord définitif. Le sujet est assez grave pour mériter d'être traité jusqu'à satiété.

En dépit de son amitié officielle pour l'Allemagne et de la parenté de ses Empereurs, le rapprochement avec la France a toujours été le *desideratum* de la Russie. Au moment même où l'alliance des Trois Empereurs battait son plein, la Russie n'a jamais cessé de témoigner de la sympathie à la France, et le Tsar a toujours pris à cœur de sauvegarder ses intérêts en Europe ; son intervention salutaire en 1875 en fait foi.

Alexandre III, peu partisan, en principe, du maintien de cette alliance, ne crut pas néanmoins devoir la dénoncer dès son avènement au trône. Plus M. de Bismarck redoublait d'efforts pour l'y retenir, plus il était tenté de s'y dérober, se méfiant, à juste titre, de quelque embûche. Cependant, par déférence pour son vieux grand-oncle, Guillaume Ier, notre Souverain consentit aux deux entrevues célèbres de Dantzig et de Skernévicz. Il s'en retira mal satisfait, et non sans cause. Ses deux augustes interlocuteurs, les empereurs d'Allemagne et d'Autriche,

lui avaient semblé manquer de franchise, et on a vu, en effet, qu'ils avaient fait bande à part en 1879 et s'étaient alliés contre leur allié.

Une troisième entrevue, celle de Kremzin, détruisit tout à fait le reste d'illusions qu'il pouvait garder sur la sincérité de ces faux amis. Leur duplicité fut mise à nu, les menées secrètes de M. de Bismarck furent révélées par la découverte du traité secret de 1879.

Justement outré, le Tsar revint en Russie après avoir catégoriquement refusé de renouveler un marché de dupe, heureux de reprendre son entière liberté d'action.

Les deux alliés de 1879 éprouvèrent le besoin d'appuyer leur politique louche sur une troisième puissance. L'Italie, où dominait alors un fantoche sans consistance, M. Crispi, était naturellement désignée pour faire leur jeu. Mandé à Varzin, le ministre italien n'avait pas besoin d'être longuement persuadé pour accepter de faire sa partie dans un concert où sa patrie risquait de perdre tout, mais où sa vanité personnelle trouvait son compte. M. Crispi était gagné d'avance, et, quelques jours après, la Triple-Alliance actuelle était fondée.

Ce groupement offensif et défensif des puissances centrales constitue une menace à l'adresse de la Russie, aussi bien qu'à l'adresse de la France. Le danger commun est plus puissant que les arguments de la diplomatie. L'alliance franco-russe est le contre-poids nécessaire de la Triplice. Il ne reste plus qu'à la rédiger par articles et à les signer.

M. le baron de Morenheim, qui occupe le poste de Paris depuis que la situation est ainsi nettement définie, c'est-à-dire depuis que la politique russe s'est libérée du

joug de la politique allemande, est l'homme qui a eu la chance d'y apposer le sceau officiel.

Les salons de notre ambassade, quoique rarement ouverts, sont recherchés par les Parisiens, qui emportent des soirées qu'ils y passent une agréable impression d'hospitalité et le gracieux souvenir d'une maîtresse de maison accomplie.

Le conseiller d'ambassade, M. de Giers, dont la nomination est récente, se distingue par une grande application au travail. En vrai patriote russe, il est dévoué à la grande cause de l'alliance franco-russe, et se montre zélé protecteur de tout ce qui est russe à Paris.

M. Narischkine, appartenant à une illustre famille alliée aux Romanoff, occupe le poste de premier secrétaire. M. Narischkine et M. de Giers sont les collaborateurs actifs de l'ambassadeur. Tous deux promettent à la Russie des diplomates du plus bel avenir. Nous craindrions d'offusquer leur modestie en poussant plus loin cet éloge, faible écho de la confiance de l'Empereur et de l'estime de leurs compatriotes. Les sympathiques baron Stakelberg et baron Korf les secondent comme secrétaires de l'ambassade, dans leur tâche difficile, travaillant ensemble plutôt en camarades qu'en collaborateurs.

Le prince Troubetzkoj, colonel de la garde, le prince Orloff, lieutenant au même corps, le tout jeune comte Brévern, de la garde également, M. Miloradowitch, si riche et en même temps si prodigue qu'il a sollicité lui-même un conseil judiciaire, tous rejetons des premières familles russes, portent le titre d'attachés d'ambassade, mais *honoris causa*. C'est pour eux un excellent prétexte de faire figure dans la haute société parisienne.

Leur participation aux affaires est nulle, mais ils sont fort décoratifs dans les bals et les réceptions officielles et leur rôle ne dépasse guère cette figuration. Hommes charmants, au demeurant, et dépensant gaîment leur patrimoine!

Je regrette, en terminant l'étude sur la représentation russe à Paris, d'être obligé de formuler quelques critiques à l'égard du Consulat. Pourquoi ce consulat, puisqu'on n'y parle même pas la langue nationale? M. Kartzoff, le chef de service, ressemble à un vieux propriétaire constamment préoccupé de l'état de ses récoltes, mais profondément indifférent aux devoirs de sa charge. Inabordable aux simples mortels, M. Kartzoff se débarrasse de ses visiteurs en les expédiant à son secrétaire, M. d'Adler, sur lequel il se repose de tous les soins du métier. Heureusement pour eux, car M. d'Adler est jeune; il fait du zèle, et nos nationaux se trouvent généralement bien de son intervention dans leurs affaires.

Si nos agents consulaires laissent à désirer, en revanche il n'est pas un Russe habitant Paris qui ne soit fier de notre représentant militaire, M. le général baron Frédéricks. Cet irréprochable et sympathique soldat est universellement connu, du monde militaire comme du monde politique, du monde aristocratique comme du monde scientifique. Très répandu dans toutes les réunions, il s'intéresse particulièrement aux progrès de la stratégie et aux découvertes de la géographie. D'un commerce affable et très réservé dans ses propos il a su donner à sa parole une haute autorité, et c'est un grand honneur que d'être admis dans son intimité. Mme la baronne Frédéricks fait les honneurs de son salon avec

une bonne grâce à laquelle nous nous reprocherions de ne pas rendre hommage.

§ 9.— M. le baron Wlangali, ambassadeur à Rome.

J'ai dit déjà quelques mots de M. le baron Wlangali, notre ambassadeur près le roi d'Italie. Cet habile homme d'État s'est placé tout de suite à la hauteur de sa difficile mission; je ne crois pas qu'on puisse faire de lui un éloge plus justifié et auquel il soit plus sensible. En préparant l'entrevue de Monza entre le roi Humbert, M. de Giers et le marquis di Rudini, M. Wlangali a prouvé qu'il saurait mener son affaire jusqu'au bout et qu'il parviendrait à persuader à l'Italie que ses véritables intérêts sont sur l'Adriatique et la Méditerranée, non sur la Savoie et le comté de Nice.

La possession de Trieste et du Frioul la débarrasserait à jamais de la concurrence des vainqueurs de Lissa; sa flotte unie à celle de la France régnerait en maîtresse depuis Gibraltar jusqu'aux Dardanelles, sans plus redouter l'omnipotence de l'Angleterre, et ce résultat est facile à acquérir au moyen de l'adhésion à l'alliance franco-russe. L'annexion de la Savoie et du comté de Nice lui coûterait d'énormes sacrifices, si tant est qu'ils ne soient pas exposés en pure perte. Et après? Pour une futile satisfaction d'amour-propre, l'Italie verrait se resserrer les liens de vassalité qui l'enchaînent déjà à l'Allemagne, et l'Angleterre, par l'immense déploiement de ses forces navales, ne cesserait point d'insulter à son pavillon.

Telles sont les réflexions que suggère à tout homme

de bon sens l'examen attentif de la situation de l'Italie en Europe. « Qui je défends est maître », pense-t-elle peut-être, comme Henri VIII aux jours de rivalité de Charles-Quint et de François Ier. Raisonnement égoïste et erroné dans l'espèce. Ceux que défend l'Italie ne sont pas maîtres encore. Ils peuvent être vaincus, et le royaume de Victor-Emmanuel courrait le risque alors, comme en 1815, de redevenir une simple expression géographique. Ils peuvent être vainqueurs, mais les alliés subalpins n'emporteraient pas la part du lion dans le partage des dépouilles.

Ce n'est un mystère pour personne que nombre d'hommes d'État italiens se livrent à ce sujet à de sages méditations et que le désaveu de la politique néfaste inaugurée par M. Crispi n'est plus maintenant qu'une affaire de vanité et qu'une question de temps.

M. Wlangali s'emploie de toutes ses forces à hâter l'heure où la volte-face de l'Italie déterminera enfin l'isolement de l'Allemagne, but cherché par les sincères amis de la paix. On vient de voir que sa tâche est en bonne voie d'exécution.

M. Wlangali est parfaitement secondé par son conseiller d'ambassade, le baron Meyendorff, diplomate plein d'expérience et connaissant bien les dessous de la politique italienne.

Les secrétaires, le prince Baratoff et M. Baggowout, sont des agents dévoués et loyaux, appréciant à sa valeur la politique de leur chef et travaillant en conséquence à la faire prévaloir.

§ 10. — M. Izwolsky, notre représentant auprès du Pape.

Le parti polonais continue à apporter toutes les entraves imaginables à la mission de notre représentant auprès du Saint-Siège, M. Izwolsky. En gagnant les sympathies personnelles du plus sage des souverains de l'Europe — j'ai nommé Léon XIII — le jeune diplomate, plus rempli d'expérience que beaucoup de ses collègues blanchis dans la carrière, est parvenu à atténuer les sempiternelles intrigues des Slaves dissidents.

Améliorer les rapports de la Russie avec le chef de la catholicité et régulariser dans l'empire la situation de l'Église romaine, c'est le double but que s'est proposé M. Izwolsky. Il en poursuit la réalisation avec la lenteur qui convient à un sujet aussi grave, mais aussi avec la fermeté qui en assurera le succès durable. Il lutte de finesse, sans désavantage, avec les habiles négociateurs qui possèdent le mieux l'esprit et les formes de la tradition, et la paix religieuse, si désirable au sein de toute nation, sera bientôt son œuvre. Ce beau résultat, considéré déjà comme acquis, présage le brillant avenir que tout le monde s'accorde à promettre à M. Izwolsky. Rome, en effet, est, pour ainsi dire, son poste de début, et il est de ceux qui, en raison de leurs capacités hors ligne, ont le droit de prétendre aux meilleures places.

§ 11. — Les Envoyés spéciaux dans les Pays slaves.

En abordant, sous une même rubrique, l'étude de nos

légations dans les États balkaniques, je ne suis pas sans éprouver une véritable angoisse patriotique.

La Russie est la protectrice-née des Slaves du Sud qui gémissent toujours sous la tyrannie musulmane ou qui viennent à peine d'en être arrachés. Nous avons poussé le dévoûment et l'esprit de sacrifice envers nos frères opprimés, jusqu'à l'effusion du sang, jusqu'à la prodigalité folle. Après avoir dépouillé lambeaux par lambeaux les héritiers d'Amurath et de Mahomet II des riches provinces que leurs ancêtres ont volées à la civilisation chrétienne, nous avons prouvé que nous étions dignes de reconstituer, de toutes pièces, le brillant empire des Constantin, des Justinien et des Héraclius. Les peuples, rendus à la lumière après des siècles de ténèbres, attendent de nous mieux encore.

Après avoir mis nos armées invincibles au service du droit de ces peuples, il serait de bonne politique de nous faire représenter par des diplomates dont l'intelligence et la moralité seraient à la hauteur du courage et du génie des généraux qui ont brisé les chaînes de nos affranchis. Nous avons provoqué leur admiration, mais l'admiration qui n'est pas accompagnée du respect ne suffit pas à retenir le prestige ni surtout à perpétuer la reconnaissance. Les cruels mécomptes que nous avons éprouvés à Sofia en sont la preuve et il est presque criminel de négliger de pareils avertissements.

Mais on dirait qu'un génie malfaisant préside, à Saint-Pétersbourg, au choix des hommes d'État qui ont mission de continuer, par les négociations pacifiques, l'œuvre si pénible de la victoire dans les capitales des principautés et royaumes balkaniques, comme si les affaires de la Péninsule étaient totalement ignorées à la Chancel-

lerie, ou comme si on avait résolu d'humilier de fières populations en leur expédiant, pour s'en débarrasser, tout ce que les bureaux centraux renferment de non-valeurs et d'hommes décriés.

Quel personnage que ce Persiani pour rehausser l'éclat du nom russe dans la Serbie remuante et agitée, où la presse libre ramasse avec avidité tous les scandales partis de haut? On ne l'a jamais vu à jeûn.

Les amis de la Russie, qui sont encore nombreux à Belgrade, ont eu, récemment, une lueur d'espoir. Le Persiani avait disparu ; on assurait que, retiré à Paris dans l'intimité de quelque prince de la science, il y attendait, inconscient, une révocation que l'on ne voulait pas brusquer, par bienséance. La moitié de la nouvelle seulement était vraie. Le ministre de Russie à Belgrade se reposait, en effet, dans un petit hôtel d'Auteuil, mais sa cure terminée, il est revenu tranquillement à son poste, diriger les affaires de Serbie, en tête-à-tête avec un bock ou plutôt avec deux bocks, car il n'oublie jamais d'en offrir un à chacun de ses visiteurs, et c'est là tous les services qu'il leur rend. On a raconté qu'un fonctionnaire de la Commune, surnommé Pipe-en-Bois, n'a jamais compris autrement les fonctions diplomatiques. J'en jure par la mémoire de feu lord Lyons qu'offusquait, dit-on, le laisser-aller un peu cavalier de Pipe-en-Bois, jamais celui-ci n'a donné aux convenances diplomatiques plus d'entorses que Persiani.

Les jeunes secrétaires de l'ambassade, MM. Necludoff, Smirnoff et Khitroff, font de leur mieux pour pallier, par la dignité de leur conduite, l'impression causée par la tenue de leur chef et pour lutter contre les intrigues de l'Allemagne et de l'Autriche.

Les gouvernements, ainsi que les grands patriotes M. Ristitch, Pashitch, le général Sawa Grouitch, le métropolite Michel et autres, leur facilitent la tâche. L'autorité civile et l'autorité religieuse sont maintenant d'accord en Serbie pour favoriser l'influence russe, et n'était la question d'amour-propre national que froisse la présence de M. Persiani, les choses iraient presque toutes seules à Belgrade.

Elles sont plus que simplifiées au Monténégro où le prince Nicolas, l'ami national, représente la Russie vis-à-vis de son peuple mieux que ne le ferait le diplomate le plus attentif à ses fonctions. C'est une surérogation d'avoir placé auprès de lui un homme de carrière comme M. Argiropoulo, autrefois attaché à la cour persane. M. Argiropoulo a de la valeur et il rendait de véritables services à Téhéran. Son intelligence trouverait aussi facilement son emploi à Bucharest ou à Constantinople. Mais au Monténégro il n'a qu'à enregistrer les services rendus chaque jour par le Prince à la cause russe dans les Balkans. Cette fonction honorifique est évidemment au-dessous de son mérite.

Ce qu'il faudrait à Cettigné, ce serait un brillant colonel qui conseillerait le prince au point de vue militaire et l'aiderait à réorganiser son armée. Sa présence, utile à nos intérêts, serait en même temps un hommage rendu à l'esprit guerrier de notre fidèle allié.

Si l'on ne veut pas se passer de M. Argiropoulo dans la Péninsule, que ne l'envoie-t-on à Sofia, où il serait assez habile pour renouer les relations si fâcheusement interrompues, au grand détriment des Bulgares? Avec beaucoup de tact, il serait encore possible de réparer les fautes commises par M. Kayender, le véritable auteur

responsable des complications en apparence inextricables qui ont surgi.

Quand éclata l'insurrection de Roumélie, suivie de la guerre fratricide entre Serbes et Bulgares, la Russie se crut dans l'obligation de protester, au nom du respect dû aux traités et à la foi jurée. Mais qui ne voit au fond que l'événement justifiait notre politique et infligeait un rude démenti aux combinaisons de l'Europe jalouse?

La Roumélie émancipée, c'était le traité de San Stefano reconstitué dans sa presque intégralité et le traité de Berlin déchiré dans ses stipulations essentielles.

Qu'avions-nous demandé à San Stefano, quand nos armes victorieuses eurent surmonté tous les obstacles qui barraient la route de Constantinople? Que les Slaves fussent libres des bouches du Danube à la mer Égée, et que la Roumélie unie à la Bulgarie, ces deux dernières arrivées dans la famille des peuples indépendants, régies sous les mêmes lois, devinssent le noyau de la future confédération balkanique. M. Disraéli, de complicité avec M. de Bismarck, s'ingénia à découvrir sous cet arrangement je ne sais quelle arrière-pensée de la Russie, préparant sa propre domination sur les ruines de l'Empire ottoman. Il est des âmes qui ne s'élèvent pas à la conception d'un sentiment chevaleresque et pour lesquelles tout dévoûment à la grande cause de l'humanité masque une spéculation intéressée.

La politique de soupçon triompha à Berlin. Toutes les nations dites civilisées, se coalisant pour rendre à l'esclavage des multitudes d'hommes dont nous avions brisé les fers, la Russie s'inclina, par amour de la paix universelle, et consentit à renoncer en partie aux résultats de

ses victoires. La Roumélie fut rendue aux Turcs et notre signature garantit cette rétrocession.

Il ne pouvait appartenir à notre protégé, à cet Alexandre de Battemberg, accablé sous les bienfaits de l'Empereur, de renier cette signature de sa propre autorité, et de se mettre, lui, le souverain vassal placé sous notre tutelle directe, à la tête d'une insurrection qui insultait à notre parole donnée.

Alexandre de Battemberg commit là un acte de félonie, et ce fut pour la Russie un devoir d'honneur de le désavouer hautement et même de poursuivre plus avant le châtiment de l'audacieux, sans tenir compte des liens de parenté qui l'unissent à la Famille Impériale.

Le Tsar a donné, en cette occasion, un magnifique exemple de droiture et de probité aux autres signataires du traité de Berlin, qui n'ont pas rougi, pour la plupart, de se faire les complices du violateur de leurs propres signatures ou de capituler devant les faits accomplis.

De même, quand Ferdinand de Cobourg a accepté un trône que seul le Sultan, d'accord avec l'Empereur de Russie, a mandat de décerner, nous avons refusé et nous refusons encore avec obstination de consacrer officiellement une usurpation et une intrigue.

Mais de là, de cette affirmation des principes sans lesquels le droit public et le droit des gens ne seraient plus qu'une chimère à la méconnaissance de la bravoure et du patriotisme des Bulgares, il y a un abîme que nous ne franchirons pas : satisfaction donnée aux lois imprescriptibles de l'honneur, le cœur reprend ses droits.

Nous avons applaudi à la victoire de Slivnitza gagnée par des capitaines élevés à l'école de notre état-major,

et, blâmant le vainqueur, nous avons rendu plein hommage à sa bravoure et à son habileté.

M. Stambouloff lui-même rencontrait en Russie de chaudes approbations, avant d'avoir commis ses crimes nationaux. Il n'est pas aisé d'avoir, au même degré que cet homme d'État, la perception exacte des difficultés au milieu desquelles il s'agite, et de se tirer avec plus d'adresse des embarras d'une situation constamment fausse.

Il nous aurait fallu un petit Talleyrand ou un Metternich à Sofia dès le début de toutes les complications. En manœuvrant habilement, il aurait pu les faire tourner à l'avantage de la Russie et de la Bulgarie.

Nous n'avions qu'un Kayender, qui, au lieu d'être un agent de pacification entre Russes et Bulgares, a déposé tous les ferments de discorde entre libérateurs et libérés, couronnant sa belle œuvre dissolvante en fomentant des partis au sein de la population bulgare elle-même, qui a tant besoin de rester unie.

La méfiance à l'égard des Russes règne, grâce à lui, dans les beaux pays de Bulgarie et de Roumélie, et si la terreur y est à l'ordre du jour, il serait injuste de la reprocher à M. Stambouloff. C'est peut-être le seul moyen d'y conjurer l'anarchie. Nous déplorons en Russie cet état de choses, mais nous sommes loin de perdre toute espérance et nous n'avons point abandonné entièrement nos frères du Sud à leur mauvais génie. Quoi qu'on fasse, nous savons que les Bulgares n'oublieront jamais qu'ils appartiennent à la grande famille slave. Nous attendons avec patience qu'ils nous le rappellent, et ce jour-là nous les délivrerons d'eux-mêmes comme nous les avons délivrés des Turcs.

Pour en revenir à M. Kayender, il n'a pas à regretter les services qu'il a rendus à Sofia à la cause de nos ennemis. Le ministre des Affaires étrangères les a dignement reconnus en lui confiant le poste très important de consul général en Égypte.

En revanche, M. Sorokine, qui avait sauvé l'influence russe en Roumélie en déjouant les intrigues autrichiennes, en provoquant le renvoi d'Aleko pacha et en tenant toujours haut et ferme le drapeau russe, a obtenu une récompense dérisoire. Il a été nommé consul général à Trébizonde. C'est presque un exil. C'est, en tous cas, une disgrâce, encourue, dit-on, parce que M. Sorokine témoignait de l'amitié à M. Aksakoff et appuyait son journal *Rousse* (*Russie*). M. Sorokine est affligé, d'ailleurs, d'un vice rédhibitoire. Il est actif, et à Saint-Pétersbourg on n'aime que les indolents, les travailleurs ayant la fâcheuse habitude de rédiger des rapports qu'il faut lire, ce qui fait perdre un temps précieux aux employés de nos bureaux et leur fait tort de plusieurs cigarettes par jour.

Notre représentant à Bucharest, M. Fonton, débute dans son poste. Il a passé par Vienne, où il a rempli longtemps les fonctions de conseiller d'ambassade. Il a étudié sur place les intrigues autrichiennes en Roumanie. C'est contre elles qu'il va être principalement appelé à lutter. D'esprit très fin, comprenant rapidement les menées de ses adversaires, M. Fonton, assurent ses nombreux amis, saura les déjouer et faire triompher l'influence russe dans le grand royaume danubien. Nous en acceptons l'augure, heureux de terminer par une note optimiste cette revue peu satisfaisante de la diplomatie russe dans les Balkans.

§ 12. — Le prince Gortschakoff, prince Ouroussoff, comte Mouraview, MM. Khitrowo, Ham bourger, Jonine et autres.

Je passe maintenant aux sinécures diplomatiques, et quelques mots suffiront pour esquisser les portraits des heureux représentants de notre gouvernement qui n'ont d'autre mission que d'entretenir le prestige du nom russe dans les pays placés géographiquement en dehors de la sphère de notre action, ou qui ne reçoivent d'autres instructions que de maintenir la cordialité des relations avec les souverains qu'une amitié inaltérable unit à la Russie.

A Madrid, le prince Gortschakoff, très sympathique et agréable causeur plein d'esprit, mène une existence très mondaine et défraie journellement la chronique joyeuse des journaux locaux. C'est tout ce qu'on est en droit d'exiger du prince condamné à l'inaction politique dans le pays des castagnettes.

Omne tulit punctum...

L'ancien représentant de l'Espagne à Saint-Pétersbourg, le marquis de Campo-Sogrado, ne se conduit pas autrement parmi nous.

Le prince Ouroussoff, à Bruxelles, le comte Kapnist, en Hollande, vivent en bons pères de famille et en hommes d'intérieur, les peuples auprès desquels ils sont accrédités appréciant fort cette existence tranquille.

Le nouveau ministre de Copenhague, le comte Mouraview, remplit un poste de confiance auprès des au-

gustes parents de notre Impératrice vénérée. On l'a enlevé au comte Schouwaloff dont il était à Berlin le collaborateur particulièrement apprécié. Le poste qui lui est échu était, on le pense bien, l'objet des convoitises de nos diplomates d'avenir. En l'adjugeant au comte Mouraview, l'Empereur ne lui a pas seulement témoigné une bienveillance personnelle; il a voulu montrer aussi en quelle estime il tient son patriotisme éclairé; il a voulu le préparer à des emplois plus élevés et il n'y aura pas lieu de s'étonner si cet homme de grand cœur et de grand esprit joue prochainement l'un des principaux rôles dans les grandes négociations. Son avancement est, en tout cas, un nouveau signe de la défaveur de jour en jour plus manifeste des diplomates russes d'origine allemande.

Quel dommage d'avoir envoyé au Japon M. Khitrowo! C'est condamner à l'inaction un homme de valeur, diplomate de la nouvelle école, qui puiserait dans son ardent patriotisme l'énergie nécessaire pour faire triompher la cause nationale dans les postes difficiles. Pourquoi ne lui adjuge-t-on pas le poste de Belgrade? Puisqu'il faut que M. Persiani soit quelque chose, on n'aurait qu'à l'expédier à Lisbonne, où il n'y a rien à faire. Notre gouvernement gagnerait beaucoup à ces mutations.

On assure que notre ministre en Suisse, M. Hambourger, est d'origine juive. On adresse le même reproche à M. Butzoff et à d'autres diplomates russes. Leur incapacité notoire est la preuve du contraire. Le savoir-faire, la finesse, la souplesse, la rapidité dans la décision, l'habileté à se tirer d'un mauvais pas sont les qualités instinctives du juif : témoin Beaconsfield, Crémieu et bien d'autres. Un juif diplomate doit se trouver maître

de la situation partout où il se trouve. Partout et toujours il fait tête à l'orage et conserve de l'allure.

Mais Hambourger ! il a l'aspect d'un vieux propriétaire, ou mieux d'un bon fonctionnaire qui compte les jours où il aura accompli ses trente-cinq ans de services et jouira enfin de sa pension de retraite ; son absence des affaires ne sera pas remarquée ; sa présence ne l'est pas non plus.

Ceux qui gèrent sa légation, comme celles de ses pareils, sont les secrétaires, les jeunes diplomates de la nouvelle école franche et patriotique, sur laquelle reposent les espérances de la Russie. Les Meisners, les Knorings, secrétaires de la légation, voilà ceux qui agissent et qui pensent sérieusement à la grandeur de la Patrie, tandis que leurs chefs songent au moment où ils pourront aller tranquillement cultiver leurs terres, et, renonçant à la fatigante politique, n'auront plus à déchiffrer les ennuyeuses instructions de leur ministre.

Mais aussi pourquoi les laisser encore en place, tandis qu'il serait si facile de les remplacer par des hommes de valeur, comme M. Jonine et son secrétaire, M. Bogdanoff, qui se morfondent au Brésil, quand leurs brillantes qualités trouveraient si facilement leur emploi en Europe, où nous avons besoin de bons diplomates. Il est vrai que M. Jonine et M. Bogdanoff sont affligés l'un et l'autre d'un impardonnable défaut. Ils manquent de protecteurs auprès du ministre des Affaires étrangères ; ils n'ont pas même de tante dans le grand monde pour s'occuper d'eux et veiller à leur avancement.

§ 13. — M. Zinovieff, ministre de Suède.

La Suède, notre ennemie du temps passé, est devenue depuis bien des années une voisine commode, aux rapports empreints de la plus parfaite correction. Notre représentation à Stockholm rentre donc dans la catégorie des sinécures, mais le représentant, M. Zinovieff, mérite un crayon plus étendu que les précédents.

M. Zinovieff est actif, entreprenant, et son intelligence s'est mise vite au courant des procédés de la nouvelle école. Indépendant et énergique, il a remporté dans sa carrière des succès éclatants et il fut un instant le diplomate d'avenir de la Russie.

Son esprit d'intrigue a tout gâté ; son égoïsme trop apparent et son ambition mal dissimulée l'ont peut-être compromis à jamais.

Ministre en Perse, M. Zinovieff y a fait de grandes choses. De son temps, rien n'y était impossible à la Russie. Connaissant à fond la langue persane, il s'entretenait directement avec le Schah, sans recourir à l'intermédiaire des drogmans ; il s'était insinué dans l'intimité de ce souverain, et, grâce à lui, le royaume qui tient sous sa domination les bouches de l'Euphrate et les ports du golfe Persique, qui sont les *emporia* de l'Inde, fut soustrait momentanément à l'influence anglaise.

Le gouvernement reconnut, par hasard, ses très réels services en le nommant chef du département asiatique, poste qui conserve à son titulaire une certaine indépendance vis-à-vis du ministre des Affaires étrangères. C'était un gros avancement, mais M. Zinovieff, dépaysé,

s'énerva dans ses nouvelles fonctions, devint fantasque et fut obsédé d'une idée fixe : empêcher que son remplaçant le fît oublier à Téhéran.

Ce fut chose facile dans les commencements. Son prédécesseur au département asiatique, M. Melnikoff, avait été envoyé en Perse. Ce fonctionnaire, aussi incapable dans son nouveau poste que dans l'ancien, passa son temps à planter des choux et des pommes de terre dans le jardin de la légation, expérimentant les divers systèmes agronomiques quand on lui demandait de contrecarrer les menées britanniques. Sa gestion stérile fit ressortir les capacités de M. Zinovieff et celui-ci put bénir le destin et son père le Tsar qui servaient si bien sa vanité.

Mais le jour où M. Melnikoff fut remplacé par le prince Dolgorouki, M. Zinovieff perdit complètement le sommeil.

Le prince avait reçu pour instructions de relever en Perse l'influence russe qui déclinait sensiblement. Bon soldat et bon diplomate, il possédait les qualités qui plaisent à Nasr-ed-Dine, et personne ne doutait de son succès. On avait compté sans M. Zinovieff, qui engagea contre son successeur une lutte sourde et peu franche.

Tandis que le prince Dolgorouki se consacrait tout entier à ses devoirs, sans soupçonner aucune intrigue dirigée contre sa personne, des propos circulèrent à Saint-Pétersbourg, où son mode d'action était l'objet des plus vives critiques. Il en fut prévenu mais n'y prit garde, s'imaginant qu'il suffit de suivre la voie droite pour ne point rencontrer d'obstacles.

Encouragé par ce défaut de résistance, M. Zinovieff dressa de nouvelles batteries contre cet ennemi qui dé-

daignait même de se défendre. Il fit alliance avec les haines féminines. Certaine dame saisit avec empressement l'occasion de dauber sur un volage qui avait préféré aux siens les charmes d'une rivale. Entraver la carrière d'un fidèle serviteur de la Russie, le contraindre, à force de tracasseries anonymes, à revenir à Saint-Pétersbourg solliciter sa puissante protection et à reconnaître qu'il avait fait fausse route dans ses amours, quelle satisfaction d'orgueil pour un diplomate en jupons! L'obliger à proclamer que là où M. Zinovieff a passé personne n'est digne de tenir l'emploi, quelle gloire pour l'ancien ministre plénipotentiaire! Ce fut cependant le but des deux conjurés.

Aux mobiles qui dirigeaient la dame s'en joignait un autre dont je laisse aux lecteurs le soin de juger la moralité. Le beau prince Dolgorouki était célibataire. Sa grande position à la Cour, son nom historique le rendaient le point de mire de toutes les mères de famille désireuses d'offrir à leurs filles une couronne élégante, dépassant même en magnificence celles de bien des maisons royales. Quand il serait réduit à sa discrétion, qui donc empêcherait la fille aînée de la maison d'arriver bonne première dans la course aux millions et au diadème fermé?

Écraser un Dolgorouki et, qui plus est, un ami d'enfance de l'Empereur, n'est pourtant pas chose aisée. Il fallait d'abord le compromettre dans l'esprit du Souverain. Alors on fit courir sur la victime désignée les bruits les plus compromettants : que le prince avait emprunté de l'argent à M. de Bismarck, qu'il professait des sympathies très prononcées pour l'empereur d'Allemagne, qu'il s'entendait avec l'Angleterre au sujet de certaines

affaires de Perse, que sais-je encore? Et pour donner de la consistance à ces rumeurs, on imprima à l'étranger des brochures où les accusations les plus monstrueuses étaient formulées et où, par-dessus le marché, le prince était traité de poltron et de traître.

En même temps, M. Zinovieff s'arrangeait pour retarder l'envoi des réponses aux dépêches importantes de notre représentant à Téhéran; il donnait des instructions contraires aux demandes et le mettait ainsi dans l'impossibilité de s'opposer aux envahissements des Anglais, qui ont maintenant accaparé tout le terrain économique en Perse.

Le patriotisme russe fut aussi habilement mis à contribution. Les journaux de Moscou et de Saint-Pétersbourg, suggestionnés on ne sait par qui, publièrent des articles où les succès des Anglais étaient relatés avec force commentaires défavorables au prince Dolgorouki, dont on blâmait sévèrement l'incurie et l'inaction.

Ces incroyables machinations ont eu le succès qu'en espéraient le compère et la commère. Fatigué d'attaques dont il ne devinait ni les auteurs ni le but, le ministre en Perse a fini par donner sa démission, puis, comme la gaieté ne perd jamais ses droits, il est allé tout droit verser ses confidences et ses doléances dans le sein de ses deux persécuteurs. Il va sans dire que ceux-ci l'ont consolé de leur mieux et ont mêlé leur indignation à la sienne.

Il n'en est pas moins prouvé officiellement que, seul, M. Zinovieff est capable de tenir avantageusement le poste de ministre en Perse. Il se croit l'homme nécessaire des cours orientales et il est persuadé qu'il est naturellement désigné pour remplacer M. Nélidoff auprès du

Sultan. La bonne confidente lui a d'ailleurs promis tout son concours pour l'aider à réaliser ce vœu, mais il paraît que si cette dame s'entend merveilleusement à renverser, elle est moins apte à construire. Au lieu d'avancer, son protégé a rétrogradé. Le voilà maintenant en Suède, et l'on espère que les glaciers scandinaves refroidiront son humeur trop bouillante et tempéreront son caractère trop brouillon.

Fonctionnaire habile, mais dangereux, M. Zinovieff serait dorénavant apprécié en Espagne ou en Portugal, et généralement dans les cours où les complications ne sont point à redouter; mais livrer les plus graves intérêts de la Russie à la merci d'un de ces emportements dont il est coutumier, ce serait risquer sans profit probable une trop grosse partie, et, malgré ses humeurs fantaisistes, M. de Giers ne la risquera pas. Voilà pourquoi l'ancien ministre en Perse ne sera jamais ambassadeur en Turquie.

M. Zinovieff, inconsolable de ses ambitions déçues à l'heure psychologique, se venge maintenant de ses déboires sur ses deux secrétaires, qui n'en peuvent mais, le prince Mourouzi et M. Serguéieff. Ces infortunés, qui ne demanderaient qu'à patiner, copient interminablement des monceaux de paperasses inutiles. Quant à lui, il est atteint de la maladie qu'on a baptisée chez nous du nom « d'extase de l'énergie ». J'ignore si M. Charcot l'a classée dans ses nomenclatures, mais elle vaut la peine d'être étudiée, et M. Zinovieff est, à cet égard, un sujet bien intéressant.

§ 14. — M. Butzov, ministre en Perse.

M. Butzov est un de ces bons tchinovniks (fonctionnaires) comme on en rencontre dans toutes les carrières, dénués d'initiative et de caractère, mais travailleurs et admirablement disciplinés. Les instructions envoyées par son ministre sont sacrées, et dût-il commettre, en s'y conformant, la plus grossière erreur, aucune puissance au monde ne le déterminera à les transgresser.

Il n'a pas de passé qui mérite de fixer l'attention. Sa nomination à Téhéran est un avancement hiérarchique, et, en le désignant à ce poste, le ministre a saisi l'occasion de lui donner son bâton de maréchal. Il ne rendra pas de services personnels, mais il ne fera pas péricliter non plus notre influence, d'autant plus qu'à l'heure actuelle le schah de Perse est tout entier acquis à la politique russe.

C'est le premier drogman de la légation, M. Grégorovitch, qui nous vaut cet avantage. Le Schah ne le désigne que par le surnom d'Arab-Saab, qu'il lui a décerné lui-même un jour qu'en sa présence M. Grégorovitch avait vaincu tous ses moulas et ses séides par sa façon élégante de parler la langue arabe. Nasr-ed-Dine ignorait sans doute que notre premier drogman s'exprimait dans son idiome maternel. C'est, en effet, un Arabe pur sang, emmené jeune à Moscou par la princesse Schakhowskoy, et élevé par les soins de cette grande dame.

Voilà maintenant M. Grégorovitch maître de la situation en Perse, aimé de la cour et du peuple, dirigeant, à son gré, la politique extérieure et intérieure. Les services

qu'il y rend à sa patrie adoptive ne se comptent pas, mais on lui fait attendre indéfiniment la seule récompense qu'il ambitionne, un consulat général. Notre gouvernement craint en effet que, sans cet excellent agent, nos ministres en Perse ne se perdent dans le dédale des intrigues orientales, et il semble l'avoir condamné à Téhéran à perpétuité, pour cause de trop bonne conduite.

L'autre drogman, M. Stchelkounoff, possède à fond la langue persane. Pendant le séjour de l'émir de Bokhara à Saint-Pétersbourg, il a rempli, à la satisfaction générale, ses fonctions d'interprète près de Sa Majesté l'Empereur

J'en aurai fini avec la légation de Perse en mentionnant le nom du secrétaire, M. Philippieff, fort distingué par ses qualités aimables et ses capacités administratives. Il n'est pas complètement isolé, d'ailleurs, dans ce pays lointain. Le secrétaire du consulat d'Astrabad, M. Lévitsky, jeune homme sans ambition, mais plein de patriotisme, trouve plus commode de passer son temps à Téhéran que dans son poste perdu, et on le rencontre presque toujours à la légation, sérieusement occupé.

C'est parmi nos consuls d'Orient qu'on est sûr, bien souvent, de trouver nos meilleurs diplomates.

M. Wlassoff, par exemple, consul général dans le Khorassan, et M. Lessare, agent diplomatique à Bokhara, rendent à notre politique des services autrement appréciables que ceux de M. Staal à Londres, avec sa légion de secrétaires.

Depuis l'arrivée de M. Wlassoff à Méched, le Khorassan est devenu, pour ainsi dire, russe, tant notre commerce s'y est développé, et depuis que M. Lessare, un des premiers explorateurs du pays des Turkomènes, est à Bokhara, l'assimilation de ce khanat est faite. L'union douanière avec

la Bokharie est déjà conclue et permet de présager une union plus intime avec l'Empire. La grande plaine qui coupe en deux nos possessions en Asie Centrale n'a plus du reste aucune raison d'être politique, et on espère que M. Lessare saura, par sa tactique loyale et habile, parachever l'œuvre immense de Skobeleff. Ce jour-là, l'Hindou-Kousch marquera enfin la ligne-frontière des deux empires moscovite et britannique, et l'Angleterre choisira entre une paix honorable et féconde ou une guerre qui ne pourrait être que désastreuse pour elle.

§ 15. — M. le comte Cassini, ambassadeur en Chine.

Une connaissance approfondie du personnel, jointe à un jugement très sûr, devrait toujours présider au choix de nos représentants à l'étranger. Il est de toute évidence que le sujet doit, autant que possible, être approprié au milieu où il va évoluer. J'ai eu déjà bien des occasions de formuler à cet égard de vives critiques contre le chef de la Chancellerie. Ces critiques, je pourrais les répéter toutes et les résumer en parlant de l'ambassade de Chine.

S'il est un pays où s'impose la nécessité, non point d'un homme capable au sens vulgaire du mot, mais d'une compétence toute spéciale, c'est assurément l'empire des Célestes.

Capable, M. le comte Cassini l'est assurément. Il a fait toute sa carrière dans les chancelleries européennes, et il a de beaux états de services dans son passé. Maintenu dans le milieu occidental, il ne laisserait pas que d'en rendre de nouveaux.

Bombardé ambassadeur à Péking, dont il ignore les mœurs, les usages et les traditions, il fait l'effet d'un marin qui a complètement perdu le Nord. Comment en serait-il autrement ? Tout se passe, en Extrême-Orient, à l'inverse de ce que nous sommes accoutumés de voir sous nos longitudes, et la science de l'inconnu ne s'improvise pas avec un diplôme de nomination. Je rends cependant cette justice au comte Cassini qu'il est conscient de son inutilité et qu'il a restreint les devoirs de sa charge à la rédaction d'une correspondance habituelle d'ambassade. En d'autres termes, il expédie régulièrement les affaires courantes, ce en quoi il est parfaitement secondé par ses collaborateurs, MM. Kléimenoff, Korostovtzew, Popoff et Wachovitsch. Ceux-ci, plus expérimentés que leur chef dans les affaires de la mission, font leur possible pour augmenter l'influence russe en Chine, mais ils n'y réussissent que faiblement.

L'agent qui nous rendait là-bas les meilleurs services est l'attaché militaire, M. le colonel Poutiata, qui a étudié dans leurs moindres détails la situation de l'armée et l'organisation administrative de la Chine.

§ 16. — Prince Cantacuzène, MM. Botkine et Chevitch.

Notre personnel diplomatique dans les différents États des deux Amériques est, en général, à la hauteur de ses missions, peu compliquées du reste. C'est un vrai plaisir pour moi de distinguer dans le tas le prince Cantacuzène, récemment nommé ministre à Washington, qui, en resserrant les relations déjà si cordiales entre Russes et

Yankees, a prouvé qu'il n'est pas de bonnes situations qu'on ne puisse encore améliorer. Il y a à lutter, du reste, dans les États-Unis, ce pays de toutes les libertés et de toutes les audaces, contre les calomnies répandues contre nous par nos ennemis de tous les mondes. Pour mener cette campagne, il ne suffit pas d'être un parfait diplomate, de porter avec correction un uniforme irréprochable et de savoir causer agréablement des choses de la politique ; il faut aussi être capable d'aller de l'avant, se montrer prompt à la riposte, oser dépasser, au besoin, les instructions de son chef hiérarchique ; se montrer, en un mot, le digne représentant de la Patrie russe, et non pas seulement le serviteur obéissant du ministre. C'est ce qu'a très bien compris le secrétaire de la légation, M. Botkine, fils du célèbre chirurgien de nos armées. M. Botkine vient, en effet, de publier une éloquente protestation en réponse à quelques venimeuses insinuations de certains publicistes américains, et cette initiative a été universellement approuvée. Espérons que son exemple sera suivi en cas de besoin. L'honneur qu'en a retiré M. Botkine est de nature à faire réfléchir plusieurs de ses collègues en Europe.

On s'étonnera peut-être d'apprendre que la Russie n'entretient aucun représentant, pas même un simple consul, dans les Indes Anglaises. On a dit que, pour accorder l'érection d'un consulat à Bombay, les Anglais exigeaient la réciprocité, c'est-à-dire la permission d'envoyer un des leurs en Turkestan, et l'on a ajouté que notre ministère refusait l'échange, sous prétexte de cacher à des adversaires nos progrès dans l'Asie Centrale. Je n'en crois pas un mot. Est-ce que nous dépouillons nos nouveaux sujets? et aurions-nous quelque pudeur de montrer

aux sujets de la Russie comment on s'y prend pour gouverner des pays conquis? Partout où nous allons nous nous faisons des amis, partout où vont les Anglais ils répandent des semences de haine et des désirs de vengeance. Ouvrons donc toutes grandes aux Anglais les portes du Turkestan. La civilisation y a fait plus de progrès en dix ans qu'en Hindoustan en un siècle et demi. Notre frontière touche aujourd'hui aux possessions anglaises. Nos intérêts nous commandent d'y entretenir un consul et cette raison déterminera le ministère des Affaires étrangères à passer par la condition de l'Angleterre, si tant est qu'elle l'ait posée.

Me voici parvenu à la fin de ce long chapitre et je suis heureux de le clore par un éloge sans réserves.

La légation du Japon est, en effet, irréprochable dans tous ses membres, ou du moins était récemment, puisqu'on vient d'avoir la fâcheuse inspiration de déplacer son chef, M. Chevitch, et de le reléguer à Lisbonne.

M. Chevitch, patriote convaincu, a rendu autant de services en Orient qu'en Occident. Très calme en affaires, il devient facilement irritable dans la discussion, mais c'est par-dessus tout un homme de bonne compagnie, dont l'éducation contient les nerfs, et ses vivacités ne l'entraînent jamais au delà des bornes de la courtoisie.

Quand M. de Giers comprendra enfin qu'il nous faut en Chine un ministre accrédité et non pas un simple légat avec pouvoirs extraordinaires, la candidature de M. Chevitch sera la première inscrite.

Heureux s'il peut emmener avec lui le secrétaire, M. Stschégloff, et le drogman, M. Boukovetski, qui l'ont si bien secondé au Japon! Ceux-ci, tous dévoués à leur Patrie et fiers de sa grande histoire, croient qu'il est

du devoir de la nouvelle génération de lui en préparer une plus grande encore. Ils font partie de cette vaillante phalange des jeunes qui luttent contre les vieux courants, soit dans les ambassades, soit dans les bureaux du ministère, et qui ont juré d'ajouter de si belles pages à nos annales que les souvenirs peu glorieux des Nesselrode, des Gortschakoff, des Giers et autres ramollis diplomatiques, seront à jamais effacés de toutes les mémoires.

V

LE MINISTÈRE DE LA GUERRE

La Russie est un empire essentiellement militaire. Son histoire a été écrite à la pointe de l'épée ; son gouvernement est inspiré par les traditions guerrières et c'est au sein de l'armée que l'Autocrate a pris l'habitude de recruter les hommes d'État, les gouverneurs de province, la plupart des dignitaires et des chefs d'administration. Du haut en bas de l'échelle sociale, presque tout service public est assimilé à un service militaire, et plusieurs fonctionnaires civils ont le droit d'être salués d'un titre correspondant à leur grade. Comme pour ajouter un lustre de plus aux gloires universelles et séculaires de l'armée russe, des soldats sont sortis de ses rangs pour chanter les exploits de leurs frères d'armes, et l'on ne sait qui l'on doit admirer le plus, des héros célébrés par Pouchkine et Lermentoff, ou des poésies étincelantes qu'ils ont inspirées à ces princes de notre littérature.

Prendre rang dans l'armée a signifié longtemps recevoir une bonne éducation, apprendre à aimer la Patrie et à servir l'Empereur avec le dévoûment désintéressé du chevalier pour son seigneur, à garder intactes les traditions de l'honneur et de la fidélité, à vivre d'une vie utile et res-

pectée, et, s'il le faut, à mourir d'une mort glorieuse.

Quoi qu'il ait reçu de nos jours une plus grande extension, le métier de soldat n'a pas perdu son antique et noble signification. L'honneur s'est agrandi, au contraire, en s'appliquant indistinctement à tous les sujets du Tsar.

Pour toutes ces raisons, l'armée russe est restée l'institution nationale par excellence, centre et pivot de toutes les autres institutions, autour de laquelle chacune se concentre éclairée de quelques-uns de ses rayons.

Le développement méthodique de notre histoire militaire ne peut évidemment entrer dans le cadre de cet ouvrage. Je dois me borner à en retracer les fastes principaux au courant de la plume.

La Russie du moyen âge n'a, pas plus que les autres États d'Europe, connu le système des armées permanentes. A cette époque, tout le monde étant soldat d'occasion, servait, suivant les circonstances et les besoins de la Patrie, sous les ordres de quelques rares capitaines de profession autour desquels venaient se rallier jeunes gens désireux de se distinguer et hommes faits en qui revivaient les souvenirs de la jeunesse.

On connaît aujourd'hui l'insuffisance de cette organisation rudimentaire et de cruelles expériences ont enseigné aux nations que le courage que n'a pas assoupli une éducation préparatoire et qui n'est pas guidé par une forte discipline est une vertu inutile, souvent nuisible.

Au commencement du treizième siècle, l'effroyable invasion des Mongols démontra cette dure vérité aux Russes, longtemps avant que la guerre de Cent-Ans ne l'eût apprise aux Français.

La moitié de la Patrie foulée aux pieds d'un peuple

barbare occupant toutes les provinces de l'Est, l'autre moitié constamment menacée sur les frontières de l'Ouest par les Polonais catholiques et les Prussiens encore païens, tout l'édifice du grand Rurick croulant sur ses bases, il y avait là de quoi donner à réfléchir aux Tsars.

La nécessité s'imposa d'entretenir des forces sans cesse disponibles et faciles à concentrer sur un seul point. Aux gardes mercenaires reléguées dans les forteresses situées sur les confins de l'empire et aux volontaires veillant au Kremlin sur la sûreté personnelle du Souverain, ils ajoutèrent des régiments perpétuels toujours mobiles et prêts à faire face à tout instant aux incursions constamment renouvelées des Tartares.

De cette époque date la période des temps héroïques de la Russie, temps historiques aussi quoique enguirlandés par la légende, comme le sont les luttes des Espagnols contre les Maures. Nous avons eu, en effet, nos Cid Campéador. Les uns et les autres, aux deux extrémités du monde civilisé, ont accompli ce miracle prodigieux de délivrer leurs patries opprimées par les hordes asiatiques, à force de courage et de patience, sans l'assistance d'aucun secours étranger.

Quelques épisodes amusants se mêlent également aux péripéties de cette guerre épique. Sous le règne de Jean III, un « instrument du diable » fut apporté à Moscou. Il fut hissé en grande pompe au premier étage du clocher de Saint-Jean et là fut tiré le premier coup de canon qui ait retenti en Russie. Avant d'entendre le second, de longues années devaient s'écouler. Les boyards, épouvantés au bruit de la détonation, s'enfuirent de tous côtés et, revenus de leur émotion, se

jetèrent aux pieds du Tsar, le suppliant de ne pas renouveler « son jeu du diable ». Il fallut céder à leurs instances.

La flèche et le sabre continuèrent à besoigner seuls, sans recourir aux artifices de l'Enfer, et besoignèrent si bien qu'au temps de Jean le Terrible l'œuvre de libération du territoire pouvait être considérée comme accomplie, à la réserve de la Crimée, ce magnifique fleuron que Catherine devait ajouter plus tard à la couronne impériale.

Jean le Terrible ne se borna pas à achever la défaite des Mongols ; il fit trembler aussi les Polonais et les Livoniens dont les armées étaient organisées à l'européenne. Ses régiments ne le cédaient du reste en rien en force et en discipline à ceux de ses puissants voisins.

Toutefois il nous faut descendre jusqu'à Pierre le Grand pour rencontrer le moule de notre armée moderne, telle que nous la voyons encore aujourd'hui, avec l'Empereur comme chef suprême et universel, la noblesse formant le cadre d'officiers, et le peuple composant le corps combattant proprement dit ; et tous ces éléments tellement compacts, tellement unis, qu'ils ne forment entre eux qu'une vaste unité, obéissant aux mêmes inspirations, vibrant des mêmes sentiments, mus par le même ressort.

Pierre le Grand avait compris de bonne heure les inconvénients des corps de troupes organisés à la turque, sortes de janissaires formant pour ainsi dire un État dans l'État, jouissant de prérogatives exagérées et toujours enclins à manifester une indépendance dangereuse à l'égard du pouvoir central. C'étaient, il est vrai, de bons soldats, mais par le fait qu'ils ne voulaient être

que soldats, ils oubliaient volontiers leur rôle de sujets. Le grand réformateur de la Monarchie russe les trouva au premier rang des opposants aux grandes conceptions de son génie. Il brisa leur résistance et ne recula, pour dompter la rébellion naissante, devant aucune exécution.

Ce grand homme aperçut, au contraire, tout le parti qu'on pourrait tirer d'une armée nationale. Il la fonda, de toutes pièces, on peut dire, s'inspirant de l'organisation occidentale, mais ajoutant à cette imitation certaines dispositions qui ne s'adaptent qu'à l'esprit russe. L'œuvre fut parfaite, presque dès le début. Après la période d'essai qui commence à Narva, l'armée recrutée dans les entrailles du pays prend sa revanche à Pultawa où Charles XII, après avoir fait trembler le monde, est écrasé sans espoir de retour de fortune. Elle venge à Narva même sa première défaite et, dans son élan irrésistible, pousse sa conquête jusqu'à Azoff.

Rien désormais n'arrêtera sa marche victorieuse, et ses revers mêmes, comme ceux de Borodino, attesteront sa vaillance.

Sous Élisabeth et sous Catherine la Grande, cette armée commence ses premières campagnes triomphales à travers l'Europe Centrale. Sous Alexandre Ier, elle anéantit le plus grand conquérant dont fasse mention l'histoire du monde et le poursuit, l'épée dans les reins, depuis Moscou jusqu'à Paris. En 1828, elle bat les Turcs et les tient à sa merci sous les murs d'Andrinople ; en 1849, elle force les Hongrois révoltés contre leur souverain légitime à rentrer dans le devoir; en 1854 enfin, elle arrête onze mois, sous les murs de Sébastopol, quatre grandes puissances militaires coalisées.

Cette armée est partout et la moitié du globe terrestre est traversée par elle avec une rapidité qui aurait effrayé les Alexandre et les César. Tandis qu'une partie s'en va aux confins de l'Asie Orientale reculer jusqu'au fleuve Amour les bornes de l'empire, une autre plante l'aigle à deux têtes sur les villes de Tamerlan, et une troisième achève la conquête du Caucase. En 1877, elle se couvre de gloire en Turquie et, sans prendre de repos, se transporte des Balkans en pleine Asie Centrale, où elle renouvelle, sur les bords de l'Oxus et de l'Iaxarte, les exploits du héros macédonien à la poursuite de Bessus. Du sommet de l'Hindou-Kousch, qu'elle a escaladé, elle peut contempler maintenant les riches plaines de l'Inde, comme Annibal, du haut des Alpes, contemplait les vallées du Pô, et c'est là qu'elle attend l'audacieux qui ne craindra pas de la défier.

Mais où est-il, cet audacieux ? Les nations, hypnotisées, considèrent la terrible armée russe avec un respect mêlé de crainte superstitieuse. C'est le nuage porteur de la tempête, que le moindre vent contraire peut faire crever d'un moment à l'autre, et malheur alors au centre de l'Europe, où semblent s'être groupés ses ennemis ! On le sait à Vienne et à Berlin, et depuis quelque temps voyez avec quelles précautions infinies on évite les équivoques et les malentendus de nature à froisser notre susceptibilité.

C'est à notre armée que nous devons d'exercer sur le monde une magistrature redoutable, et c'est au peuple russe que l'armée a emprunté sa puissance. Des extrémités de l'Occident d'Europe aux extrémités de l'Orient d'Asie, d'innombrables champs de bataille, arrosés du sang de l'armée, racontent la glorieuse histoire du peuple, et le peuple, reconnaissant, prodigue à cette armée les

témoignages de son admiration. Elle est pour la Russie l'ombre du Tsar bien-aimé qu'elle vénère et qui est lui-même l'ombre du Dieu orthodoxe qu'elle adore.

L'armée partage les enthousiasmes du peuple, et, fidèle gardienne des traditions guerrières, elle étend son culte à quelques figures surhumaines disparues ou vivantes, mais toutes impérissables symboles de la valeur militaire et du patriotisme. Dimitri Donskoï, sous les ordres duquel la barbarie mongole fut définitivement abattue, est resté le type le plus ancien de ses héros presque légendaires. L'illustre Chouiski, devant qui se dissipa l'invasion polonaise, est le général que tout soldat russe brûle d'imiter, et Pierre Tsar-Aigle, qui détruisit les Suédois, demeure l'inimitable aux yeux de tous. Des foudres de guerre, tels que Roumiantzeff, Potiemkine, Dibitch, sont encore cités comme des maîtres dans l'art de la tactique, et tous les fronts s'inclinent au seul nom de Souvoroff, dont les troupes tenaient la victoire au bout de leurs baïonnettes, même avant que fût donné le signal de la bataille.

L'armée russe a eu son Bayard, l'invincible Skobeleff, et l'âme de ce héros, prématurément envolée, plane encore sur ses destinées. Elle se recueille aujourd'hui, consciente de sa force, et travaille silencieusement, sous la surveillance de ses maîtres, du preux Dragomiroff et d'une centaine d'autres guerriers déjà fameux dans le monde, orgueil et gloire de leurs compatriotes.

Son organisation ressemble beaucoup, sur le papier, à celle de l'armée française. Elle se compose de l'active, de la réserve, de la territoriale et de la réserve de la territoriale. L'active seule doit comprendre un million de baïonnettes, comme au temps de l'Empereur Nicolas, ce qui est

plus que suffisant pour une guerre offensive. Quant à savoir le nombre exact d'hommes que la Russie pourrait opposer à une armée d'invasion, qui pourrait les compter? Le réservoir est inépuisable. L'Empereur peut y puiser à discrétion, et pareil à Pompée, qui levait des légions en frappant du pied la terre romaine, Alexandre III n'a qu'à faire un signe et les corps d'armée succéderont aux corps d'armée, de Tiflis à Arkhangelsk, et de Varsovie à Vladivostock.

Un brave troupier expliquait un jour à un Turkomène le pourquoi de ces multitudes d'hommes armés accourant à la voix d'un seul homme : « C'est, disait-il, que notre Tsar possédait un grand secret. Il l'a semé, et la graine, en levant, produit autant de soldats qu'il est nécessaire pour faire face à tous ses ennemis ».

En effet, qu'on invente des alliances triples, quadruples et même décuples ; que les alliés, pour se donner du courage, se persuadent les uns aux autres que nous ne sommes pas prêts ; ils savent aussi bien que nous-mêmes qu'il suffira à la Russie de son armée active, augmentée de sa réserve, pour passer sur le ventre des Autrichiens et pour infliger une sévère correction aux Italiens, ces éternels habitués de la défaite, pour terrasser les Allemands, que nous avons plus d'une fois asservis, et pour donner une nouvelle leçon aux politiciens anglais, qui ne pourront plus, dorénavant, tremper dans les intrigues ourdies contre la Russie.

La Russie est désormais en état de parcourir l'Europe à cheval et de laisser sur son passage des traces plus ineffaçables que celles des Tartares. Mais elle n'accomplira sa mission dévastatrice que si elle y est imprudemment provoquée. Ses intentions pacifiques sont hors

de conteste pour tout esprit de bonne foi. Mais qu'on la laisse, une fois pour toutes, accomplir tranquillement vers l'Est son rôle de nation civilisatrice. N'est-ce pas la honte du christianisme que tous les obstacles qu'elle rencontre de ce côté soient dressés par des peuples qui se prétendent plus civilisés qu'elle-même ?

§ 1. — M. le général Vannovski, ministre de la Guerre.

J'ai dit que l'Empereur est le chef traditionnel de l'armée, image elle-même de la Patrie russe. Il est l'incarnation de l'une et l'âme vivante de l'autre. Le premier devoir de l'armée consiste en un dévoûment absolu à sa personne sacrée. Elle n'y a jamais failli. Instruite par la noblesse, elle s'est assimilée les sentiments d'honneur qui distinguent ce corps privilégié. Soumise à une discipline forte, mais point tracassière, on ne l'a jamais vue quitter ses casernes pour s'insurger contre son chef souverain. Ce crime ne l'a même jamais tentée, et en Russie l'idée d'un pronunciamiento semble plus chimérique que partout ailleurs. L'armée russe n'est pas une machine ingénieuse construite en vue de la conquête. C'est simplement la sentinelle préposée au salut du peuple en cas de danger.

Sous le règne précédent, le comte Millioutine veilla durant vingt années à l'œuvre de la défense nationale Investi, pour cet objet, des pleins pouvoirs de son Maître, il se conforma aux désirs d'Alexandre II en développant plus qu'autrefois le moral du soldat, en lui apprenant ses devoirs en temps de paix et en lui enseignant que

cette paix doit être une continuelle préparation à la guerre. La tâche était aisée et le comte Millioutine fut tout de suite compris. De tout temps le soldat russe a envisagé l'accomplissement de ses devoirs militaires comme un service qu'il se rend à lui-même. Il ne s'occupe pas de la politique, mais il la crée et la soutient, et il sait qu'en procurant, par sa bonne tenue, la paix de l'empire, il assure la sécurité de sa propre famille. Tout Slave est un logicien tirant facilement les conséquences d'un principe dont la vérité lui est démontrée.

Le général Vannovski remplit aujourd'hui les fonctions du comte Millioutine, avec le titre d'aide de camp général du Tsar. C'est presque un inconnu. Un colonel quelconque lui en remontrerait en fait d'art militaire. Aussi n'est-il à son poste que pour administrer et exécuter docilement les ordres d'Alexandre III, plus jaloux peut-être de son autorité directe sur l'armée que sur toute autre branche de son gouvernement.

L'Empereur lui a accordé sa confiance parce qu'il a reconnu en lui un caractère d'une fermeté inébranlable. Après le relâchement de l'ancien régime il fallait à l'armée un chef de bataillon formé à l'école de Nicolas, et le général Vannovski a conservé les allures de ce règne rigide. Avec lui, les millions de soldats marchent avec la même régularité que les huit cents hommes du bataillon de son ancien régiment finlandais. Il ne change jamais un mot aux décisions du Tsar et n'oppose aucun obstacle dilatoire à leur accomplissement ponctuel. Il ne lui vient pas à l'idée qu'on puisse discuter les ordres du Chef, et il exige de ses subordonnés la même obéissance passive. Cette façon d'entendre le service étonna d'abord. On semblait avoir oublié que c'est la bonne. On s'y est

remis assez vite, et ceux qui s'étaient plaints de la sévérité du général Vannovski, sont maintenant les premiers à reconnaître qu'il est impossible de mieux faire. On ne parle de lui qu'avec une profonde déférence, et on le salue comme le premier soldat de l'empire.

Le général possède, en outre, une qualité bien précieuse aux regards du Souverain. Il méprise l'intrigue, hait les recommandations et ne prête aucune attention aux commérages des salons où nous ne manquons pas, hélas! de dames Roland au petit pied, cherchant à s'ingérer dans toutes les questions qui sont habituellement traitées par les personnes du sexe fort. Il est d'ailleurs peu circonvenu à cet égard, sa naissance modeste ne lui ayant pas ouvert à deux battants les portes du grand monde.

§ 2. — Le chef d'état-major général Obroutcheff.

Son principal collaborateur est l'aide de camp général Obroutcheff, dont toute la Russie est justement fière. Homme de guerre consommé, le général Obroutcheff a fait ses preuves, et son nom est déjà inscrit en caractères glorieux dans les pages de notre histoire.

Jeune officier, il vivait dans un cercle où l'on suivait attentivement la marche du progrès moderne. Il en fut mal noté, et tout dernièrement encore on accolait à son nom l'épithète de « rouge ». Le sobriquet lui resta et la 3e section de la Chancellerie impériale le coucha, sans plus d'informations, sur la liste des hommes dangereux « à surveiller de près ». Comme il n'est rien de plus ineffaçable qu'une note de police, le général en chef Obroutcheff, en dépit de son titre d'aide de camp

général, est resté inscrit au nombre des suspects jusqu'en 1880. Pour le radier, il a fallu que le comte Loris-Mélikoff attirât, à cette époque, l'attention de l'Empereux Alexandre II sur l'insulte permanente adressée à l'un des vainqueurs du Danube. Le nom a été maintenu quand même, mais au qualificatif de « rouge » on a substitué celui de « bien intentionné ».

Ayant épousé une Française, le général Obroutcheff est un partisan déclaré de l'alliance avec la France en faveur de laquelle il s'est, du reste, prononcé dès 1870. Mais ce n'était alors qu'un général obscur, étoile de dernière grandeur dont faisait peu de cas la cour allemande de Saint-Pétersbourg.

Cette étoile est devenue fort brillante depuis la campagne de 1877. On se rappelle nos premiers échecs, résultant des intrigues qui régnaient à l'état-major général. Il devenait urgent de les réparer et on pensa au général Obroutcheff qui fut mandé en toute hâte sur le Danube. Sur le théâtre même des opérations, il modifia du tout au tout le plan de la guerre ; il déploya assez d'autorité pour mettre un terme aux divisions intestines et rendit de tels services qu'on peut avancer, sans témérité, que l'armée entière lui dut son salut. Hommage bien rare et qui le peint mieux que les louanges! son mérite n'a pas fait de jaloux. Sa loyauté irréprochable, sa probité incorruptible et sa modestie ont désarmé l'envie et chacun devant lui s'incline avec respect.

Alexandre III le regarde moins conmme son conseiller que comme son ami personnel, ayant trouvé en lui le serviteur véritablement désintéressé, uniquement adonné à ses fonctions patriotiques, vivant pour l'honneur et la grandeur de la Russie.

Cette auguste amitié est déjà vieille. Elle a devancé les événements qui ont mis en si beau relief le nom d'Obroutcheff. Quand l'Allemagne préparait, en 1875, une nouvelle et injustifiable agression contre la France, la question d'intervention de la Russie fut résolue affirmativement et une armée fut immédiatement mobilisée sur la frontière de Prusse. L'Empereur en conféra le commandement suprême à l'héritier présomptif et le général Obroutcheff fut nommé son chef d'état-major. Le Césarévitch s'enferma alors avec son lieutenant dans le palais d'Anitchkoff et, nuit et jour, ces deux hommes se mirent à travailler et à dresser les plans d'une campagne que, mieux avisé, M. de Bismarck évita d'engager. Le futur Empereur fut séduit par le génie militaire d'Obroutcheff et l'estime qu'il conçut pour lui en ce moment ne s'est pas démentie depuis.

Le général est fort recherché par la haute société et c'est une vraie fête quand paraît quelque part ce bel homme à la conversation spirituelle. Mais, au grand regret de ses amis et de ses admirateurs, il préfère son cabinet de travail aux distractions mondaines. C'est là qu'on est presque sûr de le rencontrer à toute heure du jour, penché sur les cartes des pays voisins, dont il connaît les moindres détails assurément mieux que nos voisins ne connaissent la Russie. Il ne s'occupe pas de politique, mais il la suit avec intérêt dans tout ce qui la rattache aux questions militaires, et aucun mouvement des armées étrangères n'échappe à son information.

Cet homme de bien, ce serviteur irréprochable de la Patrie, est aussi heureux dans sa famille qu'il mérite de l'être. Après avoir employé consciencieusement ses jour-

nées avec ses collaborateurs qui lui ont voué un respect sans bornes, il ne connaît pas de meilleur délassement que de passer ses soirées en compagnie de Mme Obroutcheff.

Femme intelligente et gracieuse entre toutes, Mme Obroutcheff ne se contente pas d'être admirée dans les salons, où elle fait d'assez fréquentes apparitions, sans cependant s'y prodiguer, non plus que son mari. Elle y est aimée. Nulle ne possède à plus haut degré qu'elle l'esprit de la conversation, j'entends de cette conversation qui sait plaire sans recourir à la médisance.

La société et l'armée sont d'accord pour environner d'honneur ce couple heureux et digne de l'être. Pour me servir d'une expression russe, on marche sur la pointe des pieds autour de cette famille unie, dont on craint de troubler le repos intime.

L'œuvre colossale dont s'enorgueilliront nos petits-fils grandit cependant dans ce silence favorable au recueillement.

Grand appréciateur du mérite, le général Obroutcheff sait ce dont chacun est capable, et il ne désigne aux postes importants que des hommes sûrs. Le talent, à ses yeux, est la meilleure des recommandations. Un Grand-Duc le sollicitait un jour en faveur d'un homme notoirement insuffisant. « Il ne me convient pas, écrivit Obroutcheff, d'opposer un refus à la demande de Votre Altesse, mais il me conviendrait moins encore de distribuer injustement des emplois. »

La mort lui a enlevé un de ses meilleurs lieutenants, le général Mircowitch. Une mutation l'a privé des services d'un autre homme de guerre distingué, le général

Kouropatkine. Des très bons il n'est resté auprès de lui que le général Vélitchko, petit-russien, entêté et honnête, dévoué jusqu'au fanatisme au chef du grand état-major.

§ 3. — Le général Kouropatkine.

Les services du général Kouropatkine valent d'être mis en pleine lumière. Sa collaboration avec le général Obroutcheff a été féconde en initiatives heureuses, et ses nombreux travaux seront longtemps utilisés aux bureaux de la Guerre. Le personnage lui-même fixe l'attention.

Petit bout d'homme presque imperceptible, petite barbe noire et petits yeux noirs et perçants, Kouropatkine a obtenu un avancement rapide. Simple capitaine dans le corps d'armée du Turkestan, le voilà déjà et depuis plusieurs années décoré des trois étoiles, dont dont l'éclat éclipse celui de bien d'autres beaucoup plus anciennes.

La mort mystérieuse du général Skobeleff fut l'occasion qui le tira inopinément de son obscurité et le plaça sur un piédestal où l'adhésion unanime l'a maintenu. Quand le héros national disparut, pleuré de tous, de la scène de ce monde, on apprit qu'il avait été, en quelque sorte, l'élève de Kouropatkine, son ancien chef d'état-major. On assura que Skobeleff n'aurait peut-être pas été Skobeleff s'il n'avait reçu et écouté les sages conseils de son subordonné.

Nature ardente et emportée, le héros de Geok-Tépé avait besoin d'avoir constamment auprès de lui un

homme de sang-froid qui contînt les élans généreux de son âme, et cet homme avait été précisément Kouropatkine. Se rendant compte de ce qui lui manquait ou de ce qu'il avait d'exubérant, le jeune chef ne prenait aucune détermination sans en avoir délibéré avec Kouropatkine, toujours calme et réfléchi, et de cette collaboration étaient résultés les exploits fabuleux qui datent d'hier à peine et qu'on croirait inventés par un poète épique.

Quand tout fut connu, le général Kouropatkine n'usa pas d'hypocrite modestie. Ayant joué auprès de Skobeleff le rôle du maréchal d'Harcourt auprès du Grand Condé, il ne courut pas au-devant des éloges, mais il accepta, sans feintes protestations, ceux qui lui furent décernés par l'admiration publique.

Le coup d'œil froid et silencieux de Kouropatkine est maintenant apprécié à sa valeur par tout le monde militaire en Russie. En cas de guerre, on espère beaucoup en lui et on le croit capable d'enfanter de nouveaux Skobeleff, qui exécuteront avec la même bravoure que leur modèle les plans de combat qu'il aura dressés.

§ 4. — Les autres grands généraux de l'armée russe.

Les généraux expérimentés, ayant complété sur les champs de bataille l'éducation commencée à l'Académie, ne sont d'ailleurs pas rares dans l'armée russe. Les sections militaires et les commandements de corps d'armée sont, on peut le dire, peuplés des héros du passé, étudiant maintenant sur place les tâches futures. La plupart sont des nationaux. Encore quelques années et les géné-

raux d'origine allemande auront complètement disparu, et pas un Russe sincèrement patriote ne le regrettera.

Je veux citer parmi nos héros d'hier et de demain le général Bobrikoff, chef d'état-major du Grand-Duc Wladimir qui commande lui-même la circonscription militaire de Saint-Pétersbourg. C'est un homme remarquable par son esprit d'initiative et son caractère résolu. Il s'absorbe entièrement dans l'accomplissement de ses fonctions, certain d'avance qu'elles sont une préparation à de hautes destinées. Son nom est de ceux qui doivent briller au premier rang, et la prochaine guerre ne peut manquer de révéler tout ce que son âme renferme de courage et de génie contenu.

Je pourrais en citer d'autres, mais un Prussien m'arrête au passage.

Le général Lestchinsky, au service de la Prusse, quoique d'origine slave, vient en effet de publier une lettre où il veut bien reconnaître quelques mérites à l'armée russe, mais où il déplore qu'elle soit dépourvue de chefs de valeur, ce qui la met, ajoute-t-il, à la merci des grenadiers poméraniens.

Cette lettre n'est, d'un bout à l'autre, qu'une longue flatterie à l'adresse du roi Guillaume II dont elle caresse les innocentes manies ; c'est en même temps un démenti audacieux infligé à l'histoire.

M. Lestchinsky ignore-t-il à ce point les faits qu'il ne sache pas que la Prusse n'a eu, jusqu'à présent, d'autres rapports militaires avec la Russie que d'avoir été battue par elle à plate couture ou secourue par elle à ses heures de détresse ?

Monsieur Lestchinsky, l'armée russe a déjà conquis une fois la Prusse entière avec sa capitale, et Berlin a reçu,

en 1760, un gouverneur général russe, le prince Tchernicheff. Vous ne vous doutez peut-être pas que Berlin serait en peine de montrer ses clefs. Rien de plus tristement vrai, néanmoins. Elles sont déposées dans la cathédrale de Saint-Pétersbourg, Notre-Dame de Kasan, où elles se rouillent avec celles de Dantzig, de Kœnigsberg, de Leipsick et d'autres villes allemandes. Mais fouillez donc un peu les collections numismatiques de vos musées ! Je gage que vous y découvriez des thalers à l'effigie de l'aigle russe. Nos impériales à nous sont toutes marquées à l'image nationale.

Je regrette de m'arrêter à enseigner l'histoire à l'apostat slave qui approuve la germanisation de la Posnanie, et à lui remémorer que la Prusse, qu'il sert avec tant de ferveur, a prêté serment, au moins une fois, à la Couronne de Russie. Il me faut cependant relever, avant de finir, une de ses insolences de caporal engraissé, je veux parler de ses pronostics relatifs à la prochaine guerre.

La Prusse, l'Autriche, l'Italie et la Roumanie, ces quatre nations si souvent sauvées du danger par le sang russe, viendront facilement à bout, d'après Lestchinsky, de la France et de la Russie réunies, et la raison c'est que la première manque de confiance en elle-même et que la seconde manque de chefs !

Le général Lestchinsky n'a donc jamais entendu parler ni des Gourko, ni des Ganetzky, ni de Dragomiroff, cet autre Souvoroff, ni du comte Moussine-Pouchkine, ni de Tchernaieff, ni de Chérémétieff, qui est présentement au Caucase ? Les généraux Ignatieff II, Manseï, Daniloff, Drisène, Alkhasoff, Kossytch, le prince Chakhovskoï, Swistounoff, Pétrouchefsky, Pavloff, Dandeville, Ovan-

der, Mirkovitch, Tchavtchavadzé, Sofiano, Toutolmine, Sviatopolk-Mirski, Léonoff, Mestcherinoff, et tant d'autres, ont beau être connus de l'Europe militaire, ils restent ignorés de l'élève dégénéré de M. de Moltke ! Ils ont déjà leur place dans l'histoire, ils ne l'ont pas dans la pensée ni sous la plume de ce stratégiste en chambre !

Et je ne viens de nommer que des commandants de sections ou de corps d'armée dont les noms sont sur toutes les lèvres ! Que serait-ce si je passais la revue des généraux de division ou de brigade, ou même des simples colonels qui se sont déjà signalés sur bien des champs de bataille ? M. Lestchinsky me répondrait sans doute que je raille et que mes héros sont des personnages de roman, vivant uniquement dans mon imagination.

Je lui souhaite de tout mon cœur de ne pas éprouver par lui-même qu'ils existent, au contraire, en chair et en os. Ces hommes sont ainsi faits qu'ils témoignent de la plus vive admiration à l'égard de leurs ennemis quand ceux-ci ont combattu vaillamment, mais qu'ils sont sans pitié pour les traîtres. Ainsi faisaient les sauvages. Question d'atavisme, sans doute.

§ 5. — Les Cosaques.

Je viens de montrer l'armée russe telle qu'elle est dans son principe et dans son essence, c'est-à-dire Impériale et Nationale, et j'ai indiqué le mode de recrutement qui lui permet de mettre instantanément sur pied plus de deux millions de troupes régulières de toutes armes, y comprise une cavalerie modèle de dragons. Cet exposé serait incomplet si je ne parlais, avant de clore ce

chapitre, des deux armées auxiliaires qui sont appelées à l'appuyer en cas de guerre, celle des Cosaques et celle des Turkomènes.

Les Cosaques sont sujets de l'Empereur au même titre que les autres habitants de la Russie, mais ils gardent leurs statuts et leurs vieilles organisations militaires. Ils peuvent mettre au bas mot trois cent mille cavaliers libres au service du ministère, qui, du reste, dispose d'eux souverainement. Merveilleux instruments de combat, les Cosaques éclairent l'armée, voltigent sur ses ailes et agissent presque toujours d'après l'inspiration de leurs chefs particuliers, sans gêner les opérations d'ensemble et sans être à charge à l'intendance. Ils rendent beaucoup de services et ils ont décidé bien souvent du sort des batailles.

Le Cosaque et son cheval, on l'a dit bien souvent, rappellent les fabuleux Centaures, tant l'homme et l'animal se sont identifiés. Ils ont vécu de la même vie avant d'affronter ensemble les mêmes dangers, de la vie du plein air et de la belle étoile, passant des hivers glacés aux étés torrides de leurs vastes plaines, habitués, par conséquent, aux extrêmes intempéries et formés d'avance aux privations de la guerre. Ils agissent par petits pelotons et quelquefois isolément, harcelant l'ennemi, détruisant ses dépôts et ses convois de bagages, simulant des charges tantôt sur les flancs, tantôt sur l'arrière-garde, facilitant, de tout leur pouvoir, la tâche du gros de l'armée, dont ils couvrent toujours la marche et dont ils achèvent la victoire.

Ce sont les corsaires de terre. D'autres armées ont leurs francs-tireurs et leurs irréguliers; aucune n'a et ne peut avoir de Cosaques, parce qu'aucune ne pos-

sède plusieurs millions de chevaux qui paissent dans les immenses prairies de l'Ukraine, des bords du Don et des bords du Volga, de l'Oural, du Kouban et du Térek.

On voit approcher une compagnie de fantassins et on la voit s'éloigner. On ne voit jamais le Cosaque à cheval, tant sa course est rapide. Il fonce à l'improviste et disparaît subitement. Autrichiens et Prussiens n'ont jamais pu se faire à cette façon de combattre, qui est la négation de leurs méthodes pesantes comme leur esprit. Aussi le nom seul de Cosaque leur inspire-t-il une vague terreur qui devrait bien être pour eux le commencement de la sagesse.

Si les Cosaques sont une menace pour l'Allemagne, les Turkomènes sont en train d'aiguiser le fer de leurs lances, dirigées contre l'Inde anglaise. Leur armée, russifiée en moins de dix ans, est aussi dévouée à nos intérêts en Asie que les régiments des spahis et des turcos le sont aux intérêts français en Afrique.

Skobeleff porta le coup mortel à leur indépendance sur les murs de Géok-Tépé, et ce coup, qui retentit si fort en Europe, secoua l'Asie entière dans ses fondements. Fatalistes, les vaincus acceptèrent passivement la défaite, résignés à la servitude, qui, dans leur pensée, est toujours le lot du plus faible. Mais la Russie ne fait pas d'esclaves, et les races guerrières méritent moins que toute autre de subir un sort dégradant.

Non seulement les Turkomènes ont gardé leur liberté et leurs chevaux, mais on les a dispensés de tous impôts et, chaque mois, celui d'entre eux qui veut servir reçoit un bon salaire. Un traitement si contraire à leurs prévisions pessimistes a converti, mieux que la victoire, toute

la nation turkomène à la Russie. Une armée nouvelle, ou plutôt une milice s'est formée, tout entière à cheval et commandée par le colonel Kalitine. Celui-ci est un héros de Géok-Tépé. Il a sauvé l'armée, en s'en allant, accompagné d'un seul guide, au-devant d'un détachement qui venait de Khiva au secours de Skobeleff, et il l'a ramené heureusement à travers un désert sablonneux et sans routes. La croix de Saint-Georges a récompensé ce haut fait.

Le colonel de la milice turkomène a recruté facilement un cadre nombreux de sous-officiers indigènes (*ouriadniks*) qui sont tous d'admirables agents d'informations. Aussitôt après la déclaration de guerre, quatorze régiments bien organisés, suivis d'une vingtaine de compagnies également indigènes, auraient bien vite fait de passer l'Hindou-Kousch, et, s'étendant en éventail sur l'Afghanistan, prépareraient à l'armée russe une route triomphale vers l'Inde. Celle-ci nous attend et nous espère. Elle sait que nous ne viendrions pas en conquérants, mais en libérateurs.

§ 6. — **La Force navale.**

Pierre le Grand avait rêvé de doter l'empire d'une puissance navale qui rivaliserait avec celle de son armée. Au moment de sa mort, il put croire avoir réalisé son rêve. Il avait construit lui-même notre premier vaisseau de guerre, et, dix ans seulement après cet essai, une escadre russe remportait la victoire d'Aland sur la belle flotte du roi de Suède Charles XII. Malheureusement, les successeurs immédiats du grand homme dirigèrent leur activité

d'un autre côté, et notre force maritime, au lieu de passer vite au premier rang, est restée trop longtemps insignifiante. Il faut descendre à Nicolas et surtout à Alexandre II pour assister à la résurrection d'une grande flotte russe.

Dans l'intervalle, deux beaux faits d'armes, Navarin et Sinope, viennent seuls la signaler à l'attention de l'histoire. Navarin, où le sang des marins signa le premier traité d'alliance franco-russe, et Sinope, qui fut un miracle d'audace, puisque notre amiral attaqua l'ennemi avec des forces trois fois inférieures aux siennes et le détruisit quand même.

Sinope prouve péremptoirement qu'une victoire navale dépend moins du nombre et de la qualité des navires que de la valeur des chefs et des matelots.

Cette vérité a été démontrée bien souvent pendant la guerre de 1877. Le capitaine Baranoff, aujourd'hui gouverneur de Nijni-Novgorod, n'hésita pas à s'élancer, avec son petit paquebot à vapeur *Vesta,* sur de gros cuirassés turcs et les coula. Les lieutenants Doubassoff et Chestakoff, montés sur un torpilleur-mouche, se mirent à la poursuite d'un monitor de première classe et le coulèrent. Le lieutenant Poustchine essaya de renouveler cet exploit et ne réussit pas, il est vrai ; le géant, après une fuite désespérée, eut raison du pygmée, mais M. Poustchine, par son incroyable audace, sa rare intrépidité et sa confiance quand même dans la victoire, a fait voir, aussi bien que ses camarades plus heureux, tout ce qu'on peut attendre du marin russe.

Alexandre III, encore Césarévitch, avait apprécié la bravoure personnelle de nos hommes de mer et il désirait qu'on utilisât leur esprit d'initiative en multipliant les

croiseurs et les torpilleurs au lieu de gaspiller les millions et les millions dans la construction des ridicules popowkas. Un remarquable article, traitant à fond la question des croiseurs, parut le 5/17 mars 1878 dans le journal *Goloss*, et quand on apprit qu'il émanait de l'héritier du trône l'administration de la marine fut littéralement bouleversée. Forte de la protection de feu l'amiral Grand-Duc Constantin, elle protesta néanmoins contre les idées émises par l'auteur de l'article, jurant que leur application serait le renversement de tous les principes.

Le peuple, plus confiant dans la perspicacité de son futur Empereur, organisa alors spontanément une souscription dont le produit serait destiné à l'acquisition d'une flotte nationale, et le Césarévitch fut prié de surveiller lui-même l'emploi des fonds recueillis. Il accepta et chargea le capitaine Kotinsky et le colonel Sémetchkine d'acheter des croiseurs en Amérique.

Alexandre III a tenu les promesses du Césarévitch. Sous son règne la force navale de la Russie s'accroît de jour en jour. Nous possédons actuellement une flotte volontaire de croiseurs, une flotte de cuirassés et une flotte de torpilleurs. Ceux-ci, montés par des hommes entreprenants et déterminés, surpasseront bientôt en nombre ceux de toutes les puissances réunies, et nous pouvons déjà défier n'importe qui sur mer. Nos cuirassés protégeront nos côtes d'un accès si difficile, nos croiseurs et nos torpilleurs, méprisant les Léviathans d'Europe, s'en iront, à la mode des corsaires, insulter les côtes ennemies.

Le frère de l'Empereur, le Grand-Duc Alexis, amiral général de la flotte, s'est voué au développement de notre

puissance navale. L'escadre de la mer Noire, construite par ses soins, est déjà redoutable, et je ne crois pas que les vaisseaux anglais passent volontiers les détroits pour se mesurer avec elle.

L'amiral Tchikhatscheff est le principal collaborateur de Sa Majesté et de Son Altesse dans le service de la flotte. Il s'occupe particulièrement de mettre de l'ordre dans l'administration et ne néglige aucun point de détail. Populaire et respecté de tous, on lui trouve aussi de l'esprit et sa conversation est fort recherchée.

D'autres amiraux attirent aussi l'attention et la Russie fonde les plus grandes espérances sur l'amiral Kremer, chef d'état-major de la marine, sur l'amiral Koznakoff, commandant l'escadre de la mer Noire, sur l'amiral Ermoloff, commandant l'escadre du Grand Océan, sur l'amiral Nasimoff, etc. Mais il est impossible de les classer par ordre de mérite. Personne ne prime dans la marine, et tel modeste lieutenant peut être appelé à rendre, sur mer, de plus grands services qu'un amiral.

VI

LES AUTRES MINISTÈRES

En parlant du ministère de la Guerre, on peut aller, sans crainte d'être taxé de flatterie, jusqu'aux dernières limites de l'éloge. C'est la pépinière des héros et il faut avoir l'esprit aussi mal fait que le renégat slave Lestchinsky, pour trouver à reprendre à une institution dont tous les détails sont admirablement réglés, où chacun est bien à sa place, où les choses et les hommes s'harmonisent parfaitement.

Il suffit de jeter les yeux sur les autres secrétaireries d'État pour assister à un spectacle diamétralement opposé, et mon métier n'étant pas celui de thuriféraire, je constate avec une pleine indépendance que le désordre y règne en maître. Pour caractériser d'une expression juste la conduite générale des affaires dans quelques-uns de nos ministères, le mot d'incohérence ne serait même pas trop fort. Les projets s'entassent sur les projets, se contredisant, se contrebattant, se jetant de mutuels défis et ne parvenant, la plupart du temps, les uns et les autres, qu'à violer les règles élémentaires du sens commun.

Tout ministre qui entre en place a l'ambition de faire mieux que ses prédécesseurs. Il commence donc par

défaire ce que ceux-ci ont fait et par préparer quelque chose de nouveau, persuadé qu'il va édifier un monument éternel à sa mémoire. Heureusement, le Monarque et le public sont vite édifiés eux-mêmes sur la valeur de ses plans et son successeur est désigné avant qu'il ait eu le temps d'expérimenter sur les sujets de l'empire les créations de son génie.

Quelques-uns cependant vivent assez longtemps pour mettre à exécution la réforme longtemps caressée, soit qu'ils arrachent, à force d'obsessions, le consentement du Souverain, soit qu'ils abusent manifestement de sa confiance. Dans ce cas, il se passe régulièrement ceci : la mesure appliquée encourt d'universelles critiques, et, au lieu de la gloire rêvée, le ministre réformateur ne recueille que malédictions et brocarts. L'Empereur, toujours magnanime, couvre alors son dignitaire en lui adressant un rescrit d'approbation et les murmures s'apaisent comme par enchantement. L'amour d'Alexandre III refoule au fond des cœurs les indignations les plus légitimes et personne ne veut avoir l'air de blâmer ce que l'Autocrate feint de louer.

Qui ne se souvient de l'état de l'opinion en Russie au moment de l'attentat de feu le comte Tolstoï contre les représentations provinciales?

Le comte Tolstoï, précédemment ministre de l'Instruction publique, avait été presque chassé de son département où il passait son temps à conspirer précisément contre l'instruction publique. Il était rentré en scène, en qualité de ministre de l'Intérieur, où il remplaçait le comte Ignatieff, disgracié, lui aussi, pour avoir témoigné d'une activité brouillonne et inopportune, notamment pour avoir tenté de reprendre en sous-main les plans

constitutionnels de Loris-Mélikoff et les projets de Parlement national élu au suffrage universel.

Malgré son antécédent fâcheux, le comte Tolstoï restait favori de l'Empereur dont il a été professeur d'histoire. Il était, en outre, fortement soutenu par M. Pobiédonostseff, bon vieillard sans doute, mais ayant les défauts de son âge, c'est-à-dire

..... laudator temporis acti
Se puero, censor castigatorque minorum.

Ces appuis étaient solides assurément, mais pas encore assez pour permettre au comte Tolstoï de lutter contre le courant défavorable à sa personne et à ses opinions. A peine en fonctions il sentit le terrain se dérober sous ses pieds et, pour l'affermir, il fit ce que font tous les hommes d'État trop faibles pour affronter la discussion et assez forts pour la supprimer. De crainte des sifflets, il musela les siffleurs. La liberté de la presse, déjà si restreinte en Russie, fut encore réduite.

Le comte Tolstoï put alors élaborer tranquillement son projet d'abolition des zemstwos. Il le présentait comme une mesure de sûreté générale et de salut de l'empire. Au fond, c'était une œuvre de basse vengeance. Blackboulé dans sa province par un homme de rien, cet homme d'esprit s'était juré d'anéantir une institution populaire où l'on n'avait pas voulu de lui. Un ministre vraiment digne de ce nom aurait pris texte de cette mésaventure politique pour étudier de plus près le système de la représentation provinciale, pour l'épurer, s'il était nécessaire, et aussi pour la développer et la rendre plus apte à remplir sa mission libérale. Le comte Tolstoï n'eut ni cette

noblesse de sentiments ni cette impartialité du grand politique. Parce qu'il haïssait le zemstwo de son gouvernement, tous les zemstwos lui furent odieux.

Pour faire accepter du Souverain ce retour en arrière, il réclama et obtint le concours du procureur général Pobiédonostseff et du publiciste Katkoff, qui n'étaient jamais à court de sophismes quand il fallait soutenir une idée rétrograde. Katkoff en fut si prodigue en cette occasion qu'il reçut en récompense la plaque de Saint-Wladimir et le brevet de conseiller d'État.

On accuse l'Empereur d'avoir fini par accéder aux sollicitations de ces trois vieillards, en dépit de l'opposition formidable qui se manifestait de toutes parts contre le projet de Tolstoï et qui trouva un écho éloquent et patriotique dans la bouche de M. Kokhanoff, en plein conseil d'État. Mais pour que ces accusations fussent justifiées, il faudrait avoir assisté aux conciliabules tenus entre les trois augures du passé et le magnanime Alexandre III.

« La noblesse est le seul corps constitué en Russie qui soit en état de guider le peuple sur la voie du progrès et sauvegarder le principe intangible de l'autocratie; le zemstwo devient partout la propriété exclusive du marchand ou du moujik; c'est une véritable usurpation du négoce sur l'aristocratie, et elle aura pour conséquence fatale d'établir entre les castes un antagonisme dangereux pour la paix intérieure. Si le peuple s'habitue à administrer sans contrôle ses affaires provinciales, il deviendra bientôt plus exigeant et réclamera la création à Saint-Pétersbourg d'un conseil central, composé des délégués des zemstwos. De là à proclamer l'excellence du régime constitutionnel, cause de faiblesse des nations occidentales, il n'y aurait qu'un pas et il serait vite fran-

chi, et c'en serait fait alors de la dynastie, peut-être même de la Patrie russe, etc. »

Voilà quels furent, en substance, les arguments exposés par Tolstoï, Pobiédonostseff et Katkoff au jeune Monarque encore éclaboussé du sang de son auguste Père, qui avait failli verser dans l'illusion constitutionnelle. Il aurait fallu être un Dieu pour y résister, et Alexandre III n'est qu'un homme. Il crut sur parole les trois conseillers à tête blanche, vieux serviteurs de la Patrie et... les zemstwos ont vécu.

Mais, les provinces ne s'administrant plus elles-mêmes, il a fallu que le pouvoir central pourvût directement à leur administration, et nous avons maintenant un corps de fonctionnaires ignorés du public, c'est-à-dire policiers et généralement illettrés par-dessus le marché.

La noblesse fournit à son recrutement. C'est son châtiment. Elle a accueilli avec des transports de joie la nouvelle de l'abolition des zemstwos, sans s'apercevoir qu'elle applaudissait une œuvre de vengeance du comte Tolstoï et sans comprendre qu'en privant le peuple de son self-governement, on allait la condamner elle-même à faire un service indigne des descendants des boyards.

Katkoff triompha. La manie de réorganisation qui avait atteint, au déclin de l'âge, cet écrivain remarquable et de grand talent, était une première fois satisfaite. Son appétit réactionnaire augmenta. Revenir indistinctement sur toutes les réformes d'Alexandre II, briser au besoin les résistances, ce fut désormais le sujet de toutes ses polémiques. La mort le surprit au moment où, sur ses conseils, on allait abolir la meilleure des réformes, celle de la Justice.

Le comte Tolstoï est mort aussi, et son successeur est Ivan Dournowo, homme bon et probe, « vrai barine » russe.

§ 1. — MM. Ivan Dournowo et Plevé.

La haute société russe a salué avec enthousiasme l'avènement de M. Dournowo. On attendait de lui le désaveu de la politique de son prédécesseur. Mais l'Empereur l'ayant averti qu'il entendait ne rien changer au système du comte Tolstoï, M. Dournowo s'en tint ponctuellement à ce mot d'ordre, héritant, sans se plaindre, de tous les fardeaux légués par l'ancien ministre, y compris l'impopularité de la « Réforme vengeresse ».

La personnalité de M. Dournowo est du reste bien effacée. Le véritable ministre de l'Intérieur est M. Plevé, dont on s'accorde à louer la rare énergie, les vues larges et profondes. Son cerveau est un arsenal intellectuel où il a déjà puisé les armes nécessaires pour diriger le département de la police. Il s'est acquitté en véritable homme d'État des fonctions difficiles et délicates qui lui ont été confiées. Il a purgé son administration des souvenirs terribles de la 3e section de la Chancellerie impériale, et après lui avoir refait, pour ainsi dire, une virginité, il s'est démis en faveur de M. Pierre Dournowo, prenant pour lui-même le poste de sous-secrétaire de l'Intérieur, — en Russie *substitut du ministre.*

D'après l'avis unanime, M. Plevé est le seul homme capable de relever cette branche de l'administration. Homme privé il sait se faire aimer, homme public il sait se faire obéir. On s'attend à le voir ministre de la Justice. Le choix serait excellent, mais M. Plevé semble

plutôt désigné pour le portefeuille de l'Intérieur, où l'on a besoin d'un homme d'initiative, plein de tact en même temps, car il y a beaucoup à refaire dans ce département, et il serait imprudent de faire trop vite.

M. Plevé fait toujours preuve d'un grand esprit de discernement dans le choix de ses collaborateurs, et une nomination faite par lui acquiert autant d'importance comme fait public que comme événement administratif. Celle de M. Pierre Dournowo a fait du bruit et le personnage vaut qu'on s'y arrête un instant.

§ 2. — M. Pierre Dournowo, ancien directeur du département de la police d'État.

Le directeur de la police doit être, avant tout, un honnête homme —*rara avis,*— mais il faut aussi qu'il n'ait d'esprit que juste ce qu'il en faut pour l'expédition des affaires courantes.

La position favorise par elle-même les desseins de l'ambitieux, et un homme intelligent est nécessairement tenté d'en abuser. Inventer des complots imaginaires, arrêter des innocents, porter la terreur dans toutes les familles, vexer, tracasser, de façon à forcer tous les Russes à ne prononcer votre nom qu'avec crainte et respect, envelopper ses actions les plus insignifiantes d'une sorte de mystère qui vous fait paraître plus grand et plus redoutable que le ministre lui-même, c'est jeu d'enfant pour tout directeur de police désireux de troquer son poste, subalterne en définitive, contre un portefeuille en maroquin vert. Pour peu que ce directeur entretienne quelques relations personnelles dans le grand

monde — et celui de Saint-Pétersbourg n'est jamais bien impénétrable — il lui sera facile de rédiger des rapports à la Schouwaloff et de révéler à l'Empereur stupéfait, mais quand même reconnaissant, des conspirations dont les moindres détails lui seront d'autant mieux connus qu'il les aura construites de toutes pièces ou qu'il en tiendra en main tous les fils.

M. Plevé était sans inquiétudes. Dournowo avait bien l'esprit trop épais pour machiner jamais de telles noirceurs; d'ailleurs le manque d'ambition était lisiblement écrit sur sa physionomie insignifiante, enfin son passé honorable était celui d'un bon employé, scrupuleux et sans relief. Transfuge de la Marine, il avait passé à l'administration de la Justice où il ne tarda pas à recevoir le titre de procureur impérial près la cour de Wladimir et puis de Kieff. Transplanté de là au département de la police, il n'avait pas tardé à en devenir le vice-directeur, et quand il passa au premier rang, il ne faisait en somme que recevoir un avancement hiérarchique. Il le devait à la bonté de M. Plevé, et il aurait fallu avoir l'âme bien mal faite pour supposer que ce serviteur modèle essaierait jamais de s'émanciper de la tutelle de son protecteur.

Les calculs de M. Plevé étaient justes en soi et ses prévisions se réalisèrent tout d'abord point par point. M. Pierre Dournowo commença par s'acquitter de ses hautes fonctions comme il sied à un bon commis de chancellerie. Cependant les souvenirs du terrible Schouwaloff ne tardèrent pas à hanter l'esprit du nouveau directeur de police, et il s'avisa de prendre au sérieux sa quasi-omnipotence. On sourit de ces velléités ambitieuses. Rien pourtant n'était plus sérieux. En mesurant

sa créature, M. Plevé avait négligé de faire entrer en ligne de compte un élément de première importance, la femme.

Si M. Pierre Dournowo est dénué d'esprit, Mme Dournowo en a pour deux, et si l'horizon du mari est borné, celui de sa femme n'a pas de limites.

Mme Dournowo a rêvé pour son mari des honneurs tout à fait extraordinaires, et pour elle-même un salon politique rivalisant avec ceux de Mme Néhidoff ou de la comtesse Kleinmichel. Les hautes dignités du mari devaient forcément attirer le beau monde dans le salon de la dame, et le salon de la dame servirait à rehausser les éclats des hautes dignités. Mais le plus pressé était de fonder le salon, et la position de directeur de la police pouvait y suffire, pour peu qu'on s'y prît avec adresse.

Guidé par les conseils conjugaux, Pierre Dournowo se mit à la recherche d'un bon petit complot, persuadé que son passage aux affaires devait être marqué, comme celui de ses prédécesseurs, par la découverte d'une conspiration quelconque. Mais les conjurés font grève sous le gouvernement paternel et énergique d'Alexandre III; à défaut de complot, on voulut avoir au moins sa petite intrigue.

Alors M. Pierre Dournowo établit une surveillance étroite autour de la demeure de quelques grands seigneurs, et, abusant de son pouvoir discrétionnaire, fit intercepter leurs lettres privées. Il est bien rare qu'une correspondance ne contienne pas, de temps à autre, des secrets que, pour une raison ou une autre, on n'aime guère à voir livrer à la publicité. Tout homme arrivé à un certain âge, dit Saint-Simon, a son pot aux roses dont il est malséant de lever le couvercle.

Le directeur de la police, par ces moyens pratiques mais canailles, fut bientôt en possession d'un dossier compromettant un grand nombre de personnages politiques. Mais, en bon prince, il se contenta de les prévenir charitablement qu'on avait l'œil sur eux, jurant ses grands dieux qu'il n'en serait jamais parlé à l'Empereur.

Les hommes qui ont constamment une épée de Damoclès sur la tête, sont portés à une naturelle bienveillance à l'égard de leur bourreau. Les victimes désignées, je viens de le dire, étaient nombreuses et les échos de la ville retentirent bientôt des louanges de Pierre Dournowo, le seul directeur de police qui ait compris sa mission, le seul qui l'ait remplie dignement. Sa situation en est devenue inébranlable. N'allez pas dire surtout à l'Empereur que Pierre Dournowo pourrait bien n'être, comme tant d'autres, « qu'un menteur et qu'un voleur ». Parmi les meilleurs amis du Monarque se lèveraient des amis désintéressés du fonctionnaire, criant à la calomnie et prenant le calomnié sous leur propre garantie.

C'est un résultat acquis, mais l'échec du salon de Mme Dournowo représente le revers de la médaille. Autre chose les relations politiques, et autre chose les empressements mondains. On trouve toujours un prétexte plausible pour décliner poliment une invitation à dîner ou à une soirée, et les partisans obligatoires du directeur de la police ne se sont pas fait faute d'avoir à propos la migraine.

Trois femmes marquantes seulement subissent la contrainte et ont admis M. Dournowo dans leur intimité. La première, brune, très belle, supporte ses caresses en vue de l'avancement de son mari, actuellement commissaire de police à Saint-Pétersbourg. La

seconde, Mme U***, obéit à des sentiments d'ordre privé, et la troisième, une grande dame, *dont le museau est couvert de duvet politique*, tremblant d'être démasquée aux yeux de l'Empereur, a passé par où l'on a voulu pour conserver sa prétendue influence.

Du reste, les peurs de ce Talleyrand en jupons sont maintenant évanouies, et elle vit aujourd'hui bien tranquille. L'Empereur ayant eu vent de quelqu'une de ses intrigues, ordonna au directeur de police de lui en faire un rapport détaillé, et celui-ci rapporta qu'il n'y avait rien, que c'était une vaine rumeur. Il eut ensuite l'imprudence de se faire, de sa discrétion, un titre de gloire auprès de la dame et lui écrivit à ce sujet des lettres compromettantes quoique dépourvues de caractère politique. Elle le tient par là.

Il se compose des plaquettes contre les grands dignitaires et même contre les membres de la Famille Impériale. Pierre Dournowo connait l'auteur, mais son premier mensonge en entraîne d'autres, et à toutes les questions touchant le nom de l'auteur il répond imperturbablement qu'il est impossible de le découvrir, ou bien il lance au hasard l'accusation contre un ennemi personnel de son amie, toute-puissante aussi bien que lui même.

Cette dépendance où le tient un bas-bleu n'est pas faite pour rehausser le prestige de M. Pierre Dournowo. Son administration elle-même y perd de son autorité. Heureusement, les vices-directeurs corrigent, avec beaucoup de tact, les fautes de leur chef dont ils ne se soucient point de servir les visées ambitieuses, n'hésitant point, au besoin, à transgresser ses ordres arbitraires. Ce sont tous des hommes instruits ayant fait de bonnes

études universitaires, fréquentant dans la haute société où ils se font pardonner leurs fonctions à force d'urbanité et de savoir-faire.

Le sous-secrétariat du ministère de la Justice a été longtemps l'objet des convoitises de M. Pierre Dournowo, mais l'Empereur a jugé mieux. Dournowo est nommé sénateur, c'est-à-dire renvoyé du service de la direction dans la police et relégué au rang des hommes d'État en disponibilité. Là du moins, il aura moins d'occasions et moins de facultés de nuire. Il pourra porter dans cette nouvelle fonction les airs de suffisance dont il a pris l'insupportable habitude. On pourra continuer à en sourire, mais ce ne sera plus dangereux. Le métier sera moins lucratif, peut-être, mais le personnage est déjà loti. En sept ou huit ans d'exercice, le directeur du département de la police a pu faire embellir la propriété de sa femme, se faire construire un beau palais à la campagne et meubler richement, quoique sans goût, l'appartement dont il dispose à Saint-Pétersbourg.

Jamais surintendant ne trouva de cruelles,

disait-on jadis en France.

Les directeurs de police en trouvent moins encore en Russie, et sans bourse délier, ce qui est tout bénéfice.

Enfin, pour comble de bonheur, les satisfactions d'amour-propre ont complété les dons de la fortune. Six grandes récompenses de la part de l'Empereur... et l'honneur de serrer la main des plus hauts fonctionnaires dans les salons de la comtesse Kleinmichel, en voilà plus qu'il n'en faut pour consoler M. Pierre Dournowo de quelques blessures infligées à sa vanité!

Son successeur, le général Pétroff, a fait toute sa carrière dans l'armée où ses aptitudes d'administrateur ont été de tout temps appréciées par ses chefs. Il a su conquérir également les sympathies de ses camarades et on est en droit d'espérer qu'il sera à la hauteur de ses nouvelles fonctions. Chargé d'assurer la tranquillité du pays, le directeur de la police d'État a besoin de mériter la confiance publique encore plus que de témoigner d'une énergie salutaire. Le caractère droit et franc du général Pétroff nous garantit que la répression en Russie ne sera plus l'œuvre de l'arbitraire mais simplement l'accomplissement de la loi. Sa tâche lui sera d'ailleurs facilitée par ses substituts, M. Sabouroff, Stuart et Sémiakine, dont la loyauté et le tact ont eu l'occasion de se manifester maintes fois dans des questions d'une nature très délicate.

La direction de la gendarmerie est confiée au général Chébéko, avec le titre de substitut du ministère de l'Intérieur. Son intelligence est ordinaire mais son honnêteté au-dessus du soupçon; gouverneur de Kichineff en 1877, il eut l'occasion de rendre quelques services signalés à plusieurs courtisans qui conçurent pour lui une vive amitié. La guerre terminée, ils se sont employés à son avancement, et le général Chébéko, autrefois assez obscur, s'est ainsi vu tout à coup placé en pleine lumière. Il a montré qu'il n'était pas inférieur à la position importante qu'il occupe.

§ 3. — Les Gouverneurs.

En principe, le ministère de l'Intérieur a la haute main sur toute la grande administration provinciale. C'est une

nécessité, mais c'est un malheur aussi pour le ministre qu'on fait responsable de maladresses qu'il ne peut toujours éviter ni quelquefois réprimer. La Russie est si grande qu'il a bien fallu reconnaître à chaque grande région une sorte d'autonomie administrative et investir les gouverneurs généraux de pleins pouvoirs. Quelques-uns d'entre eux en abusent.

Je ne parle pas bien entendu des gouverneurs, hommes de cour ou hommes de guerre, tels que le Grand-Duc Serge, les généraux Gourko, Kokhanoff, comte Ignatieff, frère du célèbre diplomate, Schérémétieff, Gorémykine, Baronoff, Kossitch, etc. Ceux-ci s'appliquent à faire régner la justice et savent atténuer les mesures de rigueur qui leur sont imposées.

Avec de tels hommes, Saint-Pétersbourg pourrait dormir sur ses deux oreilles sans s'inquiéter des questions intérieures. Par contre, on aurait beau examiner, avec un parti pris d'indulgence, la conduite de plus de quatre-vingts gouverneurs ordinaires de province et de trois grands préfets de ville — *gradona-tschalnick*, — on trouverait à grand'peine dix administrateurs expérimentés et attachés à leurs devoirs. Encore ces derniers ont-ils tous recu une éducation militaire. Les autres sont ou des scribes gradés, ou de simples bons vivants, ayant accepté le poste parce que, somme toute, on y est bien et qu'il vaut mieux être le premier en province que le dernier ou même le second à Saint-Pétersbourg.

En ce qui concerne l'accomplissement de leurs fonctions ils rédigent ou font rédiger régulièrement les rapports officiels qu'ils expédient à Saint-Pétersbourg, et c'est tout. D'initiative, point. Est-ce qu'un gouverneur civil aurait jamais le courage de proposer une améliora-

tion à son ministre, au cas où il aurait eu la capacité de la ruminer ?

Les gouverneurs appartenant ou ayant appartenu à l'armée laissent, au contraire, partout sur leur passage, des traces de leur activité. Le gouverneur de Lifflande, par exemple, le général Zinovieff, a inspiré au ministère l'idée de s'occuper de la russification du pays allemand, et c'est de son gouvernement que date la réunion intellectuelle à la Patrie commune des provinces conquises il y a deux cents ans. Le prince Troubetskoï, gouverneur de Minsk, a favorisé la lutte contre l'Allemagne sur le terrain économique et a modéré l'ardeur de la propagande polonaise. Le gouverneur d'Oufa, le général Norde, ancien hussard des gardes du corps, apprécié de tout le monde militaire pour son caractère énergique et loyal, est consulté à chaque instant sur le choix ou le rejet de telle ou telle mesure administrative. Les arrêtés du gouverneur de Soratoff, le célèbre général Kassitsch, aujourd'hui commandant d'un corps d'armée, touchent à l'hygiène, à l'économie domestique, au bien-être du peuple, et ils excitent l'admiration tant ils sont merveilleusement appropriés aux besoins de ses administrés. Homme d'initiative, il encourage les initiatives individuelles et sait persuader aux plus humbles d'oser sortir des ornières de la routine.

§ 4. — Le général Nicolas Baranoff.

Le gouverneur de Nijni-Novgorod est ce vaillant Baranoff qui s'est acquis une si belle réputation sur la mer Noire où il commandait la *Westa*, vapeur en bois qui terrassa un cuirassé turc. Esprit positif et universel,

d'une érudition peu commune, M. Baranoff s'est plié sans peine aux exigences d'une administration tout à fait spéciale dans un pays qui est, une fois par an, le rendez-vous de tous les marchands d'Asie et de Russie. Rien de plus épineux que de faire entendre raison aux marchands russes qui se défendent contre l'évidence avec une opiniâtreté sans égale et qui affectent, à s'y méprendre, l'ahurissement, pour éluder les règlements qui ne leur plaisent pas. C'est quelquefois à rendre fou. Le général Baranoff a réussi à leur faire comprendre ses arrêtés qui ont pour but de mettre un peu d'ordre dans leurs affaires. Il a fait mieux ; il leur a donné le goût des grandes entreprises et leur a inspiré le désir de sortir de leurs retraites et de nouer des relations avec le monde civilisé. C'est presque une révolution.

Par ce que le général Baranoff a fait sur un théâtre relativemement restreint, on peut juger de ce qu'il ferait sur un plus vaste.

Dernièrement, il luttait contre le choléra régnant à Nijni-Novgorod avec un courage chevaleresque qui rappelle la conduite du duc de Richelieu à Odessa. Les ordres du jour qu'il a publiés, à cette occasion, pour rassurer la population, sont des modèles du genre, dignes d'aller à la postérité. Il est parvenu à enrayer les progrès de l'affreuse épidémie, malgré l'ignorance crasse du bas peuple et malgré l'affaissement des personnes de son entourage.

Les grandes qualités du général Baranoff sont nécessaires à la Russie. Nul n'a plus approfondi que lui l'histoire et la politique commerciale des régions de l'Est. Le diplomate Zinovieff s'est persuadé qu'il est inoubliable en Perse. Qu'on envoie donc le général Baranoff à Téhé-

ran. Lui seul est capable de faire la conquête du marché d'Orient pour les industriels et les commerçants russes, et de lutter contre les intrigues étrangères près de la cour de S. M. le schah de Perse.

Je pourrais arrêter sur le nom du général Baranoff, ma revue des excellents gouverneurs de province, celui-ci pouvant passer pour le meilleur. Toutefois, il serait injuste de n'en point mentionner après lui quelques-uns qui ne laissent point que d'avoir un réel mérite. Je cite donc au courant de la plume : le général Grodékoff, ancien compagnon d'armes de Skobéleff, actuellement gouverneur du bassin de Syr-Daria, le général Korolkoff, gouverneur du Fergan, le général Schipoff, gouverneur du pays de l'Oural, le général comte Millioutine, fils de l'ex-ministre de la Guerre, gouverneur de Koursk ; ce dernier est véritablement possédé du génie administratif.

Voilà, sauf omissions involontaires, le personnel dont le ministère de l'Intérieur a le droit de se glorifier. Encore doit-on observer que cette poignée d'hommes de mérite a reçu son éducation au ministère de la Guerre. Nouvelle preuve que nos institutions militaires ne sont pas seulement l'école du courage et du patriotisme. Il n'y en a pas de meilleure pour former des administrateurs capables et irréprochables. Je sais bien que même parmi les fonctionnaires civils, il serait possible de découvrir des hommes de valeur, voire même des personnages éminents. Malheureusement ils se noient dans la foule des concussionnaires, des incompétents et des nuisibles. Je n'ai pas autorité pour opérer le triage.

Quand on songera à remplacer les derniers, on n'aura qu'à faire appel au dévoûment des retraités avant l'heure. Ils composent un fonds de réserve pour ainsi

dire inépuisable, et comme la rancune n'est pas le défaut des Russes, surtout quand il s'agit du service de la Patrie, nous verrons les disgraciés mettre de côté l'amour-propre froissé et reprendre leurs fonctions, dès que l'Empereur aura réclamé leur concours.

Le général Orgevsky, notamment, est de ces patriotes que rien ne rebute; on a eu beau méconnaître les services de premier ordre qu'il a rendus dans l'Administration, son expérience n'a été pas définitivement perdue pour le pays, et il n'a pas tardé à reprendre sa place parmi les plus hauts fonctionnaires comme général-gouverneur de Vilna. On connaît, en Russie, l'origine assez futile de sa retraite.

L'intrigue, qui ne perd jamais ses droits et qui est, à vrai dire, le fléau inexterminable de toutes nos institutions, s'empara d'un incident pour dauber Orgevsky. Celui-ci n'eut pas la philosophie de laisser passer l'orage. Il donna sa démission. Alexandre III le laissa partir avec regret, non sans lui dire « au revoir » en lui serrant la main.

Les mauvaises langues étaient parvenues à priver pour un moment la Russie d'un de ses meilleurs serviteurs. Elles prennent leur revanche en prêtant à de véritables fous l'appui de leurs influences.

Je n'exagère point. Le préfet de la ville d'Odessa, par exemple, le contre-amiral Zélioni, est un psychopathe avéré. Le règlement des affaires de sa compétence dépend uniquement de l'humeur dont il est au moment où il lit les rapports et reçoit les pétitionnaires. On cite de lui des actions tellement extravagantes qu'on se demande pourquoi il n'a pas reçu cent fois sa révocation par dépêche et sans plus ample informé. On l'a vu se

rendre à minuit dans les maisons publiques pour en chasser à coups de bâton les clients qui poussaient des cris de frayeur et se sauvaient dans la rue en chemise On l'a vu aussi expulser les juifs de leurs bazars, par le même procédé sommaire [1]. Il a fait arrêter des étrangers coupables de ne pas l'avoir salué et d'avoir ignoré qu'ils passaient devant Monsieur le Gouverneur. Parfois les agents de police d'Odessa se mettent soudain à la poursuite des promeneurs des Boulevards et font en un clin d'œil place nette : on croit à une catastrophe ; pas du tout, c'est une lubie de l'amiral.

Dans son cabinet le gouverneur d'Odessa donne des preuves aussi éclatantes de son déséquilibrement. Un jour, une jeune fille vint le prier de vouloir bien certifier qu'elle n'était pas mariée. Mais lui de crier à tue-tête : « Est-ce que je le sais, si vous êtes fille ? est-ce que vous m'avez donné le moyen de le vérifier ? comment voulez-vous que je certifie ce que je ne sais pas ! ». On s'imagine la confusion de la pauvre fille, d'autant plus que le cabinet était, en ce moment, rempli de solliciteurs, hommes et femmes.

Les habitants d'Odessa prennent leur mal en patience en tournant en dérision leur gouverneur qu'ils ont surnommé le « fol amiral ». Le fâcheux, c'est que notre grand port de la mer Noire est une ville cosmopolite, et que les innombrables étrangers de passage en emportent l'idée la moins flatteuse pour l'Administration russe. A qui se plaindre ? Le Tsar est trop haut et le ministre trop occupé !

[1] Les antisémites peuvent réclamer comme un de leurs partisans les plus déterminés l'amiral Zélioni à jeûn ; par contre il devient le plus chaud admirateur des sémites quand il a bu du champagne

§ 5. — Ministère des Finances.

Le titulaire du ministère des Finances était récemment M. Vischnégradsky. C'est un réformateur. Il a commencé par rétablir le bon ordre dans son département et mettre un frein aux dépenses injustifiées de quelques subordonnés. M. Kobéko, par exemple, qu'il trouva président de son conseil, avait introduit parmi ses collègues des mœurs singulières, et ses débordements étaient depuis longtemps la fable de la ville. Vieux beau sur le retour il était tombé amoureux de la belle Irma, non moins fameuse à Saint-Pétersbourg que Fatma à Paris ou à Rouen. Irma avait les dents longues, et pour apaiser sa voracité M. Kobéko mit à ses pieds une somme qu'on n'évalue pas à moins de dix millions. La fortune privée de Kobéko ne comportait point une telle prodigalité, et, d'autre part, on le savait incapable de puiser à même dans les caisses du fisc. Que faisait Kobéko? Il signait des billets à ordre qu'on lui escomptait à 30 pour 100 de perte dans les banques de bas étage, et comme il fallait, quand même, reconnaître l'obligeance des usuriers, on favorisait de tout son pouvoir les affaires louches et les émissions équivoques. Le scandale fut énorme quand le pot aux roses fut découvert. M. Kobéko avait la réputation d'un homme d'esprit, bon jusqu'à la faiblesse, mais sa probité était restée indiscutée. On s'étonna qu'une passion féminine l'eût aveuglé au point de lui faire compromettre ses fonctions et commettre des sottises frisant l'indélicatesse. On en souffrit, et il paie cher aujourd'hui ses anciennes aberrations.

Avec M. Vischnégradsky, le système des folles dissipations a pris fin ; se modelant sur leur chef, les subordonnés ont diminué leurs dépenses personnelles, et Kobéko, nommé par lui directeur de la Chancellerie, fait comme ses collègues. M. Vischnégradsky n'appartient pas à la carrière et il a passé par bien des avatars avant de parvenir à la haute situation qu'il occupait hier, à la satisfaction générale. Il a débuté dans la vie comme professeur à l'Institut Technologique, et le hasard le fit passer ensuite au service d'une compagnie de Chemins de fer. Il était lancé dès lors dans le monde de la spéculation et son intelligence s'assouplit promptement à un genre de vie tout nouveau pour lui. Les rares facultés qu'il déploya dans l'administration des railways du Sud-Ouest le désignèrent à l'attention de la Russie, et l'Empereur, s'étant convaincu que sa réputation n'était point surfaite, lui confia d'emblée les finances de l'empire.

M. Vischnégradsky a rendu de grands services dans son poste où il a introduit et mis en pratique beaucoup d'idées neuves, fruits de son expérience. Réformant la comptabilité, il a su diminuer de plusieurs millions les intérêts de la dette extérieure, sans recourir à aucun expédient pour réaliser cette notable économie.

Si l'on excepte le substitut, M. Terner, qui sait son métier, MM. Toukholka, Berr et les deux Timiriazeff, qui se font estimer à cause de leur droiture et qui gèrent convenablement le service des douanes, le reste des hauts employés ne compte pas et tout repose sur l'initiative du ministre. Beaucoup de jeunes et de vieux gommeux que hante l'image de la belle Irma et qui se désolent de n'avoir pas les moyens de lui offrir des troïkas de cent mille roubles, peuplent le ministère des Finances,

et à Saint-Pétersbourg comme à Paris roulent des cigarettes en attendant l'heure de la sortie.

J'ai tenu à faire l'éloge de M. Vischnégradsky, ministre des Finances, mais tandis que cet ouvrage était sous presse, la maladie, ayant vaincu les forces de cet homme d'État, l'Empereur a cru devoir lui donner sa retraite, et lui a adressé, à cette occasion, un rescrit des plus flatteurs. C'est un tout jeune homme, M. de Vitté, qui a succédé à Wischnégradsky. Inconnu naguère M. de Vitté est devenu vite un de nos hommes d'État les plus remarquables, et d'après ce qu'il a fait depuis quelques jours on peut espérer qu'il rendra de très grands services à la Russie dans son développement commercial. Chef d'une station de chemins de fer hier et ministre aujourd'hui, cela prouvé que ce n'est pas un homme ordinaire. Son savoir, servi par une intelligence remarquable, le place sur la ligne des premiers hommes d'État.

§ 6. — Le Ministère de la Justice.

Un grand désarroi règne dans les autres ministères. Les accusations d'indélicatesse et de concussion y sont communes, et c'est presque un proverbe de dire que tout ce qui est susceptible d'être volé y est volé sûrement. C'est ainsi qu'on assure que le département de la Justice ressemble à un marché, et on prétend qu'à l'Instruction publique les maîtres de province manquent de souliers, tandis que les professeurs de la capitale sont obligés de courir le cachet.

Je répète les bruits qui courent sans m'en porter garant, bien entendu, et surtout sans faire remonter la

responsabilité du désordre aux deux titulaires de la Justice et de l'Instruction publique.

M. le sénateur Manasséine dirige le premier de ces ministères. Il s'est rendu célèbre en revisant les tribunaux des Provinces Baltiques, conformément aux décrets portant russification de ces pays. L'œuvre était difficile et délicate. M. Manasséine s'en est acquitté avec tact et fermeté, justifiant pleinement la confiance que l'Empereur et la Russie avaient placée en lui.

Dans le reste de l'empire, le ministre n'a qu'à laisser aller les choses et ses fonctions se résument en une surveillance active du personnel, tâche scabreuse, car les magistrats sont nombreux et parfois sujets à caution. L'institution, par elle-même, jouit d'une organisation à peu près parfaite, depuis les grandes Réformes d'Alexandre II. Nulle part l'instruction, le jugement et l'exécution des procès ne s'expédient plus rapidement qu'en Russie. Il ne reste qu'à fixer, avec précision, la ligne de démarcation entre la justice proprement dite et la police. La tendance de celle-ci à empiéter sur le domaine de celle-là, a toujours été manifeste, et malheureusement les dernières circulaires du ministre de l'Intérieur donnent un point d'appui à ses usurpations. Les nouveaux chefs de zemstwos, qui exercent de véritables fonctions judiciaires, ne se font pas faute d'aggraver cette situation déjà trop tendue et, leur ignorance aidant leur mauvais vouloir, entravent littéralement l'action des magistrats.

Quel remède à ce conflit, demande-t-on? Je n'en vois aucun pour ma part, sinon l'intervention personnelle de l'Empereur.

§ 7. — Le Ministère de l'Instruction publique.

Le comte Delianoff, ministre de l'Instruction publique, est un honnête vieillard, fort respecté dans le monde, mais sans autorité dans ses bureaux. Le sourire éternel figé sur ses lèvres et un esprit de reparties ingénieux et spontané, lui ont valu auprès des dames la réputation de « bon célibataire », ce qui n'est qu'à moitié juste, la comtesse Délianoff vivant toujours, retirée à Paris. On chercherait en vain ce qui lui a valu sa place, à moins qu'on ne mette en ligne de compte les petits talents de société où il excelle, à la grande joie des Enfants Impériaux et au grand désespoir de M. de Giers et du prince Dondoukoff-Korsakoff, ses rivaux dans l'art de plaire aux parents en amusant les bébés.

Il est fâcheux qu'une plantureuse sinécure ne soit pas vacante, par exemple la présidence du Conseil des ministres où l'on va tuer le temps en causant avec des camarades, sans trop s'inquiéter des graves et ennuyeuses affaires de l'État. On y caserait le comte Délianoff et celui-ci laisserait le portefeuille de l'Instruction publique à l'homme compétent que l'opinion a désigné d'avance, au curateur de Saint-Pétersbourg, M. Kapoustine, qui s'est acquis une si belle réputation comme recteur de l'arrondissement de Iouriew.

L'Empereur, dans sa jeunesse, s'est montré partisan convaincu de la diffusion de l'instruction parmi le peuple. Les écoles professionnelles avaient principalement attiré son attention et, dès son avènement au trône, il a essayé d'en doter la Russie. Les premières tentatives

ont échoué. Il n'est pas de volonté souveraine et autocratique qui tienne devant la résistance passive des bureaux s'obstinant dans la routine et battant en brèche toute innovation qui s'écarte du système Tolstoï, et dans cette question des écoles professionnelles ils ont eu raison deux fois de l'initiative d'Alexandre III lui-même.

L'affaire fut reprise, en effet, après le congrès de l'instruction professionnelle tenu à Bordeaux. L'assemblée générale y avait décidé que la réunion suivante aurait lieu à Saint-Pétersbourg, et le délégué de la Russie, M. Miassoiédoff, en fit son rapport à Sa Majesté. L'Empereur agréa la proposition avec joie et donna ordre à son ministre de l'Instruction publique de s'occuper, sans retard, des travaux préparatoires, de lancer des invitations dans toute l'Europe et d'offrir aux délégués, pendant la durée de leur séjour à Saint-Pétersbourg, une hospitalité digne du plus grand empire du monde, le tout aux frais de la Couronne. Le ministre chargea de cette affaire son adjoint le prince Wolconski, qui, mesurant d'un coup d'œil les résultats probables de ce congrès, se promit de le faire avorter. Après avoir longtemps éludé l'exécution de la volonté de l'Empereur, il prétexta que les matériaux nécessaires à la construction et à l'ameublement des locaux étaient la propriété de la Société Technique et qu'il n'avait pas sur elle droit de réquisition. Finalement il déclina l'organisation du congrès des écoles professionnelles.

L'empereur, ne pouvant examiner par lui-même les détails de chaque affaire, tint pour bonnes les raisons du comte Délianoff et du prince Wolconski. Les amis des ténèbres et de la routine ont triomphé une fois de plus, et les espérances conçues à l'avènement d'Alexandre III

par les partisans de la lumière et du progrès, ont été encore ajournées. Ce n'est, espérons-le, que partie remise. M. Kapoustine est l'homme qui attachera son nom à la grande réforme de l'Instruction publique en Russie, et son arrivée au pouvoir est proche.

Enlever aux fonctionnaires la direction des écoles pour l'attribuer aux membres du corps enseignant, assurer aux professeurs un traitement honorable et décent, tel sera, croyons-nous, la première partie du programme du futur ministre. Les écoles professionnelles viendront ensuite et le développement de toutes nos institutions scolaires suivra graduellement. Car il y a beaucoup et partout à faire dans cette branche de l'Administration. Et le plus pressé est de trouver un gros fromage de Hollande ou loger le « bon célibataire » et l'obstiné routinier, le prince Wolconski.

§ 8. — Le Ministère des Domaines et le Département des Apanages.

Les anciens officiers de la garde qui n'ont que leur retraite pour vivre, et les fils de nobles ruinés, n'ont plus qu'une ambition en Russie : entrer au ministère des Domaines et spécialement dans le département des Apanages, non pas même à titre de fonctionnaires, mais simplement en qualité de surveillants d'arrondissement de forêt, autrement dit de gardes forestiers en chef. C'est le poste où ils trouvent les meilleures occasions et les plus lucratives pour se refaire. Rien ne leur est plus facile, en effet, que de vendre des bois entiers sans que leur ministre en sache rien, et si, par hasard, leurs chefs

immédiats en sont informés, ils partagent entre eux le prix de la malversation et tout est dit.

D'un bout de la Russie à l'autre, le pillage est la règle dans l'administration des Domaines d'un côté et des Apanages de l'autre, et les efforts de certains ministres, comme M. Ostrowski dans les Domaines, et le comte Worontzow-Dachkoff, dans les Apanages, sont impuissants à réagir contre une tradition de désordre qui semble indéracinable.

C'est une véritable calamité pour le pays, car nulle puissance au monde ne possède une réserve nationale aussi formidable. Il suffirait, je ne dis pas d'une gestion consciencieuse, mais seulement d'une exploitation régulière, pour en tirer des trésors qui allégeraient de moitié peut-être les dépenses du fisc, et, partant, les charges des contribuables. Hélas ! il n'en est rien. Les vastes domaines de l'État, quelques-uns aussi étendus que des provinces, constituent pour le gros du peuple des richesses intangibles, et, pour les employés du ministère, une source inépuisable de bénéfices énormes et frauduleux. Il règne dans ces administrations, comme dans celle des Intendances, une anarchie sans bornes et des ténèbres impénétrables. C'est le cercle enchanté de la dilapidation, et l'homme de bien qui vient à le franchir subit le charme comme les autres. Il y perd soudainement toute notion d'honnêteté.

Quelques personnes de marque sont admises, de temps à autre, à participer au perpétuel festin de Gamache de ces messieurs.

Une princesse Galitzine, par exemple, a-t-elle besoin de faire une bonne spéculation ? Le ministère des Apanages lui cède, voilà tantôt quinze ans, deux cent mille

déciatines de forêt vierge, le long du fleuve Petchora, à raison de trente kopecks la déciatine, et avec faculté de payer à longues échéances échelonnées. Elle revend sa forêt à une compagnie étrangère, au prix de huit, dix et douze roubles la déciatine, et le rouble vaut cent kopecks !

Je pourrais citer une autre cession de forêt vierge dans la province d'Arkhangelsk, consentie à une compagnie anglaise, il y a vingt ans. Les bénéfices réalisés actuellement dépassent vingt-sept millions de roubles, et le tiers du bois acheté n'est pas encore coupé.

Ces deux faits sont topiques, n'est-ce pas ? Eh bien ! ils se reproduisent cent fois par an, toujours ausssi scandaleux, dans un pays où le paysan n'a pas souvent un arbre sur son lopin de terre marécageux. Il a, objectera-t-on, le droit de couper dans les forêts domaniales le bois nécessaire à ses constructions. C'est vrai, mais ce droit est soumis à telles formalités que, tout compte fait, le moujik aime encore mieux l'acheter tout préparé dans les entrepôts et chantiers.

Espérons que M. Yermoloff, le nouveau successeur de M. Ostrovsky, mettra fin à ces criants abus. Sa réputation de bon administrateur lui a valu son avancement et il sera secondé dans sa tâche d'épuration par ses adjoints, MM. Vischniakoff, Skalkowsky et Kalatchoff, dont l'initiative et l'énergie sont connues de tout le monde.

§ 9. — Ministère des Ponts et chaussées.

Je pourrais formuler d'aussi graves critiques sur le fonctionnement du ministère des Ponts et chaussées,

mais je crains de fatiguer le lecteur à force de le promener à travers tous ces dédales d'incapacités, de présomptions et de concussions. Le peuple a flétri cette administration du sobriquet significatif de « casse-pieds ». Les voyageurs tués ou estropiés sur les routes et chemins de fer qu'elle ébauche et ne construit pas, ne se comptent plus, en effet. La faute en est à l'impéritie et au manque d'honorabilité des employés qu'elle recrute avec une incroyable insouciance.

Pour être admis à faire partie de l'administration des Ponts et chaussées, il suffit d'avoir passé quelque temps sur les bancs de l'école. Avec un peu de protection, sans aucune expérience pratique, vous êtes bombardé constructeur de route et vous vous affublez du beau titre d'ingénieur. Un ingénieur, chez nous, c'est l'homme qui a une position sûre et qui est, tout jeune, sur le chemin de la fortune. Aussi le rêve de tous les parents un peu aisés est de caser leurs enfants dans une place d'ingénieur. Pour peu que ceux-ci aient passé par l'Institut, ils obtiennent d'emblée, sans examen technique, des sections de chemins de fer à construire.

Aussi qu'arrive-t-il ? les travaux sont si mal exécutés, qu'avec une vitesse de vingt verstes à l'heure, les accidents et déraillements sont beaucoup plus fréquents sur nos voies ferrées que sur celles de tout le reste de l'Europe où les trains parcourent soixante, soixante-dix verstes et davantage à l'heure.

Le nom d'ingénieur est devenu injurieux en Russie. On s'en sert pour désigner l'homme qui s'enrichit trop vite, qui vole impudemment et impunément sur les devis de constructions, qui reçoit des pots-de-vin des entrepreneurs pour reconnaître qu'une ligne nouvelle est

bonne à exploiter, et pour déclarer excellents les matériaux les plus défectueux du monde. Ingénieur des Ponts et chaussées n'est pas seulement synonyme de voleur en Russie, il veut dire aussi ignorant et hâbleur.

Les ingénieurs dépendent d'un ministère spécial. Les « casse-pieds » en chef ont été jusqu'à ces derniers temps des incapables ne connaissant pas le premier mot de l'œuvre immense à laquelle ils présidaient, et dépourvus d'autorité sur les écoliers en uniforme qui étaient censés travailler sous leurs ordres. Les Possiète et les Gubbenète ont dû leur nomination à des intrigues de salon, poussés à ce poste par des hommes d'État en jupons.

Ils ont été remplacés dernièrement par M. de Vitté, qui, lui, n'a rien de commun avec ce monde de convention. C'est un homme absolument nouveau, étranger à toute coterie, inconnu même du monde officiel. Il a vécu dans son cabinet de travail et dans les chantiers. Il ne fait pas partie du corps du génie, mais, connaissant à fond et pratiquement l'administration des chemins de fer, il s'est fait remarquer par son intelligence et son activité.

M. de Vitté a été recommandé à l'Empereur par M. Vischnégradsky, et, chose rare en Russie, a obtenu d'emblée le portefeuille de ministre, sans passer par les divers degrés de la hiérarchie. Il a justifié la confiance du Souverain, et il a prouvé que si les vieux généraux sont les meilleurs serviteurs de la Patrie, les bons travailleurs de l'État se trouvent surtout parmi les hommes du peuple.

M. Vischnégradsky l'avait prouvé avant lui. Il a suivi ses traces.

L'Empereur a été tellement satisfait de ses services aux Ponts et chaussées, qu'il lui a donné aux Finances la succession de son protecteur, qui savait aussi bien se choisir ses collaborateurs que gouverner un si vaste ministère.

Son successeur aux Ponts et chaussées est M. Krivochéine. Il est nouveau dans la carrière mais on vante sa bonne grâce et son esprit d'initiative.

VII

LA POLITIQUE GÉNÉRALE

L'histoire générale de l'humanité montre que tout peuple sur la terre a reçu une mission spéciale, qu'il grandit et se développe uniquement en vue de l'accomplissement de cette mission, et non point pour la satisfaction de ses intérêts matériels.

L'histoire particulière de la Russie prouve que cette grande nation a reçu la mission de civiliser l'Orient, et elle fait voir, en même temps, que le peuple russe y a été constamment fidèle, en dépit des obstacles accumulés sur sa route par la jalousie des différents peuples de l'Europe. Ces obstacles, on peut les multiplier encore, les rendre plus formidales, rien ne nous fera dévier de la voie où Dieu même nous a engagés, rien n'arrêtera notre marche irrésistible.

Les nations occidentales ont maintenant toutes passé par leur apogée, et l'observateur perçoit en elles des symptômes de décadence intellectuelle et morale.

La plupart d'entre elles ont abjuré les nobles idées de chevalerie qui faisaient que jadis on se battait pour la gloire et pour l'honneur. Elles luttent pour l'argent, c'est une course effrénée vers la richesse, et les mar-

chands anglais dictent des lois à la politique, laquelle se conforme de plus en plus aux intérêts de la Cité.

La politique, autrefois, était le résultat des combinaisons diplomatiques, et les modifications opérées dans les régimes gouvernementaux ou même dans les divisions géographiques, n'entravaient en rien la vie intellectuelle des peuples, tenus à l'écart des événements et poursuivant en paix leurs travaux ou leurs spéculations métaphysiques.

La grande Révolution française a changé cet état de choses. La vie politique et la vie intellectuelle sont maintenant confondues, et les ouvriers de la pensée, renonçant aux belles abstractions artistiques ou littéraires, dirigent leurs méditations du côté des questions gouvernementales et administratives.

La contagion est universelle dans les pays de Constitution, et sauf deux ou trois douzaines de retardataires originaux, s'obstinant dans la rêverie et la philosophie, tous les littérateurs sont devenus des théoriciens de la politique, usant des talents qui auraient pu être utiles ou agréables à leurs contemporains, en polémiques oiseuses et en dissertations absurdes sur les contrats sociaux et autres fadaises. De là ce labyrinthe inextricable de convictions, signe non équivoque de la décadence intellectuelle. De là encore, ces productions hâtives de la presse périodique, qui n'instruit jamais et corrompt presque toujours, marque évidente de la décadence morale.

En Occident, dans le passé, la prépondérance n'a jamais appartenu au même peuple. Elle était l'apanage temporaire tantôt de l'un, tantôt de l'autre, suivant que celui-ci ou celui-là témoignait d'une ferveur plus grande

à l'accomplissement de sa fonction de chrétien. La France de Saint-Louis, l'Allemagne de Barberousse, l'Angleterre d'Édouard III, l'Espagne de Charles-Quint, l'Italie de Léon X, ont tour à tour commandé au monde du moyen âge et de la Renaissance, mais toujours quelqu'un a dominé son siècle, phare lumineux guidant tous les hommes dans la voie du progrès et de la civilisation.

Aujourd'hui, personne, parmi les nations vieillies, n'exerce cette sorte de magistrature suprême, ni n'est tenté de l'exercer? à quoi bon? quand on n'a plus d'idée à propager, il est inutile d'allumer un flambeau vers lequel ne se dirigeraient plus les hommes asservis par les besoins croissants du bien-être et du luxe. Les rivalités de grandeur ont fait place aux rivalités de commerce. On ne se bat plus que sur les terrains économiques, et si les luttes menacent d'y devenir plus âpres et plus sanglantes qu'ailleurs, du moins elles font place nette à la seule nation qui ait conservé sa croyance, persuadée que Dieu ne lui a pas conféré la puissance et la force pour augmenter, de gré ou de force, le nombre de ses marchés et l'importance de ses débouchés.

Il est possible que la Russie soit aussi atteinte un jour de la lèpre du matérialisme; mais pour le moment elle ne songe guère à accroître ses richesses. Trop de barbares entourent ses frontières de l'Est pour qu'elle pense à s'endormir au sein d'une sécurité néfaste, et elle sait qu'il lui appartient de les faire entrer dans le concert des nations civilisées.

Et c'est ici le cas de rappeler ce que j'ai dit dans un autre chapitre, à savoir que la Russie est toujours fidèle au rôle accepté par elle, il y a plus de six cents ans.

C'est contre elle que les Tartares, ces éclaireurs sauvages de l'islamisme, ont dirigé leurs efforts les plus furieux. Ils ont pu l'entamer, mais l'opiniâtreté de nos ancêtres a eu raison, en définitive, de leurs hordes sanguinaires. Non seulement ils les ont chassées ou converties, mais, cette œuvre de déblaiement accomplie, ils ont attaqué hardiment le gros de l'armée musulmane abritée derrière elles. La Crimée, leur dernier royaume en Europe, a été réduite au rang de province moscovite sous Catherine II. La vaste Sibérie, où les Mongols pensaient avoir l'espace sans bornes pour se dérober à nos poursuites, est devenue un fief d'Ivan IV, qui a aussi conquis Kazan. Le sultan terrible d'Astrakhan a capitulé devant les armées de Pierre le Grand. De nos jours, les despotes du Turkestan et du Caucase, les khans de Turkoménie, de Khiva, de Bokhara, de Merv ont incliné le croissant orgueilleux devant la croix des Tsars blancs, Alexandre II et Alexandre III, et, reconnaissant leur défaite, se proclament leurs humbles vassaux. En même temps, la presqu'île des Balkans a été délivrée du joug des Turcs, et des conquêtes de Mahomet II il ne reste plus au Commandeur des croyants que quelques districts de l'ancienne Thrace et la ville jusqu'à présent intangible de Constantinople.

En opposant ainsi un rempart infranchissable aux invasions tartares et musulmanes, la Russie a permis à l'Europe occidentale de progresser en paix et de recueillir, pour le plus grand bonheur des peuples, tous les fruits divins de l'Évangile.

N'ayant jamais sollicité ni reçu le secours de personne, il semble que la grande et l'éternelle dévouée eût pu compter au moins sur la reconnaissance des nations

qu'elle avait obligées. Elle n'a rencontré que la plus noire ingratitude. Les services rendus ont dû paraître impayables à ceux qui ne croient ni au désintéressement ni à la solidarité humaine. Ils ont pris le parti de les nier et, jusqu'au dix-huitième siècle, l'Europe a feint d'ignorer l'existence de l'immense Moscovie. Depuis, quelques envieux se sont même efforcés d'effacer les traces de nos victoires. Est-il nécessaire de rappeler ces coalitions monstrueuses nouées au profit de l'islamisme entre peuples chrétiens contre les chevaliers du christianisme?

J'en ai parlé déjà et j'ai montré que si notre marche en avant se trouvait retardée par suite de honteuses intrigues, du moins le découragement ne s'était jamais emparé de nos âmes. Bien mieux! sacrifiant à sa mission ses plus légitimes rancunes, la Russie n'a jamais hésité à pratiquer à l'égard de ses adversaires baptisés la plus sublime des vertus chrétiennes, le pardon des injures. Elle leur a rendu le bien pour le mal, les protégeant, suivant les circonstances, et contre eux-mêmes et contre leurs ennemis extérieurs.

L'histoire écrite peut rester muette ou afficher la mauvaise foi la plus insigne; l'histoire vraie, celle qui a été gravée en lettres de sang par la pointe de l'épée, parle plus haut que les silences intéressés et elle éclaire d'un jour lumineux les grands événements européens. Cette histoire vit dans la tradition et dans la mémoire des hommes, et elle raconte que l'hégémonie de l'Autriche-Hongrie a été fondée et consolidée par les Slaves qui, depuis Scanderberg jusqu'à Sobieski, ont repoussé cent fois l'armée ottomane prête à se ruer sur le Saint-Empire et à transformer en mosquée la cathédrale de Vienne.

Qui a préservé la Prusse d'une ruine complète de 1807 à 1813? Qui a imploré en sa faveur la miséricorde d'un implacable conquérant? La Russie!

Qui a sauvé la Suisse et l'Italie de l'annexion française en 1798? La Russie, conduite par Souvorow qui renouvelait sur les champs de bataille d'Annibal les exploits de ce grand capitaine.

Qui a rendu la France à elle-même en la débarrassant du militarisme napoléonien, et en la défendant contre les basses vengeances de Blücher? Toujours la Russie, commandée par le magnanime Alexandre I[er], qui poussa la générosité jusqu'à marchander la formidable indemnité de guerre exigée par les Alliés et à la faire baisser de un milliard et demi à sept cents millions.

C'est encore la Russie qui, dans un élan de générosité peut-être irréfléchie, renouait, en 1849, les deux tronçons de la monarchie austro-hongroise, et affermissait le trône ébranlé de cette maison de Habsbourg, qui devait étonner l'univers par son manque de cœur.

Dans toutes ces expéditions, entreprises au nom de la vérité chrétienne pour la liberté des nations, la Russie a dépensé, sans compter, son sang le plus pur et son or si dur à gagner sous son climat rigoureux.

Ses largesses sont illimitées. Pareille à un prodigue dont la fortune est inépuisable, non seulement elle paie les dettes de tous les pauvres et risque la vie de ses enfants pour tous les opprimés, mais encore elle tient constamment table ouverte, et prend place qui veut à son banquet.

Ce n'est pas pour elle seule qu'elle a conquis, en Orient, une situation formidable et un prestige tel que tous les fronts se courbent quand on prononce le nom de son

Empereur : c'est pour tous les peuples chrétiens indistinctement.

Autrefois, les ambassadeurs des cours européennes se prosternaient jusqu'à terre en pénétrant à la Sublime-Porte et se traînaient à genoux aux pieds du trône du Sultan. La Russie est venue à Constantinople, et depuis lors c'est tête haute que tout chrétien se présente devant le successeur de Mahomet.

La Russie est allée à Téhéran, et la jactance du Schah a fait place à une attitude plus humble et plus conforme à sa position précaire. Les vexations que subissaient dans son royaume les voyageurs européens ont pris fin comme par enchantement.

La Russie s'est approchée de Caboul, et la cruauté légendaire des émirs de l'Afghanistan s'est évanouie. Les caravanes ne sont plus pillées et massacrées par leurs ordres, comme naguère dans ce pays de montagnes, et les chefs de peuplade ne sont plus des chefs de brigands. Chez eux les routes sont maintenant aussi sûres qu'au milieu des plaines infinies qui s'étendent à l'est et au sud de la mer Caspienne. Dans ces différentes régions, le nom russe est le nom sacré, comme au moyen âge le nom franc dans l'Asie-Mineure, et il suffit au chrétien de se recommander de sa protection pour être partout salué avec respect.

La Russie a fortifié l'Europe en vue de la lutte éternelle qui met aux prises, à longs intervalles, l'Europe avec l'Asie. Les forces de l'Europe ont beau se retourner, de temps à autre, contre sa bienfaitrice, la Russie ne se repentira pas de lui avoir permis de conserver ses armes.

L'avenir justifiera sa conduite et montrera aux chré-

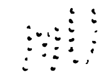
tiens que la politique du dévoûment et du sacrifice est aussi la politique de l'habileté. Le jour viendra, en effet, où la grande *vagina gentium*, l'immense réservoir d'hommes qui s'étend au delà du désert de Gobi, vomira vers l'Ouest le trop plein de sa population, comme aux temps de Tamerlan, de Gengis-Khan et des autres conquérants touraniens de l'antiquité. Nous avons déjà pris contact avec le pays des huit bannières et nous y avons constaté des fermentations belliqueuses. Vienne l'heure où les progrès de la balistique moderne n'auront plus de secrets pour les guerriers sauvages, et ce ne sera pas trop que toute l'Europe en arrière-garde pour repousser leurs assauts furieux.

Une Europe affaiblie en face d'une aussi terrible échéance, ce serait sa dévastation certaine suivant la ruine totale de la Russie, forteresse avancée de la chrétienté.

L'intérêt de la Russie à maintenir une Europe puissante et unie, à exercer même, pour les besoins de la paix, une police paternelle dans les différents États, est donc évident. Les ingratitudes dont nous sommes souvent payés seront à jamais incapables de nous détourner de nos devoirs et nous continuerons, comme par le passé, à donner à chacun de nos frères d'Occident des témoignages manifestes de l'intégrité de nos sentiments et de la sincérité de notre amitié.

Cependant nous nous devons à nous-mêmes avant de nous devoir aux autres, et notre rôle de bienfaiteur méconnu ne saurait dégénérer en celui de dupe.

Pour préparer en sécurité la grande défense du monde chrétien et pour achever en Asie Centrale sa mission civilisatrice, la Russie a besoin de la paix européenne.



Malheur à qui la troublerait sans sa permission et, comme en 1853, tenterait de retourner l'arrière-garde contre le gros de l'armée ! La Russie envisage avec un sceptique dédain les alliances triples ou quadruples, mais comme l'arrogance des conjurés lui déplaît elle a résolu de les tenir en respect en affirmant hautement son amitié pour la nation française, amitié uniquement fondée sur l'union fraternelle des deux peuples et non sur des instruments diplomatiques dont on n'a que faire, quand on est sincère de part et d'autre.

La Russie a fait les premières avances, en 1875, en 1887, en 1891, en intervenant officieusement en faveur de son amie naturelle, en empêchant le fléau de la guerre de se déchaîner sur elle, car il est bien évident que la Triplice est spécialement dirigée contre la France. Comme la Russie a l'habitude de ne conclure des alliances qu'en faveur du maintien de la paix et qu'elle n'est pas menacée directement, elle ne demande rien à la France et il est probable qu'elle ne lui demandera jamais rien en échange de ses services, sinon de ne point être la provocatrice de ses voisins et de ne plus se faire la complice de ceux qui prétendent entraver son action en Asie.

La Russie a prouvé son désintéressement en Europe en dotant d'un gouvernement autonome les peuples chrétiens des Balkans, dont elle a brisé les chaînes, quand il lui était si facile de les annexer à ses provinces du Sud.

Et on l'accuse de rechercher la conquête de Constantinople !

Que ferions-nous de la possession de Constantinople, lambeau détaché de l'empire, où nous ne pourrions accé-

der qu'en demandant permission à nos affranchis? Si la fortune de la guerre conduit jamais une de nos armées dans cette ville, nous nous empresserons de l'en retirer, une fois la paix conclue, et de rendre son bien au Sultan. Notre intérêt bien entendu nous condamne à tout jamais à cette politique qui semble donner une entorse à nos principes de libre extension du christianisme. Mais il faut un gardien aux Détroits et ce gardien ne peut être ni le Bulgare ni le Grec avec lesquels nous tenons à éviter toute cause de dissentiments futurs, encore moins l'Anglais qui a déjà trop de Chypre. Le Sultan seul, le sultan turc, notre adversaire trois ou quatre fois séculaire, offre des garanties de discrétion et d'impartialité suffisantes pour occuper ce poste de confiance. Nous le défendrons donc à l'égal d'un de nos gouverneurs et contre ses ennemis déclarés et contre ses faux amis qui le pillent et le déshonorent sous le couvert du dévoûment, ne lui imposant en retour de notre protection d'autre condition que de barrer le Bosphore aux flottes hostiles à la Russie.

On nous accuse aussi de chercher à réunir en un seul troupeau tous les peuples de la grande famille slave. L'étude superficielle des conditions ethnologiques de ces peuples démontre l'absurdité de l'accusation. La Roumanie, la Bulgarie, la Serbie elle-même, la Macédoine, la Roumélie sont composées d'élément tellement hétérogènes qu'il serait radicalement impossible de nous les assimiler. Tous évidemment appartiennent à la race slave, mais subdivisée en tant de branches qu'il est difficile d'imaginer un assemblage plus dissemblable.

Certes nous réclamons pour chacun de ces peuples la pleine indépendance et nous désirons assister au progrès

de leur civilisation si longtemps comprimée. Mais peu nous importe, au fond, quelle influence préside à ces développements, celle de la Russie ou celle d'une nation étrangère. Quoi qu'on fasse, personne ne parviendra à détacher de la mère-patrie les cœurs de nos frères séparés, et jamais Slave ne subira complètement la direction politique d'un gouvernement étranger à ses croyances et à ses traditions. Le Souabe s'y est essayé dix ans en Serbie et, après dix ans, le Serbe s'est retrouvé russe comme l'Alsacien se retrouverait français demain. Le même phénomène se produira sous peu en Bulgarie. En civilisant les Serbes et les Bulgares, avec le secret dessein de se rendre les maîtres définitifs de leurs destinées, nos ennemis ont accompli la tâche qui nous était naturellement dévolue, et ils ont travaillé pour notre compte, en pure perte pour eux-mêmes. La Bulgarie affermie secouera le joug autrichien et tendra les mains vers ceux qui sont les artisans de son indépendance et qui ne professent pas une religion différente de la sienne.

Que si, par hasard, les bienfaiteurs égoïstes des Slaves du Sud s'avisaient de réclamer le salaire de services qu'on n'a pas sollicités, oh ! alors la dignité de notre race nous forcerait à modifier du tout au tout notre attitude pacifique et dédaigneuse. Ce serait la guerre inévitable, car la Russie ne pardonnera à personne de s'emparer de ce qu'elle a racheté au prix de son sang. Le peuple russe peut regarder, en souriant, l'empereur d'Autriche caresser en Serbie et en Bulgarie quelques aventuriers, mais il perdrait son sang-froid le jour où on voudrait procéder à des attouchements plus sérieux.

La paix au sud de ses provinces, la paix à l'ouest de ses frontières, la paix quand même dans toute l'Europe,

voilà, pour me résumer, le programme incommutable de la Russie !

Elle attache un prix infini à l'amitié de la France, parce que cette amitié est le plus solide garant de cette paix. Cependant, ce serait une erreur de penser qu'elle serait prise au dépourvu si la main qu'elle a serrée loyament venait à se détacher de la sienne.

Le cœur de la France est toujours bon mais son esprit est mobile et ses gouvernements ne sont pas toujours stables. La Russie a dû prévoir, en conséquence, l'éventualité d'une rupture et elle s'est mise d'avance en face de deux hypothèses :

Ou l'on persuadera à la France que les inimitiés ne sont pas éternelles et qu'il vaut mieux conclure une alliance contre nature avec l'Allemagne, en obtenant d'elle la neutralisation de l'Alsace et de la Lorraine ; ou bien, revenant à la politique abaissée de M. Guizot, on démontrera aux Français que l'entente avec l'Angleterre est encore la meilleure des combinaisons puisqu'elle a assuré au pays une longue période de tranquillité et de prospérité.

Mais, j'ai raisonné sur deux hypothèses tout à fait invraisemblables afin d'établir que, malgré son affection profonde pour la France, la Russie n'a pas perdu le sentiment de la conservation personnelle. J'ai, d'ailleurs, la conviction absolue qu'aucune des deux ne se réalisera. Le peuple français est trop noble et trop délicat en matière d'honneur pour oublier, sans l'avoir vengée, une défaite imméritée; il a l'âme trop reconnaissante pour répudier l'amie qui l'a sauvé de l'invasion trois fois en vingt ans.

On s'imagine en France que l'intervention bienfai-

sante de la Russie ne s'est manifestée qu'en 1875 et 1887, et l'on croit que l'année 1891 est marquée seulement par l'affirmation du rapprochement des deux nations. Ce n'est là qu'une demi-vérité. En 1891, un danger plus grand que les précédents a menacé la France. Une guerre terrible allait ensanglanter l'Europe, et la France envahie à l'improviste par l'Allemagne, l'Italie, la Belgique et l'Angleterre réunies, aurait sans doute succombé sous le nombre des assaillants, quand un signe du Tsar a détourné l'orage. Ce point d'histoire mérite d'être fixé et j'en fais l'objet du prochain chapitre.

VIII

LE COMPLOT DE 1891

L'arrivée de l'escadre française à Cronstadt a changé radicalement la situation politique en Europe. L'événement s'est produit à propos. La conspiration était prête à éclater ; conspiration qui, dans l'esprit des conjurés, avait pour but d'anéantir la France et la Russie l'une après l'autre, sans donner ni à l'une ni à l'autre le temps de se reconnaître et de voler au secours de la première victime désignée.

Quand on eut compris dans les chancelleries de Vienne et de Berlin que les deux puissances menacées avaient deviné les projets de leurs ennemis communs et qu'à la coalition de l'agression elles étaient résolues à opposer la coalition de la défense, bien des préparatifs devinrent soudain inutiles et bien des programmes perdirent leur raison d'être.

Ni à Berlin, ni à Vienne, on n'avait cru que le Tsar abandonnerait son attitude réservée pour aller au-devant d'un rapprochement avec la France républicaine. On se figurait volontiers que les sympathies réciproques des deux peuples n'étaient propres qu'à servir de texte aux déclamations oratoires ou littéraires, et qu'elles ne sorti-

raient jamais du domaine platonique pour se traduire en manifestations officielles.

Les diplomates teutons, conseillés par les descendants de Machiavel, étaient si bien persuadés que le souci de préserver ses sujets de tout contact avec la nation révolutionnaire triompherait dans l'esprit de l'Empereur, de toute autre considération, qu'ils avaient préparé tranquillement un véritable coup de force auquel il fallut risposter par un coup d'éclat politique.

Les trois alliées sentaient d'ailleurs que les ajournements donnaient à la Russie le temps de refaire son armement et à la France toutes facilités pour organiser ses nouveaux régiments en formation. Eux-mêmes, ruinés par leurs budgets de guerre tous les ans plus lourds, éprouvaient le besoin d'imposer silence aux cris de mécontentement des peuples, et la guerre seule aura désormais cette puissance.

Affaiblir tout d'abord la Russie, en faisant naître n'importe quel *casus belli*, tel fut le plan des conjurés.

Mais on n'a pas facilement raison de la Russie, même dans une guerre de surprise, et tout en cherchant à la mettre en échec, on songea à assurer ses derrières en tenant la France sous le coup des menaces de tous ses voisins à la fois.

A cet effet, on s'entendit en premier lieu avec la Belgique, et comme l'ambitieux roi Léopold II a besoin, lui aussi, d'opérer des diversions extérieures à ses embarras intérieurs et pécuniaires, une convention fut bien vite conclue entre l'Allemagne et la petite monarchie constitutionnelle.

Les journaux d'Europe ont fait grand bruit en son temps de cette convention, qui n'a pas été ratifiée par les

Chambres de Bruxelles, Léopold et son ministre des affaires étrangères ayant jugé à propos de se passer de leur concours, mais je ne crois pas qu'aucun en ait donné le sens exact. Il m'est possible de le rétablir :

« La Belgique donne libre passage, sur son territoire, aux armées allemandes et leur permet d'y établir, à leur convenance, des magasins de vivres et de fourrages. Les chemins de fer, avec tout le matériel roulant, sont mis à leur entière disposition. Enfin l'armée belge elle-même passe sous la dépendance de l'état-major allemand, et ses chefs supérieurs sont désignés par le généralissime des coalisés. La seule restriction apportée à cet acte de vassalité, c'est que les troupes belges ne dépasseront pas la Flandre conquise et annexée.

« Tous les frais, résultant du passage des armées allemandes en Belgique, indemnités aux propriétaires et aux industriels, dommages-intérêts quelconques, restent, bien entendu, à la charge du gouvernement de Berlin.

« En cas de guerre heureuse, l'Allemagne garantit à la Belgique l'annexion des départements du Nord de la France... Une carte annexée à la convention délimite exactement la part de conquête qui doit être attribuée au successeur de Charles le Téméraire. »

L'Allemagne n'a pas cru devoir passer de convention avec le Luxembourg, quoiqu'on ait prévu la nécessité de violer la neutralité de ce petit État, mais on a supposé qu'il n'oserait point opposer de résistance aux exigences de l'état-major prussien. Du reste, le grand-duc régnant entretient des relations personnelles avec l'empereur Guillaume II, et une explication entre les deux princes doit, semble-t-il, aplanir toutes les difficultés, s'il s'en présente.

Mais il importait par-dessus tout à celui-ci de s'assurer la coopération de l'Angleterre, au moins sous la forme de neutralité bienveillante.

Le roi des Belges, s'étant lié lui-même les mains avec l'Allemagne, ne pouvait mieux faire que d'entamer personnellement les négociations avec Londres. Il se rendit en Angleterre, soumit à l'approbation du gouvernement de la Reine le traité qu'il venait de signer avec l'empereur Guillaume II et prépara la visite de celui-ci à sa grand'-mère Victoria.

On se souvient de l'entrevue et on sait que l'empereur allemand n'eut pas de peine à obtenir l'assentiment tacite de lord Salisbury aux projets de la Triple-Alliance; mais ce qu'on ignore généralement, c'est que l'Angleterre offrit plus qu'on ne lui demandait. Elle proposa ses bons offices pour entraîner le Sultan dans la coalition universelle, à la seule condition que la Triple-Alliance lui garantirait, pour toujours, la tranquille possession de l'Égypte.

Son ambassadeur, sir William Wight, fut chargé, de concert avec les ambassadeurs d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie, de préparer l'esprit du sultan Abdul-Hamid à sortir de sa réserve habituelle et d'user envers lui de promesses et de menaces.

Sir William Wight s'acquitta en conscience de cette mission. Le Sultan, qui vivait sans inquiétudes au fond de son palais, fut prévenu tout à coup que la paix était menacée dans toute l'Europe, qu'on était à la veille de changements violents et que chaque État devait pourvoir sans délais à sa propre défense.

La Turquie cependant avait un moyen de se préserver du contre-coup du choc universel. Peut-être même son

intervention aurait-elle une conséquence plus heureuse encore, celle d'écarter tout danger de guerre immédiat. En effet la grosse difficulté consistait dans la situation irrégulière en Bulgarie, et la Russie avait intérêt à maintenir dans cette principauté un état de choses anormal, espérant bien y trouver, tôt ou tard, un prétexte d'envahir de nouveau la péninsule balkanique et, cette fois, ne plus s'arrêter aux portes de Constantinople.

Si le Sultan se décidait enfin à reconnaître, pour légitime, le gouvernement de Sofia, de deux choses l'une : ou la Russie s'inclinerait devant sa décision, se contentant de protester platoniquement et de dénoncer la violation du traité de Berlin, ou bien elle prendrait les armes.

La première hypothèse était assurément la plus probable, comme plus conforme à l'attitude constante de la Russie depuis quinze ans. Ce serait pour la Turquie une victoire morale, compensant ses défaites de 1877. Elle y gagnerait de retrouver sa pleine liberté d'action, de redevenir maîtresse absolue de ses provinces, et de ne plus permettre à la Russie de s'ingérer dans son administration intérieure ; enfin elle pourrait se refuser à payer à cette dernière sa lourde indemnité de guerre. La Bulgarie, enchaînée par les devoirs de la reconnaissance, deviendrait son alliée. Quant au Bosphore, les puissances coalisées lui en assureraient à jamais la tranquille possession, et l'Angleterre accepterait la nomination d'une commission internationale qui étudierait de nouveau la question d'Égypte.

La seconde hypothèse, celle d'une guerre, n'était pas redoutable. Que pouvait, en effet, la Russie contre l'Europe entière coalisée contre elle ? Elle comptait sur la

France, mais la France ne pouvait même songer à entreprendre une campagne au milieu de tant de préoccupations intérieures. Était-il admissible que le gouvernement de la République envoyât ses armées au secours de la Russie, et laissât le champ libre aux partis épiant le moment et l'occasion de le renverser? La guerre contre la Russie devait donc nécessairement tourner à l'avantage de la coalition, et l'Europe, dans sa gratitude pour le Sultan, lui rendrait les provinces d'Asie-Mineure dont il a été dépossédé en 1877.

Sir William Wight ajouta qu'au cas où le Sultan se refuserait à entrer dans les combinaisons de la Triple-Alliance, l'Angleterre était bien décidée à l'abandonner désormais à ses propres ressources. Pour commencer, elle-même allait procéder à l'occupation définitive de l'Égypte. La Terre-Sainte serait enlevée à sa domination et placée sous le protectorat d'une commission composée de délégués de tous les états chrétiens. L'Arménie serait tranformée en principauté autonome, et la Macédoine partagée entre la Grèce et la Bulgarie.

Ces insinuations produisirent leur effet. Ballotté entre la crainte et l'espérance, Abdul-Hamid consulta son grand vizir et ses ministres, mais ceux-ci étaient gagnés d'avance par les grandes puissances alliées, et ils conseillèrent à leur maître de se ranger du côté du plus fort, c'est-à-dire de la coalition. Le parti religieux et les familiers du Sérail, presque tous défavorables, en principe, à la Russie, appuyèrent fortement cet avis. Finalement, le Sultan donna son adhésion à la Triple-Alliance, sur la promesse de l'ambassadeur d'Angleterre d'engager immédiatement les pourparlers au sujet de l'Égypte.

De son côté, Abdul-Hamid, jaloux de faire montre de

loyauté, admit, dès le lendemain, à l'audience, les envoyés bulgares; on se rappelle le discours qu'il leur adressa et dont voici la substance : « Le temps est proche où le sort accordera à votre Patrie une existence tranquille, et j'espère que la Bulgarie me sera reconnaissante du bien que je lui ai préparé ».

L'ambassadeur d'Angleterre courut d'une traite à Vienne pour apporter lui-même la bonne nouvelle à l'empereur d'Autriche. François-Joseph manda aussitôt le prince Ferdinand de Cobourg, lui annonca que l'Europe était décidée, en principe, à le reconnaître, et lui donna pour mandat d'empêcher la Serbie de se mêler de la guerre générale, le jour où elle viendrait à éclater.

En même temps qu'ils négociaient, les conjurés agissaient. L'Angleterre rallia dans l'Adriatique tous ses navires de guerre épars sur la Méditerranée, divisa cette flotte en deux escadres et ordonna aux deux amiraux de croiser, jusqu'à nouvel ordre, l'un dans la direction de Malte, de Corfou, et le long des côtes d'Italie, l'autre entre Smyrne et les Dardanelles, conjointement avec les forces navales italiennes.

L'Allemagne augmentait l'effectif de son armée du Nord et la concentrait sur la frontière est de la Belgique. La cavalerie de cette armée avait déjà reçu l'ordre d'envahir la France en grandes masses, et d'occuper les villages des départements du Nord, en attendant l'arrivée de l'infanterie qui devait suivre en chemin de fer. L'armée centrale devait faire aussi un mouvement en avant, simulé, pour assurer le rapide succès de l'armée d'invasion. En réalité, elle devait s'arrêter bientôt et prendre une attitude défensive pour donner à l'armée du Sud le temps de dessiner son attaque.

Celle-ci devait pénétrer en France par le district de Belfort, en violant le territoire helvétique. Il lui était enjoint de ne tenir aucun compte des protestations du Gouvernement de Zurich, et, au besoin, de réduire par la force des armes les garnisons suisses, peu nombreuses de ce côté.

L'armée française, obligée de faire face de deux côtés à la fois, était obligée de se diviser. L'armée centrale allemande intervenant alors, et, passant entre les deux corps occupés à repousser la double invasion, poussait droit à Paris pour ne s'arrêter que sous les fortifications de cette ville. Elle s'y retranchait solidement, et détachant vers la Champagne des escadrons de cavalerie, faisait enlever les convois de vivres et brûler les fourrages destinés aux deux armées françaises, facilitant ainsi la tâche des deux autres armées allemandes.

L'armée italienne ne devait pas rester oisive pendant ce temps-là. Elle devait envahir la Savoie, tandis que la flotte aurait fait une démonstration sur les côtes de Provence, afin de donner le change aux troupes françaises. L'armée italienne, surprenant Lyon, se dirigeait à marches forcées vers l'armée allemande de Belfort, dont elle aurait rejoint l'arrière-garde avant que la France eût eu le temps de se reconnaître.

Le rôle de l'Autriche consistait à concentrer toutes ses forces en Galicie, sur la frontière russe, et à dégarnir toutes ses places, sauf celles de Bosnie, qui auraient été augmentées, au contraire, en vue de l'occupation éventuelle de Novi-Bazar.

Les préparatifs terminés, le prince Ferdinand aurait donné le signal en proclamant son indépendance. Le Sultan y aurait acquiescé ; les gouvernements de la Triple-

Alliance, suivis de l'Angleterre, auraient immédiatement envoyé leur approbation.

Dans le plan des conjurés, cette violation flagrante du traité de Berlin devait provoquer la protestation de la France et de la Russie, mais, prises l'une et l'autre au dépourvu, ni l'une ni l'autre n'oserait pousser plus loin l'expression de son mécontentement. On ne tenait à la France aucun compte de sa modération et on lui déclarait la guerre. Cette guerre, d'après tous les calculs, ne devait pas être de longue durée, et on aurait ensuite tout loisir de se retourner contre la Russie avec une armée aguerrie et enivrée de ses victoires.

Les conjurés avaient compté sans la vigilance de l'Empereur Alexandre III qui, mis au courant de tous les détails de la conspiration, résolut d'y couper court par une démonstration éclatante de son amitié envers la France. La veille même du jour où les projets de la Triple-Alliance allaient entrer dans la voie de l'exécution, la flotte française faisait son entrée dans le port de Cronstadt, aux acclamations d'un peuple immense saluant les trois couleurs, et l'univers comprit que le gouvernement autocratique aussi bien que le gouvernement républicain étaient prêts à toutes les éventualités.

La journée de Cronstadt vaut mieux que quelques autres le nom de Journée des dupes, car la Triple-Alliance, ce jour-là, fut prise réellement dans ses propres pièges. Elle voulait surprendre et c'est elle qui fut surprise. Les conjurés s'entre-regardèrent; la délibération fut courte et chacun opina que, décidément, mieux valait surseoir à l'exécution du programme et attendre les événements.

Lord Salisbury télégraphia à sir William Wight, à

Constantinople, de rompre les négociations touchant l'Égypte. L'empereur d'Autriche prévint le prince Ferdinand qu'il fallait attendre et ne pas se hâter de proclamer l'indépendance de la Bulgarie. L'escadre anglaise de la Méditerranée reçut l'ordre de rallier Villefranche, et la Reine, dûment conseillée par son premier ministre, invita la flotte française à lui rendre visite à Osborn, à son retour de Cronstadt.

L'empereur d'Allemagne perdit la tête, suivant son habitude. Voyant que ses alliés lâchaient la partie, il simula une chute à Kiel et se donna comme fort malade pendant tout le temps que dura le trajet de la flotte française à travers la Baltique et la mer du Nord, de Cronstadt à Portsmouth. Il ne se montra à son peuple que le jour de l'entrée de la flotte dans cette dernière ville, et les curieux purent constater que Guillaume II n'était ni malade, ni convalescent, sauf peut-être d'ambition déçue.

On pourrait tirer beaucoup d'enseignements de cet épisode historique dont on pourra enjoliver mais non contredire les détails. Ce qui en ressort avec le plus de clarté, c'est l'importance pour la France de l'alliance russe. Il serait déloyal de prétendre que l'amitié française ne soit pas d'une grande utilité à la Russie, mais il serait absurde de ne pas voir que l'amitié russe est actuellement nécessaire à la France. L'alliance franco-russe favorise les intérêts généraux de la Russie, mais elle protège les intérêts vitaux de la France.

Le protocole, sinon le traité en forme, vient, en effet, d'être signé par les représentants de la Russie et de la France.

Il n'est pas long, mais, tel qu'il est, il suffit à donner

une première satisfaction aux légitimes impatiences des deux peuples.

Par l'article premier, la Russie s'engage à soutenir la France contre toute agression d'une puissance européenne et à mettre sur pied une armée de 600,000 hommes, le jour même de la déclaration de guerre. La France prend un engagement identique vis-à-vis de la Russie.

Par l'article second, les deux puissances se réservent leur entière liberté d'action au cas où l'une des deux jugerait à propos de prendre l'offensive.

Maintenant que cette alliance est un fait accompli, beaucoup d'hommes d'État, des journalistes en France éminents se disputent le mérite de l'avoir fomentée.

Je crois que chacun de ces personnages s'illusionne, et, pour ne point m'attirer leur malveillance, je me hâte de dire qu'à mon avis l'Empereur Alexandre III lui-même n'est pas le principal fauteur de cette heureuse entente. L'homme qui a mis la main russe dans la main française, celui qui a rendu nécessaire l'affirmation publique d'une amitié qui aurait pu demeurer longtemps encore à l'état latent, c'est Bismarck. C'est le Chancelier de Fer, par ses intrigues et ses insolences, qui a forcé deux nations, amies de la paix et de la tranquillité, à s'unir en vue d'une guerre défensive. Et c'est l'empereur Guillaume II, par ses intempérances d'actions et de paroles, qui nous oblige à rester, les uns et les autres, l'arme au bras, prêts à partir au premier signal.

IX

LES SALONS POLITIQUES

L'aristocratie russe, élevée aux pieds du trône, ressemble à un parterre où, en guise de fleurs, naissent et croissent les idées politiques. Aux réunions nombreuses, aux *five o'cloack tea*, aux soirées, et même aux simples visites, presque toutes les conversations roulent sur la politique.

On se plaint, à Paris, que les salons aient disparu, j'entends ces salons célèbres des marquises de Rambouillet, de Mmes du Deffand et Geoffrin, où se faisaient et se défaisaient les ministres et les réputations littéraires. Les amateurs des usages du temps passé n'ont qu'à faire un tour à Saint-Pétersbourg; ils trouveront de quoi se rassasier de commérages et de nouvelles à la main parlées. Toute politique, en Russie, prend sa source au Palais Impérial, et comme il n'est pas un salon, si obscur soit-il, qui ne compte parmi ses visiteurs quelque personnage lié par la parenté avec l'entourage de l'empereur, c'est à qui rivalisera d'indiscrétions.

Inutile de connaître les ministres. La plupart d'entre eux, renfermés toute la journée dans leur cabinet,

ignorent généralement ce qui se passe au sein des administrations qui ne sont pas de leur ressort.

Mais si vous êtes admis dans un cénacle aristocratique, vous saurez sur l'heure ce que le monarque vient de dire et même ce qu'il vient de méditer. C'est bien le diable si quelque femme gracieuse ne s'est point rencontrée, comme par hasard et à point nommé, sur le passage d'un fonctionnaire important et n'a pas surpris sur ses lèvres le mot qui a révélé le secret de la situation. Ce mot, elle s'est empressée de le colporter à travers la ville, de le commenter et de l'amplifier, à seule fin de paraître la mieux informée de toutes.

La dame russe a l'esprit si délié qu'elle n'a pas besoin de détails. Elle les devine, et, au besoin, elle y supplée. Le mot surpris lui sert de clef, et elle a bientôt fait de visiter tous les appartements et d'en décrire les recoins les plus mystérieux en apparence. Elle ne communique qu'en secret les secrets d'État attrapés au vol, mais elle a tant d'amis et d'amies auxquels les convenances l'invitent à la confidence, qu'il est malaisé de décider si elle ne vaut pas à elle seule toute une armée d'espions étrangers.

Les ambassadeurs accrédités auprès de notre Souverain se passent fort bien, du reste, de cette engeance. Fréquentant exactement dans les salons, ils apprennent bien vite tout ce qu'il leur est nécessaire de savoir, quelquefois informés avant notre ministre des Affaires étrangères lui-même. Le mal semble irrémédiable. La jalousie féminine s'en mêle, et c'est à qui, parmi les grandes dames de l'aristocratie russe, excitera le mieux l'envie de sa voisine, en attirant chez elle le plus de diplomates et de hauts fonctionnaires. En raison même

de ces rivalités, les jeunes femmes, qui font ailleurs le charme des réceptions, sont, sinon exclues, du moins détournées des salons. Ce sont, à proprement parler, des cercles d'hommes présidés par une maîtresse de maison. Les boudoirs y sont transformés en cabinets de travail, les grandes salles en lieux de rendez-vous politiques, et les chambres à coucher en boutiques de secrets d'État.

Un ambassadeur de marque est naturellement le clou de tout salon qui se respecte. La maison qui a réussi à en attirer un chez elle peut se considérer comme fondée, et c'est à qui, dans la noblesse, sollicitera l'honneur d'une invitation. Ceci est la conséquence d'un petit défaut national, plus particulier encore à l'aristocratie qu'aux autres classes. L'aristocrate russe aime tout ce qui vient de l'étranger, jusqu'à en paraître ridicule, et tout ambassadeur est l'objet de l'une de ses vénérations, sans excepter les représentants des gouvernements hostiles à la Patrie. Le général Werder et le comte Volkenstein, par exemple, sont réputés « *personæ gratæ* » dans tous les salons. Nos dames leur font la cour, et pour mériter leurs bonnes grâces quelques-unes n'hésitent pas à blâmer ouvertement l'Empereur d'avoir imprimé un brusque changement à la politique extérieure : « Voyons ! est-ce possible ? tourner si vite le dos à nos amis d'hier ! »

Il y aurait à écrire un livre curieux sur les divers salons de Saint-Pétersbourg. Leur classification seule m'entraînerait à des études intéressantes. Je pourrais dépeindre, en premier lieu, les salons des vieux, ceux où l'on vit de souvenirs et où les dignitaires en retraite passent leurs soirées à jouer aux cartes et à critiquer ceux qui tiennent aujourd'hui le gouvernail ; ce sont les

salons où l'on s'ennuie ferme, à moins d'être initié! J'introduirais ensuite le lecteur dans les salons où l'on prétend s'amuser, dans ceux qui sont peuplés de jeunes gens élégants, tuant le temps à causer toilettes, théâtres et cancans de ruelles ; c'est là que s'écoulent les belles années, sans souci des révolutions et sans préoccupation des événements qui agitent le monde. Je lui montrerais ensuite les salons où la politique proprement dite et les intrigues administratives tiennent la première place, mais d'où le jargon de la Bourse et des spéculations n'est point banni.

§ 1. — Le salon de Mme Doubelt.

Mais, je le répète, il y faudrait un livre, et j'aime mieux esquisser, à grands traits, un salon de mécontents, celui de Mme la générale Doubelt, sœur de M. Basilewski, le célèbre millionnaire, possesseur de mines d'or.

La maîtresse de maison est une de ces femmes, assurément bien rares, qui savent allier une grande bonté à une dévotion sincère. Elle a de l'esprit, sait recevoir, et elle est vraiment l'âme de ses soirées, sachant diriger les conversations et les porter sur les sujets qui plaisent le mieux à ses invités. Ceux-ci sont presque tous des vieillards, les uns prenant place autour d'un tapis vert, et les autres s'asseyant sur des fauteuils confortables pour y causer du cher passé. Feu le grand-duc Constantin Nicolaïevitch y venait régulièrement tromper son ennui, en jouant aux cartes avec l'ancien ministre, M. Nabokoff, dont le nez rouge était perpétuellement en

butte à ses railleries caustiques et aux plaisanteries de leur troisième partner, M. Lamansky. Ce dernier, ancien directeur de la Banque d'État, avait été obligé de prendre une retraite prématurée, pour avoir vu trop large dans l'horizon financier et avoir fondé en province une quantité de succursales qui n'ont pas réussi et ont causé la ruine de beaucoup de villes.

La mort du Grand-Duc a mis un terme à l'éternelle partie de wisth, mais à leur place d'autres invalides sont venus s'asseoir, qui préfèrent aux aléas du jeu le plaisir de blâmer Alexandre III de ne les avoir point compris et d'avoir confié la Russie à des jeunes gens sans expérience. Leur critique chagrine ne dépasse jamais, du reste, les bornes du parfait loyalisme.

L'aide de camp général Richter, ami intime de Mme la générale Doubelt, peut être considéré comme un habitué de ce salon, mais il n'y fait que des apparitions de quelques minutes, pour faire figure.

En revanche, un des généraux les plus aimés de la garde, y consacre tous ses loisirs. C'est le comte Protassoff-Bakhmétieff, type de la fière aristocratie russe, qui tend à disparaître, de celle qui a le courage de dire la vérité à l'Empereur quand les circonstances l'exigent, sans crainte de disgrâce. Le comte a commandé le régiment des gardes à cheval. Il a abandonné ce commandement, au grand regret de tous les officiers, à la suite d'un malentendu survenu dans une revue, entre le Grand-Duc Nicolas Nicolaïévitch et lui. Le général, fier et honnête, n'a pu supporter une observation injuste et a présenté sa démission. Le Tsar lui a confié alors la direction des affaires qui sont sous le patronage de l'Impératrice, et j'ai dit ailleurs comment il s'acquit-

tait de cette fonction, en bon chrétien et en serviteur loyal.

L'assiduité du comte Protassoff-Bakhmétieff, chez Mme Doubelt, forme comme la conclusion d'un roman qui vaut la peine d'être conté.

Ils se sont connus et aimés dans leur jeunesse. La vie les a séparés mais l'affection réciproque a survécu aux absences et dompté tous les obstacles. Elle est aujourd'hui plus vivace que jamais en dépit de l'âge, — ils ont à eux deux plus de cent dix ans. Le sourire apaisé de la vieillesse remplace en eux les ardeurs de l'adolescence, et s'ils n'ont pu mêler leurs existences ils s'en consolent en s'accablant de prévenances et en se faisant de mutuelles confidences.

Les parentes de la générale, la princesse Swiatopolk-Mirsky et la princesse Souvoroff, semblent regarder d'un œil d'envie ce couple si parfaitement uni dans l'honnête et sincère amitié. Puis, comme si le bonheur des autres attristait leurs âmes, elles se hâtent de partir en compagnie de l'aimable Mme Nicolaïeff qui est devenue l'indispensable de ces deux éplorées sur le retour. Elles font quelquefois une station au petit salon pour y écouter les plaisanteries de la jeune comtesse Schulembourg

§ 2. — La princesse Bariatinski et la grande coterie.

Le salon de la princesse Bariatinski est un centre de conversation. Le grand monde s'y assemble pour y échanger ses impressions et y conter des anecdotes. La médisance en est rigoureusement bannie; la maîtresse

de la maison donne l'exemple sur ce point en s'abstenant de tout propos méchant. Elle prend la défense des absents et, s'il est nécessaire de dire à quelqu'un une vérité désagréable, elle sait la glisser en une phrase sans amertume, qui la fait accepter du patient.

Les Schouwaloff, les Dolgorouki, les Menschikoff, les Obolenski, les Biélosselki sont les habitués de ce salon où jamais réputation n'a été flétrie. Qui oserait enfreindre la consigne? le plus malveillant craindrait trop de perdre son droit d'entrée.

Les élus de ce petit monde oublient, entre eux, et les tracas des affaires, et la politique, et l'âge lui-même pour s'adonner de tout leur être à la joie de vivre en commun et à deviser spirituellement. Chez la princesse Bariatinski et dans quelques autres salons pareils au sien, on jouit de la vie dans sa plénitude; on ne la brûle pas autour d'un tapis vert et on ne la consume pas en intrigues stériles ou malsaines.

§ 3. — La comtesse Kleinmichel.

Le salon politique le plus connu est celui de la comtesse Kleinmichel. On parle politique dans deux ou trois autres, mais pour en faire il faut aller chez la comtesse qui a su réunir autour d'elle tout ce que Saint-Pétersbourg compte de remarquable en fait d'hommes d'État, d'hommes de Cour et de personnages de l'Administration. Ses vastes appartements ressemblent à un ministère international et tous les gouvernements du monde y passent au crible d'un minutieux examen et parfois d'une critique sévère. Les secrets d'État s'y concentrent.

Chacun y apporte son information particulière pour faire plaisir à la maîtresse de la maison.

Les réunions de la comtesse Kleinmichel ont commencé, quai Gagarine, dans un petit salon bleu qui ne tarda pas à se trouver insuffisant, tant les demandes d'admission furent nombreuses. On déménagea et on s'en fut quai du Palais. Les bals, fêtes et réceptions, firent courir toute la ville, et rien ne devint plus à la mode qu'une carte d'invitation de la comtesse Kleinmichel. L'enfilade des nouveaux salons fut encore trop étroite pour contenir la foule qui s'y pressait et on dut, pour la troisième fois, porter ailleurs ses pénates. On acheta alors un hôtel immense, rue Serge ; on semble s'y être installé définitivement et c'est là que la comtesse Kleinmichel reçoit maintenant Saint-Pétersbourg conquis ; c'est de là qu'elle dirige sa grande politique, avec le savoir et l'adresse d'un véritable homme d'État.

Je n'étonnerai sans doute personne en avançant que la cohue ne va pas sans mélange. Les salons de la rue Serge sont le rendez-vous de presque tout le monde politique et administratif et on y rencontre plusieurs expulsés du pouvoir par le double avènement d'Alexandre III et du parti national.

La naissance et l'éducation semblent avoir prédisposé la comtesse Kleinmichel à devenir le trait d'union de tous ces vaincus de la politique. Le nom de son père, comte Keller, dénonce suffisamment son origine. Sa mère, polonaise, jadis une rare beauté, a épousé, en secondes noces, un médecin français pour lequel elle a acheté un titre de marquis. Le marquis de Saint-Yves est bien connu sur les Boulevards de Paris, où on le rencontre, du matin au soir, quêtant la poignée de main d'un

vrai gentilhomme de sa nation. La marquise, en très mauvais terme avec sa fille, comtesse Kleinmichel, vit aussi à Paris, constamment souffrante et renfermée dans un appartement presque abandonné.

Quant à la comtesse Kleinmichel, devenue veuve également, elle a eu le bon sens de ne pas se remarier. Son mari, fils du grand administrateur Kleinmichel, commandait, de son vivant, un régiment de la garde. Il a légué son immense fortune à sa femme.

Celle-ci occupait déjà dans la haute société et même à la Cour une position enviable ; belle, avec de grands yeux d'une expression étrange, elle a toujours invinciblement attiré l'attention sur elle. Son habileté à s'orienter à travers les situations difficiles fit rechercher ses conseils par ceux qui sentaient crouler sous eux les échafaudages de leur politique. Ils ont eu des imitateurs presque innombrables et on peut affirmer qu'aujourd'hui toutes les opinions ont leurs représentants dans les salons de la comtesse Kleinmichel, cependant l'opposition y domine.

Les visiteurs sont reçus en trois séries quotidiennes, correspondant chacune avec une toilette appropriée aux différentes heures de la journée ; le matin le négligé, l'après-midi la toilette de ville et la soirée le costume d'apparat.

Le rôle de chacun est tracé d'avance. Le visiteur du matin rend compte des nouvelles de la nuit et des décisions officielles ; le flâneur de l'après-midi rapporte les bruits du jour et tient au courant des projets de l'Empereur, de ses ministres et des ambassadeurs des puissances. La comtesse, qui a écouté tout ce monde en fumant d'interminables cigarettes, stupéfie ses invités du

soir en faisant parade de son omniscience. Son jugement est d'ailleurs sûr et elle sait démêler, au milieu des propos de ses informateurs, ceux qui sont dignes de foi, de ceux qui sont fantaisistes ou erronés.

Cette femme extraordinaire possède le don de distinguer les aptitudes et de tenir à chacun le langage qui convient à ses inclinations particulières. Aussi chacun s'empresse-t-il de mettre à son service tout ce qu'il peut avoir de relations et d'influences personnelles. En franchissant le seuil de son palais, on devient un rouage de ses combinaisons embrouillées. On le sait mais on ne résiste pas à l'attrait qui est souverain. Il est juste de reconnaître qu'elle n'est pas ingrate et que ses ressources intellectuelles et même pécuniaires sont constamment à la disposition de qui l'a obligée d'une façon quelconque.

Les années ont glissé sur la comtesse Kleinmichel sans y laisser de traces trop sensibles et, sachant redevenir femme à propos, quand les arguments de l'homme d'État lui paraissent impuissants, elle peut encore employer les armes d'une coquetterie raffinée pour séduire le grand seigneur sur lequel elle a jeté son dévolu.

J'ai raconté précédemment que le prince Dolgorouky avait résisté victorieusement à ses charmes, protégé qu'il était contre la tentation par l'amour de Mme Arapoff, mais le prince sérénissime Imérétinsky et le jeune comte Bobi Schouwaloff, l'un et l'autre et à tour de rôle favoris de l'Empereur, ont dû s'avouer vaincus. Je laisse au lecteur le soin d'imaginer le parti qu'elle a dû tirer de leur intimité.

Il est malaisé de deviner le but poursuivi par la comtesse Kleinmichel et je n'oserais même prononcer qu'elle

suit un plan tracé d'avance. Du moins ce n'est pas l'heure d'examiner ces questions.

On la rend responsable, dans certains milieux, d'intrigues plus ou moins avouables. Sa culpabilité n'a pu être démontrée, d'une façon évidente, que dans l'affaire de l'ambassade de Perse que j'ai contée plus haut et dont le prince Dolgorouky fut la victime un peu naïve. On a vu d'ailleurs que la passion féminine avait dicté sa conduite en cette circonstance, ce qui doit la rendre excusable à bien des yeux. On lui reproche de favoriser hypocritement l'alliance allemande, tout en se déclarant en apparence favorable à l'alliance française, mais aucun fait positif n'a encore confirmé ce soupçon. On l'a accusée enfin d'être l'auteur ou du moins l'inspiratrice de brochures et de pamphlets anonymes et publiés à l'étranger, où nos grands hommes, nos meilleurs diplomates et nos hommes d'État les plus distingués sont vilipendés, où plusieurs membres de la Famille Impériale sont traités sans ménagements. La comtesse Kleinmichel a même été inquiétée une fois à ce sujet, mais comme les petites persécutions dont elle a été l'objet ont été fort passagères, il faut la réputer innocente ou supposer qu'elle est entourée de protections bien puissantes.

La comtesse Kleinmichel, entrera certainement dans l'histoire anecdotique du règne d'Alexandre III, et les écrivains de l'avenir verront clair sans doute dans le rôle qu'elle aura joué!

D'avance, je suis enclin à l'indulgence. Les femmes d'un tempérament nerveux éprouvent le besoin d'exercer une activité infatigable sur tous les champs de bataille dont les lois de tous les pays leur interdisent l'accès. Elles apportent au combat les qualités et les

défauts de leur sexe. Quand elles vivent dans un siècle troublé, elles fomentent la guerre civile, séduisent tour à tour les grands capitaines pour les pousser les uns contre les autres et elles s'appellent duchesse de Longueville. Dans les temps de révolution, elles attisent les haines des partis, interviennent maladroitement dans la politique et, comme Anne de Marlborough, compromettent à tout instant leur souverain, sous prétexte de le servir. Sous les règnes apaisés comme celui de Louis XV, elles se contentent d'intriguer dans les académies et de régenter la littérature.

Sous le règne d'un autocrate comme Alexandre III, elles sont condamnées à s'agiter dans le vide et à jeter leurs éventails sous les roues de la locomotive, avec la folle espérance de la faire dévier de sa route. Quand il sera l'heure de définir exactement le rôle de la comtesse Kleinmichel, je souhaite et j'espère qu'on ne lui en attribuera pas un plus dangereux. Le critique impartial sera du moins obligé de reconnaître qu'elle a su imprimer une véritable animation à la vie nationale, et pour qui connaît les longs ennuis des longues nuits de Saint-Pétersbourg, ce ne sera pas là un mince mérite.

X

QUELQUES HOMMES REMARQUABLES

La guerre révèle les héros militaires, et les circonstances créent les hommes d'État. Au cours de cet ouvrage, j'ai montré à l'œuvre plusieurs de nos généraux et de nos grands administrateurs. D'autres, tels que Pobiédonostseff, les deux Igniatieff, Tchérévine, Polovtseff, Annenkoff, etc., laissés dans la pénombre, pour ne pas allonger indéfiniment les digressions, méritent cependant d'en être tirés, et le lecteur, qui veut être renseigné sur tous les hommes et les choses de Russie, me pardonnera de leur faire une place à part et de leur réserver un chapitre hors cadre

§ 1. — **Pobiédonostseff.**

Le procureur général du Très-Saint-Synode jouit en Europe d'une réputation universelle. On le tient pour le bras droit de l'Empereur, en ce qui concerne la politique intérieure. Cette opinion est erronée. Ancien professeur d'histoire d'Alexandre III, il est resté l'ami de son auguste

élève et, par une conséquence naturelle, le familier de la Maison Impériale, mais il n'est invité à donner son avis que sur les questions très importantes, pareil aux intimes de tous les pays et de tous les mondes qu'on appelle pour arranger les affaires difficiles et qu'on laisse de côté pour le courant habituel de la vie.

C'est lui qui a fait triompher le principe de l'autocratie en provoquant l'échec du projet de Constitution du comte Loris-Mélikoff, et la Russie lui en sait gré, mais c'est lui aussi qui a déterminé le retour au pouvoir du comte Tolstoï, et son intervention est jugée malheureuse dans ce cas. On le blâme encore de s'être employé de son mieux à la désorganisation des zemstwos, mesure rétrograde et vengeresse qui constitue une atteinte à la liberté et un encouragement à l'oppression d'une noblesse ignorante et appauvrie.

L'honnêteté publique et le loyalisme de M. Pobiédonostseff sont au-dessus du soupçon, mais un entêtement de vieillard joint à un amour-propre excessif lui font perdre souvent le bénéfice de ses qualités. Le paradoxe l'attire et la contradiction l'irrite. On l'a vu soutenir les thèses les plus extravagantes et n'en pas démordre par honte de s'avouer vaincu. Ses défaites, et il en a subi souvent, n'en sont, du reste, que plus éclatantes.

Il n'a pas su se préserver du travers commun à beaucoup de ceux de son âge qui ne veulent voir le présent qu'avec les yeux du passé ! Il dédaigne de s'apercevoir que le temps a marché, que les circonstances se sont modifiées, que les jeunes générations vivent d'une vie nouvelle et qu'une opinion publique se forme en Russie.

La haute société sourit au spectacle de cet homme de

quatre-vingts ans toujours empressé auprès du beau sexe auquel il ne sait rien refuser. Mais ce n'est là qu'un léger ridicule et on le pardonnerait volontiers à M. Pobiédonostseff, s'il y dépensait toute son activité inusable.

Malheureusement, ce vieux théologien éprouve le besoin de se livrer aux discussions religieuses. Il s'en est pris d'abord aux luthériens. Un des leurs, M. Dalton, a spirituellement relevé le gant, et dans sa réponse M. le Procureur du Très-Saint-Synode n'a pas mis les rieurs de son côté. Il a déchargé alors sa colère contre les juifs, insistant auprès du Tsar pour qu'on rognât une partie de leurs droits, puis, sans transition, il s'est mis en coquetterie réglée avec le baron de Hirsch.

Très irritable, il se prend sans cesse de querelle avec ses interlocuteurs, et comme il n'a pas de rancune il passe sa vie à leur présenter ses excuses.

L'Empereur n'a pas cessé de l'estimer, mais il ne l'écoute plus. Son influence auprès du Souverain est singulièrement amoindrie depuis la célèbre aventure du pseudo-cosaque Achinoff et du prétendu archimandrite Païssy. Cette histoire est assez mal connue dans ses détails. Je crois qu'on me saura gré de la rétablir exactement.

Achinoff, fils du brosseur du prince Dondoukoff-Korsakoff, gouverneur du Caucase, était lui-même un tout petit bourgeois de la ville de Tsaritzine. Audacieux jusqu'à l'effronterie et hardi jusqu'à l'impudence, il parvint à s'insinuer dans les bonnes grâces du maître de son père et lui demanda l'autorisation de fonder une colonie de paysans dans les terres libres d'Abkhasie, district du Caucase. Il obtint seulement des papiers lui conférant le

droit d'étudier sur place les terrains propres à la colonisation.

Achinoff en avait assez. Sans avoir fait le voyage, ni pris aucun renseignement, il recruta dans les gouvernements de Tschernigoff et de Poltava, une foule de paysans illétrés et crédules auxquels il persuada qu'il avait reçu commission de fonder un nouveau clan de cosaques en Abkhasie. Ils lui confièrent tout leur avoir et le suivirent en ce lointain pays. L'Administration, non prévenue, fut, on le pense bien, fort surprise de l'invasion de deux cents familles, manquant de tout. Par humanité, elle leur fit construire à la hâte des *isbas*, puis, comme il fallait bien les faire vivre, on leur acheta du bétail et on affecta au paiement une partie du budget des écoles de la contrée. L'argent fut confié à Achinoff qui l'empocha et décampa quand l'heure eut sonné de rendre des comptes. Il s'était rendu à Saint-Pétersbourg où, prenant les devants sur l'accusation, il se mit à déblatérer contre les abus de l'Administration et réussit ainsi à surprendre la religion de MM. Katkoff, Aksakoff et Pobiédonostseff.

Mon homme disparaît bientôt et, tout à coup, on apprend qu'il est en Abyssinie, muni, assure-t-on, d'une invitation du négus Jean, qui le prie de lui amener une mission orthodoxe. Le chef de cette mission était un certain Païssy, moine du mont Athos, ancien cosaque de l'Oural, qui avait cherché dans cet asile inviolable un refuge contre les poursuites de la justice. Les deux compères avaient fait connaissance à Constantinople, où Païssy était supérieur d'une section de son monastère. Achinoff l'avait séduit en faisant adroitement miroiter la gloire de l'entreprise et, comme entrée de jeu, lui fit obtenir le titre d'archimandrite par l'entremise de M. Po-

biédonostseff. M. le Procureur du Saint-Synode s'employa, dit-on, auprès du Gouvernement, pour extirper une somme de 40.000 roubles or, et auprès du ministère de la Guerre, pour lui faire accorder les armes et munitions nécessaires au convoi.

Les deux aventuriers recrutèrent à Odessa une poignée de vagabonds et la mission religieuse ainsi composée se mit en route.

On sait le reste. Le roman comique de la caravane et le douloureux incident d'Obock qui en fut le dénoûment, sont présents à toutes les mémoires. Ce qu'on ne sait pas, c'est que M. de Giers eut le bon sens de présenter à l'Empereur l'affaire telle qu'elle était, c'est-à-dire au désavantage d'Achinoff et de Païssy. Mais, M. Pobiédonostseff ne lâcha pas volontiers ses protégés. Il tint tête au ministre des Affaires étrangères, incrimina son patriotisme, et il fallut que l'Empereur, intervenant personnellement, interdît à son vieux professeur d'histoire d'entreprendre, dorénavant, aucune expédition compromettante pour le bon renom de la Russie. Achinoff, rapatrié après cette belle équipée, fut soumis à une étroite surveillance, et Païssy fut relégué dans un monastère lointain, avec son titre d'archimandrite qu'on ne voulut pas lui enlever, de peur d'amoindrir aux yeux du peuple le prestige de la religion.

Depuis cette époque, les recommandations de M. Pobiédonostseff ont cessé d'être des garanties d'avancement rapide, et son influence dans les affaires civiles est devenue presque nulle Cependant son activité ne s'est point ralentie, elle s'est concentrée sur les questions religieuses. Il construit des monastères et pousse autant qu'il peut aux vocations monastiques, mais on compterait

bien vite les écoles qu'il a bâties. On dit qu'il multiplie les moines, pour augmenter le nombre de ses avocats auprès de Dieu, et les illettrés pour diminuer celui de ses accusateurs. Il passe son temps avec les hauts dignitaires ecclésiastiques, qui chantent ses louanges dans l'espérance d'exploiter son prétendu crédit auprès du Monarque, mais on croit bien qu'au fond son joug leur pèse autant qu'à la Cour, au grand monde et au peuple. Il n'y a plus, en Russie, qu'un seul homme parfaitement convaincu du mérite de M. Pobiédonostseff, et cet homme est M. le Procureur général du Très-Saint-Synode.

Ce serait un grand malheur pour notre Église nationale orthodoxe, si ses intérêts sacrés étaient entièrement remis à des mains débiles, et si ceux qui sont chargés de la protéger étaient tous uniquement préoccupés des questions et des intrigues politiques. Heureusement, près de M. Pobiédonostseff se tient M. Sabler qui a pris sa tâche au sérieux, dirige réellement les affaires du Saint-Synode, et déploie dans son administration de véritables talents de réformateur.

M. Sabler est un chrétien convaincu. Persuadé que l'Église est la grande école de la morale, il fait tout au monde pour en soutenir l'éclat et en restaurer l'autorité. « La décadence de la religion c'est la décadence de la nation! », disait-il un jour, exprimant ainsi une haute vérité que plusieurs gouvernements d'Europe feraient bien de méditer.

Grâce à lui, la situation si précaire de nos ecclésiastiques de province et de nos popes de village a été considérablement améliorée. Aussi, le clergé, appuyé par le sentiment public, le tient-il en haute estime et espère-t-il beaucoup en lui.

M. Sabler ne pose pas en homme d'État dans le sens étroit du mot. Rapportant tout à la défense de l'Église Orthodoxe, il profite de sa situation pour exiger de nos diplomates en Orient qu'ils aient à se préoccuper de cette haute question, sans s'inquiéter de ce que pourront objecter leurs collègues catholiques ou protestants.

C'est lui le véritable champion de notre sainte religion. Il combat pour elle sans arrière-pensée, et laisse M. Pobiédonostseff chanter des hymnes et faire de la théologie en chambre, en compagnie d'archiprêtres et d'archimandrites.

L'opinion l'a désigné d'avance pour occuper en droit la place qu'il remplit déjà si bien en fait. Qui a été à la peine mérite d'être à son tour à l'honneur! M. Sabler est le successeur désigné de M. Pobiédonostseff.

§ 2. — Le comte Nicolas Ignatieff.

Le comte Nicolas Ignatieff s'est fait connaître par le succès de sa mission en Chine. Son ambassade en Turquie l'a placé hors de pair parmi les diplomates contemporains. Son hôtel à Constantinople était le rendez-vous des représentants de toutes les puissances, et les pachas turcs venaient y quêter sa recommandation auprès du Sultan. Abdul-Azis ne savait rien lui refuser, assuré que la Russie ne cherchait pas à dominer sur le Bosphore et désireux par-dessus tout d'éviter tout sujet de brouille avec nous. Sans les intrigues de l'Angleterre, la guerre de 1877 n'aurait pas éclaté; le comte Nicolas Ignatieff aurait obtenu, par la persuasion, la liberté des chrétiens dans tout l'empire turc, le seul but que nous visons

Le premier, il comprit l'importance d'une colonie russe à Constantinople et il la créa, pour ainsi dire, de toutes pièces. Il est vrai que les colons n'eurent d'abord de russe que le titre, et qu'ils ne parlaient même pas la langue nationale. N'importe ! leurs enfants l'auraient apprise. Le grain semé, il y a vingt-cinq ans, aurait maintenant levé et fructifié, si les successeurs du comte Ignatieff, mieux inspirés, avaient donné leurs soins à l'accomplissement de son programme.

On lui demandait un jour le secret de son influence sur le gouvernement et la cour de Turquie :

« Je n'use que de franchise et de sincérité, répondit-il; mon expérience m'a fait reconnaître que ce sont les meilleures armes de la politique. Je dispose, en outre, de trois cassettes dont le contenu opère des miracles. La première est pleine de décorations à l'usage des vaniteux, la seconde, de cadeaux de prix pour les amis du luxe, et la troisième d'or, destiné à ceux qui préfèrent ce métal à tout le reste. »

On a reproché au comte Ignatieff d'avoir induit le Ministère de la Guerre en erreur par ses calculs trop optimistes des forces de l'ennemi, que deux ou trois corps d'armée devaient réduire, affirmait-il dans ses rapports. L'étude impartiale de la campagne de 1877 montre cependant qu'il ne s'était point trompé. Si la guerre s'est prolongée au delà des prévisions et s'il a fallu expédier une troisième armée sur le Danube, il faut en rejeter la faute sur le défaut d'entente entre les chefs de nos troupes et sur l'insouciance de l'état-major général qui ne voulut pas admettre l'importance de points stratégiques comme Plewna et Lovtcha.

Ces points avaient été cependant occupés par nous au

début des hostilités. Si Osman pacha a pu s'en emparer sans coup férir et s'y retrancher de façon à nous tenir trop longtemps en échec, il faut dire aussi que l'attitude des Roumains lui a singulièrement facilité la tâche. Qui a prévenu, en effet, le généralissime turc qu'il était temps de sortir de Widine, et qui lui a fait comprendre que les batteries de Tourn-Magoureli ne l'empêcheraient pas d'exécuter ce mouvement ? A moins de supposer un traître dans nos rangs, ce qui serait une monstruosité inadmissible, on est bien obligé de croire que l'armée roumaine n'était point fâchée de trouver un prétexte d'intervenir d'une façon effective. En indiquant à Osman pacha un poste de résistance presque irréductible, elle rendait son intervention très utile sinon indispensable et trouvait l'occasion de moissonner pour son compte une part de nos lauriers. Je ne formule pas évidemment une accusation précise; je me contente de paraphraser le proverbe : *is fecit cui prodest*, et je laisse au lecteur le soin d'en tirer la conclusion.

Quant au comte Ignatieff, non seulement il mérite d'être lavé de tout reproche mais on peut dire de lui qu'il avait tout prévu, et si ses conseils avaient été suivis jusqu'au bout, si notre armée était entrée hardiment à Constantinople, assurément les événements auraient pris une tout autre tournure. Par exemple, la cession de la Bosnie et de l'Herzégovine à l'Autriche, qu'il qualifia alors d'attentat contre la Patrie slave, n'aurait jamais été consentie.

Lors de l'avènement d'Alexandre III, le comte N. Ignatieff, dégoûté de la carrière diplomatique par les procédés de son ministre, fut appelé à un haut emploi dans l'administration. Il fut, en premier lieu, chargé

d'apporter de l'ordre dans la gestion des domaines de l'État. Mais bientôt la confiance de l'Empereur l'appela à la présidence du ministère de l'Intérieur où l'on avait besoin d'un homme d'initiative et d'énergie. Le comte Ignatieff commença par accomplir de nombreuses améliorations dans cette branche du gouvernement, puis il composa un grand projet de réformes concernant l'institution des zemstwos.

L'ancien ambassadeur de Constantinople aurait voulu créer à Saint-Pétersbourg un zemstwo central, composé de délégués des zemstwos provinciaux, qui auraient délibéré, sous les yeux de l'Empereur, sur les questions économiques de tout le pays. Cette innovation ne portait aucune atteinte au principe de l'autocratie ; au contraire elle mettait le Tsar en contact immédiat avec son peuple, et l'affection que lui portent ses sujets en devait être augmentée. Mais son élévation rapide avait créé au comte Ignatieff des ennemis puissants et nombreux. Ils clabaudèrent qu'on revenait, par un détour, à la Constitution rejetée de Loris-Mélikoff, et ils firent si bien par leurs intrigues que le comte Tolstoï, créature de Pobiédonostseff, remplaça au ministère de l'Intérieur le véritable homme d'État disgracié.

Tolstoï, je l'ai déjà dit, ne s'est pas contenté de déchirer le projet d'Ignatieff ; il s'est complu à amoindrir la compétence des zemstwos de province et les a flanqués, pour les humilier, d'un corps de police tout entier recruté dans les rangs de l'aristocratie. Les zemstwos ne sont plus, comme l'avait rêvé Ignatieff, l'intermédiaire entre le pouvoir central et le peuple ; sans force et sans autorité, ils sont devenus presque un *impedimentum*. S'ils servent à quelque chose, c'est seulement à mettre en

pleine lumière l'impéritie des nobles qui les surveillent.

Le comte Nicolas Ignatieff a pu perdre une position officielle enviée ; il n'en a pas moins conservé l'affection du Souverain, et il est resté le Slave populaire entre tous. Président de la Société Slave et de la Société d'Encouragement du Commerce et de l'Industrie, il exerce sur toute la nation une influence prépondérante, et son action s'étend aussi aux questions d'ordre extérieur.

C'est la véritable dictature de la persuasion dont il s'est emparé, et les jaloux ne parviendront pas à l'en déposséder, parce que, malgré eux, elle est approuvée, en haut lieu, par le Monarque qui sait le mieux apprécier les services rendus à la Patrie.

§ 3. — Le comte Alexis Ignatieff, Tchérévine, le prince Dolgorouki, Toutolmine, etc.

Le comte Alexis Ignatieff, frère du diplomate, est présentement gouverneur de Kiew, la troisième ville sainte de Russie par ordre d'importance, et la première par droit d'ancienneté. C'est un homme de bien doublé d'un homme de valeur. Alexandre III compte sur lui pour une collaboration plus directe, et le poste de confiance qui lui est confié est un acheminement à de plus hautes destinées. C'est le candidat désigné au ministère de l'Intérieur, et, parmi tous ses concurrents à ce portefeuille, le général Tchérévine seul doit être considéré comme sérieux.

Celui-ci a déjà rempli les fonctions de substitut dans ce département. Il y a trouvé l'occasion de faire valoir

ses facultés d'administrateur. Son attachement à ses devoirs, son zèle à les remplir, lui ont mérité la confiance du Souverain, qui lui a commis le soin de sa garde personnelle.

Le général Tchérévine a naturellement beaucoup d'envieux qui jalousent sa position exceptionnelle dans l'empire, mais ils sont trop prudents pour s'essayer à ruiner son crédit auprès du Monarque. Ils savent qu'ils y perdraient leurs peines, et comme il arrive toujours en pareil cas, ils aiment mieux rechercher avec affectation son amitié.

Il en va de même de cet autre ami personnel d'Alexandre III, le prince Dolgorouki, dont j'ai déjà parlé à propos de la légation de Perse. C'est l'homme le plus bassement adulé de la Cour, mais il n'a cure des flatteries intéressées et va droit son chemin sans plus s'en inquiéter que des embûches d'un autre genre qu'on sème sur sa route. Élevé dans le cercle étroit de la Cour pour devenir un des lieutenants de l'Empereur, il obéit fidèlement à sa destinée et il n'est peut-être pas en Russie de sujet plus dévoué que lui ni plus exact exécuteur des ordres de son Maître.

En dehors du service il reste le gentilhomme hautain qui décourage les familiarités déplacées, le dandy élégant et fin qui donna longtemps le ton à la jeunesse. Froid et silencieux, il a laissé passer l'orage sans daigner lui faire tête. Que craindrait, en effet, le prince Dolgorouki? N'est-il pas le représentant désigné pour parler haut et ferme, au nom de l'Empereur de toutes les Russies, devant les cours ou les gouvernements auxquels il faudra manifester la puissance et la dignité de l'Empire?

Le général Kokhanoff, le remarquable général cosaque Swiatopolk-Mirsky, l'aimable comte Vorontzoff-Daschkoff, ce familier de l'Empereur, véritable chevalier du loyalisme, K. A. Skalkousky, écrivain et administrateur remarquable, qui s'est déjà distingué en mettant l'ordre dans le département des Mines, et quelques autres dignitaires, sont trop connus en Europe pour qu'il soit nécessaire de leur consacrer même une légère esquisse.

La personnalité du général Toutolmine est de celles qui méritent un portrait en pied.

Toutolmine commande la première division des cosaques du Caucase, et c'est un des premiers généraux de cavalerie du monde. Il a formé les deux fils du Grand-Duc Nicolas Nicolaïévitch, Nicolas et Pierre, et ces deux jeunes princes sont sortis de ses mains officiers accomplis. Après la guerre des Balkans, il a dirigé l'école des officiers de cavalerie, et ses élèves ont si bien profité de ses leçons que le corps de nos instructeurs, dans cette arme spéciale, ne laisse plus rien à désirer.

Commandant une division de cosaques, Toutolmine a su ranimer l'antique audace de ces enfants des steppes et réveiller leur amour pour les exercices équestres et la *chachka*, sorte de sabre circassien. Il a remanié heureusement les règlements de ce corps d'élite et excité parmi les officiers et sous-officiers une noble émulation. Il a pu en détacher un certain nombre en mission à Téhéran pour reformer la cavalerie persane, ce qui est chose faite maintenant, grâce à lui et aux ouriadniks de sa division.

Si Dragomiroff est le père de l'infanterie, si tous nos troupiers sont prêts à se faire tuer pour lui, jusqu'au dernier, l'ataman Toutolmine est le père des cosaques du Caucase. Un mot de ce vaillant, et un peloton de ces

cavaliers intrépides se précipitera, sans regarder au nombre, sur les bataillons les plus épais.

Écrivain militaire distingué, organisateur émérite, le général Toutolmine est, en outre, un des hommes du monde les plus recherchés par la haute société de Saint-Pétersbourg. Sa conversation spirituelle, son talent de conteur, sa bonne humeur perpétuelle lui ont conquis la sympathie de tous les salons. Il y fréquente, par délassement, mais ce n'est pas là qu'il va recruter ses amitiés. Ses vrais, ses seuls amis sont les cosaques : « Ce sont les enfants de mon Souverain, aime-t-il à répéter. Il m'a confié, à moi, leur frère, cette élite de la Patrie. Je suis tout à eux, et ils sont tout à moi! »

Que ne doit-on pas attendre de tels hommes commandés par un tel chef!

§ 4. — Annenkoff.

Dans ce glorieux dix-neuvième siècle où le génie de l'homme abaisse l'une après l'autre toutes les barrières de la nature, une œuvre seule peut être comparée à celle du général Annenkoff: celle du percement du canal de Suez. Mais il existe cette différence entre les deux entreprises également menées à bonne fin, c'est que le canal de Suez, contrairement aux intentions de son auteur, sert surtout les intérêts anglais, tandis que le chemin de fer transcaspien profite à la civilisation tout entière.

Le patriotisme a inspiré les travaux d'Annenkoff. Son grand mérite consiste à être allé là où regardait le peuple russe. Il a compris aussi cette grande loi de l'histoire qui pousse les hommes vers leurs pays d'origine, et il

s'est dit que les temps sont proches où l'Occident, obéissant à une suggestion irrésistible, va de nouveau se précipiter sur l'Orient et confondre les nations dans une mêlée suprême d'où sortira peut-être l'unité de race et d'intérêts qui fut la condition de la primitive humanité et que l'Évangile a résumée par ces mots expressifs : *unus pastor, unum ovile.*

Ce n'est plus en caravanes interminables et meurtrières que s'accomplira dorénavant le grand pèlerinage. L'illustre ingénieur russe, qui s'était déjà distingué en Russie d'Europe par la construction de chemins de fer stratégiques, a tracé au monde une route commode, sûre et rapide. L'artère principale, qui servira d'amorce aux autres lignes et qui va des bords orientaux de la mer Caspienne aux portes de Samarkande, est en pleine exploitation, et l'année 1888 a suffi pour exécuter ce prodigieux tour de force.

Avant d'énumérer les avantages d'ordre économique et d'ordre politique qui résultent déjà et qui résulteront plus grands encore dans l'avenir de l'heureuse terminainaison des travaux d'Annenkoff, il me semble utile de donner un aperçu des divers chemins qui conduisent de l'Asie Centrale aux confins de la Chine, du Thibet et de l'Inde Septentrionnale. Mes connaissances géographiques, contrôlées sur place par de nombreux voyages à travers des contrées inconnues des Européens, donnent à mes paroles une autorité qui ne sera contredite par aucun des explorateurs modernes.

Il est bien clair que la voie ferrée qui va de la Caspienne à Samarkande n'est que la ligne-mère sur laquelle viendront s'embrancher toutes les lignes desservant les pays avoisinant l'Asie Centrale.

Il importe, en premier lieu, de se rapprocher du Kotan, surnommé en Orient le Royaume de la Soie. Le Kotan communique lui-même avec les Indes par une route très ancienne et bien connue des caravanes. Se dirigeant d'abord du Nord au Sud, elle accède à la région des montagnes en côtoyant la rivière qui a donné son nom au royaume. Arrivée aux pieds des contreforts, elle se subdivise en trois tronçons. Le premier tourne à l'Ouest et, vers le 34e degré, se confond avec la route qui part d'Yarkend et aboutit à Léh, après un parcours de 415 milles ; le second incline vers l'Est pour reprendre bientôt la direction du Sud, traverse la gorge de Karacache, franchit la zone des neiges vers le 35e degré, coupe la rivière Tchengtchenémo, et débouche aux Indes après avoir passé par le Ladak et le Cachemire ; sa longueur totale, du Kotan à Léh, est d'environ 437 milles. Le troisième tronçon suit un terrain parallèle à celui du second à partir du 36e degré ; il se dirige sur Niche et Rodok, à travers le Thibet occidental, puis, côtoyant la rivière Garting, pénètre dans les Indes par Gartong et Taschling. Cette voie est la meilleure des trois ; sans montées incommodes, elle passe tout le temps par un pays peuplé où les caravanes font un commerce d'échanges, ce qui en abrège la longueur qui est d'environ 931 milles. Mais les Thibétains et les musulmans chinois s'en servent seuls ; elle est interdite aux Anglais.

Les habitants du Kotan se réservent une quatrième route que je dois également signaler. C'est une bifurcation du chemin de Karacache. Elle s'en détache aux environs du lac de Pangong, tourne un peu à l'Ouest, descend une pente assez raide, franchit l'Indus près de Rampour et aborde aux Indes par Simla.

Toutes ces voies de communication seront à notre disposition quand seront accomplis les travaux de la grande ligne. Il nous suffira d'avoir en main le manche de l'éventail des routes qui commencent à Yarkend, et qui toutes se dirigent vers les Indes. C'est pourquoi l'accès facile de ce vaste entrepôt d'échanges doit nous préoccuper avant tout.

D'Yarkend à Léh, capitale du Ladak, le trajet ne mesure que 445 milles. Il est vrai que la route n'est pas très pratique. Elle franchit en effet le haut Karakoroum et le Sassère, situés, l'un à 18,500 et l'autre à 17,500 pieds Ces montagnes sont envahics par les neiges en hiver, et l'ascension en est très difficile.

Il existe encore d'autres routes qui vont d'Yarkend au Cachemire et aux Indes en contournant le Pamir, mais elles sont maintenues dans un état des plus primitifs. Ce ne sont, à proprement parler, que des sentiers abrupts, et les Anglais s'opposent à leur réparation. Les diplomates anglais pensent, en effet, que le manque de bonnes routes dans les montagnes tient lieu de fortifications, et ils considèrent la chaîne de l'Himalaya comme la meilleure ligne de défense de leurs possessions.

Tant mieux ! Les marchandises accumulées à Léh par les caravanes du Pendjab et du Thibet, rebutées par les défiances anglaises, rebrousseront vers le Nord, sûres d'ailleurs de trouver sur nos marchés un débouché avantageux. Quand nous aurons réparé les routes de Léh à Yarkend, quelques jours seulement suffiront pour les amener à la station terminus de notre chemin de fer, et, en une semaine au plus, les places d'Europe pourront en être inondées.

Ce n'est pas seulement le commerce qui profitera du réseau des chemins de fer transcaspien.

Les cinquante millions de musulmans chinois sont de zélés religionnaires, et chaque année ils fournissent à la Mecque un contingent notable de pèlerins. Les Anglais sont leurs convoyeurs habituels, à quel prix et avec quel mépris de la vie humaine et des souffrances d'autrui ? Il faut avoir vu ces malheureux, empilés dans les vagons à bétail des chemins de fer indiens ou entassés sur les ponts des navires, pour s'en faire une idée. La fièvre maligne, le typhus, la dysenterie causent parmi eux d'effrayants ravages, et les lames de l'Océan, balayant les ponts des navires, les emportent par grappes au fond de l'abîme sans que les capitaines s'inquiètent de ces accidents, vulgaires, paraît-il. Je compte pour rien le passage des montagnes de Karakoroum et de l'Himalaya, où les pierres milliaires sont figurés par les squelettes des pèlerins des précédents voyages.

Quand le chemin de fer transcaspien aboutira à la frontière de Kaschgar, plus de montagnes escarpées à passer, plus de traversées dangereuses, plus de capitaines de navires inhumains. Le flot des pèlerins chinois se portera, en quelques jours de marche facile, aux points terminus de notre système ferré. Nos vagons les conduiront en deux jours sur la mer Caspienne, et deux semaines au plus suffiront pour les amener au terme de leur voyage pieux. L'aller et le retour exigeront deux mois à peine. Par la voie de l'Inde, ces braves gens perdent au moins six mois ; il me serait facile d'en faire la démonstration, si je ne craignais de fatiguer le lecteur en multipliant les détails techniques. Leur voyage

s'effectuera dans des conditions confortables, et ceux qui auront quitté leur terre, leur femme et leurs enfants pour accomplir un vœu, ne partiront plus sans grand espoir de retour comme aujourd'hui.

Le monde musulman d'Asie considère déjà le Tsar Blanc comme son protecteur naturel. Il est facile de se faire une idée de l'accroissement de prestige qui résultera pour lui et pour la nation russe de ce nouveau bienfait.

Il me faudrait écrire un livre, et un gros livre, pour exposer tous les avantages de la création du réseau transcaspien destiné à relier par une voie transversale, dans un avenir sans doute peu éloigné, le railway transsibérien. Ce que j'en ai dit et ce qu'on devine montre qu'il n'est pas d'œuvre plus colossale au monde, et que son accomplissement est plus gros de conséquences que les entreprises d'Alexandre de Macédoine, de Gengis khan et de Tamerlan. Ces conquérants ont dompté les hommes, mais les générations vaincues ont passé et les générations suivantes ont effacé les traces de la défaite de leurs pères. Annenkoff a dompté définitivement les éléments, et quelle force humaine redressera les montagnes déracinées par son génie ou creusera de nouveau les vallées qu'il a comblées?

Dans cet ouvrage, consacré à toutes nos gloires russes, je ne puis malheureusement m'étendre longuement sur le mérite de chacun de nos héros, et ces quelques pages ne donnent d'Annenkoff qu'une idée imparfaite. Il manquerait même un trait à l'esquisse si je ne faisais observer en terminant que le général compte autant d'ennemis que d'admirateurs. C'est le sort de tous les grands hommes, et, comme il arrive toujours en pareil

cas, les premiers n'aident pas moins que les seconds à sa renommée. Ils ont d'ailleurs affaire à forte partie, car Annenkoff n'est pas seulement un ingénieur de génie, c'est aussi un homme d'esprit, habile aux intrigues, rompu aux usages du monde, et qui rend coup pour coup, blessure pour blessure.

FIN

TABLE

Saint-Denis. — Imprimerie H. Bouillant, 20, rue de Paris.